





## Les archives en péril

Organe par excellence de la mémoire collective, comme l'écrit Vital Chomel, les archives ne sont pas ce qu'elles devraient être. Or la réussite de la décentralisation, note par exemple Henri Charnier, est rien moins qu'assurée si les nouvelles collectivités ne disposent pas de sources d'information indispensables. Il faut tenir compte des énormes possibilités et des profondes mutations qu'entraîne, ainsi que le montrent Paule René-Bazin et Bruno Delmas, l'avènement des technologies nouvelles.

## Nouvelles technologies, nouvelles perspectives

par  
PAULE RENÉ-BAZIN (\*)  
et BRUNO DELMAS (\*\*)

TRANSMETTRE aux générations futures les six cent milliards de caractères d'informations dignes d'intérêt, accumulés aujourd'hui sur support magnétique, soit près de 40 kilomètres linéaires d'équivalent-papier, c'est une des formes nouvelles de la mission traditionnelle des archivistes.

Face à une information toujours plus abondante, mais toujours plus dispersée, émietlée, rendue inaccessible par la banalisation des outils informatiques, la mission des Archives doit être élargie et renouvelée. Au début de la Révolution, les assemblées issues du suffrage universel ont confié aux institutions d'archives nationales et départementales, pour en assurer accès égal à tous, de la mémoire de notre peuple, l'organisation d'un système décentralisé de l'information publique.

Depuis lors, cette fonction a été régulièrement confirmée et précisée selon les mutations du pays, et les nécessités administratives. Le développement des technologies nouvelles a des effets immédiats sur les archives. Ce capital d'informations, dont l'accroissement annuel serait de l'ordre de soixante milliards de caractères, réparti sur plusieurs centaines de milliers de bandes magnétiques, se substitue pour une large part aux documents traditionnels, qu'il s'agisse de fichiers statistiques que gère l'INSEE, des fichiers de la Documentation française ou des fichiers de gestion interne des administrations comme la direction des impôts, la Sécurité sociale ou la police. A la différence du papier, dont la masse même limite l'utilisation, ce capital

est susceptible de traitements rapides, massifs que l'on ne peut, pour une part, encore imaginer. Bien entendu, la fourniture des moyens nécessaires est la condition préalable pour la conservation et l'exploitation de ces documents de type nouveau.

Dans le domaine de la conservation, c'est avec un retard d'une bonne dizaine d'années sur les Etats-Unis, le Canada, les pays scandinaves, etc., que la France se penche sur le problème des *Archives récentes*, ou, comme disent les Canadiens, des archives « ordinolines ». A ce sujet, on attend toujours le rapport de M. Jacques Dondoux, aujourd'hui général des télécommunications auquel fut confiée en 1980 une étude prospective sur les technologies d'archives à l'échelle du siècle.

Parallèlement, la direction des Archives de France met au point son projet « Conserve (1) ». Son objectif est d'organiser la conservation à long terme des fichiers informatisés de l'administration et d'ouvrir un champ d'investigation toujours plus étendu. Les Archives ne peuvent espérer réaliser cet objectif très ambitieux sans une impulsion à un niveau très élevé. Il faut convaincre les ad-

(\*) Conservateur aux Archives nationales.  
(\*\*) Professeur à l'Ecole des chartes.

ministrations de déterminer dès leur mise en place l'intérêt des fichiers qu'elles créent, et d'éviter la perte d'information en arrêtant également les normes de leur archivage. Quelques ministères (recherche et industrie, agriculture, transports) ont accepté d'effectuer des versements expérimentaux aux Archives.

Il faut s'associer aux travaux d'organismes qui, comme l'INSEE, se préoccupent d'archivage magnétique, et, surtout, mener une action commune avec la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), dont la mission ne contredit en rien celle des Archives de France.

Le Centre de conservation des archives informatiques, dont l'installation est prévue à la Cité des archives contemporaines de Fontainebleau, se trouve devant des problèmes nouveaux en France : repérage de l'information sur support magnétique, appel à une action commune avec le CESA (Centre d'études des systèmes d'information des administrations) ; rigoureuse sélection pour un archivage à long terme conduisant à ne privilégier qu'une faible partie des fichiers ; conservation des bandes magnétiques en attendant leur remplacement par des supports plus stables, comme le vidéodisque ; recueil de la documentation nécessaire à l'exploitation ultérieure, etc.

En ce qui concerne l'exploitation automatique des documents, l'écran lumineux devient soudainement l'interlocuteur actif du grand public. L'enfant qui interroge son jeu électronique, le technicien qui recourt à la conception assistée par ordinateur, l'abonné du téléphone qui consulte son annuaire téléphonique, le conseil municipal qui déroule son bulletin sur grand écran... Tous reçoivent ou produisent en quelques nano-secondes des informations visualisées pour des choix plus éclairés. Mais ces enfants, ces techniciens, ces élus, sont aussi les élèves qui se documentent pour un exposé, les généalogistes, les administrateurs ou les chercheurs : ces usagers des Archives voudraient bien dès aujourd'hui pouvoir interroger ces écrans. Les possibilités nouvelles offertes par la machine d'occultent certaines informations protégées par la loi devraient même permettre aux historiens du temps présent un accès plus immédiat aux documents administratifs.

Très tôt, les archivistes ont présenté les perspectives qu'ouvraient dans leur domaine ces nouvelles technologies, mais ils sont loin d'en avoir exploré toutes les possibilités. Aux Archives nationales, quelques bases de données sont déjà performantes ou promettent de l'être à court terme : la base « Léonore » ouvre l'accès aux centaines de milliers de dossiers individuels des archives de la Légion d'honneur, la base « Arcade » rassemble les données sur les commandements, acquisitions et attributions des œuvres d'art par l'Etat au dix-neuvième et vingtième siècles, la base « Eglise » offre, à partir de l'Etat général des fonds des Archives nationales un index en base conversationnelle.

On rêve d'« informatiser les archives » comme on rêve, même dans les milieux très officiels, de les transférer en totalité sur microfilm. Le rêve s'est révélé utopie. En revanche, la mise au point de bases en réseau, permettant à tout chercheur de construire sa stratégie de recherche à partir de terminaux installés dans les salles de consultation, est un objectif raisonnable dont la réalisation apporterait des gains de productivité et, peut-être, une dynamique nouvelle. Encore faudrait-il que le coût d'accès ne soit pas prohibitif.

De plus en plus, pour produire ou gérer les informations qui seront les archives du futur, de nombreuses structures coexistent sans complémentarité ni cohérence. Telle lettre ou tel dossier, enregistré une première fois dans un secrétariat, puis traité dans un bureau d'ordre, puis indexé dans un service de documentation est enfin analysé aux Archives s'il y parvient.

La saisie de l'information au plus près de sa production, son exploitation, sa conservation et sa restitution pour la mémoire collective doivent impérativement être précédées d'une démarche cohérente et synthétique entre producteurs des documents, documentalistes, organisateurs et archivistes, en vue de déterminer les circuits, les matériels et les règles d'indexation, etc. Entre les uns et les autres, les perspectives sont multiples et, parfois, contradictoires, mais ces confrontations sont pour l'archiviste la seule chance, d'assurer l'immense tâche que le législateur lui a confiée, malgré la pénurie de moyens à laquelle il le condamne. Pénurie aggravée par le gaspillage des informations qu'elle entraîne face aux quelque 17 milliards de dépenses annuelles de l'informatique publique.

(1) Conservation et stockage des archives nouvelles constituées par l'électronique.

## Vers l'amnésie décentralisée ?

par HENRI CHARNIER (\*)

LA réussite de la décentralisation est liée à l'accès des sources d'informations régionales et locales, en majorité détenues par les administrations. A défaut, les responsabilités des collectivités et celles de l'Etat ne pourront se fonder, le contrôle des citoyens s'exercer, les disciplines scientifiques et techniques s'adapter aux milieux, les cultures s'épanouir. Réciproquement, cette mise en valeur et cette accessibilité dépendront de la décentralisation et de la manière dont celle-ci modifiera réseaux et systèmes de traitement des documents administratifs.

Ces réseaux et systèmes ne sont pas satisfaisants.

Les informations administratives sont coûteuses, mal utilisées, encombrantes et fugitives.

Cette marée qui submerge les administrations est pourtant une richesse potentielle.

La nécessité d'une bonne mémoire administrative va s'accroître doublement de la décentralisation et de la déconcentration. C'est le soliloque bureaucratique qui permet l'ordre et les palinodies. Le dialogue obligé des collectivités et de l'Etat va faire des dossiers — qui d'ailleurs ne se retrouveront plus dans les services centraux — des instruments nécessaires d'échanges, de contrôle ou de garantie réciproque entre institutions et services.

La valeur sociale et la valeur économique des informations publiques justifient leur ouverture au plus grand nombre en accord avec les libertés d'accès et de contrôle récemment reconnues par les lois. La télématique ne pourra longtemps se contenter de choix entre répertoires téléphoniques, renseignements météorologiques ou horaires ferroviaires et d'abstraites « données » nationales et internationales.

La valeur scientifique des archives est encore mal reconnue en dehors de l'histoire et de domaines étroits des autres sciences humaines comme la démographie. Malgré les silences du rapport Godelier sur les sciences de l'homme (1), c'est pourtant à la recherche qu'elles offrent les ressources les plus nombreuses, inexploitées par les procédures administratives. Au-delà des sciences humaines, de très nombreux documents publics concernent les autres disciplines et subissent le sort commun du désordre, des pertes et des destructions incontrôlées.

## Des textes muets

Cependant les textes sur la décentralisation restent pratiquement muets sur la gestion des informations et documents. La loi du 2 mars 1982 ne précise pas les nouvelles modalités de transmission des actes des collectivités aux formes et finalités juridiques. Pour les informations « nécessaires à l'exercice des attributions » des collectivités et des représentants de l'Etat, elle ne prévoit qu'une procédure réciproque de demandes occasionnelles. Le projet de loi sur les compétences effleure à peine les problèmes liés aux contenus et usages concrets : normes statistiques des compétences transférées, secret des informations nominatives...

En aval des procédures administratives l'action de contrôle, d'évaluation, de collecte, de conservation et de mise en valeur des informations et dossiers élaborés est prévue par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives. Cette loi reste inappliquée faute de volonté politique et de moyens. Les mesures prévues risquent de la rendre inapplicable juridiquement.

Les archives ne peuvent être efficaces qu'en s'insérant dans les réseaux administratifs. Le projet sur les compétences ne les assimile qu'à un patrimoine historique sans utilité administrative pratique ni valeur juridique quand il en attribue aux départements la totale responsabilité, comme au dix-neuvième siècle, y compris pour les documents de l'Etat. Cette départementalisation exclusive est incompatible avec la prise en charge régulière des dossiers d'attributions régionales. Elle amènera beaucoup d'administrations d'Etat à refuser le contrôle et la remise de ces dossiers comme de tous documents politiquement « sensibles », à multiplier destructions ou détournements ou à constituer des services autonomes de traitement et de conservation. Cette dispersion, comme la séparation éventuelle entre archives des régions et archives des services régionaux de l'Etat, interdirait des traitements documentaires rationnels. Elle rendrait encore plus difficiles les recherches et l'accès aux informations.

(\*) Conservateur d'archives, président de l'Association des archivistes français.

De façon innocente ou non, l'obligation prévue pour les départements de « recevoir » les papiers des services de l'Etat inverse l'obligation légale des administrations de remettre leurs papiers aux archives. Pourrait-elles ne remettre que l'encombrant, sans obligation pour l'important ? Les conseils généraux ne pourront dans ces conditions envisager ces transferts de documents que comme d'insupportables transferts de responsabilité et de charge.

La responsabilité sera lourde, la charge sans rapport avec celle que les départements supportent depuis toujours pour les « archives départementales », dans des conditions juridiques et matérielles bien différentes. Les archives, en effet, n'ont pas encore réellement affronté la production administrative de masse des trente dernières années, l'extension de la action d'archives publiques impliquée par la loi de 1979 ni les conséquences de nouveaux droits d'accès aux documents administratifs, et de la décentralisation elle-même. Pour contrôler, évaluer et trier des centaines de kilomètres linéaires de dossiers produits annuellement, les personnels manquent. L'estimation minimale de ce qu'il faudrait conserver, compte tenu de la valeur juridique, technique ou scientifique des informations, est d'environ 150 kilomètres linéaires, soit une cinquantaine pour les administrations centrales et 1 000 mètres en moyenne par département ; cette masse ne correspond qu'à 3 millimètres de dossiers par habitant concernant soit individuellement sa personne, son statut et ses biens, soit surtout les équipements et les actions collectifs. Les nouveaux procédés techniques — microfilm ou informatique — exigent des coûts plus élevés, ne peuvent en réduire la charge.

Sans tenir compte d'un arrière-considérable, faire face nécessite de déceler les investissements consentis en moyenne chaque année au niveau national et de doubler ou tripler les frais de fonctionnement de la plupart des départements.

Les changements de dimension et de contenu devraient imposer une profonde révision des structures et du statut des services d'archives des départements, non leur retour formel à une situation du dix-neuvième siècle.

Avec des modalités de financement équitables et clairement définies assurant la continuité d'un service public fondamental dans une société démocratique moderne, ces structures et ce statut doivent donner aux autorités produisant les informations comme aux utilisateurs de ces informations les garanties d'efficacité dans la collecte, de neutralité dans le choix des documents conservés et signalés, de qualité scientifique et technique dans les classements, de protection des secrets publics ou privés. Ces garanties, incompatibles avec une dépendance matérielle exclusive à l'égard d'une seule des autorités désormais en présence, nécessitent une collaboration permanente entre l'ensemble des organismes producteurs de documents, des catégories d'utilisateurs, des créateurs de banques et bases de données. Ainsi seraient brisées les barrières stérilisantes entre la réflexion et l'action administratives, la recherche scientifique, la diffusion culturelle. Pour une telle collaboration comme pour un financement multiple, le statut d'établissement public — soit départemental, soit interdépartemental au niveau de chaque région — paraît seul adapté. Il répondrait tout à la fois aux divers besoins d'infrastructures documentaires, régionales et départementales, maintes fois exprimés par les administrations, par les chercheurs, par les responsables culturels.

Au siècle de l'information et de la télématique, la mémoire collective n'est encore qu'une utopie légale. La décentralisation rend nécessaire la mise en valeur de ce gigantesque investissement permanent, de ce patrimoine constamment dissipé. Vainement la faciliter ou la rendre impossible ?

(1) Maurice Godelier, *Les Sciences de l'homme et de la société en France. Rapport au ministre de l'Industrie*. Documentation française, 1982.

Edité par la S.A.R.L. le Monde  
Général :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
Imprimé :  
du « Monde »  
5, rue de la Harpe  
PARIS  
Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'Administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037

## Mémoire de la nation

par VITAL CHOMEL (\*)

Jour'hui un public relativement populaire », il n'est que juste de le constater.

Cependant, à ne juger de l'activité des Archives de France que sous un tel angle, l'on se méprendrait. La technique des sources historiques n'est point un mythe entretenu par l'Ecole des chartes, et à l'effort du spécialiste pour mettre à la disposition du grand nombre le parchemin, le papier timbré ou le papyrus dont il a la garde doit correspondre de la part du public un effort pour acquiescer des notions dont il n'est pas possible de faire l'économie. De la manifestation opportune pour conforter l'image de marque des archives, à l'action culturelle efficace, il y a une marge que la misère des effectifs interdit de franchir. 232 conservateurs, 237 documentalistes et secrétaires de documentation pour les Archives de France, quelque 2 000 personnes au total, pour gérer la mémoire de la nation des origines à aujourd'hui : le rappel de ces chiffres marque d'indéfectibles limites que quelques emplois de développement culturel ne repousseront guère.

Pour nuancer que soient les développements de M. Quenier, ses critères d'appréciation rejoignent finalement les options constantes d'un ministère de la culture qui réserve crédits et créations de postes aux institutions à même de promouvoir les manifestations spectaculaires. Quasi-doublement du public atteint par les Archives de France entre 1969 et 1979, mais stagnation des effectifs et dérive numérique du personnel scientifique pendant le même intervalle : le salaire est mince sans que, depuis le 10 mai 1981, un renversement de tendance soit perceptible : 76 créations en 1982, aucune en 1983. L'enlèvement qui se poursuit compromet la « restitution » sollicitée par des amateurs de plus en plus nombreux.

## Une situation désastreuse

A trop s'attarder sur la fonction culturelle des archives, les obligations de leur fonction administrative — la conservation d'un patrimoine sans cesse en voie de constitution — risqueraient de s'estomper. Malgré les espoirs issus de la mise en chantier de la Cité des archives contemporaines de Fontainebleau, malgré les inaugurations d'édifices départementaux, la situation immobilière reste désastreuse. « Sur cent huit bâtiments d'archives, trente-cinq sont actuellement saturés, et cinquante au moins le seront d'ici 1983, c'est-à-dire qu'un service sur deux va être à prompt échéance hors d'état de fonctionner », note M. Quenier, qui remarque d'autre part que, faute d'engagements financiers — faute aussi, ajoutons-nous, de volonté politique — la législation de 1979 sur les archives reste inapplicable. Une ligne budgétaire offre un espoir pour la protection des archives industrielles des sociétés nationalisées. Hormis cette novation, l'impasse reste quasi totale.

Qu'il s'agisse des archives politiques, des archives des services administratifs, de celles des collectivités locales ou des sociétés d'économie mixte et des établissements publics, le contrôle de la production documentaire reste hors de portée.

(\*) Conservateur d'archives.

portée la plus souvent, quelle que soit sa nature, classique ou informatique. De ce dessaisissement progressif d'une fonction aux obligations de laquelle seule l'attribution de moyens d'intervention expérimentaux aurait permis de faire face témoignent les concurrences d'attributions avec la commission de coordination pour les conditions administratives pour les communications, avec la commission nationale « Informatique et libertés » pour les décisions de conservation ou de destruction. Des éco-musées à l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale, de l'INSEE à l'Institut d'histoire du temps présent, des laboratoires du C.N.R.S. à la plus mince école universitaire, chacun, las d'attendre que les Archives de France puissent prendre en charge ses papiers ou ceux qui intéressent ses recherches, obtient des financements publics ou leur sort reste pour le moment, traité et parfois communiqué lui-même des papiers aussi bien publics que privés. Au reste, muet sur les archives, apparemment ténues pour quantité négligeable, le rapport de M. Godelier au ministre de la recherche sur les sciences de l'homme et de la société en France justifie par son silence même, simultanément, empiétements et exclusions.

Pour lucide que soit le constat de M. Quenier, ses recommandations en faveur d'une politique nouvelle dans le domaine du patrimoine archivistique ne sont pas la netteté de celles qu'il formule pour l'archéologie, les musées, l'ethnologie ou les monuments historiques. De fait, la nature de ce patrimoine est d'ordre de dislocation, tout au moins de non-cohérence, en fait un domaine à part dont les spécificités empêchent que la mise en parallèle avec les autres secteurs du patrimoine culturel (musées, bibliothèques, etc.) puisse être opérante. Si responsable, minutieuse et attentive soit-elle, l'action administrative ne peut imposer la coordination qui soustrairait l'institution « archives » à un démantèlement et la préserverait de l'impulsion progressive à laquelle la condamne son maintien en des structures érigées.

La politique d'ensemble du gouvernement envers la « mémoire » de la communauté nationale peut-elle être définie à l'intérieur du seul ministère de la culture ? Quelle instance « crédible » envisage-t-on de créer afin de susciter la concertation interministérielle nécessaire pour faire entrer dans les faits la loi sur les archives et réunifier le patrimoine archivistique autrement voué à la dislocation ? Continuera-t-on à tenir les Archives de France pour satisfaites avec 6 % du budget du ministère en 1982, 1,7 % en 1983, soit 1,34 milliard du budget de l'Etat, — ou inscrite-t-on le gigantesque effort d'investissement, les recrutements d'envergure, les nécessaires adaptations statutaires parmi les objectifs urgents à couvrir ?

Hisser les archives au niveau des « super-priorités » que recommande M. Quenier requiert ouverture du débat, regard neuf des élus, prompt réponse à ces questions. Sinon, le choix serait, non pour la « conscience de l'histoire », mais pour l'« amnésie collective ».

(1) *Esprit*, décembre 1981, p. 108.  
(2) Alors directeur général des Archives de France.

La voie en Tris



Le Monde

# étranger

## AFRIQUE

### Mozambique

#### Le témoignage des deux ingénieurs français libérés

Nairobi. — Les deux ingénieurs français, MM. Georges Ferret, trente-deux ans, et Robert Soumilhon, quarante-deux ans, enlevés le 22 décembre par des rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), sont libres et bien portants. Tombés dans une embuscade, alors qu'ils gagnaient leur chantier — la construction d'une ligne à haute tension dans le nord du pays, — les deux employés de

la compagnie C.G.E.E.-Alsthom ont été remis en liberté près de la localité de Chipu, sur la frontière entre le Malawi et le Mozambique. En attendant de pouvoir rentrer en France, probablement dimanche, ils se trouvent à Blantyre, au Malawi, où nous avons pu les joindre jeudi par téléphone. M. Ferret nous a fait le récit de leurs quarante jours de captivité.

#### Surveillés, mais convenablement traités

« Après notre enlèvement, raconte-t-il, nous sommes restés pendant une semaine dans un camp de brousse. Lors de l'attaque, M. Soumilhon avait été blessé au bras. Sa plaie infectée nécessitait tout déplacement. Plus tard, il reprit des soins. Sa blessure est aujourd'hui cicatrisée. Au moment de l'embuscade, les rebelles interceptèrent des camions et les incendèrent. Ils demandèrent aux conducteurs et aux passagers de donner leurs vêtements et en redistribuant certains à des villageois.

« On nous défista de tous nos biens personnels : habits, papiers, argent. Je ne pus conserver qu'un pantalon, un maillot de corps et un billet de 50 dollars. On déroba nos chaussures. Nos ravisseurs avaient l'air ravis d'essayer nos pantalons. Ils nous autorisèrent toutefois à ouvrir nos valises et à y prendre une paire d'espadrilles.

« Au début, il était impossible d'obtenir des informations sur notre sort. Nos ravisseurs semblaient ne rien savoir, n'avaient aucune instruction. Comme seule explication, ils nous disaient : « C'est la guerre. Vous ne savez pas que c'était la guerre ? ». Puis ils nous ont rassurés et nous ont dit que nous n'avions rien à craindre pourvu que nous ne tentions pas de fuir. On nous a toujours gardés par des hommes en armes. Au fil des jours, ils semblaient moins méfiants. Nous dormions dans des cases en bois. Parfois, le nuit était plus près de nous que de nous garder.

« Nos ravisseurs avaient l'air assez disciplinés. Il y avait parmi eux beaucoup d'adolescents âgés de quinze ou seize ans. Ils s'habillaient en civils, portaient de vrais uniformes. Nous marchions le jour à la file indienne. Nous étions pris en charge par un groupe puis un autre. Certains groupes rassemblaient tout

#### De notre correspondant en Afrique orientale

au plus une quinzaine de soldats. Beaucoup ne paraissent pas le portugais. Il nous est arrivé de passer la nuit à l'écart d'un village mais on ne nous a jamais cachés.

#### Pas d'accrochages

« Il est difficile, poursuit M. Ferret, de connaître la nature des relations entre les rebelles et les villageois. Parfois, l'accent semblait bon. Des femmes chantaient à l'arrivée de notre groupe. Pendant notre captivité, il n'y eut pas le moindre accrochage avec les forces du FRELIMO. La nourriture n'était pas fabriquée mais on prenait soin de nous. Nous avions droit aux mêmes rations que les chefs de groupe, soit trois repas par jour avec du riz. D'une façon générale, ils se montraient très prévenants à notre égard.

« Nos ravisseurs disposaient d'un bon équipement radio. Ils gardaient un compte rendu écrit de leurs communications. Un jour, ils nous dirent que la radio sud-africaine avait parlé de nous, de la blessure de M. Soumilhon, et que le gouvernement mozambicain avait informé la France de notre « mort ».

« Avant d'être libérés, nous sommes restés douze jours dans le même camp. Nous avons cru une

première fois à notre libération imminente. Il y eut sans doute contre-ordre. Nos ravisseurs attendaient les instructions du « président ». Le dernier jour, nous avons marché en faisant de nombreux détours jusqu'au bord de la rivière Kuu, qui marque la frontière. De l'autre côté, il y avait des huttes et le village malawite de Chipu. On nous a alors libérés et nous avons traversé la rivière à gué. Il était environ 22 heures, le dimanche 30 janvier. Le paysan qui nous avait ouvert un peu effrayé. Nous avons dormi chez lui.

« Le lendemain, un policier, alerté entre-temps, acheta des billets de train et nous accompagna jusqu'à Thyolo. On nous amena ensuite dans un hôtel de Blantyre où nous avons passé deux jours, mardi et mercredi. La police malawite nous interrogea longuement sur notre captivité. Nous n'avions pas accès au standard téléphonique. Nous demandâmes plusieurs fois à la police quelle prévenait l'ambassade de France à Lilongwe. On nous promit que ce serait fait.

En réalité, l'ambassade ne fut informée que jeudi matin 3 février par le cabinet du président Banda de la présence des deux ingénieurs dans les locaux de la police de Blantyre. Ils furent remis dans la matinée au directeur du centre culturel français de cette ville et purent aussitôt téléphoner à leur famille en France.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### République Sud-Africaine

#### « Massacre entre factions tribales »

##### De notre correspondant

Johannesburg. — Cinquante-deux personnes, jeunes pour la plupart, ont été tuées le samedi 28 janvier, au cours d'une bataille rangée entre deux clans d'une même tribu dans le Bantoustan du Transkei, rapporte l'agence de presse sud-africaine Sapa.

La nouvelle du massacre eût été ignorée à jamais si un vendeur de fruits n'avait eu la malencontreuse idée de placer son étal près d'un chemin qui affluait à la surface du sol. Horrifié par sa découverte, il courut au poste de police le plus proche. Là, à surprise ! on savait. L'officier responsable explique qu'en fait les corps avaient été transportés à cet endroit, au sommet d'une colline, par un véhicule de police. Les quelques hommes réquisitionnés pour creuser une fosse commune avaient bûché leur travail.

Selon une autorité tribale locale, M. Mbela Nkomo, la coutume veut qu'on ne ramène pas chez eux les victimes de batailles de clans. Dans certaines régions particulièrement dévolées des Bantoustans, celles-ci ne sont pas rares, et se terminent souvent par mort d'homme, quelque chose de proportions plus réduites.

D'après ce que les autorités de Transkei ont pu reconstituer, une rixe mineure avait éclaté, il y a deux semaines, entre adolescents de deux villages voisins du Pondoland, dans le nord-est de ce Bantoustan déclaré « indépendant » par Pretoria en 1976. La compte à rebours menant au massacre était, dès lors, engagé. Si, non sans raison, les Bantoustans sont souvent présentés comme des poches de misère sur la carte de la prospérité sud-africaine, le Pondoland, lui, vit dans un état de dénuement quasi total. Quelques vaches, un carabot maigre de mille, y assurant souvent toute la subsistance d'une famille. Les Rondo, qui conservent jalousement leurs coutumes ancestrales, sont souvent analphabètes comme 80 % des habitants et souffrent de la malnutrition endémique qui tue 30 % à 35 % des nouveau-nés dans le Bantoustan.

En volent des vaches aux « Ntuzulu », les « Mantusini » leur volent la vie. Une embuscade de représailles s'achève sur un combat au couteau et au bâton de moins d'une demi-heure au total. Jeudi, trois suspects ont été arrêtés. Au journal télévisé du soir, le « massacre entre factions tribales » a occupé une minute en fin d'émission.

P. C.

## DIPLOMATIE

### LA REMISE DE LETTRES DE CRÉANCE À L'ÉLYSÉE

#### M. Mitterrand souhaite traiter avec Moscou « dans le meilleur esprit » les problèmes de la sécurité en Europe

M. Mitterrand a reçu jeudi 3 février plusieurs nouveaux ambassadeurs étrangers en France venus lui présenter leurs lettres de créance.

A. M. Ionil Vorontsov, ambassadeur d'U.R.S.S., le président de la République a souhaité « que les négociations de Genève (sur les armements nucléaires) aboutissent et que la conférence sur le désarmement en Europe puisse se réunir ». « La défense de la paix et de la sécurité » doit rester « au premier plan des sujets d'intérêt communs aux deux pays à traiter dans le meilleur esprit », a dit M. Mitterrand, qui a présenté la France comme un « membre loyal d'une alliance défensive et en même temps autonome quant à ses choix et à ses décisions », et souhaité que les relations économiques et culturelles franco-soviétiques « se développent pour atteindre un meilleur niveau ».

Après avoir dit : « En dépit des différences de vues sur tel ou tel problème international, l'Union soviétique garde comme par le passé une attitude attentive quant à la position de la France et apprécie le caractère concerté de l'action avec elle en faveur de la détente et de la paix, avant tout en Europe », ajoutant que la direction soviétique « est persuadée qu'il existe des possibilités pour surmonter une étape dangereuse dans les relations internationales, l'unique complication que soit la situation dans le monde », a-t-il ajouté.

Le Monde du 21 janvier a publié une biographie de M. Vorontsov.

A l'ambassadeur de Finlande, M. Ossi Sunell, M. Mitterrand a dit : « Comme nous, vous êtes passionnément attachés à votre indépendance. La France sait l'importance que vous accordez à l'autodétermination des peuples et connaît la volonté de votre peuple de défendre son indépendance et sa sécurité ».

[Né en 1930 à Helsinki, M. Ossi Sunell a fait toute sa carrière dans les affaires étrangères. Il a été en poste à Stockholm, à Paris et à Cologne comme conseiller, puis à Alger et à Tunis comme ambassadeur, de 1972 à 1975. Après avoir travaillé ensuite au ministère des affaires étrangères, notamment comme chef du protocole de 1976 à 1979, il a été ambassadeur à Ottawa.]

Devant M. Dew Tvan-Wieh Mayson, ambassadeur du Libéria, le président de la République a rendu hommage « aux efforts des autorités libériennes pour introduire plus de liberté, plus de justice, plus de dignité, mais également plus de bien-être matériel dans la société libérienne ».

[Né en 1949, M. Mayson a fait ses études au Libéria, puis dans les universités américaines, en économie internationale. Il a été notamment sous-directeur des affaires afro-asiatiques au ministère libérien des affaires étrangères et politiques, président (à partir de 1980) de la commission nationale pour les investissements et auteur de plusieurs articles et ouvrages sur l'économie du Libéria. Il sera simultanément accrédité en France, en Espagne, en Suisse, en Grèce et auprès de l'UNESCO.]

S'adressant à l'ambassadeur du Mali, M. Noumon Diakite, M. Mitterrand s'est dit « tout disposé à apporter au gouvernement malien son

concours dans l'action courageuse et déterminée qu'il a engagée pour surmonter les graves difficultés résultant aussi bien de la crise mondiale que de la sécheresse et de l'enclavement ».

[Né en 1943 à Boulo, M. Diakite a fait ses études secondaires au Sénégal et au Mali. Diplômé de l'Institut des sciences politiques d'Alger, il a suivi les cours de l'Institut des hautes études internationales de Genève en même temps que le programme de formation diplomatique de la fondation Carnegie à Genève, en 1970-1971.

Après avoir occupé plusieurs fonctions au sein du ministère des affaires étrangères à Bamako, M. Diakite a été nommé conseiller aux Nations unies, puis ambassadeur au Ghana, au Nigeria, au Bénin, au Togo, avec résidence à Accra. Depuis 1980, il était ambassadeur en Côte-d'Ivoire, Niger et Haute-Volta, avec résidence à Abidjan.]

Devant l'ambassadeur de la République arabe du Yémen (Yémen du Nord), M. Ghaleb Ali Jamil, le président de la République a rappelé que ce pays est « au cœur d'une partie du monde qui est soumise à l'enjeu de rivalités entre les super-puissances ». La France contribuera, a-t-il ajouté, à la recherche de solutions « qui ne soient pas imposées par des puissances extérieures ».

[M. Ghaleb Ali Jamil, né en 1936, est diplômé de la faculté de commerce de l'université du Caire et de l'université Delany aux États-Unis. Adjoint au délégué nord-yéménite aux Nations unies à New-York (1964-1968), il a ensuite été conseiller à l'ambassade de son pays à Moscou (1970-1971), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1972-1975), ambassadeur à Bagdad (1975-1979), puis à Rabat (1979-1981) et enfin vice-ministre des affaires étrangères jusqu'à l'an passé.]

S'adressant enfin à M. Milton Leonidas Ray Guevara, ambassadeur

de la République Dominicaine, M. Mitterrand a exalté « les mêmes idéaux de démocratie, de justice et de liberté » qui constituent « le fondement le plus solide de l'amitié franco-dominicaine, une amitié déjà ancienne, mais qui a pris désormais une vigueur nouvelle ».

### LE CHANCELIER KREISKY SE RAPPROCHE DES VUES AMÉRICAINES

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan et le chancelier Kreisky ont souligné jeudi 3 février à Washington la « coopération étroite » entre leurs deux pays, à l'issue d'un entretien consacré notamment au Proche-Orient et aux rapports Est-Ouest. Cherchant visiblement à atténuer les effets provoqués par ses prises de position antérieures, M. Kreisky a affirmé que les relations austro-américaines étaient « totalement exemptes de frictions ».

Au cours d'une conférence de presse, le chancelier autrichien a qualifié de « constructive » la nouvelle initiative de paix américaine pour le Proche-Orient. Il a catégoriquement démenti avoir transmis à M. Reagan un message de M. Arafat.

M. Kreisky s'est vivement félicité de l'attitude « plus souple » adoptée envers l'Union soviétique par l'administration américaine. Soulignant « l'extrême importance pour l'Europe » des négociations de Genève sur les euro-missiles, M. Kreisky a estimé que la proposition américaine d'option « zéro-zéro » était « sérieuse ».

Enfin, il a été convenu que les deux pays accroîtraient leur coopération afin d'éviter la réexportation « illégale » vers les pays de l'Est d'équipements de haute technologie américains vendus à l'Autriche.

### La livraison d'avions de combat à l'Irak

#### (Suite de la première page.)

Pour ces raisons, la question de la livraison de Super-Etendard à Bagdad n'est pas considérée, à Paris, comme étant d'actualité. Ce qui revient à en ajourner momentanément l'éventuelle exécution.

En revanche, la fourniture de missiles AM-39 Exocet fait partie d'un contrat en cours, auquel il n'est pas fait obstacle par la France. Ces missiles ont déjà été utilisés par l'Irak contre des bâtiments de guerre iraniens. Ils l'ont été aussi, au large de l'île iranienne de Kharg, dans la région du Golfe, en novembre 1982, contre des navires marchands dont l'un d'eux a été aperçu, la coque en réparations à Dubaï.

Selon des informations recueillies de bonne source à Paris, le veru des Irakiens, concernant plus spécialement le Super-Etendard, est de disposer d'un système d'armes complet : un avion d'attaque à basse altitude tirant l'Exocet.

Dans le cas d'un refus ou d'une trop longue tergiversation de Paris concernant la livraison des Super-Etendard, les Irakiens ont manifesté l'intention d'installer des missiles AM-39 sur les avions de combat Mirage F-1, de conception française, qu'ils possèdent déjà et dont ils viennent de commander de nouveaux exemplaires. Avant 1980, Bagdad avait acheté, en deux lots, soixante avions Mirage F-1 au total et les Irakiens ont acquis, l'an dernier, à l'oc-

casion d'un contrat qui n'a pas été annoncé publiquement, vingt-neuf autres exemplaires qui commenceront de leur être livrés en 1983-1984.

Les techniciens irakiens sont probablement aptes, de leur propre initiative, à installer, en les adaptant, des missiles anti-surface Exocet sur des Mirage F-1. Dans un passé récent, ils ont même, d'eux-mêmes, sur des avions de combat soviétiques, des missiles air-air Magic français qui leur ont permis d'abattre des Phantom et Tomcat iraniens en combat aérien.

Dans le cas présent, les Mirage F-1, qui seront livrés aux Irakiens à la fin de cette année, ont ceci de particulier qu'ils ont été dotés, à la demande du client, d'une perche de ravitaillement en vol et de systèmes électroniques complexes.

Grâce à ces dispositifs, le rayon d'action des appareils est supérieur de 25 à 30 % au rayon d'action des premières tranches de Mirage F-1. Armés de ces avions à capacités accrues et porteurs des missiles Exocet, qui leur sont actuellement livrés, les Irakiens pourraient disposer, dans quelques mois, des moyens de s'en prendre aux installations jugées les plus sensibles de leur adversaire, comme les sites pétroliers, qui sont vulnérables à certains types d'attaque.

J. L.

# La voie royale: Paris-Riyad tous les jours en TriStar

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia, 55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.

**saudia**  
SAUDI ARABIAN AIRLINES  
Bienvenue dans notre royaume





## DIPLOMATIE

### M. Genscher assure que Moscou changera de position sur les euromissiles après les élections en R.F.A.

M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, s'est entretenu, jeudi 3 février, à Genève, avec les représentants américains et soviétiques aux deux négociations sur les armements nucléaires qu'il s'y déroulent actuellement, comme devait le faire ce vendredi M. Bush, vice-président américain.

Le vice-chancelier allemand a estimé, au cours d'une conférence de presse, que la position soviétique « n'a pas bougé d'un iota par rapport aux déclarations initiales » de M. Andropov, ce que le chancelier Kohl a confirmé à Bonn en réitérant que l'R.S.S. « n'a déposé aucune proposition sur la table des négociations » depuis la reprise de celles-ci au début de ce mois.

Pour les dirigeants allemands, les pourparlers n'entreront dans leur phase décisive qu'après les élections du 6 mars en République fédérale. « Je suis absolument certain que la position soviétique changera à cette date », a dit notamment M. Genscher.

#### De notre correspondant

Bruxelles. — Inquiétés par les réticences européennes face aux projets de l'OTAN, les responsables américains ont décidé, semble-t-il, de faire jouer les « grandes orgues » pour convaincre l'Est, et encore plus l'Ouest, qu'ils sont prêts à négocier sérieusement une réduction des armements nucléaires. Avant de quitter Bruxelles ce vendredi pour Genève, où il rencontrera les négociateurs américains, le vice-président Bush a donc lancé une nouvelle formule susceptible d'impressionner les opinions publiques. « Depuis trop longtemps, a-t-il dit, l'Union soviétique nous a conviés à une course aux armements. Nous leur lançons aujourd'hui un défi dans une course à la paix. »

Ce qu'on appelle l'option zéro (non-déploiement des engins américains).

Les contacts que M. Bush a eus jeudi avec la Commission européenne ne lui ont pas donné les mêmes motifs de satisfaction. Le vice-président a certes proclamé que, de part et d'autre de l'Atlantique, on était résolu à démanteler les tensions commerciales. Au nom de la Commission, le président Thorn n'en a pas moins exprimé « la surprise considérable » des Européens devant l'action des États-Unis visant à s'emparer « de l'ensemble du marché européen de la farine à des prix subventionnés nettement inférieurs à ceux du marché mondial ».

M. Thorn a fait savoir que la commission portera cette affaire devant le GATT et que ses membres se réservent le droit de prendre des « contre-mesures » en cas de récidive américaine.

JEAN WETZ.

## LES RELATIONS FRANCO-NÉERLANDAISES

### M. Van den Broeck s'est montré évasif face aux doléances de M. Cheysson

« Excellente ambiance, rapports confiants. » Le ministre des affaires étrangères néerlandais, M. Van den Broeck, était satisfait de ses entretiens de jeudi 3 janvier, à Paris, avec son collègue et ami français M. Cheysson, mais il n'attend manifestement pas d'un échange de bonnes paroles plus qu'il ne peut donner. Certes, le gouvernement de La Haye a pris bonne note de la volonté du gouvernement français de faire ratifier, à bref délai, la Convention internationale sur la pollution du Rhin, en instance depuis bientôt sept ans. C'est là, aux yeux des Néerlandais, un gros progrès, mais il faudra que la pollution du Rhin par les déchets des Potasses d'Alsace cesse effectivement pour que les relations entre les deux pays se dégagent vraiment.

Aussi bien, à en juger par les réponses que M. Van den Broeck a faites à la presse, ses réactions aux doléances de M. Cheysson ont été très évasives. L'énorme déficit commercial français sur le marché des Pays-Bas ? C'est aux exportateurs français qu'il appartient d'être de bons vendeurs. L'offre française pour le renouvellement du parc néerlandais de locomotives ? Les

Pays-Bas achèteront au meilleur prix. Les menaces sur l'enseignement du français aux Pays-Bas ? La langue néerlandaise n'est pas mieux traitée en France. L'accès d'une chaîne française au réseau néerlandais de télévision par câble (ouvert à toutes les chaînes belges, anglaises, allemandes) ? Les seules objections sont d'ordre technique.

En revanche, le ministre néerlandais ne cache pas les craintes que lui inspirent les séductions qu'exerceait le protectionnisme sur les Français.

Pour le reste : Proche-Orient, relations Nord-Sud, droits de l'homme, Afrique australe, problèmes économiques et monétaires mondiaux, et même les affaires européennes, tout va bien entre Paris et La Haye. Pourtant, M. Cheysson ne semble pas avoir ébranlé la prudence des Néerlandais dans l'affaire des euromissiles. Ils veulent attendre les résultats des négociations américano-soviétiques de Genève, avant d'arrêter une position ferme et définitive, tout en préparant pour le mois de septembre un Livre blanc.

— M. D.

## EUROPE

### U.R.S.S.

#### CHANGEMENT À LA TÊTE DES « IZVESTIA »

L'agence U.P.I., citant des membres responsables de la direction des Izvestia, annonce de Moscou que le rédacteur en chef de ce quotidien, M. Piotr Alexeev, a été relevé de ses fonctions et remplacé par M. Lev Tolokouov, qui dirigeait jusqu'à présent l'agence soviétique Novosti. M. Alexeev, qui se trouvait à la tête des Izvestia depuis 1976, après avoir dirigé l'agence soviétique, le quotidien de la République russe, et auparavant des journaux agricoles en Ouzbékistan et à Moscou, devait toute sa carrière à Leonid Brejnev. M. Tolokouov, lui, travaille depuis longtemps dans le secteur des relations avec les autres partis communistes, un domaine dont s'est occupé pendant de nombreuses années M. Andropov. Né en 1919, il a commencé sa carrière sous Staline à la revue du Kominform à Prague, avant de passer à la Pravda, puis, de 1957 à 1965, dans l'appareil du comité central du parti. Il avait ensuite dirigé les Izvestia pendant sept ans avant de céder à M. Alexeev la place qu'il retrouve aujourd'hui.

Le quotidien du gouvernement avait recruté récemment un nouvel « editorialiste » en la personne de M. Falline, ancien ambassadeur à Bonn et, jusqu'à la mort de Brejnev, premier adjoint du département d'information internationale du comité central. Pour M. Falline, ce changement n'était évidemment pas une promotion ; certains observateurs croient y voir un signe avant-coureur de la disparition de ce département, créé par Brejnev il y a quelques années, et dont le chef, M. Zamiatine, serait nommé ambassadeur à Alger. Rappelons que d'autres changements sont intervenus dans l'appareil idéologique du parti, le chef du département de propagande ayant été remplacé, en décembre dernier, par M. Stoukhaline.

### Yougoslavie

« Une hausse des prix de la viande et des tarifs ferroviaires va entraîner une augmentation de 4 % de l'indice du coût de la vie. À partir du 3 février, le porc renchérit de 33 %, le bœuf et le veau de 32 %, le mouton de 28 % et le poulet de 24 %. » (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Bermudes

■ RÉÉLECTION DU PREMIER MINISTRE SORTANT. — Le parti uni des Bermudes du premier ministre sortant, M. John Swan, a remporté une large victoire aux élections législatives, jeudi 3 février, avec 59 % des suffrages et vingt-six sièges sur quarante. Depuis les dernières élections, en décembre 1980, le parti uni des Bermudes détenait vingt-deux sièges, contre dix-huit au parti progressiste du travail. La victoire du parti uni des Bermudes, formation conservatrice modérée, est un succès personnel pour M. John Swan, la campagne électorale ayant été entièrement centrée sur le bilan de sa gestion. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

■ CANDIDATURE DU SÉNATEUR CRANSTON. — M. Alan Cranston a annoncé, mercredi 2 février, sa candidature à la présidence. Ce sénateur californien, âgé de soixante-huit ans, est le premier à entrer officiellement dans la course, bien que sept autres démocrates (le Monde du 19 janvier) aient déjà commencé à se placer pour l'élection de novembre 1984. M. Cranston a fait savoir que le désarmement nucléaire serait le thème central de sa campagne et « le but dominant » de son éventuelle présidence. S'il est élu, il proposera immédiatement une rencontre aux dirigeants sovié-

ques pour « les mettre au défi » d'arrêter la course aux armements. Une course « incroyablement dangereuse, honteusement coûteuse », qui, selon lui, interdit aux États-Unis une reprise économique durable. — (Corresp.)

### Iran

■ M. NEAKKAH, LE VICE-VOYERNEUR D'AZERBAÏDJEAN OCCIDENTAL, a été assassiné le 2 février par des « hyppocrites » (appellation officielle des moudjahedines khala). Le 3 février, le quotidien République islamique, M. Neakka a été tué avec son chauffeur alors qu'il circulait à l'est de la ville de Saqqez, au Kurdistan.

### Tchécoslovaquie

■ INQUIÉTUDES POUR M. HAVEL. — L'état de santé du dramaturge tchécoslovaque Vaclav Havel, membre de la Charte 77 et condamné en mai 1979 à quatre ans et demi de prison pour « activités subversives », s'est aggravé ces derniers jours. Atteint d'une nouvelle pneumonie et d'une asphérite, il a dû être transféré, menottes au poignet, de Pilsen à la prison-hôpital de Prague. Plusieurs personnalités, dont MM. Edmond Maire et Yves Montand, M<sup>me</sup> Signoret et les écrivains Saul Bellow, Graham Greene et Arthur Miller, viennent de lancer en sa faveur un appel au président tchécoslovaque, M. Husak.

M<sup>me</sup> Havel, à laquelle tout droit de visite est refusé, a demandé aux autorités la libération immédiate de son mari.

### Vietnam

■ M. JACK RALITE A HO-CHI-MINH-VILLE. — Le ministre français de la santé est arrivé jeudi 3 février à Ho-Chi-Minh-Ville (anciennement Saigon) pour une visite officielle de six jours, à l'invitation de son homologue vietnamien. M. Ralite se rendra également à Hanoi. Il s'agit de la première visite au Vietnam d'un ministre français depuis celle de M. Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de l'industrie, en avril dernier. — (A.F.P.)



Rabbin Yosef Haim Sonnenfeld

## POURQUOI VERSER LE SANG JUIF ET LE SANG ARABE? Un Appel de Jerusalem



Rabbin Amron Blau



Rabbin Joseph Tzvi Dushinsky

NI BEGIN NI LES REPRÉSENTANTS DU MOUVEMENT SIONISTE NOUS INTERPRÉTENT OU PARLENT EN NOTRE NOM.

Nous Juifs, citoyens français, déplorons la continuelle intervention par les élus de l'Etat sioniste dans les affaires de la République française. Ces hommes d'Etat sionistes ont usurpé le nom saint d'Israël et continuent à le profaner. Nous appuyons les élus de la République française et soutenons le programme du président Mitterrand.

La déclaration suivante est d'actualité et doit être lue par les « Gardiens de la Ville Sainte » Rabbin Amron Blau, parue en anglais dans le New York Times le 21 juin 1982, traite d'une question fondamentale liée au présent conflit du Moyen-Orient.

Les nations du monde ont accordé crémence aux rumeurs qui veulent que les Sionistes représentent le peuple juif. Paradoxalement, les Sionistes n'auraient pu, sans cette reconnaissance, établir leur hégémonie sur le peuple juif.

Si les Arabes rejettent sur les nations étrangères la responsabilité de la perte de leurs territoires, le peuple juif peut alors attribuer la perte encore plus grande de son identité historique en tant que peuple de Dieu à l'acceptation des Sionistes comme porte-parole du peuple juif. Les nations portent ainsi un préjudice plus grand sur le véritable peuple d'Israël, sa Torah et sa foi que sur le peuple arabe.

De fait, les Sionistes atténuent tout lien avec le peuple juif. Il n'est pas d'évidence plus certaine pour le peuple juif que son adhésion à la Torah. Le peuple juif ne s'intéresse ni aux Sionistes ni au Sionisme pas plus qu'au pouvoir temporel ; nous évitons le nationalisme et ses implications politiques.

Le peuple juif s'oppose à toute confrontation avec le peuple arabe. Nous vivons côte à côte dans la tranquillité avec nos voisins arabes. De plus, la population arabe témoignait d'un véritable respect pour ses voisins juifs et entretenait avec eux des relations d'affaires dans un climat d'amitié et de cordialité.

Ce n'est qu'après la première guerre mondiale, quand les Sionistes ont obtenu la déclaration Balfour et sont arrivés en Terre Sainte qu'a commencé la lutte entre les Sionistes et les Arabes. L'ancien Yichouv (communauté juive d'avant le Sionisme) se trouva engagé malgré soi dans le conflit.

Les Sionistes ont en toute irresponsabilité failli au respect du sang juif et ont étendu leur autorité sur certaines régions de la Terre Sainte autrefois habitées par les Arabes engageant ainsi la totalité de la communauté juive dans un conflit avec le monde arabe.

Ces Sionistes réincarnent avec arrogance ces infâmes vauriens qui furent responsables pour le génocide du peuple juif à l'époque du Premier Temple. Le Prophète Jérémie les pria de déposer les armes devant les forces insurmontables et la défaite assurée et de livrer la ville à Nabuchodonosor roi de Babylone. Jérémie proclama la volonté de Dieu que la ville de Jérusalem et le Saint Temple fussent détruits en punition des péchés. Si le peuple juif acceptait ce décret, il aurait la vie sauve. Jérémie fut accusé de trahison par ces vauriens et il en résulta la destruction du Temple.

Ces Sionistes réincarnent avec arrogance ces infâmes vauriens qui furent responsables de la destruction du Second Temple. Le Rabbin Yohanan Ben Zakai, chef du peuple juif, les invita à déposer les armes et à se livrer aux Romains. Ils refusèrent et abattirent sur les Juifs la calamité de la destruction du Second Temple et de l'exil qui suivit.

Avec leur volonté de puissance et de victoire à tout prix, leur solution est une mort à la façon de Massada. Ainsi que le déclara catégoriquement un de leurs leaders avant la guerre de 1967, « nous sommes prêts à lutter jusqu'au dernier Israélien ». Combien de sang juif faudra-t-il verser de façon qu'ils réalisent l'idéal d'une nation soi-disant « juive » ? Le complexe chez les Sionistes remontait à Massada condamnait le peuple juif à un anéantissement physique total. Le peuple juif renonça au suicide national du temps de Massada et il survécut en tant que peuple uniquement parce qu'il avait accepté la direction de Jérémie et du Rabbin Yohanan Ben Zakai et si des générations, celle de ces chefs qui suivirent dans les voies de ce géant.

De plus, le Juif se doit, selon la Torah, de servir les intérêts de la nation où il demeure. Il ne doit nourrir aucune intention de rébellion. La Torah nous interdit de reprendre la

Terre Sainte par la force des armes. Les Juifs abhorrent l'homicide pour quelque raison que ce soit. Pendant la totalité de notre long exil, jamais il n'y a eu d'occasion où la Torah ait dû justifier l'homicide ainsi que le font remarquer les Sages en se référant particulièrement à Genèse Rabba 93.

Le peuple juif déplore les victimes de la lutte sioniste pour le pouvoir. Les Juifs fidèles à Dieu et à sa Torah demeurent également fidèles au pacte qui leur fut imposé, même résidant en Terre Sainte, pour éviter la force des armes. Ils ne sont pas responsables des conflits de nos jours et se considèrent prisonniers du régime actuel. Ceux qui sont engagés malgré eux dans les activités politiques de la nation tiennent cet engagement pour s'opposer à leur foi et à leur conscience.

Toute personne intègre doit comprendre que le monde à l'unanimité portera le poids de la culpabilité d'un crime irréparable si les Juifs se jettent dans la vie de milliers d'innocents. Que le ciel nous en préserve. Il est indispensable d'éveiller la compassion qui reste au fond de la conscience de tout individu scrupuleux, de forcer à arrêter ceux qui déclenchent cette vaine ambition.

Que l'auteur de la paix nous accorde à tous et au monde entier bénédiction et paix.

Rabbin Amron Blau.

Tous les grands rabbins des générations passées ont partagé cette opinion.

Le Rabbin Yosef Haim Sonnenfeld z"l, Grand Rabbin de la Terre Sainte, avait déclaré de son temps que « les Juifs ne veulent pas empiéter sur les autres habitants de la Terre Sainte ».

« Les Juifs ne veulent nullement prendre ce qui ne leur appartient pas. La Terre Sainte est une terre d'abandon où il y a place pour tout le monde dans la paix sans que personne ne gêne son voisin en aucune manière ».

Son successeur, le Rabbin Yosef Tzvi Dushinsky z"l, dans son mémorandum sur Jérusalem pour les Nations unies en 1948, avait déclaré et imploré que : la communauté des Juifs orthodoxes de la Ville Sainte vivant dans l'attente de la propriété qui pèdit que tous les peuples seront libérés de l'esprit d'animosité et qu'une fraternité entre les nations s'établira selon l'Écriture Sainte.

« Il adviendra dans l'avenir que le mont du Temple de Yehvè sera établi au sommet des montagnes... Toutes les nations y afflueront. » (Isaïe, 2.) Les demandes réclament que la Ville Sacrée pour toute les nations demeure unique et s'élève au-dessus des intérêts nationaux de tous les peuples soient agréées.

Son successeur, le Rabbin de Sathmar z"l, écrit dans son livre sur la guerre de juin 1967, *Al Hagoliah Veal Hamruah*, que, selon la Torah, il est une obligation d'essayer toutes les solutions possibles pour éviter la guerre. Mais, si rien de cela, ils agissent différemment et se précipitent pour provoquer la guerre encore plus rapidement. Il en a été ainsi parce que le prix de la moindre âme juive n'a pour eux aucune valeur. Ils auraient préféré voir périr les Juifs, que le ciel nous en préserve, plutôt que de révéler leur arrogance. La victoire militaire leur importe davantage que le sort d'un individu.

En conjonction à la lutte du Rabbin Amron Blau, nous voulons publier un document abondamment détaillé sur la crise actuelle au Moyen-Orient selon la Torah, le Talmud et la parole de nos prophètes.

Nous expédierons des exemplaires gratuitement sur demande écrite.

Si vous voulez assurer la diffusion de ce message dans d'autres publications, veuillez envoyer votre contribution à :

L'ORGANISATION DE NETUREI KARTA  
DES JUIFS D'EUROPE  
(Gardiens de la Ville Sainte)  
25, rue des Longs-Prés  
92100 Boulogne



TCHÉCOSLOVAQUIE

Le pays porte encore profondément les traces du traumatisme de 1968

La Tchécoslovaquie de 1983 porte encore profondément les traces du traumatisme de 1968. « La première chose que l'on se demande lorsque l'on rencontre quelqu'un, c'est : « Pense-t-il vraiment ce qu'il dit ? ». Cette phrase, on l'entendra dix fois, vingt fois... Dans la Tchécoslovaquie normalisée de l'après-68, on touche le désespoir », dit cette jeune femme, enseignante à Prague. Elle cite l'exemple d'un de ses amis universitaires qui, après s'être enthousiasmé pour la tentative de construire un socialisme à visage humain, s'est vu interdire durant dix ans toute sortie du territoire national et toute perspective professionnelle. Il n'aspire plus maintenant, confie-t-elle, qu'à la calmer ; il s'occupe de la vie de la maison, depuis des années, à la manifestation scientifique à l'étranger et affirme : « ne plus s'intéresser à la politique ».

L'échec politique de sa génération, celle de ceux qui avaient vingt à trente ans sous Dubček, s'exprime aujourd'hui soit par un matérialisme effréné, d'ailleurs soigneusement encouragé par le pouvoir, soit par la recherche d'alternatives individuelles. Quelques-uns, très rares, s'engagent dans la Charte, s'occupent alors aux persécution policière, à la prison, parfois à l'exil. Les satisfactions matérielles ont permis de faire passer la reprise en mains. Incontestablement, Prague donne, dans certaines circonstances, telles les fêtes de fin d'année, l'image d'une ville riche, avec ses magasins bien approvisionnés, son métro ultra-moderne, son trafic automobile dense. Et de fait, la production intérieure brute du pays se situe, avec 5 820 dollars par an et par habitant, à la deuxième place à l'Est, derrière la R.D.A. (7 180 dollars). Mais la forte augmentation du prix du pétrole soviétique, ajoutée à un sérieux déficit énergétique (34,2 millions T.E.C.), pose de graves problèmes : le budget de 1983 est un budget d'austérité, et les économies d'énergie sont plus que jamais à l'ordre du jour.

D'autre part, si la Slovaquie dispose d'installations industrielles modernes, implantées et fonctionnant

souvent, hélas ! au mépris du respect de l'environnement naturel, la Bohême, en revanche, région anciennement industrialisée, connaît des difficultés pour rester compétitive. Le cas des usines Skoda, longtemps citées au modèle à l'Est, est révélateur. Face à la concurrence des Lada soviétiques, des Fiat Polski, des Peugeot fabriquées sous licence en Roumanie, les voitures qui en sortent ne sont plus attractives sur les marchés extérieurs, ni, ce qui est plus grave, sur le marché intérieur. La Tchécoslovaquie, qui avait réussi à éviter de s'endetter, a maintenant contracté pour 4,5 milliards de dollars d'emprunts auprès des banques et des États occidentaux. Le double effort d'économie et de remise en ordre du système des prix provoque un net ralentissement de la croissance et surtout une nette augmentation des prix.

Ralentissement des échanges avec l'Ouest

Les Tchèques sont très conscients des risques que fait peser la crise sur leur niveau de vie. Le ralentissement des échanges avec l'Ouest (leur part dans le balance commerciale est passée de 40 à 20 % environ en trois ans, par souci d'économiser les précieuses devises fortes) est un bon indice de ces difficultés et de la réorientation de l'économie tchécoslovaque vers l'Est. L'immense slogan que l'on peut voir sur la place Venceslas : « *Sovietském Svazem na věcny čas* » (Avec l'Union soviétique pour toujours), symbolise évidemment la normalisation du pays après 1968. Mais il soulève maintenant un sous plus immédiatement économique. Les membres du Comcon servent les coudes devant la détérioration de la situation.

Les réactions tchèques à ce qui s'est passé en Pologne sont très significatives. Au vieux antagonisme existant entre les deux voisins s'ajoutait, depuis 1968, le ressentiment lié à la présence de chars polonais aux côtés des blindés soviétiques lors de l'intervention. Maintenant, les répercussions économiques de la crise polonaise font craindre aux Tchèques d'avoir à payer pour d'autres et

nourrissent les inquiétudes quant au maintien d'un niveau de vie déjà entamé. Cela explique l'attitude globalement hostile à l'égard de Solidarité, dont l'expérience était, dès le départ, regardée comme une aventure, vouée à un échec certain. Ainsi P... expliquait-il avoir « mis en garde une délégation de nos collègues polonais, venus à Prague au début de l'année 1981. Ils ne m'ont pas écouté, affirmant que le seul danger résidait dans le possible éclatement du syndicat indépendant en plusieurs tendances ». P... hausse les épaules : « Ils étaient inconscients des réalités... ».

Le coup de force militaire du 13 décembre en Pologne a ancré les gens dans leur conviction qu'il est impossible de mettre en œuvre quelque alternative collective au système. Cette idée, déjà largement répandue en Tchécoslovaquie, explique le caractère finalement marginal de l'opposition. Un équilibre subtil s'est institué entre la société et le pouvoir. Les jeunes Pragoï traversent en dehors des clous et écoutent de la musique pop. La police ferme les yeux, sauf si, comme pour le groupe Plastic People, les paroles des chansons mettent trop directement en cause le régime.

En marge de la société officielle

L'université Jan-Patocka — qui procède du même esprit que l'université volante polonaise — constitue une soupape de sécurité pour les intellectuels. Bien que soumise à une surveillance constante, elle put se réunir, sauf durant les périodes de tension particulière, comme l'a montré l'arrestation du philosophe français Jacques Derrida, en décembre 1981, alors qu'il se rendait à une invitation à cette université. Aussi assiste-t-on de plus en plus à ce qu'il faut bien appeler l'atomisation de la société : malade de la défiance, du soupçon, le citoyen tchèque est seul. Condamné à accomplir chaque jour les gestes rituels de dévotion à l'humanisme socialiste, à utiliser la langue de bois, il sait que les autres n'y croient pas plus que lui. Mais il sait

aussi qu'il est impossible de s'en abstenir.

Pour échapper à cette schizophrénie permanente, il faut parier sur les autres, construire autour de soi une petite communauté de gens en lesquels on puisse avoir confiance. Cette réorganisation, en marge de la société officielle, permet au fond à chacun de retrouver et de sauvegarder une dignité que le régime, en plaçant les citoyens devant des choix impossibles, oblige beaucoup à abdiquer : entrer dans la Charte signifie, presque à coup sûr, perdre son travail. Mais cela implique souvent que l'entrée de l'université ou du lycée sera interdite aux enfants. Le signataire de la Charte se verra apostrophé par ses collègues :

« Pourquoi nous obliger à signer maintenant une déclaration te condamnant : tu n'es pas un salaud et nous ne sommes pas des salauds ! Mais nous devons déclarer que tu l'es, et ce faisant, nous le devenons... ».

L'engagement religieux est sanctionné par le pouvoir au même titre et de la même façon que l'adhésion à la Charte. L'Etat n'admet que des pratiques formelles. Toute propagande religieuse est interdite, et le procès du 24 janvier à Bratislava, où deux croyants, Helena Gondova et Frantisek Novajsky, étaient accusés d'infraction à la réglementation des activités religieuses (le Monde du 28 janvier) marque bien la rigueur de la politique suivie en la matière. Les cours de catéchisme sont en principe autorisés, mais le père et la mère doivent en faire expressément la demande auprès des autorités... Les prêtres sont rétribués par l'Etat, qui prend en charge l'entretien des édifices du culte. Mais un prêtre débutant touche 360 couronnes par mois (1 kilo

de viande coûte 100 couronnes, un repas ordinaire dans un restaurant de 3<sup>e</sup> catégorie 35 couronnes, un paquet de cigarettes entre 7 et 35 couronnes selon la marque...). Il risque de se voir retirer l'agrément de l'Etat, et donc de ne plus pouvoir exercer, s'il déploie une activité non conforme à ce qu'attendent les autorités.

L'Eglise officielle est donc très étroitement contrôlée par le pouvoir, et ce notamment par le biais de l'organisation Pacem in terris, qui regroupe la moitié environ des prêtres tchécoslovaques. Ce mouvement, qui permet à l'Etat d'obliger l'Eglise à se solidariser avec certaines positions politiques, a été condamné par le Vatican par un décret de mars 1982. Cette condamnation entraine les rapports entre l'Eglise et le pouvoir, ce qui a provoqué de vives attaques dans la presse officielle contre le cardinal-archevêque de Prague, Mgr Tomasek.

Le renouveau religieux

Cette situation a provoqué la création d'une Eglise clandestine, extrêmement vivante malgré une position de marginalité largement imputable à l'histoire d'un pays où les excès de la contre-réforme demeurent un des points forts du discours officiel. La société tchécoslovaque est assez sensiblement déchristianisée.

sée, avec des situations différentes pour la Bohême, où existait bien avant la seconde guerre mondiale une classe ouvrière forte, et pour la Moravie et la Slovaquie, où

Le renouveau religieux est réel, que ce soit chez les catholiques ou chez les protestants, et le rôle des chrétiens en matière politique est sur le plan syndical est aujourd'hui essentiel. Un artiste de Prague, expliquant qu'il n'était pas croyant, se déclarait « solidaire des chrétiens, car, comme moi, ils luttent pour une éthique ». Cette prise de position est loin d'être isolée. Une jeune infirmière nous confiait que, « dans le vide qui nous entoure, il n'y a que deux solutions : boire ou croire ». Ce renouveau religieux inquiète le pouvoir, qui doit faire face maintenant, d'une part, à la radicalisation d'une fraction importante — encore que difficile à estimer — de l'Eglise officielle et, d'autre part, à la prolifération de petits groupes clandestins ou semi-clandestins.

L'arrivée au Vatican d'un « pape slave » a très nettement rendu courage aux chrétiens de Tchécoslovaquie. L'évolution du primate, Mgr Tomasek, en témoigne. L'activité débordante, malgré les risques encourus, de nombreux chrétiens est aujourd'hui signe d'espoir pour cette société.

PATRICK MICHEL, Chercheur et écrivain.

**ODOUL** AGENT GÉNÉRAL  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

**Au Bar du Prince de Galles,**  
il y a du rythme dans les cocktails.  
Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyoti au piano.  
Hôtel Prince de Galles (un hôtel Inter-Continental) 83, avenue George-V Paris 8<sup>e</sup>

# Nous voulons travailler ici!

**Une grande Classe Affaires c'est comme les bonnes affaires: on ferait bien des heures supplémentaires.**

(Lettre confidentielle) Jusqu'à aujourd'hui, les hommes et les femmes d'affaires se rendant au Canada n'avaient pas pour habitude de manifester un enthousiasme interpestif après l'atterrissage à Montréal ou Toronto. Les classes affaires sont les classes affaires. Mais voilà que tout change avec la Classe Affaires Intercontinental d'Air Canada, la première de cette classe sur l'Atlantique Nord. Avec elle, Air Canada offre à ses passagers tout l'agrément que mérite un voyage de travail. D'abord l'espace : 24 sièges sur

Tristar 1011 et 36 sur Boeing 747, séparés de près d'un mètre par rangée. Et quels sièges ! Des fauteuils que d'autres compagnies réservent à leur première classe. Ensuite, la gastronomie : un repas délicieux de 4 services, dont le plat principal au choix, accompagné de vins et de liqueurs servis sans supplément et dans de vrais verres. Puis la détente, sans supplément elle aussi : de nouveaux écouteurs électroniques stéréo pour charmer les oreilles, un masque et des chaussons pour reposer les yeux et les jambes.

Enfin, les petits soins : un nécessaire de toilette auquel s'ajoute un très joli cadeau à l'aller et au retour. Sachant, pour conclure, que les passagers de la nouvelle Classe Affaires Intercontinental bénéficient de la sélection de leur siège dès la réservation, de l'accès au salon de première classe Air Canada dans les aéroports et du débarquement prioritaire de leurs bagages, une question vient tout de suite à l'esprit : l'hospitalité canadienne lera-t-elle avancer vos affaires ? La réponse est : oui, d'une classe.

**C'est si bon que vous voudrez rester à bord.**





## ASIE

### Cambodge

#### LES INCIDENTS A LA FRONTIÈRE THAÏLANDAISE

### Phnom-Penh « se réserve le droit » de frapper la résistance antiviétnamienne partout où elle se trouve

Bangkok. — Les troupes vietnamiennes qui ont attaqué et détruit, le lundi 31 janvier, le camp de Nong-Chan, situé à la frontière du Cambodge et de la Thaïlande, dans lequel vivaient, de manière précaire, environ quarante-deux mille réfugiés, sont-elles en train d'élargir leur offensive ? On ne saurait le dire dans les milieux autorisés, ce vendredi matin 4 février, que ces forces avaient progressé d'environ un kilomètre vers le nord, en direction du camp tout proche de Nong-Samet, qui abrite aussi quelque quarante-deux mille réfugiés. Le commandement suprême à Bangkok a démenti que ces éléments de l'armée de Hanoï aient pénétré en territoire thaïlandais, comme des sources militaires l'avaient indiqué.

Dans le secteur même de Nong-Chan, on notait, vendredi matin, des tirs sporadiques d'armes légères et d'artillerie lourde entre forces vietnamiennes, d'une part, soldats du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) et troupes thaïlandaises, d'autre part. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a déjà transporté soixante-dix blessés graves vers son hôpital de Khao-I-Dang. Mais ce chiffre ne prend en compte ni les blessés légers traités sur place par les équipes de Médecins sans frontières (M.S.F.) et de la Croix-Rouge thaïlandaise, ni les dizaines de blessés qui n'ont pu encore être évacués de la zone des combats.

#### Une simple action de représailles ?

Les réfugiés khmers qui ont fui Nong-Chan sont maintenant concentrés à quelques kilomètres au sud du lieu des combats, dans la région d'Ang-Sila. Il ne semble pas qu'ils aient franchi le barrage antichars qui matérialise la frontière thaïlandaise. Si les événements s'aggravaient, les autorités de Bangkok accepteraient-elles d'accueillir le nouveau flot d'immigrants illégaux ?

Les autorités de Hanoï ont-elles voulu mener une simple action de re-

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

présailles contre les forces du F.N.L.P.K., notamment celles installées dans le camp de Nong-Chan, qui avaient occupé, en décembre, plusieurs villages frontaliers au Cambodge avant d'en être délogés à la mi-janvier ? Cherchent-elles à montrer, de manière inattendue, avant le sommet des pays non alignés qui doit se réunir début mars à New-Delhi, leur capacité de frapper leurs ennemis quand bon leur semble ? Cette offensive est-elle une riposte à la visite que fait actuellement en Thaïlande le général Yang Dezhi, chef d'état-major de l'armée chinoise ? A-t-elle quelque rapport avec la prochaine visite à Bangkok de M. Kapsia, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, chargé des questions d'Asie du Sud-Est, pour forcer la Thaïlande à rajuster sa position et éviter tout marchandage sur la question cambodgienne ?

L'agence de presse de Phnom-Penh S.P.K. vient d'indiquer que « le gouvernement thaïlandais doit endosser l'entière responsabilité des conséquences découlant de sa politique hostile ». Elle précise, en outre, que « les forces armées révolutionnaires khmères se réservent le droit de liquider tous les Khmers criminels sur l'ensemble du territoire cambodgien, y compris toutes les prétendues zones libérées » occupées par les Khmers rouges et les nationalistes. M. Hun Sen, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, nous a confirmé ces intentions : « Nous savons bien que ces « zones libérées » ne sont pas situées en territoire cambodgien, mais puisqu'on nous dit qu'elles sont chez nous, nous avons le droit de les libérer. »

JACQUES DE BARRIN.

### Afghanistan

### Une nouvelle série de pourparlers indirects s'ouvrira en avril à Genève

Une seconde série de pourparlers indirects sur l'Afghanistan se tiendra en avril à Genève, a annoncé, jeudi 3 février, le secrétaire pakistanais aux affaires étrangères, M. Niaz Naik. Il a fait cette déclaration alors que l'ambassadeur du secrétaire général des Nations unies, M. Diego Cordovez, quittait Islamabad pour se rendre une seconde fois à Kaboul, puis à Téhéran, pour y poursuivre ses conversations sur une solution à la crise afghane. Selon M. Naik, le Pakistan est disposé à participer à ces pourparlers et l'Iran, qui avait refusé l'an dernier, pourrait changer de position.

M. Cordovez a fait état de « progrès », tout en ajoutant : « N'attendez pas de miracle ! ». Ces progrès portent sur les moyens de consulter les réfugiés afghans et sur la possibilité d'intégrer parmi leurs représentants des membres de la résistance. Des contacts semblent d'ailleurs avoir eu lieu entre M. Cordovez ou son entourage et des responsables de la résistance.

Par ailleurs, l'agence Tass a condamné jeudi la rencontre, la veille, entre le président Reagan et des chefs de la résistance afghane, attitude « provocatrice » qui montre que Washington fait son possible pour « accroître l'instabilité à la frontière méridionale de l'U.R.S.S. » — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters.)

#### SELON LES « IZVESTIA »

### La catastrophe du tunnel de Salang a été provoquée par la résistance

Que s'est-il passé dans le tunnel de Salang, sur la route de Kaboul à la frontière soviétique, à la fin d'octobre ou au début de novembre derniers ? On se souvient que, selon des récits concordants de témoins parvenus au Pakistan (le Monde des 10 et 11 novembre), la collision de deux convois militaires suivie de la fermeture des portes donnant accès au tunnel aurait provoqué la mort par asphyxie de plusieurs centaines de militaires soviétiques et afghans ainsi que de civils. Dans une dépêche de l'agence officielle de Kaboul reprise à Moscou par Tass et le Pravda (19 novembre), les autorités soviéto-afghanes avaient reconnu qu'un « accident de la route entraînant des victimes humaines » s'était produit dans le tunnel. Elles ajoutaient : « Les informations des médias occidentaux au sujet de prétendues diversions qui se seraient produites dans le tunnel sont des inventions dépourvues de tout fondement. »

Or, c'est une version complètement différente que donne, dans les Izvestia du 2 février, un envoyé spécial de ce journal en Afghanistan, M. Oustinov. Selon lui, un bataillon afghan commandé par le capitaine Nazir Gol escortait, à une date qu'il ne précise pas, « un important convoi de camions » vers Kaboul.

« Peu après que le convoi fut sorti du tunnel », écrit-il, « l'explosion du blindé de tête remarque une agitation suspecte sur la route à 800 mètres au-dessus du convoi. Ils sont en train de miner la route », dit-il. Nazir Gol, qui arrêta le convoi. Au même moment, des armes automatiques se mirent à crépiter sur les pentes des deux côtés de la route. Il s'en suivit « une bataille d'une heure », à la suite de laquelle « l'attaque des bandits fut repoussée, et la bande s'enfuit dans le désordre en laissant plusieurs dizaines de tués et de blessés. L'interrogatoire des prisonniers montre que la bande comptait environ quatre cents hommes. (...) Le déminage de la route commença aussitôt, et c'est alors que des soldats soviétiques virent à l'aide de leurs amis afghans. »

En somme, la première version officielle diffusée à Kaboul et à Moscou parlait d'un accident et démentait comme « invention des médias occidentaux » tout combat ou participation de la résistance à l'affaire. Aujourd'hui, les Izvestia décrivent un combat et ne parlent plus d'accident. Aux lecteurs de la presse soviétique, ainsi qu'aux victimes (dont la nationalité n'est d'ailleurs précisée à aucun moment) de s'y retrouver. — M. T.

### Inde

### M<sup>me</sup> Gandhi a nommé son fils au secrétariat général du parti au pouvoir

Le fils aîné de M<sup>me</sup> Gandhi, le premier ministre indien, est devenu, mercredi 2 février, un des cinq secrétaires généraux du parti du Congrès. Cette nouvelle a été annoncée par M. K. Tripathi, nommé par M<sup>me</sup> Gandhi coprésident du parti après les défaites électorales subies dans le sud du pays le mois dernier (le Monde du 29 janvier). Depuis la mort de son frère Sanjay en 1980, M. Rajiv Gandhi apparaît comme le successeur désigné de sa mère.

Agé de trente-neuf ans, cet ancien pilote était rentré sans enthousiasme dans la politique à la demande insistante de M<sup>me</sup> Gandhi. Il ne semble pas avoir réussi, depuis lors, à s'imposer comme une personnalité politique de premier plan.

M<sup>me</sup> Gandhi, qui a présenté son gouvernement la semaine dernière, doit, d'autre part, faire face à des rumeurs au sein de son parti. Au Maharashtra, dont la capitale est Bombay, les parlementaires congressistes, rompant avec une tradition qui vou-

lait que M<sup>me</sup> Gandhi nomme les premiers ministres des Etats, ont élu au scrutin secret leur propre candidat, M. Vasantrao Patil, en remplacement de M. Babasaheb Bhosale, contraint à la démission.

En Assam, où des élections locales doivent avoir lieu à la mi-février, la tension s'est fortifiée au cours des derniers jours. Au moins sept personnes ont été tuées par les forces de l'ordre, qui ont ouvert le feu contre une foule de manifestants. Quatre points ont été incendiés, le couvre-feu proclamé dans plusieurs secteurs. L'armée a été dépêchée dans le district de Mangalot, tandis qu'un grand nombre de policiers quadrillent l'Etat.

Enfin, l'agence d'Air France et celle d'Irak Airlines ont été endommagées dans la nuit de jeudi à vendredi à New-Delhi par l'explosion de deux bombes de forte puissance. Les dégâts sont importants. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

## AMÉRIQUES

### El Salvador

### Une guerre qui s'éternise

(Suite de la première page.)

Le principe de l'aide militaire américaine a été confirmé en janvier à Washington. L'armée salvadorienne, assistée de nombreux conseillers nord-américains, est capable de protéger la capitale, San Salvador, centre économique essentiel, et d'engager des opérations d'ampleur dans le reste du pays.

Depuis trois semaines, elle s'efforce de « pacifier » le département de Morazan, proche de la frontière du Honduras, une région montagneuse et difficile d'accès, l'un des « bastions » de la guérilla depuis trois ans. Mais les résultats paraissent limités. En accord avec la nouvelle stratégie recommandée par les Américains, les forces salvadoriennes se sont efforcées de reprendre les villes occupées par la guérilla. La « campagne » devient un no-

part pour la « reconquête » des positions perdues ou en passe de l'être dans l'isthme, entre le Mexique et le canal de Panama.

Le « modèle » salvadorien (un régime démocratique contenant la guérilla et appliquant des réformes de structure économiques et sociales) devait être exemplaire. Les élections du 28 mars 1982 ont marqué l'apogée de cette politique. Victoire ambiguë pourtant : la guérilla qui boycottait les élections a été mise en échec mais c'est l'extrême droite, hostile à toute réforme souhaitée par les Etats-Unis, qui l'a emporté sur la démocratie chrétienne de M. Napoleon Duarte. Et le major d'Aubuisson, lié aux groupes paramilitaires responsables en particulier de l'assassinat, en mars 1980, de Mgr Romero, archevêque de San Salvador, devient président de la nouvelle assemblée constituante.

au Salvador, afin de défendre le principe de la poursuite de l'aide militaire à ce pays. Pâtes progrès ! Un rapport officiel américain estime que la violence politique au Salvador a fait « une moyenne de deux cents victimes par mois au cours des six derniers mois de 1982 ». On comptait le double au cours du dernier semestre de 1981. Selon le même rapport, les « disparitions » continuent, attribuées le plus souvent aux Escadrons de la mort ou aux différents groupes paramilitaires qui échappent à tout contrôle. Selon l'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador, M. Deane Hixon, « l'amélioration réelle des droits de l'homme dépend beaucoup de la capacité des modérés du gouvernement à reconstruire un système judiciaire honnête, libre et capable de résister aux intimidations ». Ce n'est pas encore le cas, et de loin.



man's land ouvert aux insurgés. Officiellement, les deux tiers du Morazan sont encore contrôlés par l'insurrection. La situation est identique dans le Chalatenango, au nord, où des unités se sont parfois repliées sans combattre.

Non seulement la guérilla n'a pas été chassée de ses zones d'influence traditionnelles mais elle a été capable de frapper, par surprise, dans le département d'Usulután, plus au sud, et d'occuper une ville importante qu'elle n'avait jamais atteinte. Cet épisode est de nature à aggraver le malaise latent qui règne au sein des forces régulières, un malaise qui est lui-même un reflet de la grave crise politique qui menace l'équilibre de l'expérience instaurée par les Etats-Unis au lendemain des élections du 28 mars 1982.

#### Conflits dans l'armée

La rébellion, au début de janvier, du colonel Ochoa a mis en évidence les conflits dans le haut commandement salvadorien. Responsable militaire dans le département de Cabanas, proche de Chalatenango, le colonel Ochoa protestait contre son éloignement, décidé par le général Garcia, et sa nomination comme attaché d'ambassade en Uruguay. Très respecté par les unités combattantes, le colonel critique les méthodes de lutte anti-guérilla du haut état-major et du ministère de la défense. Aux vastes et lourdes opérations engagées par les milliers d'hommes, il préfère les actions de commandos, de jour comme de nuit, permettant de mieux contrôler la tactique de la guérilla.

De fait, son département est relativement « calme ». En revanche, pendant une semaine contre le pouvoir central, le Bugeard salvadorien a remporté une demi-victoire. Il a été nommé attaché militaire à Washington, un poste d'observation et d'influence. Mais sa semi-disgrâce a un sens politique : le colonel « rebelle » est très lié au major d'Aubuisson, leader du parti d'extrême-droite ARENA, et président de l'assemblée constituante issue des élections de mars 1982. Son conflit avec le général Garcia est un épisode de la lutte pour le pouvoir puis-

Les conflits, inévitables, entre l'extrême-droite et la droite modérée ont pris de l'ampleur en dix mois. Une solution politique du conflit, souhaitée par de nombreux secteurs de la société, de l'Eglise et des milieux d'affaires de San Salvador, passe nécessairement par une baisse d'influence du major d'Aubuisson qui se prépare à l'élection présidentielle de mars 1984.

#### L'extrême droite sur la défensive

Les représentants des Etats-Unis ont favorisé sur place le regroupement des courants politiques peu enclins à accepter une extension des pouvoirs du champion de l'extrême-droite. Cette nouvelle coalition, dirigée par les démocrates-chrétiens, a marqué un premier point cette semaine en obtenant un vote de la Constituante qui interdit désormais au major d'Aubuisson d'être le seul autorisé à convoquer l'Assemblée. Le chef de l'Alliance républicaine et nationaliste n'entend pas rester sur cette défaite et menace de démissionner, en compagnie de tous les membres de son parti, ouvrant ainsi une crise politique majeure qui embarrasserait Washington.

Mais que veulent aujourd'hui les Etats-Unis ? Le récent voyage de M. Reagan en Amérique centrale s'est traduit par la reprise symbolique des ventes d'armes américaines au Guatemala du général Rios Montt, venues suspendues par l'administration Carter en raison des graves violations des droits de l'homme dans ce pays. Les manœuvres les plus importantes jamais organisées au Honduras par l'armée américaine doivent, selon le Pentagone, être aussi considérées comme un « avertissement » au Nicaragua et à Cuba. Mais le résultat le plus clair de la politique Reagan est jusqu'à présent d'avoir favorisé le renforcement à Managua du groupe marxiste-léniniste au détriment des modérés de la direction collégiale sandiniste. Le Honduras est de plus en plus entraîné dans les turbulences de la crise permanente d'Amérique centrale. Le « modèle » démocratique salvadorien n'a pas fait école, car il est bien loin d'être stabilisé. Quant aux droits de l'homme...

En janvier, l'administration Reagan a « certifié » devant le Congrès que des « progrès » étaient notables

Peut-on parler de progrès dans le cas des quatre ressortissants américains assassinés en décembre 1980 par des militaires qui les attendaient à l'aéroport de la capitale ? De même, en dépit de nombreux témoignages, en ce qui concerne le meurtre de deux experts américains de la réforme agraire assassinés sur ordre de deux officiers et d'un riche industriel salvadorien ? L'un des deux officiers impliqués a même retrouvé un poste dans une unité combattante. Le rapport officiel note encore que les militaires salvadoriens, engagés dans des opérations anti-guérilla, « commencent à faire des prisonniers », ce qui était une pratique tout à fait inhabituelle jusqu'alors. Mais le nombre des prisonniers « est encore très faible ».

Un vif débat est engagé à Washington sur l'opportunité de reconduire l'aide militaire — et accessoirement économique — au Salvador. Le général Nutting, commandant en chef des forces américaines de la zone du canal de Panama, a estimé devant le Sénat qu'il n'y avait « pas de solution militaire » au Salvador, tout en ajoutant qu'il n'y avait pas non plus de solution politique « sans une participation militaire américaine qui permette de rétablir la stabilité et l'ordre ». MM. Thomas Enders et Elliot Abrams, respectivement secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines et sous-secrétaire aux droits de l'homme, jugent que les « progrès démocratiques » du Salvador sont « insuffisants » pour justifier le maintien de l'aide. Ce point de vue est contesté par de nombreux parlementaires démocrates mais aussi républicains. Et, pour la première fois, la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. s'est opposée à toute poursuite de l'assistance militaire à ce pays.

La marge de manœuvre de M. Reagan apparaît déjà plus étroite qu'en 1982, alors que l'évolution de la situation politique et militaire implique un engagement encore plus net des Etats-Unis. C'est sans doute pour éclairer, de nouveau, sa lanterne que M. Reagan a demandé à M<sup>me</sup> Jeanne Kirkpatrick, ambassadrice des Etats-Unis aux Nations unies, d'entreprendre, du 3 au 12 février une mission d'information qui la conduira au Salvador, mais aussi à Panama, au Costa Rica, au Honduras et au Venezuela.

MARCEL NIEDERGAANG.

UN PAYS PAS COMME LES AUTRES — UNE FORMULE ORIGINALE

L'ALBANIE EN MINIBUS

Premier départ : 3 avril (15 jours), quatre autres départs en été

Renseignements et inscriptions :

VOYAGES ET CULTURE

B.P. 61-79, 14000 CAEN CEDEX - Tél. : (31) 86-44-01

Handwritten signature and date: 24/11/1980



A PARIS

Trois champs de bataille pour la majorité municipale

La réforme du statut de Paris, perçue comme une machine de guerre dirigée contre M. Jacques Chirac, a favorisé la conclusion rapide d'un accord dans la majorité municipale. A la différence de ce qui s'était passé en 1977, celle-ci se présente donc unie, la répartition s'étant faite globalement par deux tiers des sièges pour le R.P.R. et un tiers pour l'U.D.F.

Il y a six ans la gauche avait progressé en infirmités et même conquis le secteur composé alors des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements qui s'est ajouté aux cinq arrondissements qu'elle possédait depuis 1971. Lors des élections législatives de 1978 la gauche avait subi une défaite sévère, puisque, sur les sept députés communistes sortants, ne se sont retrouvés que trois communistes et un socialiste, M. Paul Quilès, qui faisait ainsi son apparition sur la scène parisienne.

Aux législatives de 1981 la gauche se redresse. Les trois députés communistes sont élus et remplacent par des socialistes qui, au total, avec trois sièges, acquièrent (sur trente et un) le monopole de la représentation parisienne de la majorité nationale (1). La gauche représente alors à Paris 43,92 % des voix alors que

M. Mitterrand le 10 mai avait recueilli 46,43 % des suffrages.

Les socialistes aujourd'hui comptent bien tout faire pour conserver ces bastions, ce qui les contraint à une attitude défensive ainsi que nous l'avons décrite dans un premier article (Le Monde du 3 février).

La majorité municipale aborde ces élections sous la certitude de la victoire du moins avec un espoir réel. M. Jacques Chirac, visité au mois de novembre dernier chaque jour, et il tiendra au total une dizaine de meetings dans la capitale avant le scrutin. Après la publication d'un bilan municipal sous le titre « Six années de progrès », il va diffuser un programme précis pour la mandature à venir.

A travers les thèmes choisis par M. Chirac, on peut constater que le challenge s'occupe pratiquement aucune place. Il est vrai que la durée moyenne de l'inscription des demandeurs d'emploi est plus courte à Paris que dans le reste du pays. Le logement ne semble pas non plus être considéré comme un thème électoral porteur, bien que la municipalité soit contrainte

sur ce terrain de se défendre contre les attaques de la gauche.

La revanche M. Chirac et ses amis privilégient davantage la dénonciation de la baisse du niveau de vie qui, selon eux, touchent particulièrement les commerçants, les professions libérales et les cadres dont beaucoup ont voté à gauche en 1981.

La municipalité sortante met surtout l'accent sur trois points. La sécurité : le maire affirme que son action est restreinte par la loi et dénonce avec véhémence les carences du gouvernement en matière d'effectifs policiers et de la justice pénale. L'environnement : M. Chirac met en avant le développement des aménagements et des espaces verts. L'action sociale : le maire affirme que l'aide aux personnes âgées accordée par la Ville est plus importante que celle de l'État ou de toutes les autres collectivités. Il en va de même pour les jeunes mères de famille.

Tout le programme de M. Chirac, dont l'autorité comme maire mais aussi comme chef de la majorité parisienne s'est renforcée en six ans, consiste à faire de sa ville non pas un bastion assiégé mais un tremplin

et une base de départ vers d'autres conquêtes. (Le Monde du 11 janvier). Dans Paris il compte appliquer la même tactique pour investir les sept arrondissements sur vingt détenus aujourd'hui par la gauche. Il livre donc des batailles de nature différente sur trois sortes de terrains :

- Ceux qui sont de véritables « lieux de promenade » pour la majorité municipale ;
- ceux dont la topographie est plus accidentée et où de possibles surprises exigent une plus grande vigilance ;
- ceux enfin où l'adversaire est dans la place et où la conquête nécessite un effort particulier.

ANDRÉ PASSERON.

(1) En janvier 1982, M. Dabizis (2<sup>e</sup> secteur, deuxième et troisième arrondissements) a été battu par M. Dominati (U.D.F.). M. Questiaux élu dans le 13<sup>e</sup> secteur (quatrième arrondissement), a été remplacé par son suppléant, M. Louis Moulinet, et M. Avic, élu dans le 16<sup>e</sup> secteur (quatrième arrondissement), par M. Roger Rouquette, lorsque ces élus de juin 1981 sont entrés au gouvernement.

Les promenades de l'ouest

Dans une bonne douzaine d'arrondissements qui recouvrent à peu près les deux tiers ouest de la capitale, à l'exception du douzième, les listes conduites par les amis de M. Chirac ne devraient pas être inquiétées. L'évolution démographique et sociologique de ces quartiers n'a pu que renforcer l'implantation ancestrale de la majorité municipale. Au premier rang de ceux-ci, le septième où le doyen du conseil sortant (il y siège depuis 1933), M. Edouard Frédéric-Dupont (quatre-vingt ans), député apparenté R.P.R. mais représentant le CNIP, a fait de l'arrondissement qu'il représente à l'Assemblée nationale depuis 1936 une chasse jalousement gardée. Il y est fréquemment réélu dès le premier tour.

Il en va de même pour quelques autres fiefs dont les députés (R.P.R.) sont aussi conseillers sortants et chefs de file des listes Union pour Paris d'aujourd'hui et qui, aux législatives, n'ont pas connu les angoisses du ballottage. C'est le cas de M. Pierre-Charles Krieg dans le quatrième arrondissement (le Marais et l'Hôtel de Ville) qui cède le premier (Les Halles et le Louvre) à M. Michel Caldaque, sénateur R.P.R. de Paris, ces deux arrondissements étant jusqu'aux regroupements en un seul secteur électoral. Il en va de même dans le cinquième, au quartier Latin où la liste sera conduite comme en 1977, par M. Chirac mais où la cheville ouvrière est, sur le terrain, M. Jean Ybert, député depuis 1968 ; dans le sixième, autour de Saint-Germain-des-Près, M. Pierre Bea, adjoint au maire pour les affaires culturelles, se représente en renouvelant son équipe avec M. Olivier Passeron, enseignant à l'Université de Paris-XI ; dans le huitième, aux Champs-Élysées, M. Couve de Murville, ancien premier ministre, avait obtenu en 1977 97,7 % des voix au second tour ; dans le neuvième, près de l'Opéra, M. Gabriel Kasperit « travaille » avec assiduité son secteur face à M. Jacques Bravo (P.S.). Dans le dixième arrondissement, autour de la gare de l'Est, M. Claude-Gérard Marcus, député affable et obéissant, est un homme de terrain assez bien implanté.

Dans le douzième arrondissement, la liste conduite par M. Paul Perrin, député apparenté U.D.F. et président du groupe centriste à l'Hôtel de Ville a reçu un renfort psychologique avec la réélection, en janvier 1982, après invalidation, de M. de Bénouville, par 57,2 % des suffrages dès le premier tour. Le champion olympique Guy Druet figurera sur la liste tout comme M. de Bénouville

et M. Olivier Dassault. Le quinzième et le dix-septième avec trois députés R.P.R. chacun, semblent hors de portée de la gauche tout comme le seizième, où l'U.D.F. a réussi à conclure un accord entre ses composantes en accordant la tête de liste au député R.P.R. M. Gilbert Gantier et le maire à son collègue centriste M. Georges Mesmin et où, en 1977, aucune autre liste n'avait recueilli assez de voix au premier tour pour se maintenir au second (comme dans le huitième).

Les ailes du quatorzième

Parmi les secteurs moins aisés, on ne peut guère classer que le quatorzième. Dans l'arrondissement des « trois monts », Montparnasse, Monceau et Montrouge, deux députés ne partagent le terrain. A l'ouest, dans la fraction la moins peuplée, M. Edwige Avic (P.S.), ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports, largement élu en 1981 contre M. de la Malène, sénateur R.P.R., ancien député et aujourd'hui conseiller de Paris, conduit la liste d'union de la gauche. A l'est, M. Yves Lenclos, député R.P.R. depuis 1978, réélu au premier tour en 1981, particulièrement actif sur le terrain, figure en deuxième position derrière M. de la Malène qui conduit la liste Union pour Paris.

Pour l'emporter en mars prochain, la gauche dénonce l'absence physique de M. de la Malène dans le quartier - il est premier adjoint au maire de Paris - et la politique immobilière répressive livrée à la spéculation ; la gauche s'efforce aussi d'insister sur les divisions de la majorité municipale. Or dans les derniers jours de janvier, un accord total a été solennellement scellé entre MM. de la Malène et Lenclos dans le bureau de M. Chirac, qui permet au député R.P.R. du quatorzième de se lancer sans réticences dans la campagne électorale. C'est lui aussi qui représentera le R.P.R. lors des élections législatives futures.

L'affrontement

Restent les bastions détenus par la gauche dont la conquête par la majorité municipale nécessitera un grand effort. Le deuxième arrondissement, c'est-à-dire le quartier de la Bourse, le moins peuplé de Paris (après le 1<sup>er</sup>) avec 14 000 électeurs inscrits constituait, avant la réforme, un seul secteur électoral avec le troisième. C'est là que M. Jacques Dominati a été réélu député en jan-

vier 1982 avec 55 % des voix au premier tour contre M. Pierre Dabizis, aujourd'hui ambassadeur de France au Gabon, alors gaulliste de gauche et candidat unique de la majorité présidentielle.

M. Dominati ayant choisi d'affronter M. Jack Lang dans le troisième, M. Alain Dumait se mesurera dans le deuxième avec M. Simone Goenig, conseiller sortant, seule communiste (avec M. Paul Laurent dans le 19<sup>e</sup>) à conduire une liste de la gauche dans Paris. Il est vrai que dans cet arrondissement, lors des élections municipales, la liste de gauche conduite par M. Georges Dayan, ami proche de M. Mitterrand (et comprenant notamment MM. Lang et Quin, communiste, actuel président de la R.A.T.P.), n'avait obtenu que 49,2 % de voix contre 53,4 % dans le troisième. La majorité municipale estime que la présence d'une candidate communiste ne peut que faciliter la tâche.

Dans le onzième arrondissement, entre la République et la Nation, c'est un combat d'une autre nature que M. Alain Devaquet, ancien secrétaire général du R.P.R., député de 1978 à 1981, doit livrer contre l'occupant des lieux, M. Georges Sarre, député depuis les dernières élections législatives, président du groupe socialiste au Conseil de Paris depuis 1977 et animateur du C.E.R.S.

Si M. Sarre est réputé pour son action quotidienne et obstinée auprès des habitants de l'arrondissement, M. Devaquet s'est attaché également à cette méthode avec assiduité, mais le turpide. La liste d'union de la gauche conduite ici en 1977 par un communiste, M. Berlioz, a connu plusieurs secousses. Après le décès de M. Berlioz, son suppléant, M. Rosat, a été exclu du fait du P.C. en raison de son appartenance aux « Rencontres communistes » de M. Fiszbin et M. Genesseeux, radical de gauche, a rejoint en 1981 M. Jacques Chirac. M. Sarre prétend en revanche dans ses réunions le renfort de membres du gouvernement, particulièrement de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État chargé de la recherche scientifique.

Dans deux autres arrondissements, le treizième et le dix-huitième, M. Chirac veut tenter une expérience qui aurait - si elle réussissait - une signification politique nationale.

Haro sur trois députés socialistes

Pour s'attaquer sur leurs terrains respectifs à M. Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris et à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., le président du R.P.R. a lancé deux de ses plus proches collaborateurs. M. Jacques Toubon, député R.P.R. du quinzième, a donc été chargé de harceler le député socialiste du treizième. Cet arrondissement, autour de la place d'Italie, est pourtant considéré comme une des plus solides places fortes de la gauche bien qu'un gaulliste, M. Hubert Germain, en ait été le député de 1962 à 1978, date à laquelle M. Quilès a été élu face à Alexandre Sanguinetti. En 1981, les socialistes annulèrent encore leurs résultats avec l'élection dans l'autre circonscription de M. Nicole Questiaux, contre M. Gisèle Moreau, communiste. Certes, M. Toubon compte, aujourd'hui, à la fois sur sa propre activité et sur le recul de la « vague rose » de 1981. Il pense aussi que la présence à ses côtés de M. Jean Matteoli, compagnon de la Libération, ancien ministre du travail, ancien président des Charbonnages de France, ancien membre du R.P.R., donnera à son équipe l'équilibre et la pondération que M. Alice Saunier-Sitôt, ancien ministre des Universités, dont la candidature n'a pas été acceptée par l'U.D.F., ne lui aurait pas apportées.

Le nouveau statut des maires élus

L'administration de Paris, Lyon et Marseille, reste confiée pour l'essentiel à un conseil municipal élu par secteur, selon le mode de scrutin applicable aux communes de plus de trois mille cinq cents habitants. Pour Paris et Lyon, les secteurs correspondent aux arrondissements actuels - Marseille est divisée en six secteurs : le premier secteur est constitué des 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements ; le deuxième secteur des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements ; le troisième secteur des 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements ; le quatrième secteur des 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements ; le cinquième secteur du 9<sup>e</sup> arrondissement et le sixième secteur des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements.

L'effectif des conseils municipaux est augmenté. Il passe de 109 à 163 à Paris, de 73 à 101 à Marseille et de 61 à 73 à Lyon.

L'innovation essentielle du projet gouvernemental est la création de conseils d'arrondissement. Chaque secteur désignera un conseil d'arrondissement dont les membres seront élus sur les mêmes listes que les conseillers municipaux et selon les mêmes règles.

Le nombre des conseillers d'arrondissement est le double de celui des conseillers municipaux dans chaque secteur. Toutefois, il ne doit être ni inférieur à 10 ni supérieur à 40. Les conseillers municipaux élus dans chaque secteur sont membres de droit dudit conseil d'arrondissement. Le maire d'arrondissement sera élu parmi les conseillers municipaux de l'arrondissement.

● Cent une personnalités ont lancé le 13 janvier un appel pour que soit levée l'exclusive prononcée par la direction du parti communiste contre Henri Fiszbin et les communistes unitaires. Au 31 janvier, le texte de cet appel a recueilli 2 308 signatures.

Une sortie parmi d'autres

15 h : cinq voitures sortent de l'Hôtel de Ville de Paris. En tête, la CX du maire, derrière la berline des gardes du corps, puis trois caravanes de journalistes. On les a prévus quelques heures auparavant qu'une « sortie » aurait lieu vers le 13<sup>e</sup> arrondissement. Un des points chauds de la bataille électorale. Jacques Toubon, député R.P.R. du 15<sup>e</sup>, y a été parachuté pour tenter de reprendre quelques sièges à la gauche, qui est ici chez elle. Ennemis numéro un : Paul Quilès, député socialiste du secteur et challenger déclaré de Jacques Chirac. Réponds de ce dernier : être présent sur le terrain, mais ignorer l'adversaire. Surtout pas de face à face qui lui donnerait de l'importance. D'où l'opération surprise, une de plus.

15 h 30, place d'Italie : descente sur le nouveau conservatoire de l'arrondissement ouvert depuis la veille. La culture, c'est important. Coup d'œil sur la salle de danse, incursion dans les studios de travail. Un élève qui s'écrit sur une batterie en reste les baguettes en l'air. « Combien d'inscrits ? ». « Neuf cents », répond l'officier municipal. « Très bien, en voiture ».

15 h 45, rue de Tolbiac : arrêt devant une ancienne agence de la Société générale devenue P.C. électoral. Macaron rouge à la boutonnière « J'aime le 13<sup>e</sup>, je vote Toubon » les militants bourdonnent. Devant une cerise, le candidat expose sa stratégie : « Je neutralise l'est de l'arrondissement en incitant les électeurs communistes à rester chez eux le 6 mars, je mobilise le nord qui nous est favorable et je sauve les meubles dans la partie ouest qui est depuis longtemps un fief socialiste ».

Puis, en avant, commence la tournée des commerçants. Vêtu d'une capote de hussard, Chirac marche en tête, fait irruption dans les boutiques, heppe les maires. « Bonjour monsieur, bonjour madame. Je fais un petit tour dans le quartier. Content de vous voir. Vous connaissez mon ami Toubon ». La pharmacie est enlevée en deux coups de cuillère à pot, le poissonnier nettoie en trois phrases et, dans la boucherie, on tombe en pays conquis.

Le maire fonce, suivi à quelques pas de son lieutenant, qui a

du mal à tenir la cadence. Derrière s'essouffent une petite colonne d'attachés de presse, de journalistes et de « gros bras ». Les uns tentent de saisir au vol un bon mot, les autres chuchotent dans leurs transistors. Sur les ailes, des militants bon-chico-bon-genre distribuent des photos dédiées de Jacques Toubon.

A un train d'enfer, on escalade la rue de l'Espérance. Un vieux briscard est en faction sur le trottoir. « Il a sa carte depuis trente ans », dit quelqu'un. « Je suis doublement ravi de vous voir », lance Chirac. L'autre, tout content : « Et j'étais au SAC ». « Ça va », fait le maire, qui, déjà, est à trois mètres.

Une petite dame lui barre la route. « Je suis tombée dans la rue à cause du mauvais état de la chaussée. Monsieur le maire je demande une indemnité ». « Voyez avec ma collaboratrice. On va s'occuper de vous ».

Sur la place de la Butte-aux-Cailles, une commerçante, voyant passer la troupe, s'exclame : « Tiens, mais c'est machin chouette. Comment c'est son nom déjà ? ».

Chirac entre en coup de vent dans un salon de coiffure, salut, ressort aussi sec. Sur le seuil de leur boutique, les shampouineuses commentent. L'une : « Ça alors, je le voyais plutôt petit. Comme on peut se tromper quand même ». L'autre : « T'es vu celui qui est avec lui. C'est Toubon, il a une bonne tête ». Passe un quidam l'air mauvais : « Il a peur de quoi ? Vous avez vu : cinq baguettes de ficelle pour le protéger ».

16 h 30 : le commando débouche sur le boulevard Blanqui. Dernières poignées de main à la ronde. Le maire disparaît dans sa voiture qui démarre en trombe, suivie des hommes de protection. Opération terminée. Tout va bien l'ennemi ne s'est pas montré. Les militants tourbus s'engouffrent dans un café : pour se désaltérer cette fois. Sur le trottoir, une dame hoche la tête : « Moi j'ai pas de son bord, mais il faut reconnaître qu'il est aimable. Et puis, que voulez-vous, il suit son idée cet homme-là ».

M. AMBROISE-RENDU.

M. QUILÈS : onze propositions pour équiper les quartiers

Visite d'une crèche nouvellement ouverte qui offre soixante berceaux mais doit refuser cent cinquante bambins, incursion sur un terrain où la Ville veut construire un lycée alors que les habitants réclament un jardin, conférence de presse dans un théâtre qui n'a trouvé d'autre asile qu'un ancien entrepôt de l'Armée du salut. M. Paul Quilès, candidat socialiste dans le treizième arrondissement, a poursuivi, jeudi 3 février, sa campagne de démonstration et de proposition.

La démonstration consiste à convier les journalistes à constater par eux-mêmes l'insadéquation des équipements réalisés ou proposés par la municipalité sortante par rapport aux besoins réels. Les propositions du candidat sont ensuite formulées.

Pour ce qui est des crèches, écoles maternelles, clubs de jeunes, foyers de personnes âgées et autres équipements de quartier, elles tiennent en onze points, dont voici les principaux : discuter au préalable

avec les habitants des projets de plans d'équipement de quartiers ; associer les usagers à la gestion de ces équipements ; donner la priorité aux mini-crèches (quinze berceaux en appartement), classes de maternelles, restaurants scolaires et centres de loisirs ; créer des maisons d'associations dans chaque arrondissement ; ouvrir aux gens du quartier les restaurants du troisième âge ; décentraliser dans les quatre-vingts quartiers de la capitale les services municipaux ; ouvrir dans chacun un dispensaire ; permettre l'utilisation par les associations des locaux sociaux et administratifs ; multiplier les squares de proximité.

« Tout cela peut se faire sans augmenter les impôts, à l'exception d'une meilleure gestion. L'indiquent le coût global de l'ensemble de mon programme à la fin de la campagne.

M. A.-R.

PÂQUES  
AUX USA

★ 14/20 ANS ★

Dans le New Jersey,  
15 jours en famille  
hôtesse américaine.  
Cours, visites, excursions.  
Tout compris : F 6 130  
du 26 mars au 09 avril 83  
du 02 avril au 16 avril 83

F&L (1) 544.82.20  
13, rue de Grenelle - 75007 PARIS



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Ce que femme veut...

De notre correspondant

Vannes. — Elles sont quinze. Hier encore, elles se croisaient en s'ignorant. Soudain, d'une discussion est née une sorte de prurit printanier : celui des élections. Pour l'heure, ce ne sont pas elles, à vrai dire, qui souffrent de ces démanches, mais plutôt les conseillers sortants du Tour-du-Parc (Morbihan). Une commune de cinq cent soixante et onze habitants, située dans la presqu'île de Sarzeau, et qui vit pour une bonne part de l'ostréiculture.

« Nous avons des candidates de vingt à soixante ans, trois sont mariées, deux sont célibataires », énumère Mme André Mesnard, une brune énergique qui est la porte-parole de la liste. Une liste qui se compose de huit femmes ouvrières de l'ostréiculture, de trois épouses de marins-pêcheurs, d'une comptable et d'une retraitée. « Peut-être que le milieu ostréicole et pêcheur est au niveau du couple plus en prise directe sur la responsabilité collective », souligne encore Mme Mesnard. Et d'ajouter : « D'une discussion banale entre nous, nous avons compris soudain que les problèmes locaux nous concernaient toutes dans notre vie de tous les jours. »

La maire, M. Célestin Le Boulicaut, âgé de soixante-sept ans, se représente pour la troisième fois. Il soutient en commentant cette initiative : « Tant mieux, on croit qu'on allait se présenter avec notre liste unique. Cela va mettre du piment dans ces élections. Nous aussi, nous allons avoir des femmes sur notre liste. Trois, peut-être quatre. Alors, vous constatez que nous ne sommes pas misogynes. »

Les candidates de la liste féminine pensent qu'elles sont un peu pour quelque chose dans ce choix : « Dans l'ancien conseil, il n'y avait qu'une femme. Cela va changer. »

Mais que veulent-elles ? Leur programme, elles l'élaboreront à

partir de réalités concrètes, de carences qu'elles dénoncent : « Nous avons obtenu une cantine scolaire, nous attendons un local pour les jeunes, et puis il nous semble plus que temps de réagir face à la construction anarchique des résidences secondaires. Si l'on n'y prend pas garde, bientôt n'habiteront ici que des étrangers qui nous imposent leur opulence. » Il existe cent quatre-vingts résidences principales au Tour-du-Parc et cent vingt résidences secondaires qui, elles, offrent leurs vides clos dix mois par an. En été, par contre, la population dépasse les trois mille habitants, d'où des problèmes d'assainissement considérables. Il n'existe pas de station d'épuration. Alors les eaux usées convergent au petit bonheur vers les 250 hectares d'anciens marais salants et l'océan proche. Puis... les parcs à huîtres.

« On a bonne mine de tempérer contre Dangan, une commune qu'on accuse de déverser ses effluents dans la rivière de Pénert. On ferait mieux de balayer devant notre porte », disent-elles en chœur.

Mais ces résidences permettent aussi à la commune de toucher des revenus sur la taxe d'habitation. « Nous avons les impôts les plus bas du département », dit non sans fierté M. Le Boulicaut. Son sens de la gestion n'est d'ailleurs pas contesté.

Mais ces femmes qui entrent en lice veulent que leur vision de la vie communale se concrétise : « Nous ne sommes pas des féministes, encore moins des politiciennes. Nos époux, d'ailleurs, ont bien compris notre détermination et aucun n'a tenté de nous en dissuader. Notre liste se présentera par ordre alphabétique, sans arrangement élitiste. »

MICHEL LORET.

### LOIRE-ATLANTIQUE : accords laborieux à gauche

(De notre correspondant.)

Nantes. — Un accord départemental a été signé, mardi 25 janvier, en Loire-Atlantique entre les fédérations du parti socialiste et du parti communiste. Il fait suite aux accords passés déjà entre le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, et entre le parti socialiste et l'U.D.B. Reste toujours en suspens l'accord entre le P.S. et le P.S.U.

Cette dernière formation juge insuffisante la proposition des socialistes, qui ne leur offrent que quinze sièges éligibles pour l'ensemble du département. Le P.S.U. préférerait des accords communs par commune, ce que refuse le parti socialiste en menaçant de reprendre les quinze sièges accordés.

■ M. Jean-Marie Rausch (C.D.S.), maire sortant de Metz, a porté plainte après la distribution d'un tract anonyme mettant apparemment en cause le candidat R.P.R., M. Jean-Louis Masson. Selon M. Rausch, « une lecture superficielle de ce tract peut laisser supposer qu'il est l'auteur à travers des phrases - Rausch est bon - ou - tous les sondages donnent Jean-Marie Rausch gagnant, c'est le plus grand et le plus fort ». M. Rausch estime que ce texte lui est préjudiciable.

■ M. Monique Pelletier, qui aimait lundi 31 janvier, à

Les discussions entre P.S. et P.C. ont été laborieuses. Le P.C. conserve la tête de liste dans deux des trois communes dirigées par des maires communistes (Trignac et Saint-Joachim). En revanche, il a dû se résigner à une primauté à Montoir, commune en pleine expansion depuis, notamment, l'implantation du terminal méthanier.

Le P.S. est resté ferme sur le quota de sièges accordés aux communistes dans les grosses villes de l'agglomération nantaise : Nantes (11 éligibles, alors que le P.C. en réclamait 13) ; Rezé (7 pour 9 demandés) ; Bouguenay, ville de M. Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés (6 pour 7 sièges exigés), etc.

J.-C. M.

La Roche-sur-Yon (Vendée), une réunion organisée par la section locale de l'association Dialogue des villes de France, qu'elle préside, a notamment déclaré : « Les Français et les Françaises sont inquiets et mécontents, car ils voient la France tel un bateau sans gouvernail naviguer au gré des vents. Elle a affirmé qu'elle n'accepte pas que l'actuelle majorité s'approprie la généralité. » Le progrès social, la justice sociale ne peuvent se dispenser qu'à partir d'une économie aplanie.

■ M. Jean-François Deniau, président des Clubs Perspectives et Réalités, qui s'exprimait lundi

### LES JEUNES GISCARDIENS ADOPTENT

#### UNE CHARTE MUNICIPALE

Les Jeunes Giscardiens viennent d'élaborer un manifeste municipal. Ils proposent, « pour favoriser le dialogue entre la municipalité et ses électeurs », la nomination par le maire d'un « médiateur municipal », qui aurait pour mission « de résoudre les problèmes quotidiens susceptibles de se poser aux citoyens ».

Ils suggèrent que les communes mettent en place une « organisation propre à la jeunesse », pour favoriser son insertion dans la vie municipale. Il faudrait, selon eux, que le maire désigne un « interlocuteur privilégié des jeunes » et préside régulièrement un « conseil municipal de la jeunesse », auquel participeraient les adjoints et présidents de commissions concernés.

Le mouvement, qui a décidé d'apporter son « soutien le plus actif » aux candidats de l'opposition, note : « A l'heure où les jeunes veulent s'écarter », ce n'est pas une réponse socialiste étouffante qu'ils attendent, c'est la réponse de la vie, du dynamisme et de la liberté. »

Les Jeunes Giscardiens réuniront une convention nationale sur les élections municipales, le dimanche 27 février, à Vincennes (Val-de-Marne), en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing.

### LES INTELLECTUELS DU C.I.E.L.

#### VEULENT S'ENGAGER « DIRECTEMENT »

#### DANS LA VIE POLITIQUE

Le comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (C.I.E.L.), créé en janvier 1978 par M. Alain Ravennas et cent intellectuels, veut « prendre une nouvelle dimension » et, « sans renoncer à sa diversité et à sa liberté, s'engager directement dans la vie politique ».

Dans un communiqué publié vendredi 28 janvier, le C.I.E.L. précise que « pour répondre à la situation et aux risques présents il ne lui paraît plus suffisant de réunir quelques manifestations annuelles ». Il annonce la constitution d'un comité permanent chargé de « faire connaître la nature et l'ampleur du danger totalitaire, de lutter contre la désinformation, d'appeler à une résistance et d'organiser pour la France la désattribution là où elle est nécessaire pour rendre la parole à la société civile et restituer leurs chances, dans tous les domaines, à la liberté ».

Les intellectuels qui ont formé le C.I.E.L. veulent continuer à « rejeter les simplifications partiales » et pensent qu'ils peuvent contribuer à « ce que la scène politique ne soit plus occupée par une caricature, par des ersatz d'activité intellectuelle ».

La commission chargée de cette action se compose de MM. Raymond Aron, Michel Crozier, Eugène Ionesco, Emmanuel Le Roy Ladurie, Alain Ravennas, Jean-François Revel, Philippe Sollers, François Terre, Jean-Marc Varaut et du général Guy Mery.

31 janvier sur FR 3 a notamment déclaré : « Il faut qu'il y ait aussi l'après-13 mars. La situation en France devra être différente si les Français disent : « Nous voulons du progrès, de la sécurité, plus de liberté et de ce que la gauche fait ce n'est pas ce que nous voulons (...) Si cette déception est nettement exprimée par la majorité des Français, le gouvernement sera obligé d'en tenir compte... » A propos de l'éventualité d'élections législatives anticipées, il a noté : « Le président de la République a le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, il n'en a pas le devoir sauf sur un plan moral... »

### ALPES-MARITIMES

NICE. — M. Médecin, maire de Nice et député (app. R.P.R.), s'estime diffamé par les propos tenus le 22 janvier par M. Max Gallo, député socialiste et tête de la liste d'union de la gauche.

M. Gallo avait notamment déclaré : « Le pouvoir en place [à Nice] développe une corruption morale ; ce sont les mêmes hommes qui nous parlent de sécurité dans la ville alors qu'ils prévoient pour notre cité un avenir de tripots, de machines à sous et, bien entendu, de drogue et de mafia. »

M. Médecin a porté plainte et demande une indemnité de 10 000 F « qui sera utile au soutien de sa campagne électorale ».

### CHARENTE-MARITIME

LA ROCHELLE. — La liste que conduira M. Michel Crépeau, maire sortant M.R.G., ministre de l'environnement, comprend 17 socialistes, 15 radicaux de gauche, 4 communistes et 3 militants du P.S.U. M. Colette Chaigneau, suppléante de M. Crépeau à l'Assemblée nationale, figure en cinquième position.

### COTES-DU-NORD

LANNION. — La liste d'union de la gauche conduite par M. Pierre Jageret, maire socialiste sortant et député de la cinquième circonscription, comprendra 14 socialistes, 7 communistes, 1 M.R.G. et 4 U.D.B.

M. Yves Nedelec, R.P.R. est la tête de liste d'union de l'opposition. Une troisième liste « indépendante » est en cours de constitution.

### FINISTÈRE

QUIMPER. — M. Pierre Jakes Heilias, écrivain, auteur du Cheval d'Orgueil, présidera le comité de soutien à la liste d'union de la gauche conduite par M. Bernard Poingnant, député socialiste de la première circonscription.

### HAUTS-DE-SEINE

ANTONY. — M. Patrick Devedjian (R.P.R.), qui mène la liste de l'opposition contre celle du maire sortant, M. André Aubry (P.C.), a demandé au tribunal d'instance de contrôler l'inscription sur la liste électorale de 3 829 électeurs : il y a quelque 38 000 électeurs inscrits à Antony. A l'appui de sa demande, le candidat R.P.R. fait valoir que la suite d'un courrier qu'il avait adressé aux électeurs inscrits, 3 829 enveloppes lui ont été retournées par les P.T.T. avec la mention « n'habite pas à l'adresse indiquée ».

CLICHY. — Le parti communiste internationaliste, mouvement trotskyste, annonce dans un communiqué son intention de constituer « une

■ M. Frédéric Thiriez, directeur de cabinet de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique depuis le 25 mai 1982, a été nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat, tout en demeurant à son poste actuel, par décret du ministre de la justice, paru vendredi 28 janvier au Journal officiel.

[Né le 1<sup>er</sup> juillet 1952, originaire d'une grande famille d'industriels de Lille (Nord), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Thiriez est entré au Conseil d'Etat comme auditeur en 1977 à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration (ENA). En mai 1981, il est entré au cabinet de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, comme conseiller technique chargé des problèmes de police.]

### D'une ville à l'autre

liste ouvrière d'unité - à Clichy. C'est la seule commune où il a « d'ores et déjà » pris une telle décision. Contrairement aux deux autres organisations trotskistes, la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, le P.C.I. recherche l'alliance avec le P.S. et le P.C. Mais, en se présentant à Clichy contre la liste d'union de la gauche conduite par le ministre de l'économie et des finances, le P.C.I. veut continuer sa campagne : « Chasser Delors ».

### HERAULT

MONTPELLIER. — Le comité de soutien de la liste dirigée par M. Georges Frêche, député et maire sortant (P.S.) de Montpellier, sera présidé par M. Vincent Badie, ancien ministre des anciens combattants, ancien président du groupe parlementaire radical. Résistant et déporté, M. Vincent Badie est un des derniers survivants des quatre-vingts députés ou sénateurs, qui en juillet 1940, refusèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, avec deux autres parlementaires de l'Hérault, MM. Jules Moch et Paul Boullet. Lors de la dernière élection présidentielle, M. Badie avait soutenu la candidature de M. Chirac. — (Corresp.)

### MEURTHE-ET-MOSELLE

LUNÉVILLE. — M. Jean Lhomme, maire socialiste sortant, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. M. Michel Clossé, P.S., conduira la liste d'union de la gauche, qui comprend 15 socialistes, 11 communistes, 6 écologistes autogestionnaires et 3 radicaux de gauche.

LENS. — M. Michel Roger (U.D.F.-C.D.S.) conduira la liste d'union de l'opposition. Il affrontera le maire socialiste sortant, M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat.

### CORRESPONDANCE

#### Georges Bidault en 1938 et en 1958

Des lecteurs ont relevé deux erreurs dans les articles publiés dans le Monde du 28 janvier à propos de la mort de Georges Bidault. M. Bernard Guillerez, journaliste, nous envoie un extrait de l'article que l'éditorialiste de l'Arbe avait consacré le 1<sup>er</sup> octobre 1938, à l'accord de Munich : « L'accord de Munich a fait échouer la guerre et partiellement contenu le déferlement du germanisme. Il semble vraiment qu'après cette rencontre des Quatre, le recours à la guerre devienne une impossibilité morale et même matérielle. Les Quatre se sont finalement mis d'accord sur un grand refus : le refus de recourir aux armes. Une situation nouvelle, un équilibre nouveau, en sont résultés en Europe. Le bon sens commande que la voie entreprise soit suivie jusqu'à son terme. » Ce n'est qu'au printemps suivant, continue notre correspondant, que le futur président du C.N.R. a modifié son attitude.

M. Jacques Bruneau, préfet (E.R.), président délégué national de l'Association nationale des médaillés de la Résistance, auteur d'un ouvrage en préparation sur les Tribulations d'un gaulliste en Gaule, nous écrit, de son côté, qu'il est faux que Georges Bidault ait été reçu à plusieurs reprises par de Gaulle en 1938 à Colombey. Il lui a adressé, en revanche, le 14 mai une lettre dans le général devait dire le lendemain à M. Bruneau qu'elle avait joué un rôle déterminant dans la déclaration qu'il allait faire ce jour-là à la presse.

### PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

BAYONNE. — Quatre listes sont en présence. M<sup>me</sup> Nicole Pery (P.S.), députée à l'Assemblée européenne, suppléante de M. Jean-Pierre Desrède, député socialiste de la quatrième circonscription, conduit la liste de l'union de la gauche. Sur cette liste, intitulée Bayonne-équipe nouvelle, et qui comporte 30 % de femmes, figurent des représentants du P.C., dont M. Henri Lagarde, secrétaire fédéral, directeur d'école à Anglet.

Une association basque, Herri-tarik, présente une liste Bayonne capitale, conduite par M. Claude Harloche. L'accord ne s'est pas réalisé avec la liste d'union de la gauche sur un programme d'objectifs prioritaires et notamment sur la place à accorder dans l'enseignement à la langue basque. Le P.S.U., qui considère que Bayonne-capitale répond mieux aux exigences du projet socialiste autogestionnaire que la liste de la majorité, est présent sur cette liste.

Une troisième liste sera constituée par le P.C.M.L., qui souhaite satisfaire les revendications démocratiques au Pays basque, qui concernent la langue, la culture, et le rétablissement du statut de réfugiés. Enfin, le maire sortant, M. Henri Grenet, conduira une liste d'opposition U.D.F. et R.P.R. unis. — (Corresp.)

### SOMME

AMIENS. — L'accord s'est réalisé entre socialistes et communistes pour la constitution de la liste d'union de la gauche conduite par M. René Lampe, P.C., maire depuis 1971. Elle comprendra vingt-cinq communistes, vingt-quatre socialistes, trois P.S.U. et deux radicaux de gauche. Le premier adjoint sera communiste, le second socialiste. Pour la première fois, les communistes sont en minorité sur la liste. — (Corresp.)

Voici le texte de cette lettre, jusqu'à présent inédite, que nous a communiqué M. Bruneau :

Paris, le mercredi 14 mai 1958,

Mon général,

Je me crois permis et je crois de mon devoir de me tourner vers vous à cette heure où, comme il n'est pas possible d'en douter encore, l'aggravation du péril couru par la nation ne peut plus être endiguée que par vous.

Je n'ai pas assiégué votre porte, et si je me tourne aujourd'hui vers vous, ce n'est à aucun titre de gouvernement ou de parti. C'est parce que j'ai été au temps de la douleur et du combat, quand vous étiez, dans l'exil, le chef de la France libre, votre compagnon de lutte et d'espérance.

C'est le second et dernier président du Conseil national de la Résistance qui vous adjure de jeter dans la balance, à l'heure et sous la forme que vous jugerez les meilleures, le poids de votre nom et de votre parole pour le salut de la patrie en péril.

Il est bien tard. Je crois qu'il n'est pas trop tard. Il faut empêcher que le dernier espoir s'efface. Vous seul avez le pouvoir si vous en prenez la décision.

Je vous prie de bien vouloir agréer, mon général, l'expression de mes sentiments de respect et de dévouement.

Georges Bidault.

DIMANCHE  
6 FEVRIER

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel.

# PAUL QUILÈS

Candidat Socialiste à la Mairie de Paris

CLUB DE LA PRESSE  
**EUROPE 1**

SPECIAL  
MUNICIPALES

J.P. Min 1550



## POLITIQUE

### LE DÉBAT SUR LA RIGUEUR

**M. JOSPIN : il n'y a pas une politique pour avant les municipales et une pour après**

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré, jeudi 3 février à Paris devant la presse anglo-américaine dont il était l'invité, que « les rumeurs qui ont circulé sur la préparation de scénarios de la rigueur sont inexistantes ».

Du point de vue de la politique économique, a-t-il dit, les élections municipales « ne sont pas une date à prendre en compte ». « Il n'y a pas une politique pour avant et une politique pour après », a-t-il ajouté.

**M. ESTIER REPROCHE A M. MAIRE D'AVOIR COMMIS DEUX FAUTES.**

M. Claude Estier, député (P.S.) de Paris, reproche à M. Edmond Maire d'avoir lancé « du Perron de l'Elysée, l'une de ces déclarations fracassantes dont il est coutumier et qui, venant quelques jours après d'autres, pourrait s'inscrire dans une analyse précise de la situation actuelle de la France que dans la perspective du futur congrès du P.S. pourtant encore lointain ».

M. Estier ajoute, dans l'éditorial de l'Unité, hebdomadaire du P.S., publié vendredi 4 février, que le secrétaire général de la C.F.D.T. a commis « deux fautes ». Il précise : « La première est d'avoir laissé croire, en raison même du lieu où il parlait, que le président de la République, avec lequel il venait de s'entretenir, lui avait annoncé la prochaine mise en œuvre d'un second plan de rigueur. Ceci est faux. Edmond Maire, interrogé par nous, le reconnaît lui-même. C'est lui qui a évoqué cette hypothèse. François Mitterrand ne lui a donné, et pour cause, aucune information sur un débat dont le conseil des ministres n'est pas encore saisi ».

La seconde faute de Maire est d'être intervenu directement sur le terrain politique.

Quelques heures plus tard, à Toulouse où il présidait une réunion publique destinée à soutenir la liste d'union de la gauche et son chef de file, M. Gérard Bapt, député socialiste, le premier secrétaire du P.S. a précisé : « La politique du gouvernement est celle du juste milieu, suffisamment rigoureuse pour éviter le dérapage inflationniste, suffisamment dynamique pour éviter le risque de la récession ».

« Certes, a-t-il remarqué, nous n'avons pas réussi en tout ; certes, les impatiences sont plus fortes que nos possibilités d'avancer au rythme que nous aurions souhaité. » Mais M. Jospin se dit prêt à comparer le bilan de la gauche à celui des gouvernements qui l'ont précédée, notamment sur l'inflation, le pouvoir d'achat et le chômage.

Le premier secrétaire du P.S. a dénoncé les campagnes engagées par la droite et destinées, selon lui, à « faire peur sur l'école libre, la sécurité dans les villes, les menaces pour les entreprises, les menaces sur le franc ». « C'est simple, c'est facile et c'est gros », a-t-il dit.

M. Jospin a ironisé sur les trois chefs de file de l'opposition qui « se marquent, s'épient, pratiquent le croc en jambes » : M. Chirac « l'homme pressé », M. Bar et son « style solitude du coureur de fond », M. Giscard d'Estaing et sa « tentative presque pitoyable de come-back ».

Pour sa part, M. René Piquet, membre du bureau politique du P.C.F. qui participait à la réunion de Toulouse en compagnie de MM. Gérard Schwartzberg, président du Mouvement des radicaux de gauche, et Serge Depaquit, membre du secrétariat national du P.S.U., a déclaré : « La gauche a un défaut. Nous sommes trop modestes. Nous sommes habitués par une sorte de pudeur qui nous empêche de dire nos résultats. Nous sous-estimons souvent ce que nous sommes en train de construire. » - J.-Y. L.

**M. ROCARD : il y a, derrière moi, des « espérances »**

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, explique, dans un entretien publié par le journal l'Expansion (daté 4-17 février), qu'il « n'aime guère le mot rigueur », mais que « la France dépense trop » et qu'« il est urgent d'y remédier ».

Après avoir affirmé que, grâce à la deuxième dévaluation du franc, le « niveau de compétitivité » des entreprises françaises est désormais « supportable même contre l'Allemagne », M. Rocard précise : « Je suis socialiste et n'ai pas été élu pour restreindre le pouvoir d'achat ! » Il évoque aussitôt « une perspective de baisse des revenus moyens ». « Nous devons y faire face en corrigeant les inégalités, c'est-à-dire en demandant des sacrifices d'abord à ceux du haut de la pyramide, et surtout aux revenus autres que ceux du travail salarié », ajoute-t-il.

Interrogé sur le reproche que lui avait adressé M. André Bergeron, lorsqu'il avait émis l'idée d'une « réduction consentie » du niveau de vie, M. Rocard répond : « Quand on se voit des échéances difficiles, il faut prévenir les gens. C'est la responsabilité que m'a confiée le chef de l'Etat de les préparer aux situations qui nous attendent. »

Jusqu'à ce que « le gouvernement se soit prononcé sur le projet du IX<sup>e</sup> Plan », M. Rocard ne croit « au succès que si les objectifs ne sortent pas du raisonnement possible » et repousse toujours « l'incantation volontariste ». Le ministre du Plan explique que le fait d'être, avec M. Delors, le mieux vu des chefs d'entreprise « l'aide à faire son métier de ministre », mais le « gêne dans les congrès socialistes », celui de Valence n'ayant pas, selon lui, « constitué le meilleur appui à la politique économique du gouvernement ».

« Je préférerais que l'on n'oublie pas, précise M. Rocard, que ma force c'est d'être aussi en tête des sondages dans l'opinion des gens de gauche ». Il y a « du monde derrière moi, explique-t-il, en tout cas des latences, des espérances sûrement. »

A propos de la prochaine élection présidentielle, M. Rocard estime que « rien ne se jouera avant fin 1986 ou début 1987 ». A la question : « Tu as perdu la Coupe, il faut que tu repartes en trente-deuxième de finale », formule représentant une réflexion de son ami le député socialiste du Vaucluse, M. Dominique Taddei, il réplique : « Que fais-je d'autre ? ». La question qui l'intéresse « est de savoir si la gauche aura ou non réussi honorablement sa tâche ». Selon lui, « les jeux personnels sont vains, il faut comprendre la société où l'on vit et tenter d'agir sur elle ».

### « La petite musique »

(Suite de la première page.)

Il faudrait bien que M. Rocard s'explique sur la nature des « appareils verticaux » et qu'il décrive exactement quels types d'appareils il entend leur opposer, faute de quoi son discours risquerait d'être assimilé à un « charabia », comme le dit déjà un dirigeant du P.S. proche de M. Mitterrand.

Reste que cette « petite musique » carrosse agréablement les oreilles de cette France médiane envers les appareils politiques. M. Rocard a sans doute raison de penser qu'elle peut être entendue aujourd'hui mieux qu'hier dans l'électorat de gauche. La gauche, malgré ses désaccords et la rupture de 1977, était porteuse d'un projet mobilisateur exprimé par des partis. MM. Rocard et Maire, malgré leurs réticences, ont dû se résoudre à en prendre acte.

Aujourd'hui, les contraintes de l'exercice du pouvoir limitent les possibilités d'expression et de débat des formations qui y participent. Elles sont donc porteuses de déceptions. La voie est ouverte à une expression individuelle de ceux qui le constatent, de l'extérieur ou de l'intérieur.

JEAN-YVES LHOMEAU.

### LA VISITE DU PREMIER MINISTRE EN GUYANE

**« Le respect du droit à la différence renforce l'unité nationale » déclare M. Mauroy à Cayenne**

De notre envoyé spécial

Cayenne. — C'était inévitable : le caractère électoraliste du voyage du premier ministre en Guyane a été dénoncé par les élus de l'opposition, mais, à l'occasion de la réunion, jeudi après-midi 3 février, à l'hôtel du département, des assemblées régionales et des représentants des chambres consulaires.

La décision prise par le télévisif régional de diffuser en direct les allocutions prévues n'a fait que les encourager. Le ton a été donné par M. Claude Ho-A-Chuck, maire et conseiller général de Roura, président du parti du progrès guyanais (centriste et allié du R.P.R.), ex-candidat aux élections régionales sur la principale liste de l'opposition : « Les Guyanais, a-t-il dit, n'aiment pas trop qu'on leur force la main. Et, s'ils sont légitimistes, c'est parce que, contre les séparatistes avoués ou non, ils ont toujours senti dans le gouvernement un allié. Or, sous le couvert du changement et d'une philosophie générale vis-à-vis des peuples d'outre-mer, vous apportez de l'eau au moulin de ces séparatistes. Toute votre politique majeure, en Guyane, le désordre que nous constatons en métropole sur les plans de la sécurité, du rôle des syndicats, et sur les plans économiques et politiques. Il n'y a jamais eu ici autant de vols et une criminalité aussi développée. L'agitation sociale n'a jamais été aussi active. Les grèves se succèdent. Presque partout, il y a de plus en plus de mécontentement. »

Le président du R.P.R., M. Paulin Bruné, qui conduisait cette liste de l'opposition, a souligné que l'appui du gouvernement au parti socialiste guyanais (P.S.G.), équivaut à une caution : aux orientations indépendantistes puisque cette formation préconise, depuis 1979, la rupture du « mariage contre nature entre la France et la Guyane » et souhaite l'avènement d'un Etat guyanais. Quant au président du conseil général, M. Emmanuel Bellou, lui aussi membre du R.P.R., il a affirmé avec force : « Ici, nous sommes en France, nous la disons hautement et nous entendons rester Français quoi qu'il advienne. »

Ces interventions n'ont suscité que peu de réactions des élus du P.S.G., dont les deux orateurs, MM. Georges Othily, président du conseil régional, et Raymond Tarcy, sénateur, n'ont répliqué que mollement à ces différents propos. Le député du département, M. Elie Cas-

tor, leader de la liste du P.S.G., n'a pas pris la parole.

Dans sa réponse, M. Pierre Mauroy a montré qu'il n'a pas l'électoratisme bontoux : « Il est bien naturel que le premier ministre, en tant que chef de la majorité, vienne expliquer aux populations des départements d'outre-mer l'importance de la décentralisation, qui constitue l'une des plus importantes réformes du septennat de François Mitterrand. » Comme il l'avait fait en décembre à la Réunion, le premier ministre a réaffirmé « solennellement » la volonté du gouvernement de maintenir les DOM au sein de la République française. « Le respect du droit à la différence renforce le consensus, qui est le véritable ciment de l'unité nationale », a-t-il souligné.

M. Mauroy a pris le risque d'être contredit quand, dans une envolée improvisée, il est allé jusqu'à affirmer que « personne ne pose la question de l'indépendance de la Guyane ». Quelques instants auparavant, le Parti indépendantiste de l'outre-mer avait publié une déclaration politique réclamant du gouvernement « la reconnaissance du droit du peuple guyanais à l'autodétermination », et ajoutant : « Avant mai 1981, c'était le colonialisme avec la droite ; après mai 1981, c'est le colonialisme avec les socialistes. »

M. Mauroy a, en outre, affirmé que le gouvernement est « résolu à aller de l'avant » dans le développement économique de la Guyane. Il a annoncé en premier une hausse du minimum vieillesse en faveur des personnes âgées des DOM, qui sera portée à 2.000 francs par mois, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier.

Au cours de son passage à Cayenne, M. Mauroy n'a pratiquement en aucun contact direct avec la population. Il n'y avait que peu de monde autour de la mairie quand il a été reçu jeudi, en fin de journée, par le maire, M. Gérard Holder, et les principaux dirigeants du P.S.G.

ALAIN ROLLAT.

vendredi 4, samedi 5  
Lundi 7 février  
et les jours suivants

# SOLDES FOURRURES DU NORD

## Que des affaires extraordinaires!

### MANTEAUX

Rat d'Amérique	8 250F	6 350 F
Murmel	4 350F	3 450 F
Queue de Vison	7 650F	5 850 F
Weasel	6 450F	5 250 F
Marmotte Canada	15 650F	11 850 F
Zorinos	6 750F	4 850 F
Castor rasé	11 750F	8 250 F
Mouton doré	5 850F	4 350 F
Renard bleu	11 850F	8 750 F
Astrakan pleines peaux	5 450F	4 250 F
Chevrette	3 650F	2 850 F
Lapin Castorette	2 450F	1 850 F
Ragondin	8 750F	6 850 F
Kid gris	3 850F	2 750 F
Pahmi	6 850F	5 350 F
Patte d'Astrakan cpl agneau Toscane	2 850F	1 750 F
Vison dark	14 850F	11 450 F
Vison dark allongé	18 350F	14 250 F
Vison ranch	20 250F	15 650 F
Vison pastel	22 350F	17 250 F

### VESTES

Renard bleu	4 650F	3 250 F
Vison dark	10 850F	8 450 F
Lapin de Chine	480F	370 F
Chevrette	2 350F	1 650 F
Mouton doré	3 650F	2 450 F
Murmel	3 250F	2 650 F
Renard roux	10 500F	7 850 F
Chacal	2 350F	1 950 F
Chat d'Asie	1 650F	1 250 F
Ragondin	5 450F	3 950 F
Renard lustré noir	4 350F	3 250 F
Chevrette marron	1 650F	1 250 F
Vison dark mille raies	8 650F	6 850 F
Queue de Vison	4 850F	3 450 F
Agneau Toscane	1 850F	1 350 F

### PELISSSES

Intérieur Lapin morceaux	1 850F	1 350 F
Intérieur flancs de Marmotte	2 650F	1 850 F

## CREDIT GRATUIT 12 MOIS

115,117,119 100  
rue La Fayette Av. Paul Doumer  
PARIS 10<sup>e</sup> PARIS 16<sup>e</sup>

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H  
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

**TENNIS**  
A PARIS  
STAGES LONGUE DUREE  
10 à 30 semaines 25 ou 4 mois  
10 à 15 heures hebdomadaires  
Pistes d'Orsay, de la Chapelle  
Pont de Neuilly, de Meudon, Fontenay  
**TENNIS**  
734-36-36 ACTION  
Equipe de DUNLOP

ICIAL  
ICIPALES



## ÉDUCATION

### Le défi de l'échec scolaire

#### « Quand on tape sur les murs... »

« Provocation », « tabassage », « coup monté » : ces mots sont usés ; le premier mouvement est de scepticisme lorsque les jeunes immigrés de Gutenberg, une cité de transit à Nanterre (Hauts-de-Seine), les utilisent une fois encore à propos des policiers, depuis toujours leurs interlocuteurs. Les conditions de l'arrestation, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février de neuf d'entre eux, relâchés le lendemain même, laissent perplexes.

Depuis quelques semaines, ils sont nombreux, organisés depuis deux mois en association, à coller la nuit des affiches trop évidentes sur tous les murs de Nanterre : non pas pour soutenir à deux mois des municipales une liste politique, encore moins, n'en déplaise à M. Mauroy, pour reprendre les mots d'ordre d'un quelconque mollah, mais simplement pour exiger la suppression immédiate de cette cité, « ghetto dans le ghetto », qui jouxte les cheminées noires de la Papeterie de la Seine, sous la ligne de chemin de fer Cergy-Pontoise : « Y'en a marre des cités de transit, lit-on, qui n'en finissent pas de durer. » Ces affiches naturellement sont du plus mauvais effet pour le maire communiste qui, depuis 1971, a laissé se perpétuer ces cités, et la journée « portes ouvertes » que ces jeunes organisent le samedi 5 février n'est pas, on s'en doute, du goût de tous.

Le 1<sup>er</sup> février donc, tard dans la nuit, trois d'entre eux, à bord de leur camionnette Ford, auraient été bloqués par deux voitures occupées par neuf hommes menaçants. Ils ne doivent, disent-ils, leur salut qu'à la solidarité de leur véhicule qu'ils lancent à vive allure contre l'une des automobiles (une Renault 20), dont les passagers ont été sans nul doute contusionnés sous l'effet du choc. Les agresseurs ainsi repoussés se posant en victimes : plainte est déposée au commissariat contre ces jeunes immigrés qui, surpris par un employé et un vigile de la mairie à « bomber » des graffitis les cités de transit, auraient attaqué ces deux personnes à coups de barres de fer. Des blessures malgré tout légères puisque la direction de l'hôpital dément absolument avoir soigné cette nuit-là des employés de la mairie, puisque le SAMU des Hauts-de-Seine n'a jamais été alerté, puisque, enfin, le service de presse de la mairie lui-même ne jugeait pas bon, le mercredi 2 février, de dévoiler l'identité des « victimes » qui auraient présenté à la police deux certificats médicaux.

#### L'arme au poing

Neuf jeunes qui, après une ultime réunion de préparation de la fête de samedi, sortaient de la cité vers 2 heures du matin sont interpellés par des policiers. L'arme au poing, faute de preuves suffisantes, ils seront relâchés le mercredi 2 février, en début d'après-midi, après une confrontation peu fructueuse avec une seule des deux personnes attaquées.

La description que ces jeunes font de cette « vérification » est effrayante : bombardage de gaz lacrymogènes à quelques centimètres de leur visage, enlèvement dans des cellules en pleins pleurs, refus de toute nourriture et injures racistes. « Je me souviens complètement d'air », explique l'un d'entre eux, je pensais que j'allais crever. » Leurs témoignages, contestés par la police, passent d'autant plus lourds que ces jeunes, depuis plusieurs mois, de l'avis de nombreux responsables d'associations, affirmaient une volonté d'ouverture et de légalité peu habituelle chez les jeunes immigrés de la deuxième génération : ces derniers années, « Quand on tape sur les murs, on a mal aux poings », affirme un de ceux-là. Nous, ce qu'on veut, c'est des maisons. »

Ils continuent malgré tout, le mercredi 2 février, à préparer activement la journée de samedi : les filles de la cité seront préposées aux crêpes, l'amicale des Algériens prêterait le « sono » et le groupe Cartes de séjour, de Lyon, est attendu avec batterie et trompettes. Une inconnue simplement : la mairie, à qui l'on a demandé tables et chaises, prêterait-elle main forte ?

NICOLAS BEAU.

#### Faits et projets

##### L'honneur de la vieille dame

Brest. — La vieille dame n'a pas pu survivre au déboulé. Suspectée, à tort, d'un vol dans un magasin à grande surface de Saint-

Pol-de-Léon (Finistère), où elle demeurait, M<sup>me</sup> Marie Fouquat, quatre-vingt ans, s'est donné la mort. Elle avait souhaité obtenir des excuses publiques de la part de la direction du magasin, qui s'y est refusée. La brigade de gendarmerie locale, à laquelle elle s'était ensuite confiée pour obtenir réparation, a fait la sourde oreille à ses adjurations. « C'était l'incompréhension totale », a déclaré le gendre de l'octogénaire. A celle-ci, un gendarme aurait même dit : « A l'endroit où vous êtes assise, vingt personnes ont avoué un vol dans un magasin. »

M<sup>me</sup> Fouquat n'a pu supporter tant d'humiliation et d'indifférence. Elle s'est pendue dans la nuit du 29 au 30 janvier. Dans une lettre, elle a expliqué les raisons de son geste. Elle avait été interpellée la veille au moment où elle pénétrait dans le magasin Prisunic. A son arrivée, le système de détection des vols se déclenchait subitement. Une sirène d'alarme mugissait. Le chef de rayon se précipita sur M<sup>me</sup> Fouquat, contrôla son sac. Ce n'est qu'après cette intervention outragante pour la vieille dame qu'on s'aperçut que le système électronique de surveillance s'était dérangé. (Corresp.)

## RELIGION

### MORT DU CARDINAL ANTONIO SAMORE

Le cardinal Antonio Samore, archévêque du Vatican et ancien préfet de la congrégation romaine pour les sacrements, est mort ce jeudi 3 février à Rome des suites d'une crise cardiaque. Il était, depuis trois ans, le médiateur nommé par Jean-Paul II dans le différend qui oppose le Chili et l'Argentine à propos du canal de Beagle. Le cardinal Samore avait soixante-dix-sept ans. Sa mort ramène à cent trente-sept le nombre des membres du Sacré Collège et à cent dix-neuf celui des cardinaux qui voteraient en cas d'un conclave.

[Né à Bardi (Italie) en 1905, M<sup>gr</sup> Antonio Samore avait passé vingt ans au service diplomatique du Saint-Siège, d'abord en Lituanie, puis aux États-Unis avant d'être nommé nonce en Colombie en 1950. Revenu à la Secrétairerie d'État en 1953, en qualité de secrétaire de la congrégation des affaires extraordinaires, il fut nommé vice-président de la commission pontificale pour l'Amérique latine par Pie XII en 1958. Préfet de la congrégation pour les sacrements, enfin, de 1964 à 1974, et créé cardinal par Paul VI en 1967, le cardinal Samore avait été choisi par Jean-Paul II comme médiateur dans le différend entre le Chili et l'Argentine à propos du canal de Beagle. Il est l'auteur de l'accord, signé par les deux pays en 1979, selon lequel ils renouent à recourir à la force dans leur querelle frontalière.]

## CLASSE DE SOLEIL

Aix-en-Provence : 4 au 15 avril  
A Paris-16<sup>e</sup> : 28 mars - 9 avril  
Révision Bac - Lettres - Sciences, 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> ABS  
PÉDAGOGIE ACTIVE SARI - 68, Av. Léna, 168

OFFRE SPECIALE  
TOURNOI DES 5 NATIONS  
IRLANDE-FRANCE  
A DUBLIN  
du 18 au 20 mars 1983  
2 890 F  
Compartiment : Vol aller-retour : hôtel  
1<sup>er</sup> : entrée stade : assurances et votre  
place pour le match Galles/France  
le 18 mars à Paris  
AIRCOM - (S.E.T.I.)  
25, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Tél. : 248.15.70

#### II. — Les conditions de la réussite

l'âge, soit inculquer à chacun, et donc à tous les élèves, les apprentissages jugés fondamentaux par les instructions officielles, lorsque celles-ci les mettent en évidence.

Ainsi, pour certains, il est très difficile de ne plus envisager le passage au collège comme l'était autrefois l'examen d'entrée en sixième ou l'orientation vers les filières I ou II des C.E.S. Ce n'est là qu'un des exemples d'une contradiction interne au système : l'enfant peut être le joueur, souvent impuissant, de multiples contraintes contradictoires, par exemple quand il existe à son égard des attentes différentes de la part de ses maîtres, de ses parents ou de son groupe de pairs, ou lorsqu'il baigne dans un modèle culturel qui est éloigné de celui transmis par l'école.

Or, aux âges des premiers apprentissages, dans cette phase de passage de l'imitation à la différenciation moi-même, que décrit déjà, en 1941, Henri Wallon dans l'*Évolution psychologique de l'enfant* (2), l'enseignant, modèle du « désir mimétique » de l'enfant dans ses premières démarches scolaires, peut inconsciemment faire obstacle à la réalisation de ce désir, lorsqu'il est lui-même peu conscient des normes contradictoires de l'institution, qu'il a en fait intériorisées.

Par exemple, des phrases prononcées par « des enseignants de cours préparatoire telles que : « Je ne peux pas envoyer certains de ces enfants en cours élémentaire, car ils ne savent pas lire, sinon je serais considéré comme lâche par mes collègues » : ou : « Dès le mois de janvier, je vois que tel ou tel élève est destiné à redoubler », correspondent à ces normes intériorisées que décrit Pierre Bourdieu dans son article sur « Les rites comme actes d'institution » (3). Il s'agit bien, en effet, d'une réité-

rence implicite à un objectif normatif — « savoir lire à la fin du cours préparatoire » — qui est encore largement répandu dans les milieux de l'école élémentaire, et qui est réclamé par nombre de parents d'élèves. Pourtant, toutes les recherches pédagogiques ont montré le désarroi qu'il pouvait susciter, notamment pour les élèves les moins familiers des langages de l'école.

#### Des mécanismes de rejet mutuel

Dès lors, malgré la bonne volonté et la conscience professionnelle que tous reconnaissent aux éducateurs en ce pays, s'instaurent des mécanismes de rejet mutuel analogues à ceux décrits par René Girard dans la *Violence et le sacré* (4) : la rupture inconsciente du désir mimétique de l'enfant entraîne un « retournement » progressif dans son attitude vis-à-vis de l'école et dans les attentes de l'école vis-à-vis de lui. Les premiers obstacles mal surmontés ou sanctionnés entraînent chez l'enfant en difficulté scolaires des traces négatives qui ne sont pas seulement affectives ou psychologiques, mais aussi pédagogiques.

Ainsi les résultats des dispositifs d'évaluation pédagogique conduits dans les écoles par le ministère montrent une fragilité et, dans certains cas, une baisse du résultat dans les apprentissages d'élèves qui redoublent (ou qui ont redoublé) le cours préparatoire. Ces régressions de performances sont particulièrement nettes dans les acquisitions de la lecture écrite : elles contrastent avec les gains très élevés qu'enregistrent les élèves les plus faibles qui n'ont pas été soumis au redoublement. Ne s'agit-il pas de l'effet, a priori paradoxal, de la limite imposée à l'enfant

à un âge où il n'a pas la possibilité d'en comprendre le sens ?

Sans doute de nombreuses démarches scientifiques seront-elles nécessaires pour démontrer la pertinence de ces hypothèses, mais il n'est pas nécessaire de disposer des conclusions de toutes ces recherches pour définir avec les enseignants du premier degré et les parents d'élèves les orientations qui pourront peu à peu les manifestations les plus attristées de l'échec scolaire.

Il est urgent de clarifier les rôles de l'institution et de l'enseignant afin de supprimer les « impératifs contradictoires » qu'ils comportent. Depuis la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans, puis l'instauration du collège pour tous, l'école élémentaire n'est plus un lieu d'orientation scolaire, encore moins de sélection. C'est un lieu où l'enfant structure et construit ses premiers apprentissages des langages de l'école, où il s'adapte à son environnement et à celui de l'école, où il développe de nouveaux rapports avec les autres hors du contexte familial. Éclairer les contradictions actuelles, simplifier les objectifs avec l'accord des parents et des enseignants permettrait de remobiliser l'ensemble des adultes autour de l'école et supprimerait bien des motifs de crispation, voire de culpabilisation.

#### Une attitude positive

Ainsi pourrait se développer, au regard de ces grands objectifs, une prise en charge chaleureuse et positive de chacun des enfants confiés à l'école, quel que soit son sexe, son milieu d'origine ou ses nationalités tout en maintenant le niveau d'exigence de l'ensemble. Une attitude pédagogique vigilante, le recours à des méthodes simples, des consignes claires et précises amorcées par le dialogue maître-élèves et redonneraient confiance aux plus faibles. Ainsi la flexibilité et la souplesse des initiatives pédagogiques des enseignants permettraient de maintenir la cohérence de la classe, tandis que chaque enfant atteindrait, sans retard, la maîtrise progressive des apprentissages instrumentaux de la fin du cours élémentaire, puis du cours moyen. Activités d'éveil, activités artistiques et activités physiques ou sportives fourniraient à chaque enfant la capacité d'élargir ses expériences dans les domaines les plus valorisants pour lui et pour son entourage.

A ceux qui pourraient douter du réalisme des orientations ci-dessus, qui cadrent peu avec les idéologies contraires actuelles, ne faut-il pas rappeler que la réussite scolaire existe... D'ores et déjà, les enseignants les plus expérimentés et les plus motivés parviennent à accompagner tous leurs élèves vers une maîtrise quasi-homogène des apprentissages, sans en rabaisser au niveau à atteindre pour l'ensemble de la classe.

La réussite scolaire est particulièrement étonnante au début des apprentissages pour les enfants d'enseignants, car ceux-ci sont sensibilisés aux contextes des apprentissages ; ils connaissent le rôle irremplaçable de la mémoire et de la structuration mentale nécessaire à l'enfant dans ses activités instrumentales ou d'éveil.

Ces exemples montrent que l'attitude psychologique positive, déterminée à l'enseignant n'est qu'une des conditions du développement de chaque enfant. Celui-ci exige la mise en œuvre de méthodes pédagogiques adaptées qui combinent sollicitations collectives et individualisations de l'enseignement et qui éviteront, dès le début des apprentissages, toute démotivation des élèves scolaires. C'est là la véritable enjeu de la formation pédagogique et professionnelle que beaucoup d'enseignants réclament.

Ces comportements psychologiques et pédagogiques n'ont de sens que s'ils rencontrent l'adhésion individuelle et collective de tous les parents d'élèves, avec cette situation paradoxale que les milieux sociaux les plus concernés par les difficultés réelles de leurs enfants sont apparemment absents de l'école (ou difficiles à mobiliser), même au cas d'échec scolaire. N'est-ce pas alors de la responsabilité de l'institution scolaire de tout mettre en œuvre pour prendre en charge les plus démunis ? C'est cette perspective qu'ouvre la politique des zones d'éducation prioritaire afin de répondre, dans les localisations les plus sensibles, aux besoins des élèves en difficulté. Elle aussi doit être préparée à l'évolution de la société qu'elle contribue à bâtir.

JEAN VIGUÉ.

F.I.M.

Les interventions sont de la rédaction du Monde.

(1) Éditions du Seuil, 2 tomes, 1977 et 1980.  
(2) Librairie Armand Colin, 1<sup>re</sup> édition, 1941.  
(3) Repris dans *Ce que parler veut dire*, Fayard, 1982.  
(4) Grasset 1972 et collection « Pluriel » (Hachette).

## SPORTS

### FOOTBALL

#### Le Championnat d'Europe aura lieu en France du 12 au 27 juin 1984

C'est du 12 au 27 juin 1984 que la France accueillera la phase finale du championnat d'Europe de football. Cent seize rencontres éliminatoires entre trente-deux sélections européennes devront être disputées avant la fin de 1983 pour désigner les sept équipes qui se joindront aux Français, qualifiés d'office. Pour les quinze matches de la phase finale, sept stades ont été retenus. Des travaux de rénovation et d'agrandissement pour porter leur

capacité à plus de cinquante mille spectateurs sont nécessaires à Lens, Lyon, Marseille, Saint-Etienne et Strasbourg. Un nouveau stade est en construction à Nantes. Seul le Parc des Princes, à Paris, ne sera pas modifié.

Les travaux, déjà commencés et qui devraient être terminés fin février 1984, s'élèveront à un peu moins de 400 millions de francs à la charge de l'État et des collectivités locales et régionales.

Ce cinquième Championnat d'Europe sera la plus importante manifestation sportive organisée en France depuis la Coupe du monde de football en 1938. L'investissement nécessaire pour l'accueillir s'élèverait à 1,2 milliard de francs. Lancée par M. Giscard d'Estaing le 25 novembre 1980, l'idée d'une candidature française n'avait été reprise que le 12 septembre 1981 par M. Pierre Mauroy, dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale.

A la différence de l'Espagne, où le financement des travaux d'agrandissement des dix-sept stades de la Coupe du monde 1982 (442 millions de francs) avait été assuré par une taxe sur les concours de pronostics (136 millions de francs) et par les investissements des clubs propriétaires des installations (206 millions de francs), le projet français, concernant des stades municipaux, fait exclusivement appel aux fonds publics.

Conçu comme une opération politique de prestige, le projet de M. Giscard d'Estaing n'a pu, ensuite, être décidé de ce contexte au moment de décider la participation financière des diverses collectivités. Si l'on excepte le cas de Strasbourg, où les travaux avaient été décidés et même entrepris avant novembre 1980, on a pu constater que les municipalités tenues par le parti socialiste (Lens, Marseille et Nantes) ou par le parti communiste (Saint-Etienne), perplexes devant le projet giscardien, ont manifesté ensuite le plus de conviction en regrettant les tergiversations des conseils régionaux ou généraux... de l'opposition.

Avec 40 % du coût des travaux hors taxes à sa charge, l'État est le principal maître d'œuvre. Aux efforts du maire d'œuvre, la Fédération française de football (F.F.F.) et le Comité national d'organisation du Championnat d'Europe auront alors la responsabilité d'assurer le succès populaire et sportif de l'épreuve. Dans ce double but, plusieurs dispositions ont été arrêtées et révisées, le 3 février, au cours d'une conférence de presse.

#### La finale à Paris

Un tirage au sort, en janvier 1984, répartira les huit équipes qualifiées en deux groupes. Pour respecter l'équité dans la première phase (12 au 20 juin) au niveau des déplacements, mais aussi pour permettre au public de voir des équipes différentes, chaque sélection nationale

disputera ses trois matches sur trois terrains différents. Les demi-finales, l'exception des rencontres de la première phase au deuxième tour du groupe II et vice versa, ont été fixées à Lyon, le samedi 23 juin, et à Marseille, le 24 juin. Toutes les villes accueilliront deux matches, à l'exception de Paris, qui en recevra trois avec la finale, le mercredi 27 juin.

Toutes les rencontres seront télévisées et le début des matches a été fixé à 17 h 15 et à 20 h 30 pour le premier tour. Toutefois, pour souci d'équité, les équipes disputent leur troisième match à la même heure au sein de chaque groupe. Enfin, la promotion commerciale du Championnat d'Europe a été confiée à une société suisse, l'International Sport Culture and Leisure Marketing.

A seize mois de ce Championnat d'Europe, il est difficile de prévoir quel sera son impact populaire. En Italie, où cette épreuve réunissait pour la première fois huit équipes pour la phase finale en 1980, les recettes brutes s'élevaient à 3 328 185 500 francs (16 600 000 F.). Mais à l'exception des rencontres de l'équipe italienne, la plupart des matches n'avaient pas attiré plus de dix mille spectateurs. En fait, le déroulement du Championnat d'Europe 1980 et de la Coupe du monde 1982 ont montré que le succès populaire de ces épreuves est étroitement lié au comportement de l'équipe du pays organisateur. A cet égard, la F.F.F. a déjà pris ses dispositions pour fixer la finale de la Coupe de France 1984 au 12 mai. Cela permettrait de renouveler ensuite l'expérience de Font-Romeu qui avait débouché sur la belle réussite des Français à la dernière Coupe du monde.

GÉRARD ALBOUY.

#### 400 MILLIONS DE FRANCS DE TRAVAUX

	COUT TOTAL (*)	ÉTAT	CONSEILS GÉNÉRAUX	CONSEILS RÉGIONAUX	MUNICIPALITÉS
Lens	36 000 000	10 350 000	7 330 000	11 000 000	7 330 000
Lyon	50 000 000	10 900 000	5 400 000	5 400 000	Solde
Marseille	14 000 000	2 000 000	A fixer	4 000 000	Solde
Nantes	100 000 000	31 460 000	10 000 000	—	Solde
Saint-Etienne	80 000 000	24 500 000	5 500 000	15 625 000	Solde
Strasbourg	120 000 000	19 850 000	30 813 000	20 542 000	Solde

(\*) Coût définitif établi en fonction de l'inflation prévisible.

PATINAGE ARTISTIQUE. — L'Allemand de l'Ouest Norbert Schramm a conservé son titre européen, le 3 février, à Dortmund, en réalisant à la perfection son programme libre avec sept triples sauts. Le jeune Tchèque Joseph Sabovick, a rétrogradé à la deuxième place, devant le Soviétique Alexandre Fadeiev. Le Français Jean-Christophe Simond a terminé sixième tandis que Laurent Depouilly et Fernand Fedorovic finissaient respectivement neuvième et dixième.



aire

ÉDUCATION

LE CNAL LANCE  
UNE CAMPAGNE DE « VÉRITÉ  
SUR L'ÉCOLE LAÏQUE »

Le Comité national d'action laïque (CNAL) vient de lancer une campagne nationale de « vérité sur l'école laïque ». La FEN, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.C.C.), la Fédération nationale des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, regroupés au sein du CNAL, ont décidé de « combattre l'offensive des tenants de l'école privée » et de répondre « aux critiques mensongères déversées sur l'école nationale ».

Tout au long de l'année 1983, les comités départementaux d'action laïque mettront en valeur les innovations pédagogiques ou les améliorations du cadre de vie faites dans l'enseignement public. L'ouverture de l'école sur le monde extérieur, notamment par les « projets d'action éducative » (P.A.E.), déjà entrepris par certains établissements, sera particulièrement mise en relief. Dans chaque département, colloques, initiatives publiques, émissions sur des radios libres, ponctueront cette campagne.

La Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) a approuvé, lors de sa séance du 31 janvier, l'avant-projet de loi sur les enseignements supérieurs qui lui était soumis (le Monde du 8 janvier), mais il l'a assorti d'un grand nombre d'amendements. Le texte a été adopté par 25 voix (représentants de la FEN, de la C.G.T., de la C.F.D.T. et des étudiants) contre 5 et 2 refus de vote. D'autre part, l'organisation des élections pour le renouvellement des membres élus du CNESER est en cours de préparation au ministère de l'éducation nationale. Le mandat des représentants actuels est prolongé jusqu'au 31 juillet 1983.

Quarante et un mille maîtres auxiliaires  
vont être titularisés en trois ans

Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) avait appelé ses adhérents à faire grève, le 1<sup>er</sup> février, pour demander la mise en œuvre rapide d'un plan de titularisation des maîtres auxiliaires de l'enseignement secondaire. Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.), qui avait lancé le même mot d'ordre pour le 28 janvier, l'avait retiré. Des textes ont, en effet, été mis au point et doivent paraître prochainement.

Un plan de réduction du nombre des auxiliaires dans le second degré a été mis au point par le ministère de l'éducation nationale. Les textes qui seront publiés prochainement, en fait, les décrets d'application de la loi sur la titularisation des auxiliaires de l'ensemble de la fonction publique. Quarante et un mille des quarante-cinq mille maîtres auxiliaires du second degré seront titularisés lors des trois prochaines rentrées scolaires : dix-huit mille en septembre 1984, et autant en 1985.

Statutairement, les maîtres auxiliaires pourront bénéficier de titularisation, la différence de quatre mille entre le chiffre qui figure dans le plan de réorption et les effectifs réels étant calculée sur les taux annuels d'abandons. Afin d'établir les cotés, les avantages incitatives dont bénéficieront les nouveaux titularisés seront répartis sur quatre ans à compter de la date de leur titularisation.

Les nouveaux titularisés seront contraints d'accepter le poste qui leur sera proposé, y compris dans une autre académie. Parallèlement, les maîtres auxiliaires qui refuseraient l'intégration dans les différents corps (adjoint d'enseignement, professeur d'enseignement général de collège, professeur de lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.), conseiller d'éducation et conseiller d'orientation) perdraient le bénéfice du réembauche.

Les différents plans de réorption qui se sont succédés ces dernières années avaient déjà permis de réduire l'inflation de non-titularisés. Les responsables du ministère veulent, désormais, instaurer des règles de ges-

M. GUY CHEYMOL : président  
du centre universitaire d'Avignon

M. Guy Cheymol, maître-assistant de lettres modernes, vient de prendre les fonctions de président du centre universitaire d'Avignon, en remplacement de M. Joël Mahé, nommé chargé de mission à la direction générale des enseignements supérieurs et de la recherche.

En fait, M. Cheymol avait été élu, le 7 décembre dernier, à la majorité absolue des membres du conseil présent, mais son entrée en fonctions devait être approuvée préalablement par le ministère et le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, procédure prévue par l'article 15 de la loi d'orientation de l'enseignement lorsqu'un président élu n'est pas professeur titulaire.

En 1979, M. Cheymol est un ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Clément. Agrégé de lettres modernes et docteur ès lettres, il enseigne au centre universitaire d'Avignon. En 1979 il est élu directeur de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de lettres puis réélu en 1982. M. Cheymol figure sur la liste du P.S. qui se présente aux élections des élus d'Avignon.

LES MENTIONS  
AU BACCALAURÉAT  
POURRAIENT ÊTRE SUPPRIMÉES

Les mentions au baccalauréat pourraient être supprimées, à partir de la session 1984. Si la décision n'est pas encore arrêtée, le projet en a été approuvé jeudi 3 février par le Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.).

Dans le régime actuel, les mentions sont une appréciation complémentaire attribuée aux candidats du baccalauréat de l'enseignement du second degré (donc à l'exclusion du baccalauréat de technicien) : lorsque l'examen a été obtenu à l'assu- « écrites » et avec une moyenne au moins égale à 12 et inférieure à 14 (mention « bien »), au moins égale à 14 et inférieure à 16 (mention « très bien »).

Depuis quelques années, certaines universités, parisiennes en particulier, sélectionnent les étudiants lors de la première inscription en tenant compte de leur mention au baccalauréat. De même, la mention est un critère pour l'entrée dans les classes préparatoires. Le ministère de l'éducation nationale estime que le livret scolaire du bachelier donne un meilleur aperçu de son niveau qu'une mention. Il considère aussi que le diplôme du baccalauréat doit être suffisant pour délivrer à tous ses titulaires le droit d'accès à l'emploi ou à l'enseignement supérieur.

M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, juge « inacceptable » ce projet, « qui témoigne (...) de la volonté de certains conseillers de M. Savary de tout niveler par le bas ».

Le nom de Pierre Mille France vient d'être attribué au centre universitaire situé rue de Tolbiac par le conseil de l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), sur proposition du président, M. Jacques Soppelsa. Ce centre accueillera depuis 1973 les enseignements de droit, sciences économiques, gestion et sciences humaines.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un « bureau d'études » contre  
« Libération »

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabé, a examiné, le jeudi 3 février, la plainte en diffamation déposée par M. Jean Schwerdtlin, président du bureau d'études du CRESPU, contre le quotidien Libération.

Le 11 octobre 1982, Libération consacrait, sous le titre « Ville de Paris : comment détourner 700 millions de centimes sous couvert de rénovation », trois pages, signées de Lionel Duroy, à un bureau d'études parisien, le CRESPU, accusé de n'avoir jamais fourni à son client - la Ville de Paris - que des dossiers d'enquête « bidon » (le Monde des 12, 13 et 14 octobre 1982).

La déposition de M. Patrick Comunal, attaché administratif de l'office d'H.L.M. de la Ville de Paris, cité par la défense, devait confirmer les assertions exprimées par l'enquête de Lionel Duroy. Pour M. Comunal, « les dossiers, facturés 30 000 francs pièce, représentaient quinze à trente jours de travail pour un fonctionnaire doté d'une bonne machine à écrire et, surtout, d'une photocopieuse... ».

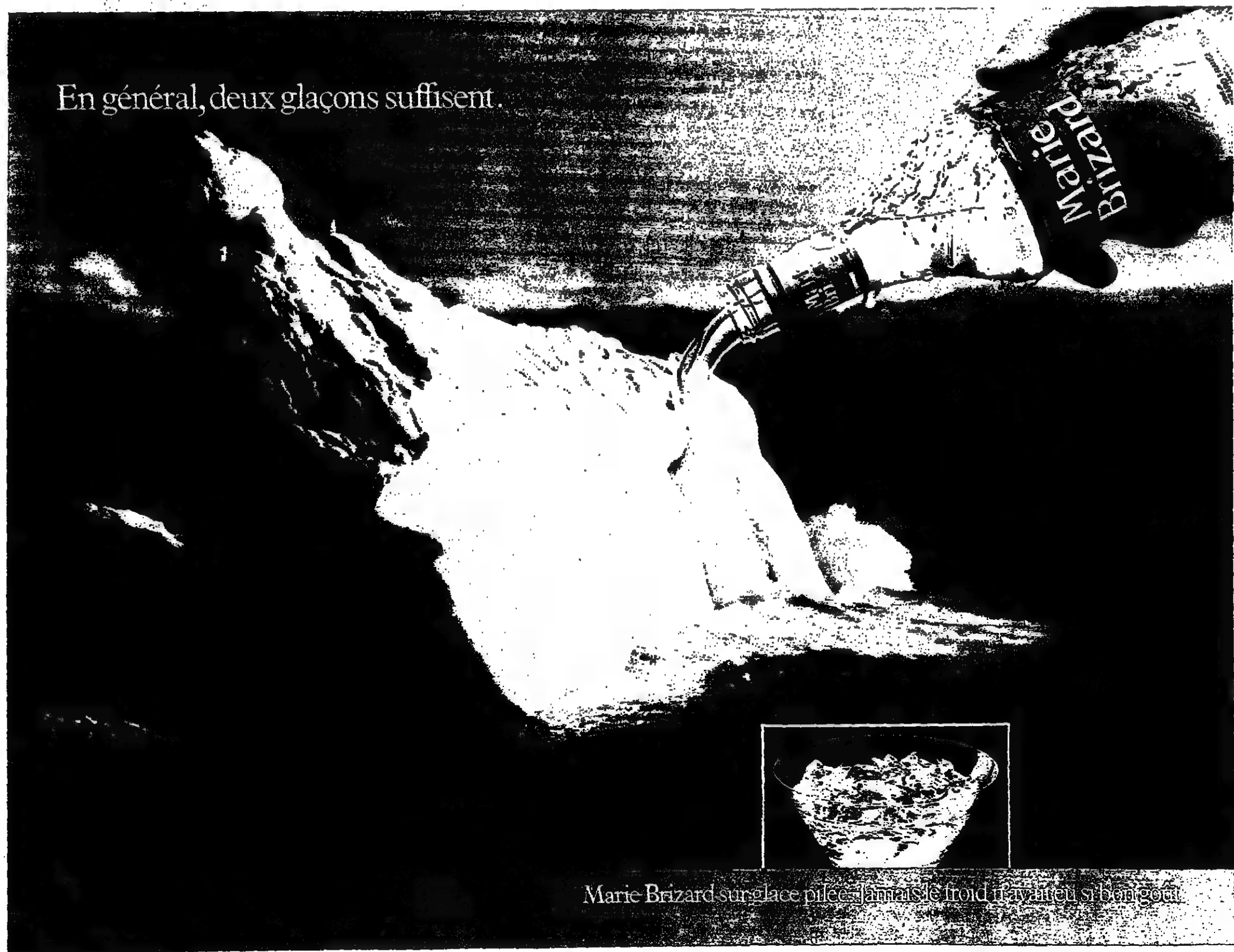
À l'en croire, ces dossiers ne comportaient rien d'autre que la reproduction de documents que n'importe qui pouvait procurer auprès d'organismes officiels. Les conseils de M. Lionel Duroy et de M. Serge Joly, directeur de Libération, qui n'assistait pas à l'audience, M. Jean-Paul Lévy et Henri Leclercq, députés, en propos, en fait, à deux voix, l'un des extraits d'un dossier du CRESPU, l'autre du... Dictionnaire historique des rues de Paris, de Jacques Hillairet, pour démontrer que l'auteur de ceux-ci avait servilement recopié, à la virgule près, le contenu de celui-ci. De la même manière, les plans « signés » du CRESPU

sont autre chose qu'une fidèle reproduction des plans du parcellaire communal... M. Georges Sarre, conseiller Paris (P.S.), allait indiquer que « jamais un seul des habitants du quartier arrosé n'avait eu affaire à quelque enquêteur du CRESPU que ce soit », alors que les dossiers « bidons » d'un « bureau d'études » ne pouvaient « rénover ». Quant au descriptif du quartier, il est fait, de fait, de la reproduction pure et simple de statistiques émanant de l'INSEE, qui n'ont même pas le mérite d'être « fraîches », puisqu'elles datent de 1975... ».

Pour M. François Morette, conseiller de M. Schwerdtlin, « il ne faut pas se méprendre : tout cela devient clair dans le contexte... ». Quel contexte ? Celui d'un règlement de comptes entre deux groupes politiques, d'un duel Libération - P.S. ? M. Morette le dit tout de go. Libération, devenu journal de la nouvelle majorité, après avoir vécu dans le confort de l'opposition procure à son organe la presse, s'est vu, en compensation, offrir des subventions. Or, quand un journal reçoit des subventions, il lui faut bien obéir à qui les lui octroie et lancer les enquêtes que souhaitent les dirigeants... ».

M. Henri Leclercq dira, lui, que « si la presse ne prend pas les scandales, quels qu'ils soient et d'où ils viennent, gauche et droite, qui les fera ? C'était le devoir de Libération de révéler au public l'emploi qui est fait de l'argent public... ».

Jugement le 3 mars.  
J.-M. DURAND-SOUFLAND.



Marie Brizard sur glace pilée. Jamais si froid n'avait été si bon goût.



## JUSTICE

### Le chef de l'État nomme huit nouveaux membres du Conseil supérieur de la magistrature

Le Conseil supérieur de la magistrature vient d'être renouvelé. Le Journal officiel du 11 février publie un décret du M. François Mitterrand nommant les neuf personnes appelées à siéger pour quatre ans à partir du 11 février.

Il s'agit de MM. Pierre Bezio, général à la Cour de cassation; Renaud Chazal de Mauriac, premier vice-président du tribunal de grande instance de Rouen; Jean Jegu, conseiller à la Cour de cassation; Christian Gavalda, professeur de droit à l'université Paris-I; Mme Suzanne Greivasse, conseiller d'Etat; M. Georges Liaras, conseiller à la Cour de cassation; Mme Jeanine Loreau, conseiller à la Cour d'appel de Paris; M. Daniel Meyer, ancien ministre; Mme Françoise Trouyat, vice-président du tribunal de grande instance de Nantes.

M. Mayer est le seul membre du C.S.M. qui y siégeait précédemment. Les autres nommés en 1979, n'ont pas été renouvelés bien que la loi le permette. M. Mayer avait remplacé en avril 1981 M. Jean-Claude Sover, professeur de droit, chroniqueur au Figaro et l'un des inspirateurs de la loi « sécurité et liberté ».

A la différence de celui qui se passe pour le Conseil constitutionnel, le président de la République ne peut nommer tout ce qu'il veut au Conseil supérieur de la magistrature. Ses choix, bien qu'assez large, est limité par une ordonnance de 1958, qui fixe la manière suivante la composition de cet organisme : trois membres à la Cour de

cassation, trois magistrats du siège des tribunaux, un conseiller d'Etat et deux personnalités choisies pour leur compétence. Ces deux personnalités sont aujourd'hui MM. Mayer et Gavalda, dont les sympathies pour l'actuelle majorité sont connues.

La composition du C.S.M. permet pas d'éviter les inconvénients du corporatisme et de la politisation de cet organisme, dénoncés par M. Mitterrand avant son élection. Aussi la réforme du C.S.M., qui donne son avis pour la nomination des magistrats du siège et qui statue, le cas échéant, sur l'organisation de discipline, est-elle à l'étude.

Une commission nommée par M. Badinter, mais extérieure à la chancellerie, y réfléchit actuellement. Ses travaux devraient être terminés dans deux mois.

Le gouvernement préférerait, semble-t-il, éviter la lourdeur d'une réforme constitutionnelle. Mais il est parvenu à une déclaration du candidat Mitterrand en 1981 : « Je propose (...) de modifier la composition et les règles de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature, afin qu'il y siégent pour moitié des membres élus par les juges et, pour moitié, des personnalités parlementaires désignées à la proportionnelle. » Cette modification supposant une réforme constitutionnelle, on peut penser qu'elle n'interviendra pas, si elle intervient, à la fin du mandat des membres du C.S.M., en février 1987.

BERTRAND LE GENDRE.

## RÉGIONS

### Le Rhône au bord de l'asphyxie

« Le Rhône serait-il un égot ? » C'est ce qu'il est devenu « le fleuve de déchets », a déclaré M. Camille Vallin, maire de Givors, sénateur (P.C.) du Rhône, président du Mouvement national pour l'environnement (M.N.E.). Le 2 février, le Sénat a voté le Livre blanc de la pollution du Rhône. Ce document, rédigé par des universitaires de Chambéry et Marseille, en collaboration avec le M.N.E., présente, dans le 2<sup>e</sup> tome, la pollution du Rhône. Ce document, rédigé par des universitaires de Chambéry et Marseille, en collaboration avec le M.N.E., présente, dans le 2<sup>e</sup> tome, la pollution du Rhône.

La pollution du Rhône est, tout d'abord, chimique. Entre Lyon et Givors, on compte une usine qui fait de la chimie. Le Rhône, fait le point sur l'état de la pollution du fleuve et propose un « plan-contra » à cinq ans pour y remédier.

La pollution du Rhône est, tout d'abord, chimique. Entre Lyon et Givors, on compte une usine qui fait de la chimie. Le Rhône, fait le point sur l'état de la pollution du fleuve et propose un « plan-contra » à cinq ans pour y remédier.

du Rhône. Le Rhône est le plus grand fleuve de France. Le sud de l'agglomération lyonnaise, la section Vienne-Péage du Rhône et la région d'Avignon-Tarascon (polluée par l'usine papetière de la région du Rhône). Les entreprises du « couloir » de la chimie y représentent une pollution équivalente à 700 000 tonnes. Mais au même titre la pollution de l'agglomération lyonnaise.

« Nous ne voulons pas stopper l'industrialisation », a précisé M. Vallin, mais nous voulons la faire évoluer. Le Livre blanc propose la mise en œuvre d'un plan d'urgence de dépollution du Rhône. Ce plan, qui sera financé par l'Etat, les collectivités locales et les entreprises, vise à réduire de moitié la pollution du Rhône d'ici 1987.

Le ministre de l'Environnement, M. Crépeau, n'est pas opposé à cette initiative, au contraire. « Je suis prêt à aller au bout de la réforme », dit-il, « mais nous devons mettre sur pied le mécanisme de la pollution d'un fleuve. Pourquoi pas le Rhône ? » - R.C.

### POUR LA DÉFENSE DE LEUR LANGUE

#### Les Occitans appellent à l'O.N.U.

Mais que peu de ceux qui ont fait leur culture et leur langue, les Occitans appellent à l'O.N.U. pour exposer l'essentiel de leurs revendications.

« Notre langue est notre culture, est-il dit notamment, représentée par le tiers du territoire français, ainsi que dans les vallées espagnoles et italiennes. La France, signataire de conventions internationales relatives aux droits des minorités, nous sommes forcés de reconnaître le décalage entre les prises de position officielles et les réalités concrètes. A ce jour, aucune loi ne reconnaît officiellement la globalité des droits linguistiques. »

Ces leur appels à l'O.N.U., les Occitans énoncent leurs souhaits : reconnaissance officielle de la langue d'oc, instauration du bilinguisme à l'école, accès quotidiens de la langue occitane aux médias, possibilité pour tous les Occitans de rédiger ou prononcer un occitan.

M. A.-R.

### DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

#### Les Basques refusent le projet de conseil culturel des Béarnais

(De notre correspondante)

Bayonne. - Les vingt associations signataires du pacte de Bayonne de la culture basque se sont réunies et ont refusé le projet de conseil culturel présenté par le conseil général des Pyrénées-Atlantiques le 15 décembre 1982. L'assemblée départementale proposait que le conseil soit un organisme consultatif à l'échelle du département. Deux collèges égaux en nombre, l'un composé d'élus, l'autre de représentants des associations à vocation culturelle, se pencheraient sur des questions d'orientation culturelle et de répartition des subventions, notamment.

Les associations ne l'entendent pas ainsi. Elles considèrent que ce conseil ne compte pas la spécificité du Pays basque et ne doit donc pas inclure le Béarn. Elles souhaitent que l'économique et le social soient intégrés au projet. C'était aussi les conclusions du rapport Raut révisé au printemps dernier, la demande du conseil de l'intérieur, pour étudier l'opportunité de la création d'un département du Pays basque. Le conseil de développement culturel et économique prévu dans ce rapport prévoyait une représentation minoritaire des élus (un tiers). Il avait également agréé M. Jean-Pierre Destruade, député (P.S.) de Biarritz.

Le refus de ces associations de participer compromet le projet de l'assemblée départementale. Le sujet sera à nouveau à l'ordre du jour à la réunion du conseil général, le 7 février, au parlement de Navarre, à Pau.

P.G.

#### Les patinoires de Bercy

Dans notre article consacré au bilan de la mandature publiée par la Ville de Paris (Le Monde du 11 janvier), nous indiquions que la patinoire de Bercy n'avait pas les dimensions olympiques. Nous avons reçu de M. Maurice Doublet, secrétaire à l'aménagement du palais omnisports, la précision suivante :

« Le palais omnisports abritera deux patinoires : dans la grande salle une patinoire aux normes olympiques de 60 mètres sur 30 mètres ; dans une salle annexe une patinoire d'entraînement de 36 mètres sur 26 mètres répondant aux normes des compétitions internationales. »

La Fédération des sports de glace a regretté, lors de la présentation du projet, que la patinoire d'entraînement n'ait pas été elle aussi, aux dimensions olympiques. Faute de quelques mètres, il ne sera donc pas possible de faire disputer à Bercy deux matches simultanés, comme cela se pratique aux championnats du monde.

#### 3,39 milliards de francs de déficit pour Panam

La compagnie aérienne américaine Panam annonce un déficit de 3,39 milliards de francs (485,3 millions de dollars) pour l'exercice 1982. Il s'agit de la perte la plus importante enregistrée par une compagnie américaine.

Panam était déjà déficitaire, en 1981, de 131 millions de francs. Elle a dû se défaire successivement de l'immeuble de son siège à New York et de la chaîne d'hôtels Intercontinental. (A.F.P.A.P.)

Les vingt-quatre présidents des chambres régionales des comptes ont été officiellement installés dans leurs fonctions, le 11 février, à l'occasion d'une audience solennelle de la grande chambre en présence du président de la République. L'allocution qu'il a prononcée, M. Mitterrand a souligné qu'il s'intéressait particulièrement au rôle joué par la Cour des comptes dans le contrôle du budget public.

**SAMEDI DIMANCHE**

### ÉTRANGER

- Khomeiny quatre ans après : De la Terreur à Thermidor.
- Grande-Bretagne : Le Foreign Office victime des Malouines.
- Le Laos profond, vertueux et socialiste.
- Iran-Irak : Duel à mort dans le Golfe.

### FRANCE

- Lyon 1943 : Comment est mort Jean Moulin.
- A un mois des municipales : L'enjeu.
- Débat : Querelle, ou guerre scolaire ?
- Dossier : La B.D. reine.

### ÉCONOMIE

- Max Grundig parle.

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.

**Le Monde**  
DIMANCHE  
Fondateur : Robert Godeaux-Méry  
ET SON SUPPLÉMENT DU DIMANCHE  
400 F  
DIRECTION : André Lasserre  
DÉPÔT LÉgal : 11527  
QUARANTE ANS - N° 11527

**Le Monde**  
DIMANCHE

dans son numéro du 6 février, publie :

**Les mauvaises affaires de l'État marchand d'alcool**  
(une enquête de Daniel Schneider)

**L'école de Francfort aujourd'hui, une interview de Karl Otto von Appel et un reportage.**

**Louis XVI n'est pas mort.**

**Une nouvelle de Raymond Ceuppens.**

**Des chroniques, les rubriques.**

**Associations, Audiovisuel, Disques.**

**Les programmes commentés de télévision et de radio**



# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### HÉBERGEMENT

#### Entre hôtel et meublé

**« JUILLET 1981 : arrivée dans un meublé, un pa-**

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

normande : la route de la côte

de personnel : ils s'élèvent à 35 % de dépenses pour l'hôtel et 5 % pour l'hôtel-residence : j'ai fait économies à la construction en la disposition des locaux : piscine, saunas, rebaptisés « points de vue », etc. Je vais au-devant des clients : le plat, la kitchette n'est pas l'opposé du restaurant, j'ai calculé que mes loyers viennent en moyenne de leur séjour pour compenser la fragilité des autres repas.

Avec des tarifs dégressifs selon le nombre d'occupants : un appartement est loué à 650 francs par semaine, à 445 francs pour trois occupants, et 445 francs pour six occupants. M. Remi a une chambre à coucher et une salle de bain.

Points forts de toutes ces initiatives : si le ménage n'est fait qu'une fois par semaine et les petits déjeuners non servis « au lit », les clients sont assurés de trouver literie et matériel de cuisine, couchage confortable, possibilité de venir avec des enfants, de « déjeuner sur la pouce » comme on dit en argot.

#### Une formule plus souple

Sur les autres points, les hôtels-residences innovent. Les pionniers se meuvent dans le no man's land juridique d'un « hôtel meublé » ou « hôtel-club » : la possibilité pour les clients saisonniers, clients ou deux étoiles, d'avoir une kitchenette dans les chambres ; et le statut de 1973 créant les « hôtels-residences ».

L'arrêté de 1973 est en effet, le vocable d'une « formule de tourisme », une « formule d'hébergement ». Elle fut définie par un ensemble de 100 à minimum, ayant un seul propriétaire et un seul exploitant, et combinant la location de studios ou appartements avec des services hôteliers, dont piscine, parc, correspondant peu ou prou à ceux en vigueur dans les trois-étoiles classiques. Il s'agissait de permettre à des investisseurs

de personnel : ils s'élèvent à 35 % de dépenses pour l'hôtel et 5 % pour l'hôtel-residence : j'ai fait économies à la construction en la disposition des locaux : piscine, saunas, rebaptisés « points de vue », etc. Je vais au-devant des clients : le plat, la kitchette n'est pas l'opposé du restaurant, j'ai calculé que mes loyers viennent en moyenne de leur séjour pour compenser la fragilité des autres repas.

### PROCESSION

#### Épiphanie en Éthiopie

**L**e passage de la paroi rocheuse de l'église du Sauveur du monde est étroit et profond au point que le soleil l'après-midi n'en atteint pas le fond. Et pourtant l'éclat de la nuit. Au

« institutionnels » de créer de vastes complexes touristiques. L'arrêté de 1973, et la loi de l'économie, du littoral languedocien, ne font pas s'écrouler la plupart des initiatives : La Grande-Motte (réalisation Bernard de Ventadour, 1964), Le Cap d'Agde (« Agathe », 1976), Gruissan, Maubuisson, Port-Barrot (Sogerva). Celui de Flaine, construit en 1976 par la SEPAD, est la création d'un nouveau type de « nouvelle génération ».

En réalité, le « contrat » même ramené à 300 en 1979, et la obligation du « propriétaire unique » avait créé un blocage. Ces dispositions nécessitent, en effet, qu'un investisseur réalise un projet considérable. Les promoteurs préfèrent les formules en copropriété ou multi-propriété. Bilan pour les hôtels-residences version 1973, révisé en 1979 : il n'existe, en tout, moins d'une dizaine en France. Il n'en est pas moins qu'aux yeux des promoteurs, un projet permet d'accéder à de multiples aides, à un régime fiscal intéressant, à des coefficients d'occupation des sols préférentiels. Cumuler les avantages du meublé et du « hôtel » n'est seulement un slogan que pour les investisseurs.

Comment expliquer le « verrou » du propriétaire unique ? A Villeneuve-Serre-Chevalier, un promoteur, M. Angellaume, s'est vu refusé le droit de transformer des meublés en un « Cimbôtel » par les copropriétaires. Après un procès à l'épave multiple, la cour d'appel s'estime satisfaite, en 1981, de constater que M. Angellaume avait remis un « Cimbôtel » à la mairie d'une société de gestion qui assurait les services hôteliers traditionnels. Ce jugement tendait à faire de la « gestion unique » et d'un certain nombre de services la condition de la « destination touristique » d'un établissement.

Juridiquement ou pas, plusieurs sociétés comme la SEPAD, Pierre et Vacances ou la Sogerva construisent des résidences pourvues de services hôteliers. La Sogerva, par exemple, commercialise deux types de « Cimbôtels » et « Cimbôtels ». Les premiers, à destination résidentielle, ont pour slogan : « les avantages d'un appartement et les services d'un hôtel ».

émergent, en effet, portant des breffes rituelles, les autres sont coiffés de couronne en lierre, ce casque ajouré surmonté d'une croix. Quatre-vingt transportés, posés sur un grand paquet plat enveloppé d'un tissu de lin, dont les pans tombent jusqu'à terre. Il y a un tabot, c'est-à-dire le plateau en bois dont la seule préoccupation est une église orthodoxe éthiopienne et qui accueille probablement les tables de la loi que les Hébreux enfermaient dans l'Arche d'alliance.

À Lalibela, village éthiopien des églises taillées dans le roc au XII<sup>e</sup> siècle, les « Timkat », comme tous les 18 janvier et surtout en Éthiopie, l'Église orthodoxe éthiopienne, qui suit le rythme du calendrier julien, l'Épiphanie (le 19 janvier) est la principale fête religieuse : on y célèbre la manifestation de Dieu en commémorant le baptême de Jésus dans le Jourdain. Ce baptême, en effet, fut la première manifestation de la Trinité. Au

tel. Ces services de suppression de la caisson de l'inventaire, du téléphone, de la télévision dans les chambres, de la machine à linge, au ménage, aux tickets-repas, sans compter piscine et animations.

Les Loisirhôtels ne se font pas le même visage, avec des fois une dominante hôtelière. Ils offrent un mélange de services hôteliers (restaurant, bar, saunas) et locaux (kitchenette, boutiques, location à la semaine, etc.). Avec la résidence Charles-Dullin à Paris (18<sup>e</sup>), la Sogerva a l'expérience de la formule, jusqu'ici appliquée à la montagne, dans une grande capitale. Les projets : Le Touquet, La Prugne (en Auvergne) et la transformation de l'hôtel des Rois rois à Saint-Nectaire.

Que disent les hôteliers de ce « remue-ménage » ? Ils ne peuvent que constater l'évolution des goûts du public et accepter une situation de fait. « Pour le loup dans la bergerie, soit, disent-ils en substance, mais nous pouvons accepter pour hôtelières des opérations immobilières déguisées ».

La question est : C'est pourquoi la « destination touristique » si délicate. Base de départ pour faire l'hôtelier : on supprime la clause du propriétaire unique et on abaisse le seuil de lits à une cinquantaine. La « destination touristique » est définie par les services et la gestion. Les « Loisirhôtels » sont, comme les autres, l'objet d'un classement.

Au-delà, commentent les « options » possibles : quelles doivent être l'ampleur et la nature des services ? Comment garantir « la pérennité de la destination hôtelière » (en termes de stabilité) : empêcher qu'un prétendu hôtel ne se transforme en meublé, une fois primes et subventions épuisées ? Faut-il concéder aux investisseurs des « périodes » de jouissance à séparer totalement des investisseurs et utilisateurs ?

Selon la réponse qui sera donnée à ces questions, l'arrêté de 1973 se réduira à une simple « toilettée » de celui de 1973, ou consacrera l'entrée par la grande porte de la paroi hôtelière dans l'hôtellerie officielle. Il comprendra les prérogatives des rédacteurs de ce document : pour réussir un hybride, il faut être fin jardinier.

MADELINE DUPUY.

### CULTURE

#### Mare nostrum

**D**ANS les semaines prochaines l'équipe de direction de l'Institut méditerranéen d'éducation populaire, créé à l'initiative du ministère du temps libre (ce projet a été confié au président de la République, auquel il a été présenté), institut, installé au Fort-Carré d'Antibes, sera, selon le ministre, « un lieu de communication et d'échange » entre les différents peuples qui vivent en Méditerranée.

A cette affaire sont associés plusieurs ministères : la recherche, la culture, la recherche scientifique, l'industrie, l'éducation nationale, la mer, l'agriculture et les droits de la femme. La construction de l'Institut est estimée à 10 millions de francs (les travaux d'études, eux, ont coûté 1 million de francs). Son ouverture est prévue dans le courant de l'année prochaine, après la livraison d'une première tranche de travaux. Mais il n'est pas impossible qu'un programme d'activités soit engagé dès l'ouverture de l'Institut.

#### A l'école de Mistral

Avec ses 100 hectares et ses 100 ans, l'Institut aura une triple vocation : recherche, formation et création. Il s'adressera à tous les méditerranéens. En liaison avec les instituts installés dans d'autres pays, il devra privilégier les échanges sur le terrain et le contact avec la population.

Ainsi, des études concernant les migrations, les minorités culturelles et linguistiques, l'archéologie sous-marine, la protection de l'environnement, le particularisme des langues et le développement économique pourront être lancées.

A propos de la création, il est prévu qu'aucune discipline ne sera rejetée (arts, sciences humaines, technologie). Toutes les cultures spécifiques à chaque pays méditerranéen pourront participer à des cycles d'études ayant, par exemple, pour thèmes : Les révolutions récentes de l'islam sur l'Occident, l'ascendant de la mer, l'initiation aux arts et la réactualisation des traditions orales. Bref, promouvoir la sauvegarde du patrimoine culturel qui vieillit mal. Mais il est bien évident que l'« aventure » ne peut réussir que si cet institut accueille des initiatives de tout le littoral méditerranéen et si les pays concernés s'associent à cette démarche. Le pari n'est pas gagné. Mais le passé plaide pour l'avenir. Car le littoral est riche d'aventures, toutes plus folles les unes que les autres, dont l'histoire n'est pas terminée.

(Lire la suite p. 15.)

JEAN PERRIN.

**pour un autre tourisme**

Le nouveau magazine du voyageur (80 F pour 6 Numéros) avec : HONG KONG, SHANGHAI, Claude SAUVAGEOT, HANOI, GUI, Alain FAUJAS, le TIBET, J.-P. RAPP, le MAROC, etc.

**GEOTOURS AMERICA**

18 circuits accompagnés de luxe  
14 circuits camping  
14 circuits Freedrive (voitures individuelles)  
Séjours libres : NEW YORK, CALIFORNIE-FLORIDE, HAWAII-BAHAMAS

Location de voitures  
Location de MOTORHOME (kilométrage illimité)  
Forfait déjeuné RANCH-GOLF TENNIS  
Survol du GRAND CANYON  
Descente du COLORADO

233, rue de la Convention, 75015 PARIS  
Tél. : 333-71-76

**JET EVASION**

MARRAKECH ..... 1250 F\*  
AGADIR ..... 1300 F\*  
TÉNÉRIFE ..... 1500 F\*

Vols Aller-Retour

205, rue Saint-Honoré  
75001 Paris. Tél. (1) 260.30.85

**EGYPTE**

UNE CROISIÈRE SUR LE NIL. **6685 F\***

Demandez notre catalogue chez votre agent de voyage ou téléphonez au :

**(1) 742 68 48**  
66, rue de Valenciennes, PARIS  
**(88) 22 33 34**  
15, rue de la Fontaine 67000 STRASBOURG

**le point azur**



## Incursion au pays du Dragon

Des montagnes,  gorges profondes, des ravins aux à-pic vertigineux,   bouillonnent sur des dizaines de mètres en  puissantes et immaculées.

De siècle en siècle, la tradition orale s'est enrichie — étouffée, tout en restant étroitement liée à — la première. Chroniques et légendes parlent de grands rois et de petits souverains, de prêtres prestigieux et exemplaires du bouddhisme, de rois de doctrine entre les principaux rameaux spirituels, même si au bout de la route l'adepte finira inmanquablement par traverser l'illumination. C'est la querelle des robes, des robes de cérémonie, des robes qui ont emporté au Bhoutan, où les moines portent la robe rouge — pour — dédaigner leurs frères — robe safran.

L'influence tibétaine est pourtant sensible sous  formes. Au"

Sur les hauteurs, tout est possible - même l'irréel. Belle leçon d'harmonie et d'humilité, de créativité et de sérénité que le lieu béni des hauts par les humains, entre ciel et terre, dans une quête de lumière et de sagesse...

**CLAUDE B. LEVENSON**

## Un pays bien gardé

(1) Tout étranger désireux de se rendre au Sikkim doit passer du territoire de l'intérieur à La Pazang Ouké ou à Inner Line Permit qui l'autorise à passer quelques jours à Gangtok et dans ses environs immédiats. Une bonne partie de l'État reste cependant fermée, même aux citoyens indiens.

Enchen. Tsuklakhang. Rumtek.  
 sont les petites portes d'entrée  
 du bouddhisme mahayana en  
 Chine au Sikkim. Arrivés au  
 Gangtok, nous sommes  
 dans leur importance, les monastères  
 — plus célèbres, mais fermés pour le  
 moment à la curiosité du visiteur  
 pour « raisons de sécurité » — et  
 beaucoup plus éloignés de la ville.  
 Outre ses traditions religieuses, Enchen,  
 perché sur une colline, fournit un  
 excellent point d'observation de  
 Kanchenjunga, le troisième plus haut  
 sommet du monde. Superbement  
 souverain, la montagne sacrée fait  
 face à la mer. On aperçoit  
 facilement ses mille flancs changeants  
 du nord au petit matin fleuri  
 comme des fleurs, les glaces bleues  
 du crépuscule.

Thuklakhang, la chapelle royale, a vu se dérouler autrefois toutes les cérémonies de couronnement des rois du Sikkim. Son regard compréhensif de Maïcreya, le Bouddha à venir, est tourné vers des coupelles à incense brûlantes dans la pénombre, éclairées de flammes d'encens. Les fresques d'une rare puissance. Un peu à l'écart du va-et-vient quotidien, le grand temple de Rumtek, d'architecture traditionnelle, est dédié à la méditation. C'est là que le dalaï-lama se retire pour méditer.

**Melleurs prix sur le marché**  
**A/R depuis Amsterdam, vers :**  
**WENNEPGE FF 3900**  
**HEMONT/CAUBERY FF 4100**  
**VANCOUVER FF 4200**  
Ecrivez vos correspondances   l'adresse  
**C.P. AMTAL : 020-725-24.**

75008 Paris - Tél. : 268-15-70. L. A962.

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
**ET DES ARTISTES**  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc  
Atmosphère intime, tout confort  
Prix modérés  
Réservation : 41-32-333 VENISE  
Télex : 411150 FENICE I  
Directeur : Dante Asolanga

**Hôtel CRANS-AMBAASSADOR** (Valais)  
 Tél. 19-41/27-61-52-22  
 tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing. Au départ des remontées mécaniques et à l'arrivée des pistes de ski.  
 Forfaits - Ski-soleil - 7 jours demi-pension dès 3 100 FF.  
 J. Rey,  
 membre « Chêne des Régisseurs ».

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10 F**

1. The first part of the document is a header section containing the title "THE EFFECTS OF THE 1997 ASIAN FINANCIAL CRISIS ON THE ECONOMIC GROWTH OF THE ASEAN-4 COUNTRIES" and the author's name "Dr. J. S. H. CHAN".

2. The second part of the document is a table of contents.

3. The third part of the document is a list of figures and tables.

4. The fourth part of the document is a list of abbreviations.

5. The fifth part of the document is a list of references.

6. The sixth part of the document is a list of appendices.

7. The seventh part of the document is a list of footnotes.

8. The eighth part of the document is a list of acknowledgements.

9. The ninth part of the document is a list of conclusions.

10. The tenth part of the document is a list of recommendations.

11. The eleventh part of the document is a list of suggestions.

12. The twelfth part of the document is a list of comments.

13. The thirteenth part of the document is a list of remarks.

14. The fourteenth part of the document is a list of observations.

15. The fifteenth part of the document is a list of notes.

16. The sixteenth part of the document is a list of references.

17. The seventeenth part of the document is a list of appendices.

18. The eighteenth part of the document is a list of footnotes.

19. The nineteenth part of the document is a list of acknowledgements.

20. The twentieth part of the document is a list of conclusions.

21. The twenty-first part of the document is a list of recommendations.

22. The twenty-second part of the document is a list of suggestions.

23. The twenty-third part of the document is a list of comments.

24. The twenty-fourth part of the document is a list of remarks.

25. The twenty-fifth part of the document is a list of observations.

26. The twenty-sixth part of the document is a list of notes.

27. The twenty-seventh part of the document is a list of references.

28. The twenty-eighth part of the document is a list of appendices.

29. The twenty-ninth part of the document is a list of footnotes.

30. The thirtieth part of the document is a list of acknowledgements.

31. The thirty-first part of the document is a list of conclusions.

32. The thirty-second part of the document is a list of recommendations.

33. The thirty-third part of the document is a list of suggestions.

34. The thirty-fourth part of the document is a list of comments.

35. The thirty-fifth part of the document is a list of remarks.

36. The thirty-sixth part of the document is a list of observations.

37. The thirty-seventh part of the document is a list of notes.

38. The thirty-eighth part of the document is a list of references.

39. The thirty-ninth part of the document is a list of appendices.

40. The fortieth part of the document is a list of footnotes.

41. The forty-first part of the document is a list of acknowledgements.

42. The forty-second part of the document is a list of conclusions.

43. The forty-third part of the document is a list of recommendations.

44. The forty-fourth part of the document is a list of suggestions.

45. The forty-fifth part of the document is a list of comments.

46. The forty-sixth part of the document is a list of remarks.

47. The forty-seventh part of the document is a list of observations.

48. The forty-eighth part of the document is a list of notes.

49. The forty-ninth part of the document is a list of references.

50. The fiftieth part of the document is a list of appendices.

51. The fifty-first part of the document is a list of footnotes.

52. The fifty-second part of the document is a list of acknowledgements.

53. The fifty-third part of the document is a list of conclusions.

54. The fifty-fourth part of the document is a list of recommendations.

55. The fifty-fifth part of the document is a list of suggestions.

56. The fifty-sixth part of the document is a list of comments.

57. The fifty-seventh part of the document is a list of remarks.

58. The fifty-eighth part of the document is a list of observations.

59. The fifty-ninth part of the document is a list of notes.

60. The sixtieth part of the document is a list of references.

61. The sixty-first part of the document is a list of appendices.

62. The sixty-second part of the document is a list of footnotes.

63. The sixty-third part of the document is a list of acknowledgements.

64. The sixty-fourth part of the document is a list of conclusions.

65. The sixty-fifth part of the document is a list of recommendations.

66. The sixty-sixth part of the document is a list of suggestions.

67. The sixty-seventh part of the document is a list of comments.

68. The sixty-eighth part of the document is a list of remarks.

69. The sixty-ninth part of the document is a list of observations.

70. The seventieth part of the document is a list of notes.

71. The seventy-first part of the document is a list of references.

72. The seventy-second part of the document is a list of appendices.

73. The seventy-third part of the document is a list of footnotes.

74. The seventy-fourth part of the document is a list of acknowledgements.

75. The seventy-fifth part of the document is a list of conclusions.

76. The seventy-sixth part of the document is a list of recommendations.

77. The seventy-seventh part of the document is a list of suggestions.

78. The seventy-eighth part of the document is a list of comments.

79. The seventy-ninth part of the document is a list of remarks.

80. The eightieth part of the document is a list of observations.

81. The eighty-first part of the document is a list of notes.

82. The eighty-second part of the document is a list of references.

83. The eighty-third part of the document is a list of appendices.

84. The eighty-fourth part of the document is a list of footnotes.

85. The eighty-fifth part of the document is a list of acknowledgements.

86. The eighty-sixth part of the document is a list of conclusions.

87. The eighty-seventh part of the document is a list of recommendations.

88. The eighty-eighth part of the document is a list of suggestions.

89. The eighty-ninth part of the document is a list of comments.

90. The ninetieth part of the document is a list of remarks.

91. The ninety-first part of the document is a list of observations.

92. The ninety-second part of the document is a list of notes.

93. The ninety-third part of the document is a list of references.

94. The ninety-fourth part of the document is a list of appendices.

95. The ninety-fifth part of the document is a list of footnotes.

96. The ninety-sixth part of the document is a list of acknowledgements.

97. The ninety-seventh part of the document is a list of conclusions.

98. The ninety-eighth part of the document is a list of recommendations.

99. The ninety-ninth part of the document is a list of suggestions.

100. The hundredth part of the document is a list of comments.

**ADRESSE** .....



masserie tibétaine. Appartenant à l'école des Bonnets rouges, les lamas y sont actuellement à la recherche de la réincarnation de leur chef spirituel, le Karmapa, qui a quitté voici un peu plus d'une année son enveloppe charnelle.

Les bannières de prières claquent au vent frais, tandis que les pèlerins actionnent au passage les moulins à prières, donnant à l'atmosphère une qualité de souriante sérénité.

Le Sikkim, aujourd'hui ? Un curieux mélange d'être et de devenir, la paix des monastères et l'acuité des problèmes politiques ; le sordide mécontentement d'un peuple et d'une religion devenus minoritaires sur leur propre sol face à l'assurance d'un pouvoir central sûr de son droit ; des demeures silencieuses des dieux soudainement remplies du vacarme des hommes. Un microcosme des antagonismes de l'Inde, le miroir d'une société humaine en déséquilibre qui aspire confusément à retrouver une manière de paix. Une terre légendaire à la mesure des hommes.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## PARTIR

(Suite de la page 13.)

De jeunes soldats (l'Éthiopie marxiste a une armée d'engagés) se joignent au cortège. Avec leur tenue vert foncé, leurs fusils et leurs pistolets, ils paraissent bien ternes. Mais

leur joie de participer à Tinkist est égale à celle des villageois qui passent ou suivent le cortège.

Des mères d'enfants disparus, des artistes, Français pour la plupart, spécialement à Lalibela pour l'Épiphanie. Les garçons essaient de s'approprier chacun un étranger, rabrouant tout concurrent possible. Tous demandent des « pens » (des stylos à bille) et tous ont dans leurs poches un véritable magnain (un argent, jurent-ils tous...) de manuscrits (« anciens »... bien sûr).

Les filles demandent aussi « pens » ou des « candies » (« bonbons ») n'est-ce pas arrivé en Éthiopie). Mais elles sont plus timides. Elles ne veulent pas laisser photographier leurs coiffures étonnantes : tresses régulières sur crâne rasé ou multiples et minuscules tresses racontant des récits aux géométries rigoureuses.

À la fin d'une bonne heure, la procession arrive à la grande tente. Toute la nuit, malgré le froid glacial (Lalibela est à 2 000 mètres), la tente prie et dort à la belle étoile, protégée par la grande pièce de coton blanc dont les Éthiopiens enveloppent en permanence leurs épaules. Toute la nuit aussi, se relayant, les prêtres chantent (comme l'arche) devant l'Arche et les dévotionnaires chanteront. Ils n'ont



(Dessin de FIANNA MAZERY.)

sera distribué après la messe - la viande crue est très appréciée en Éthiopie.

Devant la grande tente, la messe est célébrée à 8 heures. Mais, comme dans les églises, elle est invitée à se terminer. Au lever du soleil, l'office se termine. Il est suivi de la bénédiction de l'eau, de baptêmes d'enfants et de l'aspersion de la foule.

Celle-ci, vêtue alors de vêtements neufs et fraîchement lavés, sur lesquels sont brodés des motifs de bon augure, se précipite pour accompagner la procession de retour des travaux. Il faut une bonne heure pour que le cortège s'organise : les acolytes et les dévotionnaires se rangent à chaque côté et,

au milieu, deux rangées de onze prêtres faisant face prennent place pour danser.

La messe est lente, rythmée par les tambours et les cloques. Les sœurs font chanter des poèmes spécialement composés. Les deux rangées de prêtres tantôt avancent, tantôt reculent, marquant pas d'un pied sur l'autre pour rappeler la marche titubante du Christ portant sa croix. Tout autour, les dévotionnaires balancent de droite à gauche et de gauche à droite.

Vers 10 heures, la procession s'arrête. La remonte durera plus de trois heures. Elle est entrecoupée, en effet, de plusieurs haltes qui sont autant d'occasions de reprendre les mêmes danses, le même cérémonial. Le soleil est de plus en plus chaud, les élégantes s'abritent sous des parapluies.

La fête est générale. Des groupes de soldats et de jeunes civils font preuve d'une énergie commune. Par groupes d'une trentaine, d'une cinquantaine, balançant leurs armes comme les prêtres dévotionnaires le font de leurs chants, tantôt sans manifester la joie la plus vive, ils n'arrêteront de danser que pour monter la route au petit matin, cadencés jusqu'à la danse suivante. Et l'après-midi, ils chanteront et danseront toujours. Ils recommenceront le lendemain 13 janvier, jour de la fête de l'archange Michel, pour accompagner la procession de remonte des dévotionnaires de l'église Saint-Michel.

YVONNE REBEYROL.

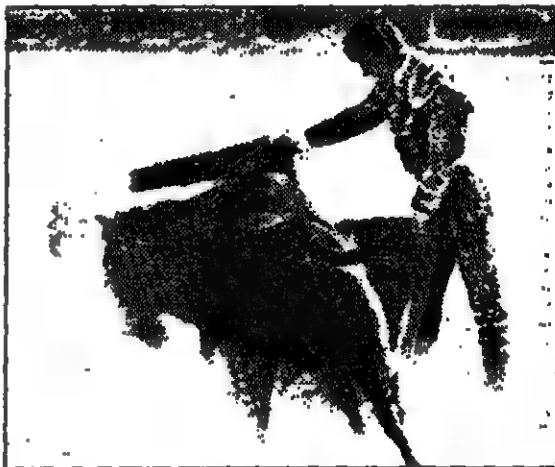
# Pan Am Pass L'Amérique à volonté pour 1980 F à partir de New York.



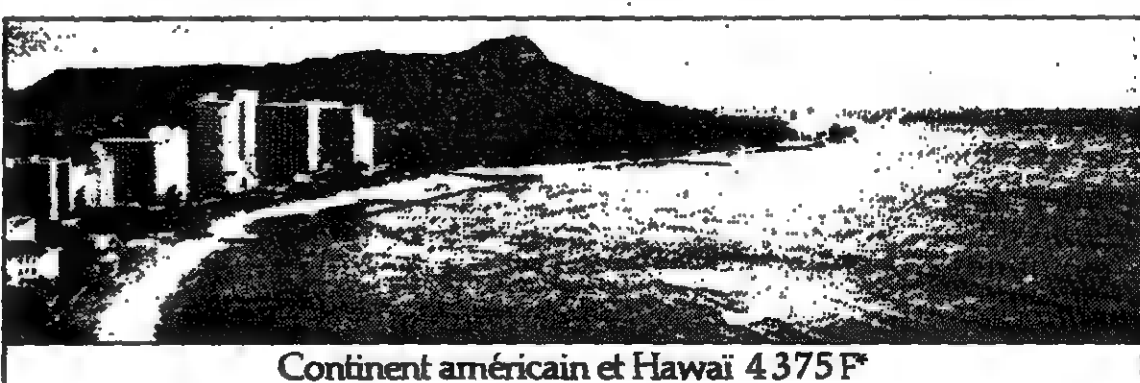
Continent américain  
12 villes 1980 F



Continent américain et Porto Rico  
1980 F + 1516 F = 3 496 F



Continent américain et Mexico  
1980 F + 1263 F = 3 243 F



Continent américain et Hawaï 4 375 F

D'une côte à l'autre, des gratte-ciel new-yorkais aux ports pittoresques de la baie de San Francisco, des folles nuits de Las Vegas aux paradis tropicaux de la Floride, en passant par Washington, Los Angeles, Seattle, tout est possible.

Les différentes formules du Pan Am Pass vous permettent pour des suppléments minimes, de composer de véritables tours pan-américains sur la palette des 35 villes du

réseau Pan Am USA. Vous pouvez même y inclure d'autres destinations desservies par Pan Am telles que Honolulu, San Juan de Porto Rico, Mexico. Quel périples !

Il suffit de combiner le Pan Am Pass avec des tarifs promotionnels excursions pour ces destinations.

Seule exigence pour bénéficier de cette offre exceptionnelle : acheter le billet transatlantique Pan Am entre le 10 février et le

28 février 1983 et partir pour les États-Unis avant le 1<sup>er</sup> juillet. Léger supplément pour départs en juillet/août.

Des tarifs enfants sont également disponibles mais, pour plus de détails sur le Pan Am Pass, consultez la brochure "Vacances Fabuleuses" chez votre Agent de Voyages ou appelez Pan Am au 266.45.45.

\* Tarifs au ... Conditions particulières de vente.

## Pan Am. L'Expérience Avion.

## Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Mathématiques

75007 PARIS CEDEX 06

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

1 an 120 F 6 mois 60 F

FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER

(par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

364 F 600 F 1 070 F 1 670 F

II - SUISSE, TUNISIE

436 F 1 032 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les numéros propres en capital d'impression.

DE DES LOISIRS

A l'école des Bonnets rouges

N-BUFFET - ICE DE GAILLES

70 F

ICE DE GAILLES

PARIS 8 Tel. 723 55

VERTE

ATEAU BLEU



# VOYAGES

## Havas joue la vente

Les Français qui espèrent franchir les frontières souhaitent rendre en Espagne, en Portugal et en Italie, la durée de leur séjour n'excède pas une semaine. Mais le coût d'un voyage - de 100 à 150 francs - qui serait limité à une semaine, ne serait pas un obstacle à la vente. Les destinations suivantes : Canada, États-Unis, Australie, Antilles.

M. Jean Vernet, président directeur de Havas-Voyages, annonce la vente de 75 % des Français n'ont pas modifié leur style de vie. On en croit les statistiques du Centre de communication avancée (C.C.A.) de l'agence Havas. Les prévisions 1983 sont sombres : plus de 42,5 % ne changeront rien à leurs habitudes et 33,8 % chercheront à les modifier ; 60 % partiront en voiture et 3 % en avion ; 61,5 % voyageront à l'étranger et 24 % prendront leurs congés en France.

En matière de dépenses, cette évolution signifie la poursuite d'une certaine : 35 % des Français interrogés souhaitent investir l'épargne ; 23 % pensent réaliser des économies ; 20 % continueront à se divertir ; 22 % partiront en voyage, mais en sacrifiant imparablement l'inutile.

Messieurs les agents de voyages, attention ! Comme le disent les slogans de la fin des années 60, « il ne suffit plus de produire, il faut vendre » et, de surcroît, à des consommateurs de plus en plus difficiles.

(Publicité)

un communiqué aéromexico :

**Sigfrido PAZ PAREDES**  
nouveau Directeur  
Général d'Aéromexico :

"aider au redressement de l'économie du pays"

Au cours d'une séance extraordinaire du Conseil d'Administration et après un décret du Président de la République, Monsieur Sigfrido Paz Paredes a été nommé Directeur Général de la Compagnie Aéromexico.

La nomination s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du Gouvernement de l'Aviation Civile au Mexique.

Monsieur Sigfrido Paz Paredes, bien connu des milieux aéronautiques mexicains et mondiaux, a déclaré : « la Compagnie a pour tâche difficile qui lui est confiée : réduire les coûts de production, tout en maintenant les services, pour améliorer la situation économique du Mexique. »

11 bis, bd Hausmann, 75013 Paris  
Tél. (1) 246-72-23

LES bouleversements ne sont pas perceptibles, puisque 75 % des Français n'ont pas modifié leur style de vie. On en croit les statistiques du Centre de communication avancée (C.C.A.) de l'agence Havas. Les prévisions 1983 sont sombres : plus de 42,5 % ne changeront rien à leurs habitudes et 33,8 % chercheront à les modifier ; 60 % partiront en voiture et 3 % en avion ; 61,5 % voyageront à l'étranger et 24 % prendront leurs congés en France.

En matière de dépenses, cette évolution signifie la poursuite d'une certaine : 35 % des Français interrogés souhaitent investir l'épargne ; 23 % pensent réaliser des économies ; 20 % continueront à se divertir ; 22 % partiront en voyage, mais en sacrifiant imparablement l'inutile.

Messieurs les agents de voyages, attention ! Comme le disent les slogans de la fin des années 60, « il ne suffit plus de produire, il faut vendre » et, de surcroît, à des consommateurs de plus en plus difficiles.

(Publicité)

un communiqué aéromexico :

**Sigfrido PAZ PAREDES**  
nouveau Directeur  
Général d'Aéromexico :

"aider au redressement de l'économie du pays"

Au cours d'une séance extraordinaire du Conseil d'Administration et après un décret du Président de la République, Monsieur Sigfrido Paz Paredes a été nommé Directeur Général de la Compagnie Aéromexico.

La nomination s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du Gouvernement de l'Aviation Civile au Mexique.

Monsieur Sigfrido Paz Paredes, bien connu des milieux aéronautiques mexicains et mondiaux, a déclaré : « la Compagnie a pour tâche difficile qui lui est confiée : réduire les coûts de production, tout en maintenant les services, pour améliorer la situation économique du Mexique. »

11 bis, bd Hausmann, 75013 Paris  
Tél. (1) 246-72-23

M. Jean Vernet, président directeur de Havas-Voyages, annonce la vente de 75 % des Français n'ont pas modifié leur style de vie. On en croit les statistiques du Centre de communication avancée (C.C.A.) de l'agence Havas. Les prévisions 1983 sont sombres : plus de 42,5 % ne changeront rien à leurs habitudes et 33,8 % chercheront à les modifier ; 60 % partiront en voiture et 3 % en avion ; 61,5 % voyageront à l'étranger et 24 % prendront leurs congés en France.

En matière de dépenses, cette évolution signifie la poursuite d'une certaine : 35 % des Français interrogés souhaitent investir l'épargne ; 23 % pensent réaliser des économies ; 20 % continueront à se divertir ; 22 % partiront en voyage, mais en sacrifiant imparablement l'inutile.

Messieurs les agents de voyages, attention ! Comme le disent les slogans de la fin des années 60, « il ne suffit plus de produire, il faut vendre » et, de surcroît, à des consommateurs de plus en plus difficiles.

(Publicité)

un communiqué aéromexico :

**Sigfrido PAZ PAREDES**  
nouveau Directeur  
Général d'Aéromexico :

"aider au redressement de l'économie du pays"

Au cours d'une séance extraordinaire du Conseil d'Administration et après un décret du Président de la République, Monsieur Sigfrido Paz Paredes a été nommé Directeur Général de la Compagnie Aéromexico.

La nomination s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du Gouvernement de l'Aviation Civile au Mexique.

Monsieur Sigfrido Paz Paredes, bien connu des milieux aéronautiques mexicains et mondiaux, a déclaré : « la Compagnie a pour tâche difficile qui lui est confiée : réduire les coûts de production, tout en maintenant les services, pour améliorer la situation économique du Mexique. »

11 bis, bd Hausmann, 75013 Paris  
Tél. (1) 246-72-23

LES bouleversements ne sont pas perceptibles, puisque 75 % des Français n'ont pas modifié leur style de vie. On en croit les statistiques du Centre de communication avancée (C.C.A.) de l'agence Havas. Les prévisions 1983 sont sombres : plus de 42,5 % ne changeront rien à leurs habitudes et 33,8 % chercheront à les modifier ; 60 % partiront en voiture et 3 % en avion ; 61,5 % voyageront à l'étranger et 24 % prendront leurs congés en France.

En matière de dépenses, cette évolution signifie la poursuite d'une certaine : 35 % des Français interrogés souhaitent investir l'épargne ; 23 % pensent réaliser des économies ; 20 % continueront à se divertir ; 22 % partiront en voyage, mais en sacrifiant imparablement l'inutile.

Messieurs les agents de voyages, attention ! Comme le disent les slogans de la fin des années 60, « il ne suffit plus de produire, il faut vendre » et, de surcroît, à des consommateurs de plus en plus difficiles.

(Publicité)

un communiqué aéromexico :

**Sigfrido PAZ PAREDES**  
nouveau Directeur  
Général d'Aéromexico :

"aider au redressement de l'économie du pays"

Au cours d'une séance extraordinaire du Conseil d'Administration et après un décret du Président de la République, Monsieur Sigfrido Paz Paredes a été nommé Directeur Général de la Compagnie Aéromexico.

La nomination s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du Gouvernement de l'Aviation Civile au Mexique.

Monsieur Sigfrido Paz Paredes, bien connu des milieux aéronautiques mexicains et mondiaux, a déclaré : « la Compagnie a pour tâche difficile qui lui est confiée : réduire les coûts de production, tout en maintenant les services, pour améliorer la situation économique du Mexique. »

11 bis, bd Hausmann, 75013 Paris  
Tél. (1) 246-72-23

# HIPPISME

## Prodigieux et inquiétant Idéal

Le précédent grand champion du monde, il avait connu ce destin. Car, deux grands champions des dix dernières années - Bellino et Idéal - ont tous deux été des « parvenus », nés hors des vingt familles (ce qui tendrait à prouver que celles-ci ne gagnent rien à se refermer sur elles-mêmes et à limiter les entrées d'élites).

Un an, il s'était dit prêt à le syndiquer. Les vingt « champions » n'ont pas été sans doute de... se dérober : le projet fut abandonné.

Plus question qu'il y ait un inné-ditement au haras, le grainier Pierre-Jean Morin, au nom du consortium des propriétaires (M<sup>me</sup> Radon, la cafetière de Saint-Jean-le-Thomas ; Michel Augrain, le boucher ; Marcel Lefranc, le « voleur » ; André Nivard, le retraité), « il n'a jamais été aussi bon. Alors, objectifs : circuit européen, puis l'été prochain, Championnat du monde aux États-Unis. »

Pierre-Jean Morin est-il sincère quand il considère que son champion est meilleur qu'il ne l'a jamais été ? La décision de prolonger la carrière de course ne cache-t-elle pas des difficultés imprévues à propos de la future carrière au haras ?

On a bien l'impression que le petit Idéal et ses copropriétaires commentent à réaliser qu'il ne suffit pas d'être le meilleur - à combien ! - pour avoir, au haras, la place qu'on mérite. Il faut encore appartenir au petit lobby des quelques quinze ou vingt grands éleveurs - la plupart, en outre, apparentés - qui font et défont les mariages de l'état civil trottier (la même situation, maîtrisée par d'autres mains, existe au galop).

Sans ces quinze ou vingt allié et pourvoyeurs, qui détiennent les deux nerfs de la guerre - l'argent et les bonnes juments - pas de « syndication » à un tarif justifiant qu'on arrête la carrière de course, et aucune chance de réunir, la réussite étant toujours fonction de la qualité des poulains, quelle qu'elle soit celle manifestée par le mâle sur les pistes. Voilà donc le champion qui a eu le tort de ne pas naître chez un des pro-

Merveilleux quand, il y a quelques mètres de l'arrivée, Eugène Lefèvre l'a lancé à l'attaque. Il était alors en « peloton », en quatrième ou cinquième « épaisseur ». Personnellement, le vétéran juste de penser : « il est bien loin, cela va être difficile, maintenant... ». A peine décalé, arrivé au bout de la pensée (non pas le temps de le dire, seulement de pen-

ser) qu'Idéal avait rattrapé vingt mètres et se trouvait en tête. Aucun trottier au monde n'est actuellement capable d'une accélération aussi foudroyante.

Mais presque aussitôt apparaissait la faille : le champion esquissait, des postérieurs (les antérieurs restaient, eux, dans l'orthodoxie), deux foulées « gaïlop ». C'était la fameuse « faute » sur laquelle les commissaires allaient piler dix minutes avant de confirmer le résultat. Confirmation justifiée : on ne pouvait distinguer un champion d'un amateur, une telle aussi brève. Tout de même : le plus grand idéal, celui de 1971, n'avait donné que deux foulées aux juges aux allures.

Mais peut-être plus encore que la faute furent inquiétants les cent mètres qui suivirent, les derniers de la course. Remis « dans les rangs », Idéal ne fut plus un maître, et même en perdant plusieurs sur Lurabo, King Black et d'autres poursuivants.

Non, ne pense pas qu'on ait vu dimanche un Idéal « meilleur que jamais ».

On objectera que le Prix d'Amérique n'est pas - et ne peut pas être - « sa » course : la distance de 600 mètres est la limite de ses possibilités. La classe pure s'y es-

Idéal devrait se retrouver plus à l'aise, dimanche, sur le Prix de France. N'empêche...

Dernière le gagnant, des mentions spéciales à King Black (quatrième) et surtout à Lurabo (second). Il s'effrit, l'un et l'autre, comme les successeurs. Lurabo appartient à M. Macharet, qui est le propriétaire de Lurabo. C'est le premier d'une série d'achats, après une équipe de six ans, sous la casaque rouge. Il n'est pas exclu qu'il porte celle-ci au même prestigieux niveau que son devancier.

Du côté de Chantilly, les nouvelles de la succession Maréchal : Alain de Royer-Dupré, fils d'un officier des haras, jeune homme d'un Ouest venu d'installer quelques années à Chantilly, où il était devenu l'entraîneur de l'écurie Aga Khan, va prendre en main la tâche de celle-ci. Les quelques « Natchos » qu'entraînait Maréchal rejoindront les autres chez Boutin, qui, de son côté, transmettra à ses anciens élèves Barry et Rouille les « Fiammas » et ses propres chevaux. Les « Rothschild », de moins en moins nombreux, rejoindront la cour d'André Fabre, qui, naguère, monta plus entraînés quelques-uns de leurs prédécesseurs, en obstacle. Les « Hue-Williams » (des propriétaires à Singapour) passeront sous la houlette de John Cunningham.

LOUIS DÉNEL.

# BIBLIOGRAPHIE

## Rires africains

M. Philippe de Beline a reçu, le 24 janvier, le Grand Prix des voyages Jumbo 82, pour son ouvrage Le Petit Train de la brousse. Ce prix récompense un auteur dont le livre constitue une invitation au tourisme.

LES livres de voyage qui n'ont pas l'égotisme. Aussi prendre-t-on plaisir à ce Petit Train de la brousse, de Philippe de Beline, qui a choisi de raconter l'Afrique et la Côte d'Ivoire à gorge déployée.

Car ceux qui aiment l'Afrique et les Africains savent qu'il faut, là-bas, rire de tout, même lorsque la peur et le drame sont là. Comment croyez-vous qu'une affaire d'anthropologie fut découverte ? Parce que l'un des convives, auquel on avait promis le meilleur morceau, le matin, n'ayant reçu qu'un lambeau de bœuf, s'est mis à raconter l'affaire aux gendarmes. Connaissiez-vous la bête à bani ? achetée par les étudiants d'Abidjan auprès des féticheurs ? Il rédige tout leur copie. Et l'administrateur blanc de Bouakoulo qui fit construire une piste d'atterrissage où un seul avion se posa ?

M. de Beline rit de tout, Blanc et Noir, ministres et coopérants, des femmes « qui s'échangent avec les hommes » et des hommes et des femmes et aussi de lui-même.

Un livre-musée qui raconte mieux l'Afrique et ses contradictions que toutes les thèses sur la négritude ou sur le sous-développement.

AL F.

LE PETIT TRAIN DE LA BROUSSE, de Philippe de Beline, Plon, 55 francs.

# PRODIGIEUX ET INQUIÉTANT IDÉAL

Le précédent grand champion du monde, il avait connu ce destin. Car, deux grands champions des dix dernières années - Bellino et Idéal - ont tous deux été des « parvenus », nés hors des vingt familles (ce qui tendrait à prouver que celles-ci ne gagnent rien à se refermer sur elles-mêmes et à limiter les entrées d'élites).

Un an, il s'était dit prêt à le syndiquer. Les vingt « champions » n'ont pas été sans doute de... se dérober : le projet fut abandonné.

Plus question qu'il y ait un inné-ditement au haras, le grainier Pierre-Jean Morin, au nom du consortium des propriétaires (M<sup>me</sup> Radon, la cafetière de Saint-Jean-le-Thomas ; Michel Augrain, le boucher ; Marcel Lefranc, le « voleur » ; André Nivard, le retraité), « il n'a jamais été aussi bon. Alors, objectifs : circuit européen, puis l'été prochain, Championnat du monde aux États-Unis. »

Pierre-Jean Morin est-il sincère quand il considère que son champion est meilleur qu'il ne l'a jamais été ? La décision de prolonger la carrière de course ne cache-t-elle pas des difficultés imprévues à propos de la future carrière au haras ?

On a bien l'impression que le petit Idéal et ses copropriétaires commentent à réaliser qu'il ne suffit pas d'être le meilleur - à combien ! - pour avoir, au haras, la place qu'on mérite. Il faut encore appartenir au petit lobby des quelques quinze ou vingt grands éleveurs - la plupart, en outre, apparentés - qui font et défont les mariages de l'état civil trottier (la même situation, maîtrisée par d'autres mains, existe au galop).

Sans ces quinze ou vingt allié et pourvoyeurs, qui détiennent les deux nerfs de la guerre - l'argent et les bonnes juments - pas de « syndication » à un tarif justifiant qu'on arrête la carrière de course, et aucune chance de réunir, la réussite étant toujours fonction de la qualité des poulains, quelle qu'elle soit celle manifestée par le mâle sur les pistes. Voilà donc le champion qui a eu le tort de ne pas naître chez un des pro-

Merveilleux quand, il y a quelques mètres de l'arrivée, Eugène Lefèvre l'a lancé à l'attaque. Il était alors en « peloton », en quatrième ou cinquième « épaisseur ». Personnellement, le vétéran juste de penser : « il est bien loin, cela va être difficile, maintenant... ». A peine décalé, arrivé au bout de la pensée (non pas le temps de le dire, seulement de pen-

ser) qu'Idéal avait rattrapé vingt mètres et se trouvait en tête. Aucun trottier au monde n'est actuellement capable d'une accélération aussi foudroyante.

Mais presque aussitôt apparaissait la faille : le champion esquissait, des postérieurs (les antérieurs restaient, eux, dans l'orthodoxie), deux foulées « gaïlop ». C'était la fameuse « faute » sur laquelle les commissaires allaient piler dix minutes avant de confirmer le résultat. Confirmation justifiée : on ne pouvait distinguer un champion d'un amateur, une telle aussi brève. Tout de même : le plus grand idéal, celui de 1971, n'avait donné que deux foulées aux juges aux allures.

Mais peut-être plus encore que la faute furent inquiétants les cent mètres qui suivirent, les derniers de la course. Remis « dans les rangs », Idéal ne fut plus un maître, et même en perdant plusieurs sur Lurabo, King Black et d'autres poursuivants.

Non, ne pense pas qu'on ait vu dimanche un Idéal « meilleur que jamais ».

On objectera que le Prix d'Amérique n'est pas - et ne peut pas être - « sa » course : la distance de 600 mètres est la limite de ses possibilités. La classe pure s'y es-

Idéal devrait se retrouver plus à l'aise, dimanche, sur le Prix de France. N'empêche...

Dernière le gagnant, des mentions spéciales à King Black (quatrième) et surtout à Lurabo (second). Il s'effrit, l'un et l'autre, comme les successeurs. Lurabo appartient à M. Macharet, qui est le propriétaire de Lurabo. C'est le premier d'une série d'achats, après une équipe de six ans, sous la casaque rouge. Il n'est pas exclu qu'il porte celle-ci au même prestigieux niveau que son devancier.

Du côté de Chantilly, les nouvelles de la succession Maréchal : Alain de Royer-Dupré, fils d'un officier des haras, jeune homme d'un Ouest venu d'installer quelques années à Chantilly, où il était devenu l'entraîneur de l'écurie Aga Khan, va prendre en main la tâche de celle-ci. Les quelques « Natchos » qu'entraînait Maréchal rejoindront les autres chez Boutin, qui, de son côté, transmettra à ses anciens élèves Barry et Rouille les « Fiammas » et ses propres chevaux. Les « Rothschild », de moins en moins nombreux, rejoindront la cour d'André Fabre, qui, naguère, monta plus entraînés quelques-uns de leurs prédécesseurs, en obstacle. Les « Hue-Williams » (des propriétaires à Singapour) passeront sous la houlette de John Cunningham.

LOUIS DÉNEL.

On objectera que le Prix d'Amérique n'est pas - et ne peut pas être - « sa » course : la distance de 600 mètres est la limite de ses possibilités. La classe pure s'y es-

Idéal devrait se retrouver plus à l'aise, dimanche, sur le Prix de France. N'empêche...

Dernière le gagnant, des mentions spéciales à King Black (quatrième) et surtout à Lurabo (second). Il s'effrit, l'un et l'autre, comme les successeurs. Lurabo appartient à M. Macharet, qui est le propriétaire de Lurabo. C'est le premier d'une série d'achats, après une équipe de six ans, sous la casaque rouge. Il n'est pas exclu qu'il porte celle-ci au même prestigieux niveau que son devancier.

# INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

## ALÉSIA

LA BONNE TABLE, 42, rue Frimont, 539-74-91. Spécialités de poissons.

## AUTEUIL

AUBERGE MOUTON BLANC, 48, r. d'Auteuil, 238-42-21. Cuisine agréable. Spécial. poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

## BATIGNOLLES - ROME

EL PICADOR, 88, bd des Batignolles, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS HELLMAN, 37, r. Franc-1<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusq. 22 h. Cuisine très agréable. Spécialités de poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

## LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-sec, 236-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dimanche et lundi.

## FAUBOURG-MONTMARTRE

RESTAURANT DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11, r. du Faubourg-Montmartre, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. de la Gare, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 11, r. Saint-Denis, 200-19-90. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS HELLMAN, 37, r. Franc-1<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusq. 22 h. Cuisine très agréable. Spécialités de poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

## LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-sec, 236-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dimanche et lundi.

## FAUBOURG-MONTMARTRE

RESTAURANT DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11, r. du Faubourg-Montmartre, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. de la Gare, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 11, r. Saint-Denis, 200-19-90. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS HELLMAN, 37, r. Franc-1<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusq. 22 h. Cuisine très agréable. Spécialités de poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

## LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-sec, 236-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dimanche et lundi.

## FAUBOURG-MONTMARTRE

RESTAURANT DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11, r. du Faubourg-Montmartre, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. de la Gare, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 11, r. Saint-Denis, 200-19-90. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-sec, 236-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dimanche et lundi.

## FAUBOURG-MONTMARTRE

RESTAURANT DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11, r. du Faubourg-Montmartre, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. de la Gare, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 11, r. Saint-Denis, 200-19-90. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS HELLMAN, 37, r. Franc-1<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusq. 22 h. Cuisine très agréable. Spécialités de poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

## LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-sec, 236-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dimanche et lundi.

## FAUBOURG-MONTMARTRE

RESTAURANT DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11, r. du Faubourg-Montmartre, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. de la Gare, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 11, r. Saint-Denis, 200-19-90. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-sec, 236-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dimanche et lundi.

## FAUBOURG-MONTMARTRE

RESTAURANT DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 11, r. du Faubourg-Montmartre, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. de la Gare, 238-54-42. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## GRANDS BOULEVARDS

LE LOUIS XIV, 11, r. Saint-Denis, 200-19-90. F. lundi, mardi, jeudi à 19h ouverte. Pâtis, zanzuella.

## CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS HELLMAN, 37, r. Franc-1<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusq. 22 h. Cuisine très agréable. Spécialités de poissons. Fermé mardi soir et mercredi. Ouvert dimanche.

## LES



PLAISIRS DE LA TABLE  
Garnitures

Quelqu'un qui ne peut jamais prendre le « plat du jour », il l'évite ou bien il lui change la « garniture » dit Gide (Journal, juillet 1928). Je suis plutôt de ceux qui choisissent le plat du jour. Comme une garantie. Mais il m'arrive de faire changer la garniture : ainsi l'autre midi, à la Croquerie (18, rue Feytaud (2<sup>e</sup>), tél. 236-10-27), où j'ai mangé la blanquette de veau à l'ancienne (excellent), plutôt que du ris de veau en branches, dache verte appétissante et sympathique.

C'est peut-être aussi que j'aime les épaves, à l'inverse, dit-on, de Maupassant. Et d'Alphonse Allais, qui était bien content de ne les aller point, car, disait-il : « Si je les aimais, j'en mangerais, et comme je ne les aime pas, cela me serait infiniment désagréable ! »

Aussi me suis-je régalé, quelques jours plus tard, avec un cochon de lait aux épaves, à la Rotisserie-sur-Seine (au Centre Beaumarchais, 15, tél. 575-72-29). L'avantage de ce restaurant est que le parking est en sous-sol, qu'un ascenseur y conduit, que la vue sur le pont Mirabeau est, même en hiver, sympathique. Et qu'enfin la cuisine est simple, bonne et à des prix abordables. Nathalie, qui prendra votre commande, vous conseillera peut-être le saumon saint-jacques cuites ou le filet de turbot en saumon au poivre vert, le magret de canard aux beiges de miel ou le canard maitre à la broche, car grillades et rôtis sont ici « en situation ». Et outre les vins en carafe, un simple côté de Blaye à 50 F devrait vous satisfaire. A 105 F, le Domaine de Cure Bourne 78 s'épuise point la vitre !

Marly ce n'est pas la province, mais ce n'est pas non plus Paris. Et

c'est déjà un léger dépaysement que de s'installer au Lion d'Or (7, rue de Paris, Port-Marly, tél. 958-44-56). D'autant que la cuisine n'est point commune, non plus, de la tour de gibier à celle au cantal, du filet d'épave à la terrine chaude de dorade, du filet de canard aux pommes au mille-feuille de corvaille. Il y a même le 127 F, service compris avec fromage ET dessert, et le châteauneuf d'Arrianon, un grand dîner on vous offre un verre avec le foie gras, est à prix abordable.

La province nous y arrivons avec la neige et le retour de Pépette (de l'Estanquet de Gastes, Landes) vers les skieurs de Mérébel (Savoie) à la Tourette. Tél. 08-65-43.

En cet Estanquet de Gastes, petite présente ses trois menus, le petit menu (65 F), le menu landais (85 F) et le menu gourmand (130 F), qu'une cuisine Landes demeure triomphante, de la garbure à la tourtière.

Mais peut-être préférez-vous le côté ? J'ai parlé cet été à la Campagne (rue Baron-de-Bres, 1, Villefranche-sur-Mer, tél. 80-79-98). Leur menu d'hiver (32 F), fromage ET dessert, est une réussite. Et la cuisine est la même, celle de choix rouge aux tomates, de saumon de poisson, le jarret de veau tomate, et pâtes fraîches en coquelet.

rapport qualité-prix en cette petite maison bien sympathique.

LA REVENIR

ET

NON ! Il ne s'agit pas ici du film (ou presque) le monde (ou presque) parle ! Ce « et », plus modeste (mais néanmoins ici triomphant), est celui de mon « dada ». Les menus de restaurant où l'on mange fromage « et ». Les seuls valables et que les restaurateurs ne proposent pas. Par économie ? Peut-être mais surtout par mauvais calcul et manque d'imagination.

Dans la rubrique « et », il faut saluer d'abord ceux qui ont institué le carte-prix fixe (comme Lamoignon, le précurseur), comme le Pavillon des princes (dont la réussite fulgurante est la récompense). Ajoutons-y cette semaine le nouveau menu « Pavillon haut » des déjeuners de Laurent. Un choix entre deux entrées, deux plats, deux desserts « et » le fromage, une bouteille de vin (blanc, muscadet et rouge de Bordeaux), café et mignardises compris pour 250 francs plus 15 % de service.

On ferme !

Je ne suis ni législateur et nouvelles charges sociales abstraites seront responsables de nombreuses fermetures dans la restauration mais il est indéniable, comme je l'ai dit, de mettre sur le dos du « changement » trois fermetures dont le Paris gourmand parle en ces jours.

La Ciboire de Jean-Pierre Coffe est fermée. On y mangeait fort bien dans un cadre d'élégance mais dans un environnement plus que douteux. Comment faire aller des diners de luxe ici ? Le cas est le même que celui de M. Traversac imaginant gagner des étoiles Michelin au Forum.

Le Campioli gourmand de Michel Guérard a fermé. N'y avait-il pas trop de prétention à vouloir faire son « trois » entre

le triangle Fanchon, Hédard, Verger de la Mûre ? Il a puis établi la vente de produits frais il l'ombre de la publicité pour des produits surgelés... Bref, c'est Salavin qui s'installe ici et M. Guérard qui est chassé.

Enfin, le Marcadé de la rue de Miramont est fermé. Merveilleuse maison et qui était « le plein ». Seulement Ferrero était l'associé mémoriel d'un promoteur immobilier, chacun jouant un jeu différent bien sûr. D'où conflit. Mais la raison sociale le Marcadé reste à Ferrero qui ouvrira bientôt ailleurs, espérons-le, un Marcadé lui aussi heureux gastronomiquement parlant que le précédent.

L. R.

MIETTES

CARTES SUR TABLES ! La version 1983 du guide de Henry Lemaître vient de paraître, à Bruxelles. Pas mal de changements et une rétrospective des « cartes d'as ». Le meilleur guide gourmand pour la Belgique, ridiculisant Michelin et battant Gault-Millau en ferocité. Le Miroir s'arrête cette note : « Les monuments français ne supportent pas le voyage... M. Carlin s'est trompé... C'est... alors que cela ne devrait pas décevoir... » Dix-septième édition représentant « ce qu'il y a de meilleur en Belgique... Mais quelles maisons ! »

ERREUR ! Le guide Gault-Millau annonce la fermeture possible de l'Hostellerie Lenoir (à Auvillers-les-Forges, dans les Ardennes). Le cher Jean Lenoir, ici depuis trente années et qui a fermé pour congé annuel en janvier et jusqu'au 18 février, vient à faire savoir à ses nombreux (et comblés) clients, qu'il ouvre le 19 février, « normalement ».

BEAU RIVAGE !  
Un excellent Bordeaux.

Philatélie

N° 1 777

FRANCE : Alliance française.

Le centenaire de la fondation de l'Alliance française sera souligné par l'émission d'un timbre-poste. Depuis un siècle, le but de cette association est de propager la langue française.



1,20 F, bleu, rouge, brun clair. Format 36 x 22 mm. Dessin et gravure d'Albert Decaris. Tirage : dix millions d'exemplaires. Taille-douce, Péragaux.

Mise en vente anticipée : Les 19 et 20 février, de 9 heures à 18 heures, par le bureau de poste temporaire ouvert à l'Alliance française, 101, boulevard Raspail, Paris-6<sup>e</sup>.

Obélisque - P.J. - Le 19 février, de 8 heures à 12 heures, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1<sup>er</sup> et au bureau de poste de Paris-41, 5, avenue de Saxe, Paris-7<sup>e</sup> ; de 10 heures à 17 heures, au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugrand, Paris-19<sup>e</sup>.

Bolles aux lettres spéciales pour « P.J. ».

NOMINATION à la tête de l'imprimerie des timbres-poste de Péragaux, M. Maurice Beltrac, chef de service départemental de Nantes, vient d'être nommé directeur, en remplacement de M. Roger Prolongeau, directeur général, parti à la retraite.

Calendrier des manifestations avec horaires temporaires

81100 Caen (hôtel de ville), le 27 février. - Exp. philat. - La Belle Époque.

06000 Nice (palais des Expositions), du 8 au 14 mars. - Foire internationale et touristique.

17440 Aytre (mairie), les 12 et 13 mars. - Triomphes de la maison de J.-T. Desagulier.

62340 Rivecourt, le 19 mars, au Musée d'histoire des P.T.T., exposition « Vieilles voitures de Postes ».

ANDORRE : Programme 1983.

En accord avec les autorités andorranes, le programme des émissions de timbres-poste arrêté est le suivant :

Série « Europa 1983 » : l'Art et la forge catalane.

Protection de la nature : truite et bœuf.

Série « artistique », suite : détail d'une fresque de l'église La Corinada, Arber.

Série « architecture andorrane » : maison andorrane.

Commemoratif : bicentenaire de l'air et de l'espace et trentième anniversaire du Conseil de coopération.

La série d'usage sera révisée au cours de l'année, elle comprendra : type - neuf timbres, dix-sept timbres pour 1983.

En bref...

DANEMARK : Quatrième centenaire du parc d'attraction de Dyrehavsbakken, 200 Kr. - Championnat du monde de badminton à Danemark, 2,70 Kr. (24-283).

FINLANDE : Nouveau carnet, à 1 F mark, destiné aux distributeurs automatiques ; il contient quatre timbres, 1x0,50, 2x0,20, et 1x0,10 FIM, au type « arctique » de 1975. Les ont été confectionnés cette fois-ci mécaniquement.

ISLANDE : Série « fleurs » des marais, quatre valeurs, 7,50 Kr. - Caltas palustres, 8,00 Kr. - Lychalis alpina, 10,00 Kr. - Potentilla palustris, 20,00 Kr. - Myosotis scorpioides, Hælo, Courtois S.A. (Suisse).

SENEGAL : Avec plus de six mois de retard, deux timbres - Philéfrance 82 -, 100 et 500 francs. Hælo, Péragaux.

TOGO : À l'occasion de la présidence de Mitterrand, du 13 au 15 janvier, au Togo, des émissions « fleurs » ont eu lieu. Série poste, trois valeurs 35, 45, 70 F suivie de trois blocs.



des mêmes valeurs, ainsi que timbres « poste africaine », 90, 105, 130 F encastrés par autant de blocs de valeurs et sujets identiques. Nos deux clichés montrent le 70 F tiré à l'occasion de la France avec le concours du Togo et le 90 F (P.A.) le président dans un médaillon.

AU MUSÉE DE LA POSTE, du 21 février au 12 mars prochain, une exposition sera consacrée à la poste chinoise en cinq périodes distinctes :

1) 1741-1840 A.J.C. - 476-221 et 21-206 A.J.C. - 2) 1878-1911 - 3) 1912-1949 - 4) 1950-1949 (zones libérées) - 5) 1949-1982.

ADALBERT VITALYOS.

LONDRES 2 JOURS 610 F  
voyage en train, bateau Sealink, hôtel et petit déjeuner compris.  
FRANTOUR  
Sealink  
merci Frantour!!

Rive gauche  
Rive droite  
Les viandes  
Au Vieux Berlin  
Le Châlot  
La côte de bœuf  
Le bar à huîtres  
Le Montage Guillaume  
Dab  
Le Congrès  
Julien



# Jeux

échecs N° 1007

## PAS A PAS

(Tournoi de Yaroslavl, 1982)

Blancs : V. RAZUVAYEV

Noirs : Y. BAGUIROV

bridge N° 1004

## CATASTROPHE A DEAUVILLE

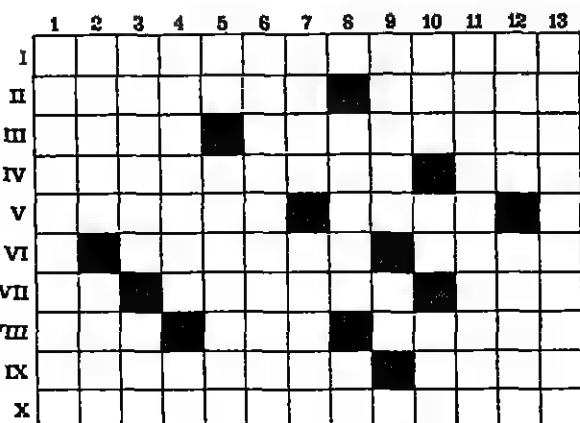
scrabble N° 1005

## DES CAS A ETUDIER

les grilles du week-end

## MOTS CROISÉS

N° 235



**Gambit de la D accepté**

1. d4 d5 20. f4 (o) Cx5  
2. e4 dxe4 21. Df2 f5 (p)  
3. f3 (a) e5 (b) 22. g4 Cg7 (q)  
4. Fxe4 (c) exd4 (d) 23. gxf5 f6 (r)  
5. e5 (e) f7 (f) 24. Rb2 Rb6  
6. Cb3 (g) f6 (f) 25. Tg1 (h) Fd5  
7. O-O 26. Cxd5 cxd5  
8. h3 (b) Cb7 27. Tg6! Cc6  
9. Cc3 f6 (f) 28. Td6! f7  
10. Fd3 Cb5 (h) 29. Fb3 (a) Td6 (v)  
11. Td1 c6 30. Fb3 (a) Td6 (v)  
12. Fg5 Cg7 31. Dg2 (h) Td8 (x)  
13. Cc5 (k) Cg7 32. Fxd5 (y) Td8 (x)  
14. Fc2 Td8 (l) 33. Td6 Df8 (z)  
15. Dd3 g6 34. Td8 (l) f7  
16. f4 35. f7 (a) b a a  
17. Fxe7 Dxe7 36. f7 (a) b a a  
18. Dg3 Td8 (l) 37. f7 (a) b a a  
19. Td1 Cb6 (n)

**NOTES**

a) Dans le système classique D accepté, on poursuit généralement par 3. Cc3, Cb6 : 4. d3, e6 : 5. Fxe4, c5. Le coup du blanc permet aux Noirs de régler rapidement le problème centre. Une autre idée, également jouable, est 3. f3 ; par exemple, 3... f5, 4. Cc3, exd4 : 5. Fxe4, Fb4+ : 6. Fd2, Fxd2+ : 7. Cbxd2, Cc6 : 8. O-O, (si 8... Cg7 : 9. Cg5) : 9. d5, Cg4 : 10. h3, Cb5.

b) Si 3... b5 : 4. a4, c6 : 5. axb5, cxb5 : 6. Df3.

c) Et si 4... dxe5, Dxd1+ : 5. Rxd1, Fd6.

d) Si 4... Cc6 : 5. d5!

e) Sur 5... Db3 le mieux pour les Noirs est 5... Dd7 : 6. Cc3, Db4+ : 7. sur 5... Cc3, Fb4+ (et non 5... dxe5 ? : 6. Fd2, Fxd2+ : 7. Dxd2, Cb6 : 8. exd4, O-O : 9. O-O, Ff5 : 10. Cc3, O-O : 11. Cxe7+ : 12. Dxe7 : 13. Fxf3 : 14. Dxf3, Cxd4 : 15. Dxb7, Dc5 avec la nullité à l'horizon.

f) La suite 8. Db3 n'est pas dangereuse pour les Noirs : 6... Dd7+ : 7. Cg2, Dd4+ : 8. Cb-c3, Dxb3 : 9. Fxb3, Fd6 et si 10. Cb5, Cxd4 : 11. Fd2, Fxd2+ : 12. Rxd2, Ca6 : 13. Ta-c1, Rd8 : 14. Fxf7, Td8!

g) La suite 8. Db3 n'est pas dangereuse pour les Noirs : 6... Dd7+ : 7. Cg2, Dd4+ : 8. Cb-c3, Dxb3 : 9. Fxb3, Fd6 et si 10. Cb5, Cxd4 : 11. Fd2, Fxd2+ : 12. Rxd2, Ca6 : 13. Ta-c1, Rd8 : 14. Fxf7, Td8!

h) La défense des Blancs est difficile mais reste encore solide.

i) Et l'attaque des Blancs n'est pas à pas.

j) Après 22... Fxg4 : 23. hxe4, Cg7 les Blancs tirent profit de l'ouverture de la colonne h.

k) Ou 23... Cxf5 : 24. Fxf5, gxf5 : 25. Rb2, Rb6 : 26. d5, Cxd5 : 27. Cxd5, Txd5 : 28. Txd5, gxd5 : 29. Dd4, Df6 : 30. Tg1!

l) Menaçant 26. Tg5 suivi de Db4 et de Cg6+.

m) Menace 30. Cg6+ et force le R à se rendre en g8.

n) La bonne diagonale.

o) L'attaque des Blancs s'accroît. Si 30... Td6 : 31. Dd1!

p) Si 30... Fxd5 sans crainte 31... Cxf4 : 32. Dxe7+, Dxe7 : 33. Txe7+, Rxe7 : 34. Txd6.

q) Maintenant les Blancs ont le C6 menaçant les pions b et d4 mais l'équilibre de la position des Noirs paraît suspect.

**SOLUTION DE L'ÉTUDE**  
D. GURGENDZE (1977)

(Blancs : Rf3, Ca6 et g8, Pf6. Noirs : Ra8, Cd1, Pa7, h2 et h2. Nulle.)

1. Rf3, C2! (si 1... b2 : 2. f7, b1=D : 3. f8=D+ : 4. Cc5+ et l'attaque des Blancs triomphe) : 2. Rxb2, Cg4+ : 3. Rg2! (et non 3. Rg3, ce qui n'apparaît pas au premier coup d'œil), Cxf6 (si 3... Cc5 : 4. Cc7+ : 5. Cb5) : 4. Cxf6, b2 : 5. Cc7! (si 5... Cd7, Rb7! : 6. Cc5+ : 7. Cc6+ : 8. Cc7+ : 9. Cc6+ : 10. Cc7+ : 11. Cc6+ : 12. Cc7+ : 13. Cc6+ : 14. Cc7+ : 15. Cc6+ la partie est nulle.

6... Df5 : 7. Rg3! (mais aux Noirs, ce qui ne serait pas possible si les Blancs avaient joué 3. Rg3 et non 3. Rg2!) : 8. Df1 : 9. Rg4 : 10. Rg5 : 11. Df3 : 12. Rg6 : 13. Df4 : 14. Rg7 : 15. Df5 : 16. Rg8 : 17. Df6 : 18. Cc7+ : 19. Df7 : 20. Cc8 : 21. Df8 : 22. Cc9 : 23. Df9 : 24. Cc10 : 25. Df10 : 26. Cc11 : 27. Df11 : 28. Cc12 : 29. Df12 : 30. Cc13 : 31. Df13 : 32. Cc14 : 33. Df14 : 34. Cc15 : 35. Df15 : 36. Cc16 : 37. Df16 : 38. Cc17 : 39. Df17 : 40. Cc18 : 41. Df18 : 42. Cc19 : 43. Df19 : 44. Cc20 : 45. Df20 : 46. Cc21 : 47. Df21 : 48. Cc22 : 49. Df22 : 50. Cc23 : 51. Df23 : 52. Cc24 : 53. Df24 : 54. Cc25 : 55. Df25 : 56. Cc26 : 57. Df26 : 58. Cc27 : 59. Df27 : 60. Cc28 : 61. Df28 : 62. Cc29 : 63. Df29 : 64. Cc30 : 65. Df30 : 66. Cc31 : 67. Df31 : 68. Cc32 : 69. Df32 : 70. Cc33 : 71. Df33 : 72. Cc34 : 73. Df34 : 74. Cc35 : 75. Df35 : 76. Cc36 : 77. Df36 : 78. Cc37 : 79. Df37 : 80. Cc38 : 81. Df38 : 82. Cc39 : 83. Df39 : 84. Cc40 : 85. Df40 : 86. Cc41 : 87. Df41 : 88. Cc42 : 89. Df42 : 90. Cc43 : 91. Df43 : 92. Cc44 : 93. Df44 : 94. Cc45 : 95. Df45 : 96. Cc46 : 97. Df46 : 98. Cc47 : 99. Df47 : 100. Cc48 : 101. Df48 : 102. Cc49 : 103. Df49 : 104. Cc50 : 105. Df50 : 106. Cc51 : 107. Df51 : 108. Cc52 : 109. Df52 : 110. Cc53 : 111. Df53 : 112. Cc54 : 113. Df54 : 114. Cc55 : 115. Df55 : 116. Cc56 : 117. Df56 : 118. Cc57 : 119. Df57 : 120. Cc58 : 121. Df58 : 122. Cc59 : 123. Df59 : 124. Cc60 : 125. Df60 : 126. Cc61 : 127. Df61 : 128. Cc62 : 129. Df62 : 130. Cc63 : 131. Df63 : 132. Cc64 : 133. Df64 : 134. Cc65 : 135. Df65 : 136. Cc66 : 137. Df66 : 138. Cc67 : 139. Df67 : 140. Cc68 : 141. Df68 : 142. Cc69 : 143. Df69 : 144. Cc70 : 145. Df70 : 146. Cc71 : 147. Df71 : 148. Cc72 : 149. Df72 : 150. Cc73 : 151. Df73 : 152. Cc74 : 153. Df74 : 154. Cc75 : 155. Df75 : 156. Cc76 : 157. Df76 : 158. Cc77 : 159. Df77 : 160. Cc78 : 161. Df78 : 162. Cc79 : 163. Df79 : 164. Cc80 : 165. Df80 : 166. Cc81 : 167. Df81 : 168. Cc82 : 169. Df82 : 170. Cc83 : 171. Df83 : 172. Cc84 : 173. Df84 : 174. Cc85 : 175. Df85 : 176. Cc86 : 177. Df86 : 178. Cc87 : 179. Df87 : 180. Cc88 : 181. Df88 : 182. Cc89 : 183. Df89 : 184. Cc90 : 185. Df90 : 186. Cc91 : 187. Df91 : 188. Cc92 : 189. Df92 : 190. Cc93 : 191. Df93 : 192. Cc94 : 193. Df94 : 194. Cc95 : 195. Df95 : 196. Cc96 : 197. Df96 : 198. Cc97 : 199. Df97 : 200. Cc98 : 201. Df98 : 202. Cc99 : 203. Df99 : 204. Cc100 : 205. Df100 : 206. Cc101 : 207. Df101 : 208. Cc102 : 209. Df102 : 210. Cc103 : 211. Df103 : 212. Cc104 : 213. Df104 : 214. Cc105 : 215. Df105 : 216. Cc106 : 217. Df106 : 218. Cc107 : 219. Df107 : 220. Cc108 : 221. Df108 : 222. Cc109 : 223. Df109 : 224. Cc110 : 225. Df110 : 226. Cc111 : 227. Df111 : 228. Cc112 : 229. Df112 : 230. Cc113 : 231. Df113 : 232. Cc114 : 233. Df114 : 234. Cc115 : 235. Df115 : 236. Cc116 : 237. Df116 : 238. Cc117 : 239. Df117 : 240. Cc118 : 241. Df118 : 242. Cc119 : 243. Df119 : 244. Cc120 : 245. Df120 : 246. Cc121 : 247. Df121 : 248. Cc122 : 249. Df122 : 250. Cc123 : 251. Df123 : 252. Cc124 : 253. Df124 : 254. Cc125 : 255. Df125 : 256. Cc126 : 257. Df126 : 258. Cc127 : 259. Df127 : 260. Cc128 : 261. Df128 : 262. Cc129 : 263. Df129 : 264. Cc130 : 265. Df130 : 266. Cc131 : 267. Df131 : 268. Cc132 : 269. Df132 : 270. Cc133 : 271. Df133 : 272. Cc134 : 273. Df134 : 274. Cc135 : 275. Df135 : 276. Cc136 : 277. Df136 : 278. Cc137 : 279. Df137 : 280. Cc138 : 281. Df138 : 282. Cc139 : 283. Df139 : 284. Cc140 : 285. Df140 : 286. Cc141 : 287. Df141 : 288. Cc142 : 289. Df142 : 290. Cc143 : 291. Df143 : 292. Cc144 : 293. Df144 : 294. Cc145 : 295. Df145 : 296. Cc146 : 297. Df146 : 298. Cc147 : 299. Df147 : 300. Cc148 : 301. Df148 : 302. Cc149 : 303. Df149 : 304. Cc150 : 305. Df150 : 306. Cc151 : 307. Df151 : 308. Cc152 : 309. Df152 : 310. Cc153 : 311. Df153 : 312. Cc154 : 313. Df154 : 314. Cc155 : 315. Df155 : 316. Cc156 : 317. Df156 : 318. Cc157 : 319. Df157 : 320. Cc158 : 321. Df158 : 322. Cc159 : 323. Df159 : 324. Cc160 : 325. Df160 : 326. Cc161 : 327. Df161 : 328. Cc162 : 329. Df162 : 330. Cc163 : 331. Df163 : 332. Cc164 : 333. Df164 : 334. Cc165 : 335. Df165 : 336. Cc166 : 337. Df166 : 338. Cc167 : 339. Df167 : 340. Cc168 : 341. Df168 : 342. Cc169 : 343. Df169 : 344. Cc170 : 345. Df170 : 346. Cc171 : 347. Df171 : 348. Cc172 : 349. Df172 : 350. Cc173 : 351. Df173 : 352. Cc174 : 353. Df174 : 354. Cc175 : 355. Df175 : 356. Cc176 : 357. Df176 : 358. Cc177 : 359. Df177 : 360. Cc178 : 361. Df178 : 362. Cc179 : 363. Df179 : 364. Cc180 : 365. Df180 : 366. Cc181 : 367. Df181 : 368. Cc182 : 369. Df182 : 370. Cc183 : 371. Df183 : 372. Cc184 : 373. Df184 : 374. Cc185 : 375. Df185 : 376. Cc186 : 377. Df186 : 378. Cc187 : 379. Df187 : 380. Cc188 : 381. Df188 : 382. Cc189 : 383. Df189 : 384. Cc190 : 385. Df190 : 386. Cc191 : 387. Df191 : 388. Cc192 : 389. Df192 : 390. Cc193 : 391. Df193 : 392. Cc194 : 393. Df194 : 394. Cc195 : 395. Df195 : 396. Cc196 : 397. Df196 : 398. Cc197 : 399. Df197 : 400. Cc198 : 401. Df198 : 402. Cc199 : 403. Df199 : 404. Cc200 : 405. Df200 : 406. Cc201 : 407. Df201 : 408. Cc202 : 409. Df202 : 410. Cc203 : 411. Df203 : 412. Cc204 : 413. Df204 : 414. Cc205 : 415. Df205 : 416. Cc206 : 417. Df206 : 418. Cc207 : 419. Df207 : 420. Cc208 : 421. Df208 : 422. Cc209 : 423. Df209 : 424. Cc210 : 425. Df210 : 426. Cc211 : 427. Df211 : 428. Cc212 : 429. Df212 : 430. Cc213 : 431. Df213 : 432. Cc214 : 433. Df214 : 434. Cc215 : 435. Df215 : 436. Cc216 : 437. Df216 : 438. Cc217 : 439. Df217 : 440. Cc218 : 441. Df218 : 442. Cc219 : 443. Df219 : 444. Cc220 : 445. Df220 : 446. Cc221 : 447. Df221 : 448. Cc222 : 449. Df222 : 450. Cc223 : 451. Df223 : 452. Cc224 : 453. Df224 : 454. Cc225 : 455. Df225 : 456. Cc226 : 457. Df226 : 458. Cc227 : 459. Df227 : 460. Cc228 : 461. Df228 : 462. Cc229 : 463. Df229 : 464. Cc230 : 465. Df230 : 466. Cc231 : 467. Df231 : 468. Cc232 : 469. Df232 : 470. Cc233 : 471. Df233 : 472. Cc234 : 473. Df234 : 474. Cc235 : 475. Df235 : 476. Cc236 : 477. Df236 : 478. Cc237 : 479. Df237 : 480. Cc238 : 481. Df238 : 482. Cc239 : 483. Df239 : 484. Cc240 : 485. Df240 : 486. Cc241 : 487. Df241 : 488. Cc242 : 489. Df242 : 490. Cc243 : 491. Df243 : 492. Cc244 : 493. Df244 : 494. Cc245 : 495. Df245 : 496. Cc246 : 497. Df246 : 498. Cc247 : 499. Df247 : 500. Cc248 : 501. Df248 : 502. Cc249 : 503. Df249 : 504. Cc250 : 505. Df250 : 506. Cc251 : 507. Df251 : 508. Cc252 : 509. Df252 : 510. Cc253 : 511. Df253 : 512. Cc254 : 513. Df254 : 514. Cc255 : 515. Df255 : 516. Cc256 : 517. Df256 : 518. Cc257 : 519. Df257 : 520. Cc258 : 521. Df258 : 522. Cc259 : 523. Df259 : 524. Cc260 : 525. Df260 : 526. Cc261 : 527. Df261 : 528. Cc262 : 529. Df262 : 530. Cc263 : 531. Df263 : 532. Cc264 : 533. Df264 : 534. Cc265 : 535. Df265 : 536. Cc266 : 537. Df266 : 538. Cc267 : 539. Df267 : 540. Cc268 : 541. Df268 : 542. Cc269 : 543. Df269 : 544. Cc270 : 545. Df270 : 546. Cc271 : 547. Df271 : 548. Cc272 : 549. Df272 : 550. Cc273 : 551. Df273 : 552. Cc274 : 553. Df274 : 554. Cc275 : 555. Df275 : 556. Cc276 : 557. Df276 : 558. Cc277 : 559. Df277 : 560. Cc278 : 561. Df278 : 562. Cc279 : 563. Df279 : 564. Cc280 : 565. Df280 : 566. Cc281 : 567. Df281 : 568. Cc282 : 569. Df282 : 570. Cc283 : 571. Df283 : 572. Cc284 : 573. Df284 : 574. Cc285 : 575. Df285 : 576. Cc286 : 577. Df286 : 578. Cc287 : 579. Df287 : 580. Cc288 : 581. Df288 : 582. Cc289 : 583. Df289 : 584. Cc290 : 585. Df290 : 586. Cc291 : 587. Df291 : 588. Cc292 : 589. Df292 : 590. Cc293 : 591. Df293 : 592. Cc294 : 593. Df294 : 594. Cc295 : 595. Df295 : 596. Cc296 : 597. Df296 : 598. Cc297 : 599. Df297 : 600. Cc298 : 601. Df298 : 602. Cc299 : 603. Df299 : 604. Cc300 : 605. Df300 : 606. Cc301 : 607. Df301 : 608. Cc302 : 609. Df302 : 610. Cc303 : 611. Df303 : 612. Cc304 : 613. Df304 : 614. Cc305 : 615. Df305 : 616. Cc306 : 617. Df306 : 618. Cc307 : 619. Df307 : 620. Cc308 : 621. Df308 : 622. Cc309 : 623. Df309 : 624. Cc310 : 625. Df310 : 626. Cc311 : 627. Df311 : 628. Cc312 : 629. Df312 : 630. Cc313 : 631. Df313 : 632. Cc314 : 633. Df314 : 634. Cc315 : 635. Df315 : 636. Cc316 : 637. Df316 : 638. Cc317 : 639. Df317 : 640. Cc318 : 641. Df318 : 642. Cc319 : 643. Df319 : 644. Cc320 : 645. Df320 : 646. Cc321 : 647. Df321 : 648. Cc322 : 649. Df322 : 650. Cc323 : 651. Df323 : 652. Cc324 : 653. Df324 : 654. Cc325 : 655. Df325 : 656. Cc326 : 657. Df326 : 658. Cc327 : 659. Df327 : 660. Cc328 : 661. Df328 : 662. Cc329 : 663. Df329 : 664. Cc330 : 665. Df330 : 666. Cc331 : 667. Df331 : 668. Cc332 : 669. Df332 : 670. Cc333 : 671. Df333 : 672. Cc334 : 673. Df334 : 674. Cc335 : 675. Df335 : 676. Cc336 : 677. Df336 : 678. Cc337 : 679. Df337 : 680. Cc338 : 681. Df338 : 682. Cc339 : 683. Df339 : 684. Cc340 : 685. Df340 : 686. Cc341 : 687. Df341 : 688. Cc342 : 689. Df342 : 690. Cc343 : 691. Df343 : 692. Cc344 : 693. Df344 : 694. Cc345 : 695. Df345 : 696. Cc346 : 697. Df346 : 698. Cc347 : 699. Df347 : 700. Cc348 : 701. Df348 : 702. Cc349 : 703. Df349 : 704. Cc350 : 705. Df350 : 706. Cc351 : 707. Df351 : 708. Cc352 : 709. Df352 : 710. Cc353 : 711. Df353 : 712. Cc354 : 713. Df354 : 714. Cc355 : 715. Df355 : 716. Cc356 : 717. Df356 : 718. Cc357 : 719. Df357 : 720. Cc358 : 721. Df358 : 722. Cc359 : 723. Df359 : 724. Cc360 : 725. Df360 : 726. Cc361 : 727. Df361 : 728. Cc362 : 729. Df362 : 730. Cc363 : 731. Df363 : 732. Cc364 : 733. Df364 : 734. Cc365 : 735. Df365 : 736. Cc366 : 737. Df366 : 738. Cc367 : 739. Df367 : 740. Cc368 : 741. Df368 : 742. Cc369 : 743. Df369 : 744. Cc370 : 745. Df370 : 746. Cc371 : 747. Df371 : 748. Cc372 : 749. Df372 : 750. Cc373 : 751. Df373 : 752. Cc374 : 753. Df374 : 754. Cc375 : 755. Df375 : 756. Cc376 : 757. Df376 : 758. Cc377 : 759. Df377 : 760. Cc378 : 761. Df378 : 762. Cc379 : 763. Df379 : 764. Cc380 : 765. Df380 : 766. Cc381 : 767. Df381 : 768. Cc382 : 769. Df382 : 770. Cc383 : 771. Df383 : 772. Cc384 : 773. Df384 : 774. Cc385 : 775. Df385 : 776. Cc386 : 777. Df386 : 778. Cc387 : 779. Df387 : 780. Cc388 : 781. Df388 : 782. Cc389 : 783. Df389 : 784. Cc390 : 785. Df390 : 786. Cc391 : 787. Df391 : 788. Cc392 : 789. Df392 : 790. Cc393 : 791. Df393 : 792. Cc394 : 793. Df394 : 794. Cc395 : 795. Df395 : 796. Cc396 : 797. Df396 : 798. Cc397 : 799. Df397 : 800. Cc398 : 801. Df398 : 802. Cc399 : 803. Df399 : 804. Cc400 : 805. Df400 : 806. Cc401 : 807. Df401 : 808. Cc402 : 809. Df402 : 810. Cc403 : 811. Df403 : 812. Cc404 : 813. Df404 : 814. Cc405 : 815. Df405 : 816. Cc406 : 817. Df406 : 818. Cc407 : 819. Df407 : 820. Cc408 : 821. Df408 : 822. Cc409 : 823. Df409 : 824. Cc410 : 825. Df410 : 826. Cc411 : 827. Df411 : 828. Cc412 : 829. Df412 : 830. Cc413 : 831. Df413 : 832. Cc414 : 833. Df414 : 834. Cc415 : 835. Df415 : 836. Cc416 : 837. Df416 : 838. Cc417 : 839. Df417 : 840. Cc418 : 841. Df418 : 842. Cc419 : 843. Df419 : 844. Cc420 : 845. Df420 : 846. Cc421 : 847. Df421 : 848. Cc422 : 849. Df422 : 850. Cc423 : 851. Df423 : 852. Cc424 : 853. Df424 : 854. Cc425 : 855. Df425 : 856. Cc426 : 857. Df426 : 858. Cc427 : 859. Df427 : 860. Cc428 : 861. Df428 : 862. Cc429 : 863. Df429 : 864. Cc430 : 865. Df430 : 866. Cc431 : 867. Df431 : 868. Cc432 : 869. Df432 : 870. Cc433 : 871. Df433 : 872. Cc434 : 873. Df434 : 874. Cc435 : 875. Df435 : 876. Cc436 : 877. Df436 : 878. Cc437 : 879. Df437 : 880. Cc438 : 881. Df438 : 882. Cc439 : 883. Df439 : 884. Cc440 : 885. Df440 : 886. Cc441 : 887. Df441 : 888. Cc442 : 889. Df442 : 890. Cc443 : 891. Df443 : 892. Cc444 : 893. Df444 : 894. Cc445 : 895. Df445 : 896. Cc446 : 897. Df446 : 898. Cc447 : 899. Df447 : 900. Cc448 : 901. Df448 : 902. Cc449 : 903. Df449 : 904. Cc450 : 905. Df450 : 906. Cc451 : 907. Df451 : 908. Cc452 : 909. Df452 : 910. Cc453 : 911. Df453 : 912











## SPECTACLES

72-66); *France*, 69 (770-83-62); *Nation*, 12 (323-04-67); *Mission*, 14 (339-52-43); *Montrparnais*, 14 (328-52-27); *Gaumont-Convention*, 15 (822-47-27); *Maynila Pathé*, 16 (432-47-66); *Pathé*, 16 (522-67-64).

**DEUT (D)**  
*France*, 69 (354-15-04); *Amor*, 14 (359-19-08); *France*, 69 (354-15-04); *Amor*, 14 (359-19-08).

**DOCTEURS IN LOVE (An. v.a.)** : *Mission*, 14 (825-18-45).

**LE T.1 EXTRA-TERRESTRE (An. v.a.)**  
*U.G.C. Danton*, 69 (329-43-62); *Kino*, 14 (329-43-62); *France*, 69 (329-43-62); *U.G.C. U*, 26 (261-02-32); *U.G.C. Richelieu*, 26 (223-56-70); *Mercury*, 69 (542-75-09); *Normandie*, 69 (359-41-54); *Paradis-Optima*, 69 (742-47-66); *Pathé*, 16 (522-67-64); *France*, 18 (80-18-03); *Gaumont-Sud*, 14 (323-54-50); *Cinéma Pathé*, 18 (522-66-41).

**ÉTAT DES CHŒSES (All. v.a.)** : *St. André-de-Asa*, 69 (326-46-18).

**PIRETES, L'ARMÉE ABSOLUE (An. v.a.)**  
*France*, 69 (354-15-04); *Amor*, 14 (359-19-08); *France*, 69 (354-15-04); *Amor*, 14 (359-19-08).

**LA FUITE EN AVANT (Fr. v.a.)** : *Ucinéma*, 69 (544-57-37).

38-93) U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-49); U.G.C. Centre, 9 (246-66-49); Mimiran, 14 (320-89-52); Murat, 16 (333-99-75); Paramout-Maillois, 17 (238-24-24).

VEIL DU TIGRE: ROCKY III (A, 246-66-49); ROCKY IV (A, 335-50-23); Publications: Cham-Elysée, 9 (70-76-23); — V.f.: Paramout-Mariyux, 2 (296-80-40); Paramout-City, 9 (264-65-16); Paramout-Opera, 14 (246-56-14); Mex. Leader, 13 (70-76-23); — V.f.: Paramout-City, 14 (70-76-23); Paramout-Gobelin, 13 (70-76-23); Paramout-Montparnasse, 14 (228-80-10); Paramout-Orléans, 14 (238-96-10); Paramout-Picard, 12 (335-50-23); Paramout-Paris, 15 (579-33-00); Paramout-Maillois, 17 (238-24-24); Paramout-Montmarne, 16 (606-34-25).

PINK FLOYD THE WALL (A, v.a.) Quintess, 16 (633-79-38).

PLUS BAE QUE MOI TU MEURES 100 CM (A, v.a.) Quintess, 16 (633-79-38).

LE FIL DU DROGUE (P, 1) Rez, 2 (238-93-93); U.G.C. (P, 1) Rez, 2 (238-93-93); Paramout-Mariyux, 2 (296-80-40); Ciné-Beaubourg, 2 (271-66-49).

**VIGILANTE** (A.) (\*\*): V.f.:  
Paranum-Montparnasse, 14° (329-  
90-10).

**UNE CHAMBRE EN VILLE** (Fr.):  
Olympie Luxembourg, ■ (633-97-77):  
Blairia, □ (73-69-23).

**LES UNS ET LES AUTRES** (Fr.):  
Paranum-Montparnasse, 14° ■  
90-90-90.

**WESTERN** (A. v.o.): Paranum-Olyra,  
■ (742-56-31): Paranum Montpar-  
nasse, 14° (329-90-10).

**YOL** (Tur. v.o.): U.G.C. Danton, ■  
(329-42-62). - Vt.: U.G.C. Olyra,  
(261-50-32).

*Les grandes recettes*

**AGENT X** (A. v.o.): Arcin-Christine  
■ (325-47-46), Mac-Mahon, 17  
(380-2-43).

**LES ARISTOCHATS** (A. v.o.): Arandas,  
■ (264-34-58), La Royale, ■ (265-  
82-66), Neptun, 17 (329-90-10),  
cristian, 19 (329-90-10).

**LES VAMPIRES** (\*) (A. v.o.):  
Champ, ■ (354-51-60).

**LA BELLE AU DORMANT** (A.

**PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1**

■ 9 h 35 Variétés : Retransmission de Gala d'ouverture 83 avec Julien Clément (France), The Commodors, Althea Franklin (U.S.A.), José-Luis Zúñiga.

■ 10 h 40 Série : Merci Sylvestre. Avec Serge Korbach, avec J.-L. M. C. Harari.

Sylvestre, engagé comme majordome particulier, sauve de cash 12 000 \$ en Amérique. Mais débarquer un Russe de tentatives ukrainiennes. A Patience

22 h 30 Patinage artistique. Champions de l'Europe à Dortmund

23 h 15 Journal et Cinq jours en

**DEUXIÈME CHAÎNE: A 2**

20 h 15 Feuilleté : Capitaine X. Réal. B. Gastillon, avec P. M.

## Vendredi 4 février

**PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1**

■ **h 35 Variétés : Retransmission du M6EM.**  
Gala d'ouverture 83 avec Julien Clerc, Jean-Luc Poncy (France), The Commodores, Melissa Manchester, Aretha Franklin (U.S.A.), José-Luis Rodríguez (Venezuela).

■ **h 40 Série : Merci Sylvestre.**  
Real. Serge Korber, avec J.-L. Moreau, A. Douze et C. Harari.

Un violoniste défiguré se cache dans les souterrains de l'Opéra de Paris. Il sème la terreur, pour se venger et imposer une jeune chanteuse (sa fille) comme prima donna. Cette transposition - en Technicolor - du roman fantastique de Gaston Leroux donne plus d'importance à la musique et au chant qu'à l'intrigue dramatique. Mais l'inquietant masque du « fantôme » a été, comme celui du monstre de Frankenstein, créé par Jack.

Sylvestre, engagé comme Major  
ticulier, ~~possède~~ de caser 12 000

Américain. Mais débarque un Russe avec un chargement de lentilles ukrainiennes. Avant-dernier épisode. Patience.

22 h 30 **Patinage artistique.**  
Championnats d'Europe à Dortmund (Allemagne).

23 h **Journal et Cinq jours en Bourse.**

**TROISIÈME CHAÎNE: FR 3**

20 11 35 Le nouveau vendredi : Mariées à tous prix.  
Une enquête de J.-C. Vannucci (FR 3) et J.-L. Remilleux,  
du *Quotidien de Paris*.  
Collectes ou donateurs, d'où vient l'argent ? Combien  
coûte une campagne municipale pour un candidat ?  
M.M. Joseph Sanguedolte, maire communiste de Salaise,  
et Constantine Colloni (U.D.F.), maire de Lyon,  
Michel Nioz (R.P.R.), Paul Quilès (P.S.), et une liste  
écologique du Rhône font des estimations du coût de  
leur campagne.

21 11 35 Magazine de la photo : Flash 3.  
Nouvel horaire pour le magazine *Flash* de Jean  
Barraud, Jérôme Espar et Pierre Dhoutet, qui continue  
nos émissions habituelles.  
Revue de presse : Portraits : Jean-Daniel Corfuss ; *Flash*  
pratique : les reflex 24x36 ; Concours.

22 11 20 Journal.

22 11 35 Une minute pour une image.

22 11 40 Prélude à la nuit.

22 11 50 *Sinfonia en ré majeur*, d'A. Reicha, par le quatuor de  
flûtes Arcadie.

**DEUXIÈME CHAÎNE: A2**

20 Le 35 Feuilleton: Capitaine X.  
Réal. B. Gantillon, avec P. Maist, T.-A. Savoy,  
J.-P. Sautier...  
*Leroy-Boucher, alias capitaine X, victime d'un chantage  
écroulé, est accusé d'espionnage. Un feuilleton plein  
de clichés.*

**FRANCE-CULTURE**

20 h. *Emission médicale (en liaison avec TF1)* : la révolution cellulaire, avec I. Barrère et E. Lalou.  
21 h 30. *Black and blue* : Jazz et littérature.  
22 h 38. *Nuits magnétiques*.

Philippe SOULERS  
Femmes  
roman  
GALLIMARD *nyf*

21 h ■ Apostrophes.  
Magazine littéraire de R. Pivert.  
*La vie privée des écrivains, avec MM. C. Mauriac*  
(Signes, rencontres et rendez-vous, le Temps immuable,  
zone ?), *G. Mistral* (l'Archange aux pieds fourchus),  
*P. Guillevy* (Femmes) et J.-P. Fizon avec *M. Jouhandau*  
(l'Épouvante, le Sourire aux lèvres).

22 h 50 Journal.  
Ciné-club (noyale fantastique) : *Le Fantôme*  
*de l'Opéra*.  
Film américain d'A. Lubia (1943), avec N. Eddy,  
S. Foster, C. Reims, E. Berrier, L. Carillo, J. Farrar (v.a.  
sous-titré).

Samed

**FRANCE-MUSIQUE**

20 ■ 20. Concert (amis de Stuttgart) : « Symphonie n° 95 ». ■ Haydn : « La Damaïsselle Écne » ; de Debussy : « Daphnis et Chloé » ; ■ Ravel, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart et les chanteurs de la Sudfunk, dir. : G. Bertini ; chef des chœurs : H. ■ ■ ■ sol : A. Auger, soprano ; J. Hamari, alto.

21 ■ 15 Concert : œuvres de Schubert, Weber, Mozart, par le Quatuor autrichien, avec M. Lethiec, clarinette.

0 h 5 : Jazz.

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF**

**10 h 15 Vision plus.**

**TROISIÈME CHAÎNE : FR ■**

12 h Objectif entreprise.  
13 h Les pieds sur terre.  
13 h 30 Horizon.  
14 h 30 Entrée libre. C.N.D.P.  
Avec Delphine Seyrig, comédienne : 13 h 30 :  
de Chantal Akerman et Miette Seyrig : 15 h : Sur l'édu-  
cation des filles : 15 h 40 : Comme : 15 h 48 : Les sou-  
bresauts de la Terre : 16 h 05 : Répétitions.  
16 h Du théâtre.

**AMADEO** vous emmène à l'opéra  
**OU 13 AU 21 MARS 1987**  
au premier  
**Stège de mise en scène** en Tunisie  
**1850 F**  
renseignements : 246.85.35 - 225.87.20 - 807.26.61

11 h 15 La maison de TF 1.  
(à 13 h 35) à 13 h 40, Série : les Incorruptibles ; à  
14 h 25, 15 min. voir.

13 h Journal.

15 h 30 Documentaire : L'odyssée sous-marine de  
l'épave Costeau.  
Costeau, T. Strans, réal. P. Costeau ; Clip  
part. A 1 000 kilomètres au sud-ouest d'Alcalá, Clip  
part. Un petit atoll appartenait à la France peuplé de  
milliers de crabes et d'oléons.

16 h 15 Téléfilm : La Droite aux loups.  
De A. Queiroz, réal. B. Tomblane-Michel, (Radif.).  
Rend, facteur dans un petit village jurassien, découvre  
dans une grôte le corps d'une jeune femme et d'un  
garçon. Le lendemain, son clip. Rend est-il victime  
d'hallucinations ? Il enquête.

18 ■ 55 Tribune libre.  
19 ■ Le P.R.R. (Parti radical socialiste).  
19 ■ 10 Journal.  
19 ■ 20 Emissions régionales.  
19 ■ 58 Dessin animé.  
20 ■ Les Jeunes.  
20 ■ Tous ensemble.  
Attention - premiers pas de la régionalisation ! - FR 3  
Lille, Lyon, Bordeaux, Rennes, Limoges, Strasbourg et  
Toulouse lancent à 20 h 30 heure 9 un 30 minutes pour  
diffuser un programme régional différent du pro-  
gramme national qui suit. Pierre Douglas présente les  
soirées des onze régions.  
20 ■ 30 ■ 40 ■ 50 ■ 60 ■ 70 ■ 80 ■ 90 ■ 100 ■ 110 ■ 120 ■ 130 ■ 140 ■ 150 ■ 160 ■ 170 ■ 180 ■ 190 ■ 200 ■ 210 ■ 220 ■ 230 ■ 240 ■ 250 ■ 260 ■ 270 ■ 280 ■ 290 ■ 300 ■ 310 ■ 320 ■ 330 ■ 340 ■ 350 ■ 360 ■ 370 ■ 380 ■ 390 ■ 400 ■ 410 ■ 420 ■ 430 ■ 440 ■ 450 ■ 460 ■ 470 ■ 480 ■ 490 ■ 500 ■ 510 ■ 520 ■ 530 ■ 540 ■ 550 ■ 560 ■ 570 ■ 580 ■ 590 ■ 600 ■ 610 ■ 620 ■ 630 ■ 640 ■ 650 ■ 660 ■ 670 ■ 680 ■ 690 ■ 700 ■ 710 ■ 720 ■ 730 ■ 740 ■ 750 ■ 760 ■ 770 ■ 780 ■ 790 ■ 800 ■ 810 ■ 820 ■ 830 ■ 840 ■ 850 ■ 860 ■ 870 ■ 880 ■ 890 ■ 900 ■ 910 ■ 920 ■ 930 ■ 940 ■ 950 ■ 960 ■ 970 ■ 980 ■ 990 ■ 1000 ■ 1010 ■ 1020 ■ 1030 ■ 1040 ■ 1050 ■ 1060 ■ 1070 ■ 1080 ■ 1090 ■ 1100 ■ 1110 ■ 1120 ■ 1130 ■ 1140 ■ 1150 ■ 1160 ■ 1170 ■ 1180 ■ 1190 ■ 1200 ■ 1210 ■ 1220 ■ 1230 ■ 1240 ■ 1250 ■ 1260 ■ 1270 ■ 1280 ■ 1290 ■ 1300 ■ 1310 ■ 1320 ■ 1330 ■ 1340 ■ 1350 ■ 1360 ■ 1370 ■ 1380 ■ 1390 ■ 1400 ■ 1410 ■ 1420 ■ 1430 ■ 1440 ■ 1450 ■ 1460 ■ 1470 ■ 1480 ■ 1490 ■ 1500 ■ 1510 ■ 1520 ■ 1530 ■ 1540 ■ 1550 ■ 1560 ■ 1570 ■ 1580 ■ 1590 ■ 1600 ■ 1610 ■ 1620 ■ 1630 ■ 1640 ■ 1650 ■ 1660 ■ 1670 ■ 1680 ■ 1690 ■ 1700 ■ 1710 ■ 1720 ■ 1730 ■ 1740 ■ 1750 ■ 1760 ■ 1770 ■ 1780 ■ 1790 ■ 1800 ■ 1810 ■ 1820 ■ 1830 ■ 1840 ■ 1850 ■ 1860 ■ 1870 ■ 1880 ■ 1890 ■ 1900 ■ 1910 ■ 1920 ■ 1930 ■ 1940 ■ 1950 ■ 1960 ■ 1970 ■ 1980 ■ 1990 ■ 2000 ■ 2010 ■ 2020 ■ 2030 ■ 2040 ■ 2050 ■ 2060 ■ 2070 ■ 2080 ■ 2090 ■ 2100 ■ 2110 ■ 2120 ■ 2130 ■ 2140 ■ 2150 ■ 2160 ■ 2170 ■ 2180 ■ 2190 ■ 2200 ■ 2210 ■ 2220 ■ 2230 ■ 2240 ■ 2250 ■ 2260 ■ 2270 ■ 2280 ■ 2290 ■ 2300 ■ 2310 ■ 2320 ■ 2330 ■ 2340 ■ 2350 ■ 2360 ■ 2370 ■ 2380 ■ 2390 ■ 2400 ■ 2410 ■ 2420 ■ 2430 ■ 2440 ■ 2450 ■ 2460 ■ 2470 ■ 2480 ■ 2490 ■ 2500 ■ 2510 ■ 2520 ■ 2530 ■ 2540 ■ 2550 ■ 2560 ■ 2570 ■ 2580 ■ 2590 ■ 2600 ■ 2610 ■ 2620 ■ 2630 ■ 2640 ■ 2650 ■ 2660 ■ 2670 ■ 2680 ■ 2690 ■ 2700 ■ 2710 ■ 2720 ■ 2730 ■ 2740 ■ 2750 ■ 2760 ■ 2770 ■ 2780 ■ 2790 ■ 2800 ■ 2810 ■ 2820 ■ 2830 ■ 2840 ■ 2850 ■ 2860 ■ 2870 ■ 2880 ■ 2890 ■ 2900 ■ 2910 ■ 2920 ■ 2930 ■ 2940 ■ 2950 ■ 2960 ■ 2970 ■ 2980 ■ 2990 ■ 3000 ■ 3010 ■ 3020 ■ 3030 ■ 3040 ■ 3050 ■ 3060 ■ 3070 ■ 3080 ■ 3090 ■ 3100 ■ 3110 ■ 3120 ■ 3130 ■ 3140 ■ 3150 ■ 3160 ■ 3170 ■ 3180 ■ 3190 ■ 3200 ■ 3210 ■ 3220 ■ 3230 ■ 3240 ■ 3250 ■ 3260 ■ 3270 ■ 3280 ■ 3290 ■ 3300 ■ 3310 ■ 3320 ■ 3330 ■ 3340 ■ 3350 ■ 3360 ■ 3370 ■ 3380 ■ 3390 ■ 3400 ■ 3410 ■ 3420 ■ 3430 ■ 3440 ■ 3450 ■ 3460 ■ 3470 ■ 3480 ■ 3490 ■ 3500 ■ 3510 ■ 3520 ■ 3530 ■ 3540 ■ 3550 ■ 3560 ■ 3570 ■ 3580 ■ 3590 ■ 3600 ■ 3610 ■ 3620 ■ 3630 ■ 3640 ■ 3650 ■ 3660 ■ 3670 ■ 3680 ■ 3690 ■ 3700 ■ 3710 ■ 3720 ■ 3730 ■ 3740 ■ 3750 ■ 3760 ■ 3770 ■ 3780 ■ 3790 ■ 3800 ■ 3810 ■ 3820 ■ 3830 ■ 3840 ■ 3850 ■ 3860 ■ 3870 ■ 3880 ■ 3890 ■ 3900 ■ 3910 ■ 3920 ■ 3930 ■ 3940 ■ 3950 ■ 3960 ■ 3970 ■ 3980 ■ 3990 ■ 4000 ■ 4010 ■ 4020 ■ 4030 ■ 4040 ■ 4050 ■ 4060 ■ 4070 ■ 4080 ■ 4090 ■ 4100 ■ 4110 ■ 4120 ■ 4130 ■ 4140 ■ 4150 ■ 4160 ■ 4170 ■ 4180 ■ 4190 ■ 4200 ■ 4210 ■ 4220 ■ 4230 ■ 4240 ■ 4250 ■ 4260 ■ 4270 ■ 4280 ■ 4290 ■ 4300 ■ 4310 ■ 4320 ■ 4330 ■ 4340 ■ 4350 ■ 4360 ■ 4370 ■ 4380 ■ 4390 ■ 4400 ■ 4410 ■ 4420 ■ 4430 ■ 4440 ■ 4450 ■ 4460 ■ 4470 ■ 4480 ■ 4490 ■ 4500 ■ 4510 ■ 4520 ■ 4530 ■ 4540 ■ 4550 ■ 4560 ■ 4570 ■ 4580 ■ 4590 ■ 4600 ■ 4610 ■ 4620 ■ 4630 ■ 4640 ■ 4650 ■ 4660 ■ 4670 ■ 4680 ■ 4690 ■ 4700 ■ 4710 ■ 4720 ■ 4730 ■ 4740 ■ 4750 ■ 4760 ■ 4770 ■ 4780 ■ 4790 ■ 4800 ■ 4810 ■ 4820 ■ 4830 ■ 4840 ■ 4850 ■ 4860 ■ 4870 ■ 4880 ■ 4890 ■ 4900 ■ 4910 ■ 4920 ■ 4930 ■ 4940 ■ 4950 ■ 4960 ■ 4970 ■ 4980 ■ 4990 ■ 5000 ■ 5010 ■ 5020 ■ 5030 ■ 5040 ■ 5050 ■ 5060 ■ 5070 ■ 5080 ■ 5090 ■ 5100 ■ 5110 ■ 5120 ■ 5130 ■ 5140 ■ 5150 ■ 5160 ■ 5170 ■ 5180 ■ 5190 ■ 5200 ■ 5210 ■ 5220 ■ 5230 ■ 5240 ■ 5250 ■ 5260 ■ 5270 ■ 5280 ■ 5290 ■ 5300 ■ 5310 ■ 5320 ■ 5330 ■ 5340 ■ 5350 ■ 5360 ■ 5370 ■ 5380 ■ 5390 ■ 5400 ■ 5410 ■ 5420 ■ 5430 ■ 5440 ■ 5450 ■ 5460 ■ 5470 ■ 5480 ■ 5490 ■ 5500 ■ 5510 ■ 5520 ■ 5530 ■ 5540 ■ 5550 ■ 5560 ■ 5570 ■ 5580 ■ 5590 ■ 5600 ■ 5610 ■ 5620 ■ 5630 ■ 5640 ■ 5650 ■ 5660 ■ 5670 ■ 5680 ■ 5690 ■ 5700 ■ 5710 ■ 5720 ■ 5730 ■ 5740 ■ 5750 ■ 5760 ■ 5770 ■ 5780 ■ 5790 ■ 5800 ■ 5810 ■ 5820 ■ 5830 ■ 5840 ■ 5850 ■ 5860 ■ 5870 ■ 5880 ■ 5890 ■ 5900 ■ 5910 ■ 5920 ■ 5930 ■ 5940 ■ 5950 ■ 5960 ■ 5970 ■ 5980 ■ 5990 ■ 6000 ■ 6010 ■ 6020 ■ 6030 ■ 6040 ■ 6050 ■ 6060 ■ 6070 ■ 6080 ■ 6090 ■ 6100 ■ 6110 ■ 6120 ■ 6130 ■ 6140 ■ 6150 ■ 6160 ■ 6170 ■ 6180 ■ 6190 ■ 6200 ■ 6210 ■ 6220 ■ 6230 ■ 6240 ■ 6250 ■ 6260 ■ 6270 ■ 6280 ■ 6290 ■ 6300 ■ 6310 ■ 6320 ■ 6330 ■ 6340 ■ 6350 ■ 6360 ■ 6370 ■ 6380 ■ 6390 ■ 6400 ■ 6410 ■ 6420 ■ 6430 ■ 6440 ■ 6450 ■ 6460 ■ 6470 ■ 6480 ■ 6490 ■ 6500 ■ 6510 ■ 6520 ■ 6530 ■ 6540 ■ 6550 ■ 6560 ■ 6570 ■ 6580 ■ 6590 ■ 6600 ■ 6610 ■ 6620 ■ 6630 ■ 6640 ■ 6650 ■ 6660 ■ 6670 ■ 6680 ■ 6690 ■ 6700 ■ 6710 ■ 6720 ■ 6730 ■

**19** **A** **anniversaire :** la **Généraliste** **Castille ;**

**chaval** et des **handicaps.**

**■** **h** **30 Magazine auto-moto.**

**19** **h** **III D'accord, passé d'accord (I.N.C.).**

**19** **h** **20 Emissions régionales.**

**19** **h** **48 S'il vous plaît.**

**20** **h** **Journal.**

**■** **h** **36 série : Dalles**

**et III présente une procédure de divorce. La minigolf de Lucy et Mitzi est en déséquilibre.**

**21** **h** **36 Droit ni réponses.**

Emission de Michel Polac.

**Carte blanche aux combats. Avec des gens de la profession.**

**22** **h** **45 Journal.**

**22** **h** **50 Exotisme et toilettes : la boue et le cinéma.**

Magazine de cinéma de Frédéric Mitterrand.

**A propos de la sortie du film Stallone Rocky 3. La boxe peut-elle être l'objet d'une ascension sociale ? Extraits de films.**

**FRANCE-CULTURE**

8 h, Les chemins de la comestologie.

9 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Une université de demain ?

10 h 15, Matinée du monde contemporain.

10 h 45, Démarches, avec Carole Naggar : « Dictionnaire des photographes ».

11 h 15, Muzette : Des musiciens tout terrain : qui parle, loi, de musique ? (et là h 45).

12 h 5, Le point des arts.

14 h, Sons à Kuala Lumpur.

16 h 20, Musique et pensée contemporaines : Une nouvelle théorie anarchiste.

18 h, La dernière guerre mondiale : L'entrée en guerre des États-Unis (1938-1941).

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Communauté radiophonique : La bande dessinée instrument pédagogique, par Radio Canada.

20 h 30, Les nouvelles de la France (présentée par).

21 h, Coggio, E. Scob et M. Epin.

22 h, Actualité.

RECEIVED

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**

10 h **■** **ANTI.O.P.E.**  
Journal des sourds et des malentendants.

11 h **■** La vérité est au fond de la mermitte.  
La poésie catalane.

12 h **■** A nous **■■■■■** présentés par P. Polvre  
Magazine **■** M. Tardieu

12 h 45 **■** Journal.

13 h 35 **■** Série : **■** de dames.

14 h 20 **■** Récité **A2**.





































































































































14 h 50 **■** Jeux du stade.

Tournoi des cinq nations : France-Belgique, (en direct  
Parc des Princes) ; et au domicile de la Sarre  
Belgique du Kandahar ; rugby : Galles  
Angleterre.

## FRANCE-MUSIQUE

**JOURNÉE GEORG SOLTI**

11 h, Concert : Bartók, Haydn, Liszt, Mozart, Dohnányi.  
12 h, Symphonie n° 4, « Eroïka », de Beethoven ; « Un masque », de Verdi.  
13 h, Concert : œuvres de Bartók, J. Brahms, Schöenberg...  
14 h, Sir. G. Solti chante : Wagner, Strauss, J.-S. Bach.  
17 h, Concert : « Les notes de Figaro » de Mozart ; par les chœurs de la « Scala » de Milan.  
19 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées, à Paris) : Concerto « à la mémoire d'un ange », de Berg ; « Symphonie Eroïka », de Beethoven ; par l'Orchestre national « France », dir. S. G. Solti.  
21 h 30, Concert : « Les notes de Figaro », de Mozart ; par les chœurs de la « Scala » de Milan.  
23 h 30, Amuse-bouffes : Mubler, Beethoven, Strauss.

17 h 50 Le corps autour du riveau.  
18 h 50 Jeu : Des lettres et des lettres.  
19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45                                                                                                                                    

## TRIBUNES ET DÉBATS

**SAMEDI 5 FÉVRIER**

- M. Philippe Lamour, président du comité économique et social de la région Languedoc-Roussillon, ■  
invité au « Journal intendu » sur R.T.L., ■ 13 heures.

**DIMANCHE 6 FÉVRIER**

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., ■  
reçu au journal de R.M.C., à 13 heures.

- M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, participe ■ l'émission « le Grand Jury R.T.L. - ■ Monde » sur R.T.L., à 18 h 15.

- M. Paul Quilès, député P.S. de Paris, est l'invité ■ du « Club de la presse » sur Europe 1, à 19 heures.

## LES FILMS NOUVEAUX

**A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROUGE.** — (70-69-82) : Blake Edwards. V. F. Forum, 1<sup>e</sup> (239-53-74); Quinzette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (239-92-82).

**LA PANTHÈRE ROUGE.** — (70-69-82) : Saint-Jacques, 11<sup>e</sup> (589-65-32). V.F.: Saint-Lazare Pasquier, 8 (337-34-43); Maxwellville, 5 (770-79-38); Marignan, 8 (239-92-82).

**LA PANTHÈRE ROUGE.** — (70-69-82) : 15 (244-25-02); Gaumont Convention, 15 (828-42-37); Cléty Pathé, 15 (322-46-01).

**LE BATTANT,** film français d'actualité. — Gaumont Hélios, 7 (291-79-38); Marignan, 22 (742-60-33); Chelton, 23 (235-56-70); Chny Palace, 5 (354-07-16); Brotagne, 6 (222-57-97); Gaumont Odéon, 9 (239-92-82); Marignan, 10 (329-82-82); Publicis Cinema-Elysees, 10 (770-76-23); Ambassade, 8 (359-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8 (337-34-43); L'Express, 10 (770-76-23).

**LA PANTHÈRE ROUGE.** — (70-69-82) : Nation, 16 (343-04-76); Paramount Bastille, 12<sup>e</sup> (343-79-17); Funette, 13 (531-60-74); Paramount Galeries, 15 (560-19-08); Gaumont Secar, 15 (329-84-50); Bierventure Métropole, 15 (244-25-02); Gaumont Convention, 15 (828-42-37); Funy, 16 (343-79-17); Paris, 16 (343-79-17); 17 (758-24-34); Wexler, 18 (522-46-01); Gaumont Cinéma, 20 (626-10-96).

**L'ÊTE DE NOS QUINZE ANS.**

U.G.C. Opéra. 2° (261-58-32);  
 U.G.C. Palais. 2° (354-07-70);  
 Paramount Odéon. 6° (325-59-83);  
 Le Paris. 8° (339-53-99);  
 Lumière. 9° (264-04-07);  
 Marseille. 9° (770-22-00);  
 U.G.C. Grand Palais. 1° (354-46-85);  
 Paramount Galeries. 13° (580-18-03);  
 Paramount Odéons. 14° (540-54-91);  
 Miframar. 14° (354-46-85);  
 Grand Palais. 15° (354-46-85);  
 Miframar Bessanville. 15° (373-59-79);  
 Calypso. 17° (380-14-11);  
 Images. 19° (522-47-94);  
 Paramount Montreuil. 19° (606-14-11).

**LE PREMIER AMOUR.** film inédit  
 d'Alfred Piché. V.a. à Marseille, 6°  
 (278-47-86).

**LE RETOUR DES BORDAS EN  
 POILIE.** film français de Michel Wo-  
 colont. U.G.C. Opéra. 2° (261-  
 58-32);  
 U.G.C. Palais. 2° (323-53-93);  
 U.G.C. Danton. 3° (299-00-00);  
 U.G.C. Monparnasse. 6° (544-  
 14-27);  
 U.G.C. Biarritz. 8° (723-  
 60-23);  
 U.G.C. Boulevard. 9° (266-  
 00-23);  
 U.G.C. Grand Palais. 12° (343-01-59);  
 U.G.C. Gobelins. 13° (336-23-44);  
 Miframar. 13° (339-52-43);  
 U.G.C. Monparnasse. 14° (544-  
 14-27);  
 U.G.C. Grand Palais. 15° (354-46-85);  
 U.G.C. Calypso. 17° (380-14-11);  
 U.G.C. Biarritz. 19° (723-60-23).

**TRIPTYQUE.** film scénarisé d'Arli  
 Khouravi. V.a. à Cannes, 6° (544-  
 14-27).

(v.f.) : Paris loisirs 18° (64-98).  
**PARADIS DE FEU** (A. v.o.) :  
 U.G.C. de Colmar, 9 (225-8-45).  
**COÛT DE COÛTE** (A. v.o.) : Eclair, 13  
 (707-28-04).  
**DREK DEN** (v.f.) (Ang. v.f.) : de  
 Harpe, 9 (834-25-52).  
**DELIVREZ-MOI** (A. v.f.) (\*), Opéra-  
 Comique, 12 (225-56).  
**LA DEROBÉE** (Fr.) : Lumière, 9 (246-  
 49-07).  
**DES GENS COMME LES AUTRES** (A. v.o.) :  
 Cinéma Prélat, 19 (203-02-55).  
**EASER RIDER** (v.f.) (A. v.o.) : Temples, 9  
 (225-56-56).  
**EMMANUELLE** (\*\*) (Fr.) : Paramount-  
 City, 8 (56-45-78).  
**LES ENFANTS (D') PARADIS** (Fr.) :  
 Ranelagh, 12  
**ERASEHEAD** (A. v.o.) : Eclair, 13  
 (707-28-04).  
**FAMILY LIFE** (ang. v.o.) : Studio Ber-  
 trand, 7 (783-64-06).  
**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.o.) :  
 Bazar, 13 (733-743-98).  
**LES ALIENS** MALTAIS (A. v.o.) :  
 Action-Christie bio, 8 (225-47-47).  
**ANITA** (Fr.) (64-97-43).  
**OPERA** (v.f.) 2r (A. v.f.) : Opéra-  
 Night, 2 (296-62-26).  
**GEORGIA** (A. v.o.) : Palace Croix-  
 Nivert, 13 (783-95-04).  
**GILDA** (A. v.o.) : Olympia-St-Germain,  
 13 (783-47-23). Olympia-Saints, 8  
 (56-10-40).

**SENELLE** (Brd. v.) ("): Paracoutin.  
**Mariavut**, 2 (296-304-03);  
**Odson**, 6 (325-39-83); **Paracoutin**,  
 1 (325-39-03).  
**LA GIERRE DU WEST** (Fr.): Lacom-  
 main, 6 (344-57-34).  
**HECATE** (Fr. (")): Epile du Bois, 5  
 (337-47-49).  
**BUTLER UNE CANNIBALE** (Am. v.):  
 Paracoutin, 2 (22-18-45).  
**L'IRONNÉE D'UN CAPITAINE** (Fr.):  
 Paracoutin-Mariavut, 2 (296-30-40).  
**IDENTIFICATION** (Fr.): **FERME**  
 (L. v.): Hainfraillo, 6 (453-79-38)  
 (325-39-23-46); Paracoutin, 14  
 (325-39-83).  
**LE JAPON DE NOS JOURS** **RECHEN-  
 BACH** (Fr.): Gled Beaupour, 3 (271-  
 33-39-45).  
**LE JOURNAL DE CAMPAGNE**  
 (Franc-jarabien): Saint-Joseph, 5  
 (354-50-11) (H.s.p.).  
**MAVIA L'ABRILLE** (Ame. v.): Sena-  
 llo, 1 (354-50-11) (H.s.p.).  
**LES MISÉRABLES** (Fr.): Retoinde, 6  
 (433-08-22); Trois Nouragues, 5 (70-  
 47-55).  
**LA MORT AUX ENCHÈRES** (Fr.):  
 Gled Beaupour, 15 (37-40-76).  
**CHAMPELAIN** **CHAMPELAIN**, 6 (359-  
 04-07); Paracoutin, 14 (325-39-83) -  
 V.I.; Impérial, 2 (742-73-52); Man-  
 nari, 1 (325-39-83).  
 04-67); Miramar, 14 (320-59-52).  
**Maget-Convention**, 15 (828-20-64).  
**Gled-Parthé**, 15 (522-46-01).  
**LA NUIT DE SAN PIERRENZO** (L.  
 v.): Gled Beaupour, 15 (37-40-76).  
 58-00); Manari, 15 (22-18-45).  
**OFFICIER ET GENTILHOMME** (Fr.):  
 Gled Beaupour, 15 (37-40-76).  
 58-00); Manari, 15 (22-18-45).  
**U.C.C. Odson**, 6 (325-39-83).  
**U.C.C.** 6 (63-68-26) 2; Man-  
 nari, 1 (325-39-83).  
 6 (63-68-26) 2; Man-  
 nari, 1 (325-39-83).

[illegible]

**HIROSHIMA MON AMOUR**, (v.f.) : C. Nishimura Beaumont, p. (271-53-36) ; B. G. Shogakukan, p. (271-53-30) ; Ryûssetsu Lincoln, p. (239-56-14) ; Paragon, Inc. (238-83-11).  
**L'HOMME AU MASQUE DE CIRE** (A. v.f.) : *Acacia-Rive Gauthier*, p. (274-47-82).  
**L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE ROI** (A. v.f.) : *Rialto*, p. (607-47-61).  
**IL ETAIT UNE FOIS DANS L'INDUSTRIE** (A. v.f.) : *Le Livre de Poésie*, p. (274-47-82).  
**L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE** (A. v.h.) : U.G.C. Odéon, p. (527-08-17) (v.f.) : *R.S.G.*, p. (236-43-02) ; U.G.C. Odéon, p. (527-08-17) ; *Le Livre de Poésie*, p. (239-57-11) ; U.G.C. Odéon, p. (527-08-17) ; *Musical*, p. (538-32-43) ; *Magic Convention*, p. (538-32-43) ; *Le Livre de Poésie*, p. (239-57-11) ; *Le Livre de Poésie*, p. (515-49-75) ; *Le Livre de Poésie*, p. (538-40-41).  
**JEEREMAH JOHNSON** (A. v.f.) : *Opéra-Night*, p. (236-52-56).  
**JESUS DE NAZARETH** (1<sup>re</sup> partie) (L. v.f.) : *Le Livre de Poésie*, p. (538-40-41) ; *Grand Poésie*, p. (538-40-41).  
**LE LAUREAT** (A. v.f.) : *Le Livre de Poésie*, p. (236-84-25).  
**MAD MAX** (v.f.) (A. v.f.) : *Marionetta*, p. (274-47-82) ; *Le Livre de Poésie*, p. (538-31-11) ; *M.V.I.*, p. (538-31-11) ; *Le Livre de Poésie*, p. (236-56-70) ; *Le Livre de Poésie*, p. (231-56-86) (m. noire) ; *Diamond Studio*, p. (231-56-86) ; *Clinty Pottel*, p. (232-46-01).  
**LA MAMAN ET LA PUTAIN** (P. v.f.) : *Olympic*, p. (543-67-42).  
**LE MÉPRIS** (P. v.f.) : *Studio Logos*, p. (543-67-42).  
**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.f.) : *Capel*, p. (508-11-69).  
**LA MELODIE DU MONSIEUR** (A. v.f.) : *Grand Poésie*, p. (534-46-85).  
**LA MÈRE** (A. v.f.) : *Le Livre de Poésie*, p. (538-40-41) ; *Olympic Haller*, p. (278-34-15) ; *Olympic Extrême*, p. (524-56-47).

POUR LES SALLES  
VOIR LIGNES PROGRAMMES

**DELON**



**LE  
BATTANT**

Bearbourg, # (271-52-36) : U.G.C.  
Danton, 6° (329-62-62) : U.G.C.  
*Champs-Basillye*, # (359-12-13) :  
Jullien-Bastille, # (337-08-91). - V.E.  
# (359-12-13). - S.O.A.R. # (504-12-47)  
U.G.C. Boulevard, 9° (265-66-14).

**L'E TERRITOIRE (A.-Port., V. Ang.)**  
République-Cinéma, 11° (805-31-53)  
Olympie, 14° (542-61-42)

**TIR GROUPES (Fr.).** (Ang.) : Pétanque  
Société, # (337-08-91)

**TRE TRAIL AU NOUD.** (Ang.) v.a. :  
Bourbourg, # (271-52-36) ; 14-Juillet  
Racine, 6° (329-16-18) ; 14-Juillet  
Jullien-Perron, 6° (326-58-00) ; Bina-  
ria, 8° (725-69-23) ; 14-Juillet-Besseyre,  
11° (805-31-53) ; Besseyre,  
nella, 15° (757-79-79). - V.F.P. : U.G.C.  
Opéra, 3° (261-50-32).

**TRASH (A..L.).** Arcades, 2° (23-  
54-58) ; Napoléon, Fr. (380-41-08)  
Tournefort, 20 (364-51-98).

**UN CHIEN DANS UN JEU DE**  
**QUILLES (Fr.).** Gammou-Gambetta,  
1° (250-59-70) ; Richelieu, 2° (212-70-  
70) ; Gambetta, 3° (337-12-13) ; Normandie,  
# (359-41-18) ; Marignan, 8° (556-  
92-82) ; George-V, 8° (562-41-66)  
France, 9° (710-33-83) ; Maxwellville,  
(770-72-86) ; U.G.C. Gare d'Orléans,  
11° (805-31-53) ; U.G.C. (337-08-91)  
Favette, 15° (331-70-64)  
Montparnasse-Palpé, 14° (320-12-06)  
Mistral, # (359-52-43) ; Gammou-  
Convention, 15° (824-22-27) ; Waples  
18° (526-46-03), Gammou-Gambetta,  
20° (626-10-06)

**VICTOR, VICTORIA (A.v.o.).** Moris-  
le, 1° (250-59-70) ; Marignan, 8° (556-  
92-82) ; Marignan, 8° (359-92-82)  
V.F. : Impératrice, 14° (742-72-52) ; Mont-  
parnasse, 14° (327-52-37)

LA MACHRE NOIRE (A. v.a.) :  
Contratspec, 5 (325-78-37) ; Calypso  
17 (380-36-11).

LOUR A TRENTA ANS (Fr.) :  
14-Juillet Parasse, 8 (326-58-00).

NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.a.)  
Bouffon, 1 (323-51-47).

NE VIT QUE LE VERT (A. v.a.)  
v.f. : Paris toutes heures, 18 (506-  
64-98).

PAPILLON (\*) (A. v.a.) : Capit. 2  
(508-11-69).

THE PARADISE (\*)  
(A. v.a.) : Saint-Germain, 6  
(63-10-82).

LA POUSSETTE IMPOYABLE (A.  
v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-48).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) : Forme. H.  
(297-53-74) ; Studio Loga, 3 (354-  
26-77) ; Les Amis, 14 (323-63-11).

REPORTERS (A. v.a.) :  
(354-50-91).

RETOUR (A. v.a.) : Espana, 14  
(327-95-94).

LA STRADA (It. v.a.) : Choeur Stien-  
dard, 10 (50-10-82).

LE TAMBOUR (\*) (All. v.a.) : Chag-  
Ecolas, 9 (354-26-12).

TOM JONES (Ang. v.a.) : Olympia  
Luxembourg, 6 (63-97-77) ; Olympia  
Paris, 8 (561-10-60).

UN TRAMWAY NOMME DESIR (A.  
v.a.) : Olympia-Luxembourg, 8 (63-97-  
77).

LES VIKINGS (A. v.a.) : Actions Ecolas  
5 (325-72-07) ; Olympia Balzac, 8  
(561-10-60).

WANDA (A. v.a.) : Glt-à-Cour-  
5 (326-80-25).

WOMEN (A. v.a.) : Olympic Entrepri-  
(324-67-62).











# INFORMATIONS « SERVICES »

## FORMATION

### Limoges, capitale des recherches sur l'énergie

L'Institut de gestion de l'énergie (I.G.E.) vient d'être installé dans ses locaux, sur le campus de l'université de Limoges. La surface de 800 m<sup>2</sup> comprend un laboratoire expérimental à paramètres variables, équipé de quatre types de chauffage : électrique, à gaz, à huile, à vapeur. Le système de régulation de la ventilation, de deux mille sondes de température. Il permet aux chercheurs d'engager des travaux, sous leurs propres responsabilités, dans le domaine de l'énergie et des recherches de chauffage.

Inauguré le 27 janvier, l'I.G.E. est présidé par M. Bernard Lathière, par M. Jean-Louis Lathière, directeur de l'Université de Limoges.

Mais cette inauguration ne concerne pas le nouveau bâtiment. Car, en réalité, il y a déjà un an que l'I.G.E. a commencé à fonctionner dans divers locaux universitaires provisoirement mis à sa disposition, sous la direction de M. Pierre Feuchais, professeur de thermodynamique à Limoges et chargé de recherches au C.N.R.S.

L'I.G.E. est composé de 101 membres du public (membres de l'industrie, de l'enseignement supérieur, de l'enseignement national, universitaires, collectivités régionales et locales et du secteur privé).

de l'industrie (Airbus-Industrie, Laro-Somer, Poulenc, Novergie, Legrand, E.D.F., Al Inter, etc.), de l'énergie atomique, des professions du bâtiment, C.N.P.F., etc.

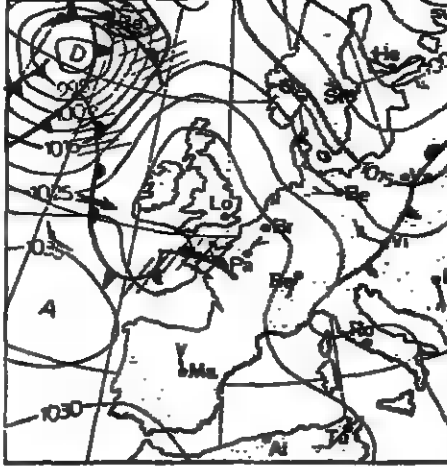
Pourquoi l'I.G.E. s'est-il installé en Limousin ? C'est une question que l'on se pose souvent. La réponse est simple : Limoges est une ville où l'on a déjà largement travaillé sur la thermique (ceramique, thermodynamique, fours à plasma, etc.). L'Université poursuit avec obstination ses travaux de développement. Limoges est la capitale d'une région à faible population (740 000 habitants). Entourée d'universités anciennes et puissantes (Poitiers, Toulouse, Bordeaux, Tours, Clermont-Ferrand), elle a les chances de développer un système de recherches nouvelles susceptibles d'être financées par des organismes spécialisés.

La région a financé 50 % la réalisation de l'I.G.E., qui propose aux stagiaires de travailler sur différents thèmes du nucléaire, sur les ressources de la biomasse, des énergies douces et à l'isolation thermique.

GEORGES CHATAIN, Université de Limoges, domaine de La Borie, 123, rue Albert Thomas, 87060 Limoges cedex.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 4.2.83 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 5.2.83 DÉBUT DE MATINÉE

Évolution probable de temps en France entre le vendredi 4 février à 0 heure et le samedi 5 février à midi.

Une dépression centrée la nuit prochaine au voisinage de l'Islande commande la circulation d'une perturbation dont le front froid actif traversera le pays samedi. Il sera suivi de masses d'air instables du Nord-Est et le Centre-Est, de la neige en montagne au-dessus de 800 mètres. Il sera accompagné d'un renforcement du vent de secteur ouest.

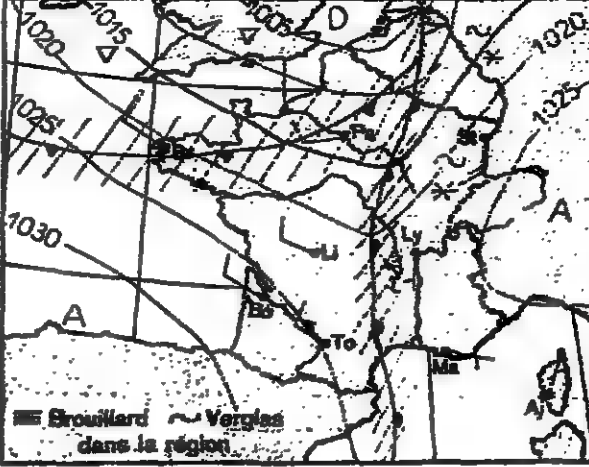
Ce front sera précédé, du Nord-Est aux Alpes, d'un temps peu ensoleillé, avec des gelées de l'ordre de -1 à -3 degrés, ailleurs d'un temps nuageux et humide avec des minimales de 4 à 8 degrés.

Il sera suivi d'un temps plus froid avec des éclaircies. Après une accalmie, les pluies reprendront sous forme d'averse. Le vent, modéré à assez fort, soufflera d'ouest à nord-ouest. Le soir, il s'orientera au nord dans la vallée du Rhône. Les températures maximales seront de l'ordre de 10 degrés près de la Méditerranée, 7 degrés dans le Sud-Ouest, 5 à 6 degrés ailleurs.

La vaste zone dépressionnaire qui viendra s'établir sur le nord puis le centre de l'Europe maintiendra sur notre pays un flux frais et maritime de secteur nord.

Dimanche : temps frais et instable sur l'ensemble de la France avec vents forts de nord. Après d'assez belles éclaircies en début de journée, le ciel sera souvent nuageux, avec de fréquentes averses à caractère de giboulées (saige en plaine). Violentes rafales de vent nord-ouest près de la Manche. Chutes de neige plus importantes sur les versants nord de l'ensemble des massifs montagneux.

### PRÉVISIONS POUR LE 5 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Violents mistral et tramontane dans le Midi méditerranéen, où les éclaircies resteront prédominantes.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 février à 7 heures, de 1033,6 millibars, soit 775,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 février; le second le minimum de la nuit du 3 au 4 février) :

Alger, 14 et 3 degrés; Biarritz, 12 et 2; Bordeaux, 12 et 6; Bourges, 8 et 2; Brét, 10 et 7; Caen, 8 et 0; Chambourg, 7 et 1; Clermont-Ferrand, 8 et 1; Dijon, 7 et 1; Grenoble, 2 et 0; Lille, 5 et -2; Lyon, 5 et 1; Marseille-Marguier, 11 et 3; Nancy, 6 et -2; Nantes, 11 et 7; Nice-Côte d'Azur, 11 et 4; Paris-La Bourget, 10 et 0; Pau, 11 et 2; Perpignan, 14 et 3; Rennes, 8 et 6; Strasbourg, 7 et 0; Tours, 9 et 4; Toulouse, 11 et 2; Pointe-à-Pitre, 29 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 0 degrés; Amsterdam, 5 et 0; Athènes, 15 et 1; Berlin, 2 et 0; Bonn, 5 et -2; Bruxelles, 5 et 0; Le Caire, 13 et 3; Les Canaries, 20 et 15; Copenhague, 3 et -2; Dakar, 28 et 20; Djéba, 13 et 5; Genève, 2 et -1; Jérusalem, 8 et 4; Lisbonne, 16 et 4; Londres, 6 et -4; Luxembourg, 3 et -3; Madrid, 12 et -3; Moscou, 1 et -6; Nairobi, 27 et 12; New-York, 5 et 5; Palma-de-Majorque, 13 et 0; Rome, 13 et 0; Stockholm, -5 et -10; Téhéran, 17 et 6; Tunis, 13 et 4.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### DIMANCHE 6 FÉVRIER

« Le palais du Luxembourg », 10 h 30, 15, rue de Vaugirard, Mme Bouquet des Chaux.

« Le palais de Richelieu », 10 h 30, grille d'honneur, place du Palais-Royal, Mlle Oswald.

« L'Art 1900 », 11 heures, 13, avenue du Président-Wilson, M<sup>me</sup> Vermeersch.

« Musée de France », 15 heures, 24, rue Pavée, M<sup>me</sup> Legros.

« De l'hôtel de Salty à la place des Vosges », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Oswald.

« L'Institut de France », 15 heures, 23, quai Conti (Approche de l'art).

« Palais Bourbon », 15 heures, 8, place du Palais-Bourbon, M<sup>me</sup> Camus.

« Fontaine-Latour », 11 heures, 10, rue de la Harpe (Connaissances d'ici et d'ailleurs).

« Evocation de Clemenceau en sa maison », 15 heures, 8, rue Franklin, M<sup>me</sup> Ferrand.

« Les salons du ministère des Finances », 14 heures, 93, rue de Rivoli (La France et son passé).

« La Banque de France », 10 h 30, 2, rue du Radziwill, M<sup>me</sup> Hauller.

« Musée de la Sorbonne », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Histoire et archéologie).

« Le Palais Royal », 15 heures, devant les grilles, P.-Y. Jaslet.

« L'Ecole militaire », 15 heures, place Joffre, angle avenue Duquesne (Paris et son histoire).

« La Seine et ses ponts », 10 h 30, place du Châtelet (Paris autrefois).

« Saint-Germain l'Auxerrois », 15 heures, 15, rue de la Harpe (Régénération du passé).

« Hôtel de Rohan », 11 heures, 87, rue Vieille-du-Temple (Tourisme culturel).

« Couvent des Blancs-Manteaux », 16 heures, 9, rue Malher (Le Vieux Paris).

« Hôtel de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Visages de Paris).

## CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard de La Tour-Maubourg, M. E. Brumfield.

« Israël, pays de la bible », 18 h 30, « Israël, les kibboutzim » (Rencontre des peuples).

15 h 30, 15, rue de la Boucherie, M. M. Meunier-Thouret - « Aziza, Rana et Madame Chrysanthème » (Les artisans de l'esprit).

**LOTO**

TIRAGE N° 5

DU 2 FÉVRIER 1983

5 12 22 31 37 46

NUMERO COMPLEMENTAIRE 49

6 BONS	10	1 364 582,60 F
5 BONS	54	126 350,20 F
5 NUMEROS		7 014,60 F
3 BONS	100	127,10 F
3 NUMEROS	003 023	9,80 F

**SUPER CAGNOTTE**

20 000 000 F

PROCHAIN TIRAGE LE 9 FÉVRIER 1983

VALIDATION JUSQU'AU 8 FÉVRIER 1983 APRES-MIDI

**NEIGE-PLUS-ULTRA**

**FORAITS SKI DE PRINTEMPS :**

7 j. hôtel\*\* + Skis 6 j.  
Chambre petit déj. 1.135 F/pers.  
1/2 pension 1.555 F - à partir du 17/4

**Val d'Isère**

OFFICE DU TOURISME  
BP 28 - 73150 Val d'Isère - Tél. 04 78 10 83 - Tél. 960 077

**DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE**

**AVIS DE CONCOURS POUR LA CRÉATION D'UN LOGO**

Un concours de projets est organisé en vue de l'étude et de la réalisation d'un logo pour le Val-de-Marne.

de l'ouvrage : DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX  
Service de Gestion de l'Hôtel du Département  
Avenue du Général-de-Gaulle  
94011 CRETEIL

Ce concours est ouvert à tout candidat ou à toute équipe inscrite après inscription auprès du maître de l'ouvrage (bureau 364 - 1<sup>er</sup> étage).

Date de clôture des inscriptions : 15 mars 1983.

Les concurrents devront retirer le dossier auprès du maître de l'ouvrage (bureau 364, 1<sup>er</sup> étage).

Date limite de retrait des dossiers : 7 mars 1983.

Les prestations à fournir par les concurrents seront :

- Dessin de logo : dimensions réglementaires : hauteur, 21 cm; largeur, 14 cm.
- Description : (à l'appui du dessin) texte dactylographié de 30 lignes environ.

Premier prix : 20.000 F  
Dix prix suivants : 4.000 F chacun

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 3 février 1983, dans les principales stations françaises, telles qu'elles nous ont été communiquées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information enregistré sur répondeur automatique au 266-64-22.

Le premier chiffre indique en centimètres l'épaisseur de neige au bas des pistes; le second, l'épaisseur de neige en haut des pistes.

**ALPES DU NORD**

Alpe d'Huez : 150-320; Les Aiguilles : 120-230; Arèches-Beaufort : 90-310; Annecy-le-Vieux : 40-110; Annecy : 30-80; Arches-Beaufort : 90-310; Bellecambre : 50-80; Bonneval-sur-Arc : 110-220; Carroz d'Aranches : 50-230; Chamrousse : 40-250; Chamonix : 40-90; La Chapelle-d'Ardenne : 35-75; Châtel : 25-120; Collet d'Allevard : 20-80; Courmayeur : 40-140; Les Contamines-Montjoie : 95-200; Crest-Voland : 55-155; Les Deux Alpes : 45-320; Flaine : 100-325; Phémy : 60-90; La Plagne : 40-160; Les Gets : 50-100; Le Grand-Bornand : 30-135; Les Houches : 20-60; Les Sept-Laux : 10-40; Megève : 40-140; Les Menuires : 85-150; Méribel : 45-150; Morzine-Avoriaz : 45-230; Paléy-Nancroix : 55-190; La Grande-Plagne : 110-210; Pralognan-La Vanoise : 80-150; Franz-Argy : 50-80; Saint-François - Longchamp : 80-200; Saint-Gervais-le-Bettes : 60-150; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 20-60; Samoëns : 30-230; Thonon-les-Bains : 50-70; Tignes : 10-40; Val d'Isère : 30-110; Val Thénard : 100-160; Val Thorey : 45-160; Valmorel : 105-180.

**ALPES DU SUD**

Allos-le-Sigaux : 20-60; Annot : 15-60; La Foux d'Allos : 15-140; Isola-2000 : 65-150; Montgenèvre : 60-140; Orcières-Méribel : 15-90; Les Orres :

## BREF

**DÉBAT**

LE CERCLE RÉPUBLICAIN organise un débat le 7 février à 18 h 30 à 20 heures sur le thème : « L'Europe : une issue à la crise ? » avec le professeur Pascal, directeur du centre des Hautes Études internationales pour le développement. Un dîner suivra au restaurant du cercle.

\* 5, avenue de l'Opéra - Tél : 260-69-95.

**ÉDUCATION**

CONNAÎTRE LES ENFANTS. - L'école des parents et des éducateurs organise un stage de vingt-cinq jours environ, à partir du 15 février, sur trois points : observer et écouter son enfant, savoir se faire entendre de son enfant et exprimer ses besoins et savoir analyser les conflits et trouver une solution aux problèmes quotidiens.

\* E.P.E. Animation-Formation, M<sup>me</sup> Geneviève Mamon, 4, rue Brunel, 75017 Paris. Tél. : 766-23-89.

Les mots croisés se trouvent en page 18.

**Le Monde**

DIMANCHE

Dans son numéro du 6 février

**L'Etat marchand d'alcool fait de mauvaises affaires**

Vendre de l'alcool, ce n'est pas forcément gagner de l'argent. Qu'il s'agisse de la vigne ou de la betterave, l'Etat en perd.

**Enquête de Daniel Schneider**

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 4 février :

**DES DÉCRETS**

- « Relatif au comité régional des institutions par l'article 68 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions ».
- « Modifiant le décret du 13 juin 1961 modifié pour l'application de l'article 52-1 du code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boismes ».

**UN ARRÊTÉ**

« Portant organisation pour 1983 du concours d'admission en première et deuxième année de la section Gestion de l'Institut national des télécommunications ».

déclaration de nos revers de l'année 1982

Page 1 de

Page 2 de







**Nouveau :** En 1984 (revenus de 1983) vous devez mentionner ces produits dans votre déclaration. Bien entendu, étant libérés d'impôt, ils n'entreront pas en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

● Sont exonérés d'impôt les intérêts des sommes inscrites sur un livret A de caisse d'épargne, un livret bleu d'une caisse de crédit mutuel, sur un compte d'épargne-logement (ou un plan), un livret d'épargne du travailleur manuel.

b) Avances, prêts ou acomptes reçus tant qu'associé d'une société de capitaux (ligne T).

Il s'agit des sommes mises à la disposition des associés des sociétés de capitaux ou qui, sans preuve contraire, sont considérées comme des revenus distribués.

c) Revenus des valeurs mobilières (lignes U, V, W et X).

● Il s'agit :  
- Des intérêts, arrérages et produits de nature des obligations, effets publics et titres d'emprunts négociables ;

- Des dividendes des actions et parts sociales distribués par des personnes morales soumises au non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des dividendes distribués aux associés en nom ;

- Les revenus suivants exonérés :  
- Les intérêts de l'emprunt 4,5 % 1973 ;

- Les produits des titres déposés sur des engagements d'épargne à long terme ;

- Les lots et primes de remboursement attachés aux bons et obligations émis en France avec l'autorisation du ministre de l'économie et des finances.

● En dehors des jets de présence ou des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté, soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu.

## 2) Revenus fonciers

● Ne pas déclarer ici que les immeubles bâtis ou non bâtis dont la location ou la jouissance, mais qui sont pas affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) ou qui proviennent de propriétés dont vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il s'agit par exemple ainsi des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société d'affichage, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou une maison appartenant.

Attention ! Les entreprises des professionnels de la publicité ou de l'affichage qui vous versent un titre de droit d'affichage.

● Les dépôts de garantie n'ont pas à être déclarés, mais, le cas échéant, au départ du locataire. (Conseil d'Etat, 8 mai 1981, requête n° 19 171).

● Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044. Toutefois, si vos revenus fonciers sont constitués uniquement par une participation dans une société civile immobilière non placée dans le régime de la copropriété et si vous êtes soumis à l'impôt sur les sociétés, vous pouvez dispenser de produire la déclaration n° 2044 en reportant directement, sous A.B.D.M. ou N, selon la nature, le résultat de votre part dans le résultat de la société, qui doit, de son côté, souscrire une déclaration n° 2072.

● Les revenus des bâtiments d'exploitation des propriétés rurales (granges, écuries, caves...) sont exonérés. La fraction des fermages qui s'y rapporte n'est donc pas à déclarer. Mais, en contrepartie, les charges correspondantes peuvent être déduites. Cependant, vous pouvez demander l'exonération en portant sur les lignes appropriées de l'annexe n° 2044 la totalité des fermages et des charges. Il vous suffit de joindre à votre déclaration une note datée et signée, dans laquelle vous déclarez l'exonération, d'une manière expresse et définitive, pour l'ensemble des propriétés rurales.

● Si vous louez des locaux à une personne ou à une société qui gère la location commerciale en raison des modalités prévues au bail, reportez-vous au § 3-b « Loueurs en meublé » professionnels.

### ● Principaux travaux déductibles

1) Pour les locaux d'habitation, vous pouvez déduire, à condition d'en justifier :

- Les travaux de réparation ou d'entretien destinés à maintenir ou remettre l'immeuble en bon état, sans en modifier la consistance, l'agencement ou l'équipement initial : réfection des peintures extérieures, planchers, réparation d'une toiture, ravalement, traitement des bois contre les parasites, remise en état des conduits de fumée, remplacement d'une chaudière ou d'un appareil sanitaire par un appareil du même type ;

- Les travaux d'amélioration destinés à apporter un équipement ou un élément de confort mieux adapté aux conditions modernes de vie (installation d'un chauffage central, d'une salle d'eau, du tout-à-l'égout, d'un w.c. du téléphone, de dispositifs de sécurité) à condition que ces travaux ne modifient pas la destination de l'immeuble.

## 3) Revenus des professions non salariées

### a) BÉNÉFICES AGRICOLES (colonne A).

Est exploitant agricole un contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la culture des produits qu'il récolte quelles que soient l'importance et la qualité des cultures cultivées (même s'il n'est pas le titulaire principal de l'activité). Il en est de même si le contribuable est membre d'une personne ayant pour objet l'exploitation d'un groupement agricole ou forestier, d'un G.A.E.C. ou d'un groupement forestier.

● Régime du forfait.  
Vous disposez pour souscrire votre déclaration du même délai que celui qui vous est accordé pour déclarer le forfait, c'est-à-dire jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des forfaits agricoles (Journal officiel).

Mais, si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de souscrire la déclaration générale.

soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ce qui est partie de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des dividendes des actions françaises).

● Pour déclarer vos revenus, conformez-vous aux indications figurant sur les « certificats d'avoir fiscal » qui vous sont remis par les établissements payeurs : la déclaration doit comprendre le montant net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Les certificats doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration. Le montant de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclaré ligne Z : il est déduit du montant brut de l'impôt et s'il est supérieur à ce dernier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt ou l'avoir fiscal à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

● Les abattements sur les revenus accordés automatiquement. Vous ne devez pas les déduire, ils sont de :

- 1 million de francs pour les dividendes d'actions (il n'est accordé que si le contribuable n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés) ; il peut être réduit ou supprimé si vous bénéficiez de la détaxation du revenu investi en actions ;

- 3 000 francs pour les revenus d'obligations ;

- 1 000 francs supplémentaires pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 1977 (ligne U).

**NOUVEAU POUR L'AN PROCHAIN :** La limite de 3 000 F ci-dessus sera portée à 5 000 F pour les revenus de 1983 à déclarer en 1984 au titre des obligations.

● Vous pouvez déduire, ligne Y, les frais de garde de vos valeurs si la condition qu'ils correspondent à des travaux effectivement déclarés. Vous placez une partie de vos revenus mobiliers sous le régime du précompte libératoire, vous devez exclure les frais de garde de ces valeurs et inscrire ligne Y.

destination de la construction de l'immeuble (exclusion des travaux de construction ou d'agrandissement, y compris les travaux de réfection complète d'une toiture consécutifs à la construction d'un étage supplémentaire et donc indissociables de l'agrandissement, arrêt du Conseil d'Etat du 15 octobre 1980, requête n° 18 782).

2) Pour les immeubles ruraux, outre les travaux d'entretien ou de réparation, peuvent être déduits :

- Les travaux réalisés pour adapter la propriété aux conditions modernes d'exploitation (électrification, installation de bassins, pompes à eau, fosses, clôtures...) s'ils sont de nature à entraîner une augmentation du fermage ;

- Les travaux de construction d'un nouveau bâtiment d'exploitation remplaçant un bâtiment de même nature, vétuste ou inadéquat qui doit être remplacé ou mis à jour ;

- Les travaux effectués par le locataire : travaux de réparation, reconstruction ou aménagement qui, en exécution d'une clause du bail, lui reviennent en contrepartie ; ces travaux ne sont pas ceux de l'année d'expiration du bail, alors que celui-ci ferait l'objet d'une tacite reconduction, conformément à la législation sur les baux commerciaux (arrêts du Conseil d'Etat du 12 mai et du 10 juillet 1981).

### Sort des déficits fonciers.

1) En principe les déficits fonciers ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains, ou les neuf années suivantes pour les propriétés rurales.

2) Exceptionnellement des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus ; c'est le cas des déficits :

- provenant d'immeubles classés monuments historiques ;

- résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat) ;

- subis par les nus-propriétaires tenus d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil).

Ils n'ont pu être imputés l'année de leur réalisation, ces déficits sont reportables jusqu'à épuisement pendant cinq ans maximum.

3) En pratique, pour les déficits subis en 1982, il vous suffit de les reporter sur la ligne B de la déclaration d'ensemble (exceptionnellement sur la ligne N). L'administration assure automatiquement les imputations nécessaires.

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous mentionnez sur la ligne D de la rubrique REVENUS FONCIERS les déficits exceptionnels et ci-dessus (immeubles historiques...) à la rubrique « DÉFICITS GLOBAUX », § 4, rubrique 7, ligne D.

Attention ! A compter des revenus de 1983, les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de la nue-propriété ne sont plus déductibles du revenu global des nus-propriétaires (BODG du 29 octobre 1982, 5 D-3-82).

limites, les recettes provenant des opérations d'élevage ou de culture portant sur des animaux ou des produits appartenant à des tiers sont multipliées par cinq.

Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2139 ou la déclaration d'ensemble des revenus le 15 juin.

### ● Régime du forfait réel normal.

La moyenne des revenus de 1981 et 1982 excède 1 million de francs, vous êtes de plein droit au régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vos revenus sont compris entre 300 000 F et 1 million de francs.

Vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 ou la déclaration des revenus le 15 mars, l'exercice comptable coïncide pas le 1<sup>er</sup> janvier, mais le 1<sup>er</sup> avril dans le cas contraire.

### ● Déclaration des déficits.

Avant d'opter pour le régime du forfait réel, il convient de vérifier que les déficits d'exploitations agricoles ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le contribuable n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés et que le contribuable excède 100 000 F.

### b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX.

En l'absence de personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, personnellement, ou comme associé d'une société de personnes, les particuliers peuvent être imposés dans une catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- Achats et ventes d'immeubles à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel ;

- Location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou des outils nécessaires à leur exploitation ;

- Location ou meublé : toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé ou sur plusieurs pièces leur habitation principale sont exonérées de l'impôt sur le revenu pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure dans des limites raisonnables (2,5 fois la valeur locative pour les logements soumis à la législation sur les loyers).

● Régime du forfait : c'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale n° 951 M au plus tard le 15 février. Si vous êtes forfaitaire à déjà été fixé pour 1982, vous devez reporter le chiffre de la déclaration des revenus, ligne B (dans la déclaration 951 M peut être déposé jusqu'au 15 avril) ; si le bénéfice de 1982 n'a pas été relevé en 1983, il convient de cocher la case correspondante de cette colonne.

### ● Régime simplifié d'imposition des petites moyennes entreprises.

Relativement de ce régime, outre les entreprises forfaitaires qui en font l'option, celles dont le chiffre d'affaires est compris entre 500 000 F et 1,8 million de francs (vente de marchandises ou fourniture de services) ou entre 150 000 F et 540 000 F (prestataire de services).

Vous devez établir la déclaration des résultats sur le formulaire 2033 et reporter le bénéfice (ou le déficit) colonne C de la déclaration des revenus (lignes M à W). Vous disposez d'un délai expirant le 31 mars pour déposer vos déclarations, le 15 avril si vous êtes assujéti à l'impôt sur les sociétés (on peut penser que le ministre du budget relèvera ce chiffre qui avait été relevé l'an dernier de 120 000 à 130 000 F).

● Régime du bénéfice réel pour les entreprises les plus importantes : la déclaration des résultats n° 2031 (et les tableaux comptables annexes) et la déclaration des revenus doivent être souscrites avant le 31 mars ou le 17 mai si votre bénéfice n'est pas supérieur à 130 000 F. Ce chiffre devant probablement être relevé (28 février si l'exercice est clos à cette date) au 31 décembre.

Les résultats sont reportés colonne B (lignes N à W) de la déclaration d'ensemble.

● Lours en meublé non professionnels : si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1982 n'excède pas 21 000 F (DOM sauf Guyane, 30 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration n° 951. Joignez simplement à votre déclaration une note datée et signée et le lieu de vos locations et portez, colonne D « Revenus des locaux en meublé - régime spécial », le montant brut des revenus (L'abattement de 50 % avec minimum de 1 500 F sera calculé par l'ordinateur).

ATTENTION ! - Loueurs en meublé non professionnels ayant opté pour un régime de bénéfice réel : pour les revenus perçus à compter de 1982, vous ne pouvez plus :

- Déduire vos déficits fonciers que des déficits antérieurs de l'activité de location (portez vos déficits fonciers sur la ligne YB s'il s'agit d'un déficit) ;

- Déduire de vos plus-values professionnelles et, en particulier, de l'écoulement prévu pour les petites entreprises.

### c) REVENUS NON COMMERCIAUX.

● Déclaration contrôlée (n° 2035). Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1982 plus de 175 000 F de revenus (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rattachés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les revenus pour la première fois dépassent la limite de 175 000 F en 1982 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative jusqu'à la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents à des associations agréées ont jusqu'au 31 mars pour déposer la déclaration 2035.

● Evaluation administrative (n° 2037). Ce régime est applicable aux personnes non assujéties à la déclaration contrôlée. La déclaration 2037 doit être déposée par chaque membre du foyer fiscal soumis à ce régime.

REMARQUES :

1) Possibilité de déduire immédiatement les petits matériels et outillages. Par une note du 21 septembre 1981 (B.O.D.G.I., n° 5 G-19-81), l'administration a décidé que pouvaient être compris parmi les charges immédiatement déductibles des bénéfices (au lieu de la seule annuité d'amortissement) :

- Les matériels et outillages d'une valeur unitaire hors taxes n'excédant pas 1 000 F ;

## 4) Les plus-values diverses et profits de construction

### I. - Les immeubles

Certaines plus-values sont exonérées de l'impôt sur le revenu :

● La résidence principale, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous n'ayez pas eu la vente pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel, ou un changement de résidence.

REMARQUE : La loi de finances pour 1983 a modifié les modalités de la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immeuble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement ou par personne interposée et que la cession est réalisée au moins cinq ans après l'acquisition ou l'accession. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la résidence principale. Ces délais de cinq ans et de deux ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif d'ordre familial ou un changement de résidence.

- Les matériels de bureau d'une valeur unitaire hors taxes n'excédant pas 300 F ;

2) Evaluation des dépenses d'automobile : dans une instruction du 21 décembre 1981 (B.O.D.G.I., référence n° G-21-81), l'administration a précisé que les contribuables imposés dans la catégorie des non commerciaux (quel que soit le régime) pouvaient déterminer les frais professionnels d'automobile par application du forfaitaire publié pour les salaires (voir paragraphe 5). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les contribuables ont la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

● Revenus commerciaux accessoires. - Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas le remboursement de frais compris, 16 000 F, vous pouvez les déclarer par des tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement à la colonne E de la rubrique « Régime forfaitaire ». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordinateur.

● Activités professionnelles non commerciales. - Les déficits des activités non commerciales des revenus de la même activité (droits d'auteur, produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et des propriétaires de chevaux de course) : déclarez les résultats obtenus ligne XD, sur la ligne YD s'il s'agit d'un déficit.

### CAS PARTICULIERS.

Les cas particuliers de revenus non commerciaux :

- Les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ;

- Les revenus des photographes de mode non journalistes ;

- Les droits d'auteur, même intégralement déclarés par les tiers, par l'écrivain, par le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux au lieu du forfaitaire ;

- Les produits perçus par les bacheliers des écoles de compositeurs ;

- Les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences exclusives d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 15 % (10 % si l'activité d'invention est exceptionnellement exercée à titre principal) ; ils doivent alors être déclarés sous la rubrique « Plus-values » (lignes 4, ligne C). Les produits de la propriété intellectuelle constituent des revenus non commerciaux imposables au taux de 15 % d'un abattement de 30 % pour tenir compte des frais exposés pour la réalisation de l'invention. Les produits déclarés par l'inventeur de l'invention ne bénéficient pas de cet abattement. Si l'inventeur exploite directement son invention, il relève de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux. Sauf si l'activité d'invention est exercée à titre principal, les produits de l'invention ne peuvent être déclarés que des produits de nature commerciale. La même règle s'applique aux cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits sur la ligne YD. L'inventeur doit attendre la fin de la réalisation de son invention pour imputer ses déficits antérieurs. Toutefois, lorsqu'un inventeur expose ses frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans percevoir de produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ses frais, le déficit correspondant est déductible du revenu global l'année de la prise du brevet ou des années suivantes. L'année de la réalisation de son invention, le déficit est reporté colonne D, ligne T (ou U ou W) du régime spécial d'imposition des plus-values de construction.

### d) ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION OU ASSOCIATIONS AGRÉES.

Les adhérents des centres de gestion agréés, placés de plein droit ou sur option sous un régime réel d'imposition ou sous un régime d'affaires n'excède pas 2 804 000 F (entreprises de ventes de services) et agriculteurs ou 846 000 F (prestataires de services), ou 1 011 000 F (membres des professions libérales) bénéficient d'un abattement de 10 % de leur bénéfice imposable pour la fraction excédant 100 000 F (chiffre fixé par la loi de finances pour 1983, au lieu de 150 000 F auparavant) et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 460 000 F. Pour bénéficier de cet avantage, l'adhésion à l'association doit être antérieure au 1<sup>er</sup> avril 1982.

● Cas particuliers des médecins conventionnés. - Les dispositions fiscales spécifiques aux médecins conventionnés qui respectent les tarifs conventionnels ont immédiatement de s'appliquer aux praticiens qui, dans le délai prescrit, ont informé la Caisse primaire d'assurance maladie de leur inscription qu'ils pratiqueraient des honoraires différents des tarifs par la convention.

La déclaration générale des impôts a été remplie que ces praticiens pourront bénéficier, au titre de l'année 1982, des allègements fiscaux réservés aux membres des associations agréées s'ils adhèrent à une telle association avant le 1<sup>er</sup> octobre 1982. Cette mesure ne concerne ni les médecins qui continuent de pratiquer les tarifs conventionnels et les médecins non conventionnés ou ceux qui ont adhéré pour la première fois en 1982 à la nouvelle convention.

### REMARQUES :

● Association des sociétés de personnes. - Si vous faites état de charges admissibles en déduction de votre résultat social - frais d'acquisition des parts, cotisations sociales, taxe professionnelle le cas échéant - vous devez joindre une note explicative pour l'administration (les frais de voiture engagés pour l'exercice de la profession ne sont pas déductibles par l'associé mais seulement au titre de la déclaration de la société). La note doit porter à votre signature la part qui vous revient dans le résultat social.

● Plus-values de construction d'actif par un exploitant en forfait ou en l'évaluation administrative. - Si vous ne remplissez pas les conditions pour vos plus-values professionnelles (voir plus loin « Plus-values professionnelles ») joignez une note datée et signée à votre déclaration spéciale faisant apparaître le détail des plus-values. Ces plus-values réalisées à long terme doivent être portées au § 4 Plus-values ligne C de la déclaration correspondant au régime d'imposition.

**NOUVEAU.** - Déduction du salaire du conjoint participant effectivement à l'exploitation : ce salaire peut, dans certaines limites, être déduit des résultats professionnels. La limite de cette déduction a été relevée de 19 300 F à 39 100 F (c'est-à-dire deux fois le SMIC mensuel pour un travail effectif pendant l'année 1982 entière) et vous êtes adhérent d'un centre de gestion ou association agréés (cette limite demeure à 17 000 F si vous n'êtes pas adhérent).

● Les cessions inférieures à 30 000 F :

- Les cessions de terrains à bâtir possédés depuis au moins trente-deux ans ou des biens immobiliers possédés depuis au moins vingt-deux ans par un particulier qui

24 11 1980



II - Les métaux et objets précieux

A. - OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX

Les ventes par les particuliers sont soumises à un forfaitaire de 6 % tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue par les lingiers et les bijoutiers. Aucune imposition n'est applicable au titre de l'impôt sur le revenu.

B. - OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité)

En principe, les objets que vous avez effectués pour un montant supérieur à 20 000 F sont soumis à un forfaitaire de 6 % s'il s'agit d'une transaction privée et de 2 % s'il s'agit d'une vente publique.

Toutefois, si vous possédez des pièces d'exception, vous pouvez, au moment de la vente, opter pour le régime des plus-values particulières (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts doit vous relever vous-même alors notifié par acceptation. Vous devez maintenant remplir la déclaration de l'année 1982.

NOUVEAU : la dernière loi de finances a supprimé les abattements qui existaient pour ces deux types d'opérations.

Ces principaux cas mis à part, les plus-values de cession d'immeubles font l'objet, en annexe à la déclaration des revenus, d'une déclaration spéciale n° 2049.

NOUVEAU : le régime d'imposition des plus-values de cession d'immeubles est régi par l'article 35 A du code général des impôts qui a été modifié par la loi de finances pour 1983. D'autre part, ce même texte a étendu aux plus-values réalisées au-delà de deux ans le bénéfice de la réduction qui ne visait auparavant que les plus-values réalisées au-delà de dix ans. Les modalités d'imposition sont donc les suivantes :

A. - Les ventes d'immeubles effectuées moins de deux ans après l'acquisition

La plus-value est considérée comme un revenu courant. Elle est calculée par simple différence entre le prix de vente et le prix d'achat augmenté des frais et est soumise à l'impôt sur le revenu dans les conditions ordinaires.

B. - Plus-value à long terme de cession d'un bien détenu depuis plus de deux ans

La plus-value est égale à la différence entre le prix de vente et les sommes constituant le prix de revient. A l'exclusion des intérêts d'emprunt, ces différentes sommes sont actualisées en fonction de la hausse des prix survenus depuis lors. Les coefficients d'érosion monétaire applicables sont les suivants :

Année de l'acquisition ou de la dépense	Coefficient à appliquer au prix d'acquisition ou aux dépenses
1959	8,18
1961	6,99
1962	6,36
1963	6,33
1964	6,36
1965	6,28
1966	6,28
1967	6,40
1968	6,32
1969	6,32
1970	6,47
1971	6,59
1972	6,38
1973	6,38
1974	6,47
1975	6,47
1976	6,47
1977	6,47
1978	6,47
1979	6,47
1980	6,47
1981	6,47
1982	6,47

Ces coefficients s'appliquent aux sommes exprimées en francs actuels. Par suite, lorsque l'acquisition ou des dépenses ont été effectuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1960, il convient de convertir en francs actuels les sommes payées, en les divisant par 100.

Au-delà de la deuxième année de possession (période d'attente de deux ans), la plus-value est de 1 % par an (3,33 % pour les terrains à bâtir). Par exemple, pour un bien détenu pendant quinze ans, la réduction est de treize fois 1 %, soit 13 %.

Un abattement de 6 000 F est enfin opéré sur la plus-value ainsi réduite. Cet abattement est soumis au barème de l'impôt sur le revenu, mais avec application d'un système de quotient, destiné à atténuer la progressivité de l'impôt.

EXEMPLE : vous êtes marié et avez deux enfants, votre revenu courant imposable est de 80 000 F. Vous réalisez une plus-value nette de 60 000 F (après prise en compte de l'érosion monétaire et tous abattements). Cette plus-value est divisée par cinq et ajoutée au revenu courant :

80 000 F + 80 000 F = 160 000 F
- Impôt à payer pour 80 000 F : 8 472 F
- Impôt à payer pour 80 000 F : 6 072 F
- Impôt relatif au cinquième de la plus-value : 2 400 F
- Impôt pour l'ensemble de la plus-value : 2 400 x 5 = 12 000 F

CAS PARTICULIERS

En cas d'expropriation, l'abattement est de 75 000 F au lieu de 60 000 F.

Non-résidents : Le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas applicable aux plus-values réalisées par les non-résidents en France. Si vous êtes dans ce cas et que vous réalisez une plus-value sur un immeuble situé en France, vous devez acquiescer un prélevement forfaitaire de 6 % tiers sur le montant de la plus-value et accablé par l'administration un représentant domicilié en France.

Toutefois, la résidence possédée en France par un Français résident à l'étranger est assimilée à une résidence principale et donc exonérée.

NOUVEAU : la loi des finances pour 1983 a supprimé le régime d'imposition dit de l'article 35 A du code général des impôts qui avait été institué par la loi de finances pour 1982. Ce régime prévoyait que si vous avez acquis un bien avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982, vous devez en obtenir le remboursement. Adressez-vous à la recette des impôts où le prélevement a été versé.

Plus-value de la première cession d'une résidence secondaire : Vous avez droit à un abattement supplémentaire de 20 000 F pour vous-même, de 20 000 F pour votre épouse et de 10 000 F pour chaque enfant vivant au foyer.

Si vous êtes célibataire, divorcé ou veuf, vous avez droit à un abattement de 30 000 F.

III - Les profits de construction

Ils doivent être reportés, s'il s'agit de profits réalisés à titre habituel pour lesquels vous n'avez pas opté pour le caractère libératoire du prélevement de 50 % institué depuis 1982 en la matière, ligne B de la rubrique 4 de la déclaration. Le montant du prélevement non libératoire doit être inscrit page 4, rubrique 7, ligne F.

Si vous avez opté pour le prélevement libératoire, vous devez joindre votre demande à votre déclaration.

IV - Les plus-values de cession professionnelles

1. - Si vous êtes industriel, commerçant, artisan, agriculteur ou inventeur et que votre chiffre d'affaires dépasse le forfait, les plus-values de cession de biens professionnels sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les conditions ordinaires, tandis que les plus-values à long terme donnent lieu à une taxe de 15 % sur leur montant nominal (ligne C de la rubrique 4 de la déclaration des revenus).

2. - Si vous êtes depuis au moins cinq ans commerçant, artisan, agriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas la limite de l'évaluation administrative, vous êtes exonérés pour les plus-values professionnelles, (sauf pour :

- les plus-values de cession de terrains à bâtir ;

- les plus-values de cession d'immeubles meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du commerce ou si, bien qu'y étant inscrit, votre activité de loueur de meuble représente moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150 000 F de recettes annuelles.

Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans, vous relevez du régime décrit au § 1 ci-dessus, sauf pour la cession d'actifs agricoles ou forestiers qui suivent les règles des plus-values particulières (§ 1).

V - Gains de cession de valeurs mobilières

NOUVEAU : la loi de finances pour 1983 a considérablement simplifié et allégé le régime d'imposition des plus-values mobilières. Vous n'avez plus à déclarer une cession de valeurs mobilières si elle n'est soumise à l'impôt sur le revenu que par son caractère exceptionnel (214 200 F).

Des opérations de bourse au comptant ou sur le marché à terme et, notamment, des opérations de découvert ou de découvert par effet de crédit (opérations de découvert ou de découvert par effet de crédit) sont exonérées à l'exception des opérations de découvert ou de découvert par effet de crédit.

En cas d'intervention d'un événement exceptionnel dans la situation personnelle, familiale ou professionnelle du contribuable, cette limite s'apprécie par référence à la moyenne des cessions de l'année 1982 et des années 1981 et 1980.

Les événements exceptionnels sont :

- le licenciement ;
- la retraite ;
- la cession d'une invalidité ;
- le divorce ou la séparation de corps ;
- le règlement judiciaire ou la liquidation des biens ;
- la survenance de tout autre événement exceptionnel.

Si vous êtes susceptible d'être exonéré de cette disposition et consécutivement de l'exonération des gains réalisés sur les valeurs mobilières, vous devez joindre à votre déclaration d'ensemble des revenus n° 2042 une note indiquant le montant des cessions réalisées en 1980, 1981 et 1982 ainsi que la nature et la date de l'événement exceptionnel qui motive l'appréciation de la limite de référence aux cessions des trois années.

REMARQUE IMPORTANTE : Lorsque tous les titres que vous possédez ainsi que les membres de votre foyer fiscal sont réunis en un seul compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine lui-même le montant des gains réalisés, vous pouvez vous dispenser de remplir une déclaration n° 2042 : le gain net doit être reporté directement sur la déclaration d'ensemble des revenus n° 2042 à laquelle devra être joint le document fourni par l'intermédiaire.

Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition des titres dans une note jointe à la déclaration n° 2042, à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de la faire figurer sur le document qu'il vous a adressé.

Si l'intermédiaire ne peut faire apparaître les pertes antérieures sur le document en cause, vous devez alors soumettre la déclaration n° 2042, afin de justifier du détail de l'imputation de ces pertes et ainsi de la différence avec le chiffre reporté sur la déclaration n° 2042, page 3, rubrique 4, ligne B (ou F).

TAUX D'IMPOSITION : Les plus-values nettes que vous déclarez sont imposables au taux de 15 %.

VI - Plus-values de cession de droits sociaux

1. - Déclarez ligne B, annexe II, les plus-values de cession de droits sociaux (actions, parts, titres) de sociétés dont vous avez obtenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq années précédentes, plus de 1 % des droits dans les bénéfices sociaux. En cas d'abandon d'échelonnement ou de renoncement à une plus-value réalisée lors d'un

échange résultant d'une scission de sociétés, joindre à la déclaration : l'échelonnement est effectué par cinquièmes sur l'année de l'opération et les quatre années suivantes.

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

2. - Les plus-values de cession de droits sociaux de sociétés dont vous avez obtenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq années précédentes, plus de 1 % des droits dans les bénéfices sociaux. En cas d'abandon d'échelonnement ou de renoncement à une plus-value réalisée lors d'un

échange résultant d'une scission de sociétés, joindre à la déclaration : l'échelonnement est effectué par cinquièmes sur l'année de l'opération et les quatre années suivantes.

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le prix, alors même que les titres n'ont pas été tout de suite remis au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat n° 17953 du 10 juillet 1981).

Une fois l'échelonnement au porteur qui n'est soumise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée, que les parties se sont







de l'année 1982

3° En cas d'installation de pompe à chaleur : d'une attestation du fournisseur certifiant que le matériel installé ne peut être utilisé à des fins autres que le chauffage.

4° En cas d'aménagements spécifiques réalisés dans les constructions neuves en vue d'accroître les apports solaires ; d'une attestation de l'entreprise de construction visée par la Direction départementale de l'équipement.

c) PENSIONS ALIMENTAIRES

1) PENSION VERSÉE À UN ENFANT MAJEUR

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et aidé, par conséquent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de 25 ans, enfant majeur non cotisé à charge par son parent divorcé ou séparé).

Ainsi, si vous êtes en mesure de justifier des versements que vous avez effectués, vous pouvez porter sur la ligne J :

- la pension versée à un enfant majeur célibataire : elle sera admise en déduction dans la limite de 13 000 F par enfant (indiquez le nombre dans la case T du cadre III de la 2<sup>e</sup> page de la déclaration) ;
- la pension versée à un enfant majeur marié : elle sera admise en déduction dans la limite de 13 000 F les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la dernière case du cadre III de la 2<sup>e</sup> page) ; cette limite est portée à 26 000 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple ; dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la dernière case du cadre III de la 2<sup>e</sup> page et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note annexée où vous mentionnez les nom et adresse des beaux-parents de votre enfant. Attention, cette déduction n'est possible que si vous ne comptez pas votre enfant parmi les personnes à charge. En effet, sous certaines conditions (voir rubrique « Enfants à charge ») vous avez peut-être intérêt à opter pour le rattachement de votre enfant à votre foyer. Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire, à un abattement de 26 000 F s'il est marié (39 000 F s'il a lui-même un enfant). L'option pour l'ane ou l'autre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment du montant des revenus perçus par l'enfant en dehors de la pension alimentaire.

En effet, si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été éventuellement perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES

(ligne K de la déclaration)

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir J, ci-dessus) au titre de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément.

**REMARQUE :** Par une note du 10-12-1982, l'administration a admis que les pensions versées pour l'entretien des enfants mineurs et rattachées spontanément soient déduites au titre des pensions alimentaires sous réserve des conditions posées par les articles 205 et suivants du code civil. Il en est de même des versements au profit de l'ex-époux.

La réévaluation doit toutefois être conforme à l'évolution du coût de la vie (indice INSEE des prix à la consommation).

Par ailleurs, si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants dans le besoin, vous pouvez déduire de votre revenu global, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation forfaitaire des avantages en nature retenue pour le calcul des cotisations de Sécurité sociale. En 1982, cette évaluation s'élève à 10 890 F.

Sauf exception, les pensions alimentaires doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

LA DÉDUCTIBILITÉ DES RENTES EN CAS DE DIVORCE

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un mineur, peut être remplacée, en tout ou partie, par le versement d'une somme d'argent entre les mains d'un organisme agréé chargé, en contrepartie, de verser à l'enfant une rente indexée.

Si vous avez choisi de vous libérer de votre obligation alimentaire par la constitution d'une rente, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être servie.

La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

A la déclaration des revenus, vous devez joindre, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation délivrée par l'organisme agréé chargé du versement de la rente, comportant les indications suivantes :

- Votre identité et votre adresse ;
- Identité, adresse, date et lieu de naissance de votre enfant bénéficiaire de la rente ;
- Identité et adresse de votre ex-conjoint qui a la garde de votre enfant ;
- Montant du capital versé et date du versement ;
- Dates du point de départ et du terme du service de la rente.

d) DÉDUCTIONS DIVERSES

Il s'agit exclusivement des :

- rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959 ;
- versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste du combattant dans la mesure où ils sont destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'État (le montant maximum de cette rente a été porté de 3 250 F à 3 700 F à compter de 1982) ;
- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou rentrant de l'étranger ;
- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques procurant recette à leurs propriétaires s'en réservant la jouissance ;
- versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de sécurité sociale qui n'ont pas été

déduites pour la détermination d'un revenu particulier : (rachats de retraite, cf. paragraphe « Pensions ») ; ne sont pas déductibles les charges affectées aux rémunérations aux employés de maison (réponse ministérielle Pierre Valon, du 20 juin 1981 (J.O. Sénat du 23-10-1981, p. 2165) ; il est rappelé que les cotisations ouvrières de sécurité sociale ont déjà été déduites du salaire, il n'y a donc pas lieu de les déduire une deuxième fois ;

- versements effectués dans le cadre de l'épargne-crédit ou du crédit différé (ceux correspondant à l'épargne logement ne sont pas déductibles) ;
- souscriptions (à concurrence de la moitié) du capital des sociétés de développement régional (DOM) et sociétés exerçant leur activité dans les DOM (secteur industriel, hôtelier ou de la pêche), sauf si elles ont été prises en compte pour la déduction du revenu investi en actions (vous devez joindre un certificat de la société) ;

e) DONS AUX ŒUVRES.

Nouveaux : désormais le régime de déduction des dons et subventions versés à des œuvres d'intérêt général est le suivant :

- Les dons aux organismes d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial ou culturel sont déductibles dans la limite de 1 % du revenu imposable (indiquez leur montant ligne N) ;
- Les versements faits au profit de fondations ou associations reconnues en vertu d'utilité publique ouvrent droit à une déduction supplémentaire de 2 % (si les versements sont effectués en totalité à ces dernières la déduction est ainsi de 3 %). Mentionnez les lignes M.

Attention ! Pour bénéficier de cette déduction supplémentaire vous devez obligatoirement joindre la totalité des reçus qui vous ont été délivrés : cette justification concerne toutes les sommes inscrites lignes M et N. Si vous ne joignez pas de reçu, la déduction supplémentaire sera automatiquement rejetée. En revanche, si vos dons ne sont pas supérieurs à 1 % de votre revenu imposable, vous pouvez vous contenter de joindre la liste des œuvres bénéficiaires.

f) PRIMES D'ASSURANCE-VIE.

Là, également, la déduction est automatiquement limitée en fonction des versements effectués. Inscrivez en conséquence le montant effectivement payé.

Contrairement à ce qui est admis en déduction, la durée de la vie humaine.

Lorsque ces versements comportent la garantie d'un capital en cas de vie et sont d'une durée effective au moins égale à dix ans, ou bien comportent la garantie d'une somme viagère avec jouissance effective au moins d'un an, les primes sont admises en déduction du revenu imposable du souscripteur, quelle que soit la date de la souscription, dans la limite de 3 250 F, majorée de 600 F par enfant à charge. Ces primes s'appliquent à l'ensemble des primes versées par les membres d'un même foyer fiscal.

Les primes affranchies au titre de l'assurance-vie sont déductibles dans la même limite (« Rente survie »).

En outre, les contrats d'assurance, mixtes ou combinés sur la vie, les contrats d'assurance décès-vie, les opérations de prévoyance collective, ainsi que les versements opérés dans le cadre de livrets de Caisse nationale de prévoyance.

Vous devez annexer à votre déclaration les certificats attestant le montant des primes versées en 1981 et, pour les contrats conclus en 1981, une attestation de souscription.

g) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS.

Vous pouvez déduire de votre revenu imposable les sommes consacrées par vous-même, votre conjoint ou les personnes à votre charge à de nouveaux achats d'actions de sociétés françaises ou de valeurs assimilées. Cette déduction porte sur l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées au cours de l'année 1982.

Toutefois, si vous avez acquis des valeurs après le 1<sup>er</sup> janvier 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées depuis cette date.

La déduction est automatiquement (en fonction de vos charges de famille) limitée à 3 000 F ; cette somme est augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir du troisième.

Nouveaux : pour les personnes nées avant 1932, - si vous ou votre conjoint êtes nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1932 et si l'un de vous deux n'est pas encore à la retraite, la limite de 3 000 F est portée à 6 000 F à compter de la cinquième année de détachement. Vous devez donc, pour en bénéficier, avoir demandé une déduction au titre de 1978 (remplissez alors la ligne X, page 4 de votre déclaration).

CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMULÉE AVEC LES AUTRES EXONÉRATIONS PRÉVUES POUR L'ÉPARGNE :

- Abattement de 3 000 F sur les revenus d'obligations, sans limitation ;
- Abattement de 3 000 F sur les dividendes. Le cumul est admis ici dans la limite d'un total de 3 000 F.

Exemples :

- Si vous demandez au titre du revenu investi en actions une déduction égale ou supérieure à 3 000 F, aucun abattement ne sera effectué pour l'imposition des dividendes que vous aurez éventuellement perçus.
- Si vous demandez à bénéficier de la déduction pour une somme inférieure à 3 000 F, l'abattement sur les dividendes sera accordé, s'il y a lieu, pour une somme égale à la différence entre 3 000 F et le montant de la déduction demandée.

h) OPÉRATIONS OUVRANT DROIT À DÉDUCTION DES REVENUS DE 1982.

- Achats ou souscriptions d'actions de sociétés françaises dont les titres sont inscrits à la liste officielle ou au compartiment spécial des Bourses françaises à valeurs (les certificats pétroliers sont assimilés à des actions) ;

- Achats ou souscriptions d'actions de sociétés étrangères dont les titres sont traités au hors-cote et qui sont inscrits sur une liste publiée par arrêté (la liste applicable aux opérations réalisées en 1981 a été publiée au Journal officiel du 1<sup>er</sup> décembre 1981, n° 3460) ;

- Achats des droits ou bons de souscription ou d'attribution se rapportant à des actions ;

- Acquisitions d'actions à capital variable (Sticav), lorsque ces actions se rapportent à

employer plus de 50 % de leur actif en valeurs à droits indiqués ci-dessus.

- Achats de parts de fonds communs de placement, lorsque le règlement du fonds prévoit que plus de 75 % de l'actif doit être employé en valeurs et droits ci-dessus.

- Souscriptions en actions d'actions de sociétés anonymes ou en commandite par actions dont les titres ne sont pas cotés en Bourse, ainsi que de parts de sociétés à responsabilité limitée.

- Opérations d'échange de titres réalisées dans le cadre des nationalisations et concernant :

- les obligations convertibles en actions émises par les sociétés nationalisées ;
- les actions non cotées et ne figurant pas sur la liste des actions traitées sur le marché hors cote.

Dans les autres cas, conformément aux dispositions de l'article 248 C du Code général des impôts, les opérations de nationalisation présentent un caractère intermédiaire. Elles ne sont donc pas à prendre en compte pour le calcul de l'excédent d'investissement.

CONDITIONS À REMPLIR

Les achats d'actions ou souscriptions de valeurs doivent être effectués par l'entremise d'un intermédiaire agréé (banque, agent de change, etc.) qui inscrit ensuite les titres en dépôt. Pour les souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou de parts de sociétés à responsabilité limitée, le souscripteur peut jouer le rôle d'intermédiaire agréé. D'autre part, le souscripteur doit indiquer à la société qu'il est bénéficiaire de la déduction à raison de cette opération.

Les valeurs concernées et détenues par les membres du foyer antérieurement à la date de la première acquisition pour laquelle vous entendez bénéficier de la déduction doivent être déposées chez un intermédiaire agréé à plus tard le jour de la première acquisition.

Pour les opérations opérées au titre de l'année 1981, l'obligation de dépôt des titres est maintenue jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle au titre de laquelle une première déduction a été pratiquée.

Exemple : si une première déduction a été pratiquée au titre des revenus de 1978, l'obligation de dépôt prend fin au 31-12-1982 et vous ne demandez pas la déduction de l'année 1982.

Si vous demandez à bénéficier d'une déduction pour 1982, cet avantage ne pourra être conservé qu'à la condition que vous mainteniez l'ensemble de vos titres en dépôt jusqu'au 31 décembre 1983.

Toutefois, si l'infraction à l'obligation de dépôt a produit avant cette date mais plus de quatre ans après l'année de la première déduction, la déduction de l'année de 1981 devra être réintégrée aux revenus de l'année de détaxation.

Exemple : soit un contribuable ayant demandé des déductions suivantes : 1978, 5 000 F ; 1979, 3 000 F ; 1980, 2 000 F ; 1981, 1 000 F ; 1982, 3 000 F. Il veut toutes ces actions en dépôt au cours de l'année 1983. La somme de 5 000 F est réintégrée dans ses revenus de 1983.

Pour les déductions effectuées au-delà de 1981 par les personnes nées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1932, l'obligation de dépôt se prolonge jusqu'à la fin de la quatrième année suivant celle au titre de laquelle la dernière déduction aura été demandée. Cependant l'obligation de dépôt peut prendre fin par anticipation, soit au 31 décembre 1986, soit au 31 décembre de l'année du départ en retraite.

Cette obligation ne fait pas obstacle à la possibilité de vendre des valeurs, notamment pour en acheter d'autres dans le champ d'application de la loi.

Vous pouvez également vendre des valeurs pour vous procurer des disponibilités ; mais dans ce cas, si, sauf licenciement, invalidité ou décès, les valeurs détaxées sont rajoutées au revenu imposable de l'année au cours de laquelle les valeurs ont été cédées. Cette réintégration sera limitée au montant des déductions opérées au titre des années antérieures.

PÉCÉ À JOINDRE

Pour bénéficier de la détaxation, vous devez joindre à votre déclaration des revenus :

- Les titres annuels remis par les intermédiaires ou sociétés et mentionner dans la case prévue (au bas de la quatrième page de déclaration) le nombre de ces inter-

médiaires. Si plusieurs comptes sont ouverts chez le même intermédiaire, indiquez les numéros de ces comptes sur une note annexée. Il en est de même si vous avez bénéficié de la détaxation 1978, 1979, 1980 ou 1981 et n'avez réalisé aucune acquisition en 1981.

Pour calculer la somme à déduire (ligne V) en cas d'excédent de vos acquisitions sur les cessions, ou, au contraire, à ajouter à votre revenu (ligne W) si les acquisitions sont supérieures, vous pouvez utiliser la fiche de calcul figurant pages 1 et 2 de la notice spéciale numéro 2041 A que vous avez reçue à domicile si vous avez déjà bénéficié de la déduction ou vous pouvez demander les services des impôts. Vous pouvez d'ailleurs joindre, si vous le souhaitez, cette fiche de calcul à votre déclaration d'éviter toute demande d'explications.

SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ À L'ÉTRANGER

- **Spéciaux**

Selon le pays dans lequel vous résidez, vous disposez des délais suivants pour le dépôt de votre déclaration de revenus :

- Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1983.
- Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen), Amérique du Nord : 15 mai 1983.
- Amérique centrale, Amérique du Sud : 31 mai 1983.

- **Lieux de dépôt.**

Vous devez déposer votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 8, rue d'Uzès, 75008 Paris Cedex 10.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts à Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06100 Menton.

- **Distribution des imprimés**

La distribution des imprimés de déclaration des revenus est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

- **Personnes concernées**

Les règles ci-dessus sont applicables :

- aux personnes physiques qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences ; elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de cette ou ces résidences ou sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés ;

- aux personnes qui n'ont pas en France leur domicile mais n'y disposent pas de résidences ; elles sont imposables sur les revenus de source française ;

- aux personnes qui n'ont pas en France leur domicile et qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissements.

Lorsqu'une personne a la nationalité d'un pays étranger et qu'elle exerce une activité en France sans y avoir d'établissements, elle est imposable sur ses revenus de source française, portez cette retenue au bas de la page 4 de la déclaration, ligne F (rubrique 7) et joignez à votre déclaration une note indiquant :

- le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante ;
- la somme des revenus correspondants.

**REMARQUE :** transfert du domicile à l'étranger.

- Si vous quittez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année de transfert de votre domicile à l'étranger, sous de quel vous n'obtiendrez pas le « quitus fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

REVENUS MONÉTAIRES

HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe n° 2047, portant vos revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur montant en francs français, calculé d'après le cours en change à Paris au jour de l'encaissement.

Comment calculer votre impôt

Les principaux changements par rapport à l'année précédente sont les suivants :

1) BARÈME

- Les tranches de toutes les tranches du barème sont relevées de 12,3 %, un taux de 11 % étant par ailleurs appliqué pour la tranche la plus élevée ; une révision des tranches permet également un relèvement de divers plafonds ou limites (dont certains sur les bénéfices des sociétés) ;

2) MESURES D'ACCÈS À L'IMPÔT

- Le seuil d'imposition générale d'impôt sur le revenu est passé de 12,5 %. Ainsi, pour l'imposition des revenus de 1982, les contribuables âgés de moins de soixante-cinq ans dont le revenu net de frais professionnels, n'excède pas 27 000 F (au lieu de 24 000 F pour 1981). Cette limite est portée à 29 500 F (au lieu de 26 000 F pour 1981) pour les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans ;

- Les mesures spéciales relatives aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou invalides sont portées à :

L - Comment déterminer

le revenu imposable

Pour déterminer votre revenu imposable (R), vous pouvez utiliser la page 6 de la notice explicative jointe à la déclaration des revenus.

Tout au long de l'exposé des différents catégories de charges déductibles, nous précisons les modalités de calcul et les limitations utilisées par l'administration lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Reportez-vous aux rubriques qui vous concernent.

II - Votre nombre de parts (N), suivant votre situation de famille et le nombre d'enfants à votre charge, est le suivant :

Nombre d'enfants à charge	CÉLIBATAIRE		DIVORCÉ		VEUF		MARIÉ	
	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)	Cas général	Cas part. (inval.)
0	1	1,5 (1)	1	1,5 (1)	1	1,5 (1)	2	2,5
1	2	2,5	2	2,5	2	2,5	3	3,5
2	3	3,5	3	3,5	3	3,5	4	4,5
3	4	4,5	4	4,5	4	4,5	5	5,5
4	5	5,5	5	5,5	5	5,5	6	6,5

(1) C'est le cas où vous avez coché, sur la déclaration, une ou plusieurs des cases P, R, K, S ou W du cadre II de la deuxième page et où vous n'avez ajouté personne à votre charge.

(2) C'est le cas où vous avez coché la case L du cadre II de la deuxième page de la déclaration, c'est-à-dire un ou plusieurs de vos enfants à charge est issu du mariage avec votre conjoint décédé.

(3) Aucun de vos enfants à charge n'est issu du mariage avec votre conjoint décédé.

(4) Un conjoint est titulaire de la carte d'invalidité (vous avez coché l'une des cases P ou W du cadre I de la deuxième page de la déclaration).

(5) Vous avez coché les deux cases P et A du cadre I de la deuxième page de la déclaration.

(6) C'est le cas où vous avez coché la case U du cadre II de la 2<sup>e</sup> page de la déclaration.



### III. - Le calcul de l'impôt

a) APPLICATION DU BARÈME.

Arrondissez votre revenu imposable (R) à la dizaine de francs inférieure, divisez-le par le nombre de parts (N) et regardez dans le tableau ci-dessous quelle formule vous devez appliquer.

Le montant de l'impôt « I » obtenu est, le cas échéant, arrondi au franc le plus voisin, l'arrondissement opérant sur le franc supérieur si le nombre de centimes est égal ou supérieur à 50.

Exemple : 10 départements d'outre-mer, le montant d'impôt est réduit d'un abattement de 30 % (R = 23 100 F, N = 10 en Guyane, R = 30 700 F).

R				
23 100	23 100	23 100	23 100	23 100
N	10	10	10	10
R	23 100	23 100	23 100	23 100
I	0	0	0	0

12 620 <= R <= 13 190 I = (0,05 x R) - (631 x N)

13 190	R	15 640	$I = (0,10 \times R) - (1\ 290,5 \times N)$
	N		
15 640	N	24 740	$I = (0,15 \times R) - (2\ 072,5 \times N)$
	A		
■ ■ ■ ■	R	31 810	$I = (0,20 \times R) - (3\ 309,5 \times N)$
	N		
31 810	R	■ ■ ■ ■	$I = (0,25 \times R) - (4\ 900 \times N)$
	N		
39 970	N	48 360	$I = (0,30 \times R) - (6\ 898,5 \times N)$
	A		
48 360	N	55 790	$I = (0,35 \times R) - (9\ 316,5 \times N)$
	A		
55 790	N	■ ■ ■ ■	$I = (0,40 \times R) - (12\ 106 \times N)$
	A		
92 970	A	127 860	$I = (0,45 \times R) - (16\ 754,5 \times N)$

[illegible]

**ATTENTION :** ■ Les formules figurant au § III a) ci-dessus permettent le calcul de l'impôt pour chaque revenu. ■ Si vous êtes concerné par le plafonnement du quotient familial, recherchez le montant de l'impôt correspondant à 1 part (non marié) ou 2 parts (marié) et déduisez de cette somme autant de fois 450 F que vous avez de demi-parts au-dessus de 1 (non marié) ou 2 (marié). ■ Au-dessus de 28 000 F, ajoutez la majoration exceptionnelle de 7 %. Si votre impôt est inférieur à 270 F, il n'est pas mis en recouvrement, mais en cas de restitution d'impôt fiscal il vient en diminution de cette restitution.

REVENUE DISPOSABLE	1 PART	1.5 PART	2 PARTS	2.5 PARTS	3 PARTS	3.5 PARTS	4 PARTS	4.5 PARTS	5 PARTS	REVENUE DISPOSABLE	1 PART	1.5 PART	2 PARTS	2.5 PARTS	3 PARTS	3.5 PARTS	4 PARTS	4.5 PARTS	5 PARTS
25 220	270									180 000	68 688		47 788	41 735		30 392	26 466	22 551	20 500
25 290	296	270								185 000	71 111		49 788	43 735	37 682	30 392	26 466	22 551	20 500
25 300	302	272								190 000	73 444		51 788	45 735	39 682	32 392	28 466	24 551	22 000
25 400	340	302								195 000	75 777		53 788	47 735	41 682	34 392	30 466	26 551	24 000
25 500	382	332								200 000	78 111		56 788	49 735	43 682	36 392	32 466	28 551	26 500
26 000	582	482								205 000	80 444		58 788	51 735	45 682	38 392	34 466	30 551	28 500
26 500	782	632								210 000	82 777		60 788	53 735	47 682	40 392	36 466	32 551	30 500
27 000	982	782								215 000	85 111		62 788	55 735	49 682	42 392	38 466	34 551	32 500
27 500	1 182	972								220 000	87 444		64 788	57 735	51 682	44 392	40 466	36 551	34 500
28 000	1 382	1 082								225 000	89 777		66 788	59 735	53 682	46 392	42 466	38 551	36 500
28 500	1 582	1 166								230 000	92 111		68 788	61 735	55 682	48 392	44 466	40 551	38 500
28 510	1 586	1 168	270							235 000	94 444		70 788	63 735	57 682	50 392	46 466	42 551	40 500
29 000	1 782	1 241	370							240 000	96 777		72 788	65 735	59 682	52 392	48 466	44 551	42 500
29 500	1 982	1 316	469							245 000	99 111		74 788	67 735	61 682	54 392	50 466	46 551	44 500
30 000	2 182	1 391	419							250 000	101 444		76 788	69 735	63 682	56 392	52 466	48 551	46 500
30 500	2 382	1 466	469							255 000	103 777		78 788	71 735	65 682	58 392	54 466	50 551	48 500
31 000	2 582	1 541	519							260 000	106 111		80 788	73 735	67 682	60 392	56 466	52 551	50 500
31 500	2 782	1 618	580							265 000	108 444		82 788	75 735	69 682	62 392	58 466	54 551	52 500
32 000	3 000	1 691	655							270 000	110 777		84 788	77 735	71 682	64 392	60 466	56 551	54 500
32 500	3 200	1 766	730							275 000	113 111		86 788	79 735	73 682	66 392	62 466	58 551	56 500
33 000	3 350	1 841	805							280 000	115 444		88 788	81 735	75 682	68 392	64 466	60 551	58 500
33 500	3 475	1 916	880							285 000	117 777		90 788	83 735	77 682	70 392	66 466	62 551	60 500
34 000	3 600	1 991	955							290 000	120 111		92 788	85 735	79 682	72 392	68 466	64 551	62 500
34 500	3 725	2 066	1 030							295 000	122 444		94 788	87 735	81 682	74 392	70 466	66 551	64 500
35 000	3 940	2 138	1 099							300 000	124 777		96 788	89 735	83 682	76 392	72 466	68 551	66 500
35 000	3 950	2 141	1 105							305 000	126 444		98 788	91 735	85 682	78 392	74 466	70 551	68 500
35 500	3 975	2 216	1 180							310 000	128 444		100 788	93 735	87 682	80 392	76 466	72 551	70 500
36 000	4 100	2 291	1 255							315 000	130 444		102 788	95 735	89 682	82 392	78 466	74 551	72 500
36 500	4 225	2 366	1 330							320 000	132 444		104 788	97 735	91 682	84 392	80 466	76 551	74 500
37 000	4 350	2 441	1 405							325 000	134 444		106 788	99 735	93 682	86 392	82 466	78 551	76 500
37 500	4 475	2 516	1 480							330 000	136 444		108 788	101 735	95 682	88 392	84 466	80 551	78 500
38 000	4 600	2 591	1 555							335 000	138 444		110 788	103 735	97 682	90 392	86 466	82 551	80 500
38 500	4 725	2 666	1 630							340 000	140 444		112 788	105 735	99 682	92 392	88 466	84 551	82 500
39 000	4 850	2 741	1 705							345 000	142 444		114 788	107 735	101 682	94 392	90 466	86 551	84 500
39 500	4 975	2 816	1 780							350 000	144 444		116 788	109 735	103 682	96 392	92 466	88 551	86 500
40 000	5 100	2 891	1 855							355 000	146 444		118 788	111 735	105 682	98 392	94 466	90 551	88 500
40 500	5 225	2 966	1 930							360 000	148 444		120 788	113 735	107 682	100 392	96 466	92 551	90 500
41 000	5 350	3 041	2 005							365 000	150 444		122 788	115 735	109 682	102 392	98 466	94 551	92 500
41 410	5 352	3 043	2 007	1 830						370 000	152 444		124 788	117 735	111 682	104 392	100 466	96 551	94 500
41 500	5 352	3 043	2 008	1 844						375 000	154 444		126 788	119 735	113 682	106 392	102 466	98 551	96 500
42 000	5 502	3 138	2 103	1 919						380 000	156 444		128 788	121 735	115 682	108 392	104 466	100 551	98 500
42 500	5 652	3 233	2 203	1 994						385 000	158 444		130 788	123 735	117 682	110 392	106 466	102 551	100 500
43 000	6 002	3 636	2 305	2 169						390 000	160 444		132 788	125 735	119 682	112 392	108 466	104 551	102 500
43 500	6 152	3 736	2 380	2 244						395 000	162 444		134 788	127 735	121 682	114 392	110 466	106 551	104 500
44 000	6 302	3 836	2 455	2 319						400 000	164 444		136 788	129 735	123 682	116 392	112 466	108 551	106 500
44 500	6 452	3 936	2 530	2 394						405 000	166 444		138 788	131 735	125 682	118 392	114 466	110 551	108 500
45 000	6 602	4 036	2 605	2 469						410 000	168 444		140 788	133 735	127 682	120 392	116 466	112 551	110 500
45 500	6 752	4 136	2 680	2 544						415 000	170 444		142 788	135 735	129 682	122 392	118 466	114 551	112 500
46 000	6 902	4 236	2 755	2 619						420 000	172 444		144 788	137 735	131 682	124 392	120 466	116 551	114 500
46 500	7 052	4 336	2 830	2 694						425 000	174 444		146 788	139 735	133 682	126 392	122 466	118 551	116 500
47 000	7 202	4 436	2 905	2 769						430 000	176 444		148 788	141 735	135 682	128 392	124 466	120 551	118 500
47 500	7 352	4 536	3 000	2 844						435 000	178 444		150 788	143 735	137 682	130 392	126 466	122 551	120 500
47 870	7 463	4 618	3 036	2 870						440 000	180 444		152 788	145 735	139 682	132 392	128 466	124 551	122 500
48 000	7 502	4 650	3 055	2 895						445 000	182 444		154 788	147 735	141 682	134 392	130 466	126 551	124 500
48 500	7 652	4 750	3 130	2 970						450 000	184 444		156 788	149 735	143 682	136 392	132 466	128 551	126 500
49 000	7 802	4 850	3 205	3 045						455 000	186 444		158 788	151 735	145 682	138 392	134 466	130 551	128 500
49 500	7 952	4 950	3 280	3 120						460 000	188 444		160 788	153 735	147 682	140 392	136 466	132 551	130 500
50 000	8 102	5 050	3 355	3 195						465 000	190 444		162 788	155 735	149 682	142 392	138 466	134 551	132 500
50 500	8 252	5 150	3 430	3 270						470 000	192 444		164 788	157 735	151 682	144 392	140 466	136 551	134 500
51 000	8 402	5 250	3 505	3 345						475 000	194 444		166 788	159 735	153 682	146 392	142 466	138 551	136 500
51 500	8 552	5 350	3 580	3 420						480 000	196 444		168 788	161 735	155 682	148 392	144 466	140 551	138 500
52 000	8 702	5 450	3 655	3 495						485 000	198 444		170 788	163 735	157 682	150 392	146 466	142 551	140 500
52 500	8 852	5 550	3 730	3 570						490 000	200 444		172 788	165 735	159 682	152 392	148 466	144 551	142 500
53 000	9 002	5 650	3 805	3 645						495 000	202 444		174 788	167 735	161 682	154 392	150 466	146 551	144 500
53 500	9 152	5 750	3 880	3 720						500 000	204 444		176 788	169 735	163 682	156 392	152 466	148 551	146 500
54 000	9 302	5 850	3 955	3 795						505 000	206 444		178 788	171 735	165 682	158 392	154 466	150 551	148 500
54 500	9 452	5 950	4 030	3 870						510 000	208 444		180 788	173 735	167 682	160 392	156 466	152 551	150 500
55 000	9 602	6 050	4 105	3 945						515 000	210 444		182 788	175 735	169 682	162 392	158 466	154 551	152 500
55 500	9 752	6 150	4 180	4 020						520 000	212 444		184						

هڪڙا مڙيا ڇڏي









## Why did a French importer and a German sales director, on a flight to Geneva, both ask for an English-speaking newspaper?

First, because they're flying with one of the 56 major airlines which appreciate the importance of carrying the Financial Times.

Second, because they both want to arrive feeling properly briefed for the day ahead.

As businessmen, they need to know what is happening in the world, why it is happening and what is going to happen next.

The FT's daily coverage of business news from Europe, the Middle East, the United States, Japan and

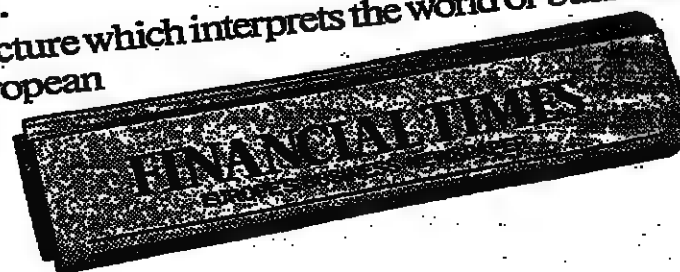
the Far East is not only earlier than other newspapers, it is reported for Europeans by Europeans.

World news. European company news. Prices. Exchange rates. Advance news of foreign contracts.

All these, together, build a picture of the market as a whole.

A picture which interprets the world of business to the European business world.

**Everyone speaks the Financial Times.**



For more information about how to receive a regular copy of the FT, day or night, write to: Anne-Marie Tard, Financial Times (Europe) Ltd, Centre d'Affaires de Louvain, 108 Rue de Rivoli, F-1204 Paris Cedex 12, Tel: 297 2000, TX: 22009.

Je m'abonne



# Gérer les nationalisations

## II. - Du difficile apprentissage du métier d'actionnaire

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Un an après les nationalisations, l'Etat fait toujours son apprentissage d'actionnaire. Un premier article a analysé la situation financière des groupes industriels du secteur public qui ont été dégraissés par le gouvernement socialiste (le Monde du 4 février). Dans ce second article, nous abordons les problèmes de tutelle et celui de l'autonomie de gestion qui est laissé aux groupes nationaux-

Dès le 17 février 1982, jour de la nomination des nouveaux P.D.G., le chef de l'Etat avait solennellement insisté sur « l'autonomie de gestion et d'action des groupes nationaux » qui devaient être « totales ». Un principe qui a depuis été réaffirmé à plusieurs reprises, mais dont l'application sur le terrain ne se révèle pas aussi aisée que certains l'espéraient. D'où le rappel à l'ordre du président de la République, mercredi, en conseil des ministres qui n'est pas sans rapport avec le dénouement de six des P.D.G. des groupes industriels nationalisés par le 11 janvier avec le chef de l'Etat.

Un double risque guettait les nationalisations. Que ces entreprises s'effritent en fédérations et n'en fassent qu'à leur tête, privilégiant leurs intérêts à court terme. Qu'elles soient paralysées par un interventionnisme quotidien, au point que l'administration à décider à leur place. Dans quel cas, ces deux écueils n'ont pu être évités. Ainsi, on regrette dans certains cercles du pouvoir que la tutelle n'ait pas été parfois plus contraignante. On cite le cas des compagnies pétrolières et le rachat de Texas Gulf par Elf Aquitaine, qui, contrairement à ce qui avait été affirmé,

A l'inverse, l'annonce de fusions, de restructurations dans la chimie ou la mini-informatique, alors que les sociétés concernées n'avaient pas achevé, voire commencé, leurs discussions, a pu donner l'impression

aux intéressés d'être placés devant le fait accompli.

L'affrontement entre le ministre de la recherche et de l'industrie et les dirigeants de la C.G.E. à propos du rachat de la C.E.M. par Alstom Atlantique a pris une tournure passionnelle. Peu satisfait des termes du protocole d'accord signé entre l'actionnaire de C.E.M., le groupe suisse Brown Boveri et la filiale de la C.G.E., M. Chevènement a fait pression pendant plus de six mois pour en revoir les termes, provoquant des remous nationaux et internationaux.

Hormis ces « bavures », les dirigeants de ces groupes, qui ont vécu l'avant et l'après-nationalisation, reconnaissent cependant qu'en « matière de grandes options stratégiques, de grands dossiers, il n'y a pas plus de dirigisme qu'auparavant ». Il est vrai que l'autonomie des grands groupes industriels était toute relative sous les gouvernements précédents. Par tradition, l'Etat français est toujours intervenu, souvent brutalement, dans les grands dossiers industriels.

La liste est longue de ses incursions, comme de ses veto. Du Yalta de l'électronique en 1949 entre la C.G.E. et Thomson, à l'interdiction de la vente par P.U.K. à l'américain Oxy de ses actifs dans la chimie, ou du rachat de Keor Mac Gee par Elf Aquitaine. L'Etat, dispensateur de fonds publics, souvent principal client, savait peser de tout son poids. Sur ce plan, il n'y a donc rien de changé. L'Elysée et Matignon se font même plus discrets qu'auparavant. « C'est l'Etat, rappelle-t-on chez Saint-Gobain, qui nous a demandé en 1978 de remplacer la C.G.E. dans C.I.L. - Honeywell-Bull. C'est l'Etat qui nous a demandé en 1982 d'en sortir. »

Ce sont les pouvoirs publics où les avis divergent d'ailleurs, qui décident dans le téléphone du sort de la C.G.C.T. Tout comme en 1976,

c'étaient l'Elysée et les P.T.T. qui avaient réorganisé l'industrie française du téléphone. Après tout, il paraît logique, surtout dans un pays comme la France, que l'E.D.F., représentant la collectivité, détermine les grandes options industrielles qui engagent le pays tout entier.

Ce qui est nouveau ce sont les contraintes globales qui pèsent sur les entreprises nationalisées, chargées de « montrer l'exemple ». Contraintes plus ou moins ressenties dans l'élaboration des contrats de plans pluriannuels, mais également sensibles en matière d'emploi et de négociations salariales. « Pourrions-nous réellement licencier si les circonstances l'exigent », se demandent les P.D.G.

Si pouvoirs publics et P.D.G. se félicitent du dialogue social, de « l'absence de cogestion », que la nationalisation a permis dans les entreprises, les seconds s'inquiètent du climat qui règne dans l'encadrement. La « recommandation » qui a été faite au secteur public de geler la partie des rémunérations supérieure à 250 000 F a été très mal accueillie. « Comment conserver nos cadres supérieurs si nous ne pouvons pas leur assurer les mêmes conditions que nos concurrents ? Comment recruter des talents si nous ne pouvons pas les payer au prix du marché ? »

Ce malaise des cadres n'est pas propre au secteur public, mais on compte beaucoup sur leur mobilisation, leur motivation, pour dynamiser les entreprises nationalisées. Or à de rares exceptions près, c'est l'échec. Matraques fiscales, inquiétude du dialogue direct qui se noue dans les entreprises publiques entre les directions et les syndicats ouvriers, ils se mettent de plus en plus « en route libre ». Phénomène inquiétant : pour la gauche qui a perdu là une partie de la base électorale, qui a permis l'élection de

M. Mitterrand ; pour les entreprises qui risquent d'y perdre leur compétitivité, leur agressivité.

Si les groupes s'accommodent de la tutelle, ils sont en revanche agacés par l'interventionnisme quotidien de l'administration et des quarante-quatre ministères. Tous sont inondés de demandes de renseignements parfois folkloriques (nombre de machines à écrire, état des locaux, etc.).

### Un interlocuteur unique

Les anecdotes sur ce « royaume des questionnaires » pullulent. Chaque ministre veut affirmer son autorité et considère le secteur public un peu « comme sa chose ». L'un pour conserver une usine dans sa circonscription. Un second pour s'opposer à des décisions de gestion d'un groupe au nom, bien évidemment, de l'« intérêt national ». Un autre convoque les P.D.G. pour qu'ils viennent lui parler de l'aménagement du temps libre dans leurs usines. C'est encore un chef de service du Trésor qui leur demande d'établir les balances commerciales de leurs groupes, alors que les ministères de l'Industrie et du Commerce extérieur venaient déjà de formuler la même demande. C'est la Cour des comptes qui adresse un questionnaire à l'ancien secteur public, demandant des chiffres sur les salaires gagnant plus de 480 000 F par an. Ce sont les parlementaires qui multiplient les auditions.

Matignon, où l'on est conscient du problème, est intervenu à plusieurs reprises pour tancer une administration qui rappelle aux ministres qu'il existait une tutelle : la recherche et l'industrie pour les groupes industriels, l'économie et les finances pour les banques : « Il appartient aussi, ajoute-t-on, à chaque P.D.G. de résister. »

Ce n'est pas toujours facile. D'autant que les P.D.G. encouragent parfois eux-mêmes cet interventionnisme. Ainsi ils jouent, selon les dossiers, des clivages et des oppositions entre les administrations voire les ministères. Les nationalisés qui se plaignent des divergences entre ministères, et subit trop d'interventions, savent aussi à l'occasion en profiter.

Décider que la tutelle du secteur public industriel relève du seul ministre de l'Industrie n'a pas suffi, les services de la Rue de Grenelle n'étant pas adaptés à leurs nouvelles missions. Ils manquaient notamment de compétences en matière financière et sociale. Le « nerf de la guerre » leur échappe en partie. Ils partagent en outre la tutelle de plusieurs groupes, et non des moindres, avec des ministères plus structurés, aux budgets plus vastes, comme les armées et les P.T.T.

Cette insuffisance structurelle du ministère de l'Industrie, à laquelle M. Chevènement tente de remédier, a eu deux conséquences paradoxales. L'une a conduit certains fonctionnaires de la rue de Grenelle, peu au fait de « cette alchimie complexe qu'est une entreprise » à multiplier les interventions sur des dossiers mineurs pour affirmer leur existence. L'autre a amené des administrations concurrentes à suivre ce mauvais exemple, en profitant précisément des faiblesses de la rue de Grenelle.

Au-delà de l'avertissement du président de la République, on semble conscient, dans les ailes du pouvoir, de la nécessité, pour ces groupes, d'avoir un interlocuteur unique avec coordination chez le premier ministre. Une idée dont l'application pourrait être facilitée par une réforme des structures gouvernementales dans le sens d'une réduction drastique du nombre de ministères.

L'Etat est donc toujours à la recherche d'un style pour ses rapports

avec le secteur public. Les structures, si elles sont importantes, ne sauraient constituer l'unique réponse aux problèmes actuels. A l'évidence, la politique industrielle du gouvernement n'en est toujours qu'au stade des grandes idées. Il manque ce cadre global, définissant les objectifs, fixant les priorités, précisant les moyens à l'intérieur desquels les entreprises publiques et privées vont évoluer. Le IX<sup>e</sup> Plan, avec la loi de programmation industrielle, doit combler ce vide. Mais, à la fin de l'année seulement. Cette absence de Plan se fait aujourd'hui cruellement sentir et la mise en place d'un plan intermédiaire de deux ans apparaît bel et bien comme une erreur. Comment une entreprise publique peut-elle bâtir une stratégie à moyen terme, lorsqu'elle ne connaît pas les options de la collectivité et les efforts que cette dernière entend consentir ?

Il reste à espérer que les structures précises, les derniers textes législatifs votés (la loi de respiration notamment, qui permet à des entreprises publiques de céder ou d'acheter des filiales), les grandes orientations du IX<sup>e</sup> Plan arrêtées, l'apprentissage achevé, 1983 verra l'Etat se consacrer enfin à ce qui doit être sa tâche dans le secteur public : « faire faire ».

FIN

### CAMERA 7

7, rue LAFAYETTE  
75009 PARIS

### SUPER PROMOTION

Cassettes VHS 180

HITACHI 89.00 TTC

Cassettes VHS 120

HITACHI 75.00 TTC

LOCATION VIDÉO

BEMAMAX et VHS

### MESSAGE AU MONDE ENTIER

Combien de sacrifices faut-il encore, les choses doivent-elles se détériorer encore plus avant qu'on croit en Jésus-Christ, le fils de Dieu ?  
Fait-il plus de guerres et plus de souffrances avant que son message soit écouté et compris ?

Kees DEBOEC - Huisdierstraet 42 - 1016 Dg Amsterdam

(Publié)

### FINANCIAL TIMES

Texte en langue française du message publicitaire  
inséré en page ci-contre :

Pourquoi un importateur français et un directeur des ventes allemand en route vers Genève demandent-ils le même quotidien anglais ?

D'une part, parce qu'ils volent sur l'une des cinquante-six compagnies aériennes qui mesurent l'importance d'avoir le Financial Times à bord, d'autre part, ils veulent arriver à destination, certains d'avoir en main toutes les informations nécessaires pour affronter la journée.

Comme tous les hommes d'affaires, ils ont besoin de savoir ce qui se passe dans le monde, pourquoi cela se passe et ce qui va se passer.

Les actualités économiques en Europe, au Proche-Orient, aux Etats-Unis, au Japon et en Extrême-Orient paraissent dans les rubriques quotidiennes du Financial Times plus vite qu'ailleurs. Et elles sont commentées par des Européens pour des Européens.

Nouvelles du monde entier, nouvelles des sociétés européennes, prix, taux de change, informations en avant-première sur les contrats étrangers : l'ensemble vous donne une image fidèle du marché.

Image qui traduit le monde des affaires pour les hommes d'affaires européens.

Parler affaires, c'est parler Financial Times ?

Pour de plus amples renseignements sur la manière de recevoir régulièrement un exemplaire du F.T. appelez ou écrivez à :

Aimée-Marie Tozzi - Financial Times (Europe) Ltd  
Centre d'Affaires Le Louvre  
168, rue de Rivoli - F75044 PARIS CEDEX 01  
Téléphone : 297-20-00 - Téléc : 220044



## Un président n'est jamais seul

Les chefs d'Etat ne sont plus les seuls à se faire suivre, dans leurs déplacements, par une mystérieuse mallette. Aujourd'hui, les chefs d'entreprise aussi possèdent leur force de frappe portative. C'est le Whisper Writer.

En effet, le Whisper Writer est un terminal portable aux multiples fonctions. Il peut correspondre avec un autre terminal, avec un service de courrier électronique, avec un ordinateur, avec une banque de données... Et il peut faire tout cela de n'importe quel point du globe, pour peu qu'il y ait le téléphone. Ainsi, il vous permet d'entrer en contact, à tout moment, avec vos collaborateurs, vos clients, vos bureaux, vos agences et tous les réseaux informatiques.

Le Whisper Writer édite vos textes, les corrige, les modifie, les mémorise et les transmet. Il reçoit vos messages, même en votre absence.

En « courrier électronique », il va plus loin. Les messages ne sont plus seulement expédiés et reçus. Ils sont stockés, dispatchés, consultés et reconstruits - en temps réel comme en différé.

Mais le Whisper Writer est aussi, tout simplement, un terminal informatique. En tant que tel, il dialogue à distance avec n'importe quel ordinateur et peut consulter, à tout moment, n'importe quelle base de données dans le monde.

Tout cela pour un prix qui vous étonnera. Renseignez-vous en téléphonant au (3) 031.63.83 ou en écrivant à 3M France, département télécopie, BP 300, 95006 Cergy-Pontoise Cedex.



Whisper Writer  
Le terminal à tout faire



## SOCIAL

## LES CONFLITS DANS L'AUTOMOBILE

## La direction de Citroën Aulnay annonce trente « mises à pied conservatoires »

Vendredi, en fin de matinée, la direction de Citroën Aulnay a décidé, « au stade actuel de l'enquête », de prendre des mesures de « mises à pied conservatoires » à l'encontre de trente personnes, ayant participé ou incité à l'agression, en rappelant que cette procédure ne préjuge en rien de la nature de la sanction finale et laisse à chaque salarié, conformément au droit, la possibilité de présenter des expli-

cations sur les faits qui lui sont imputés. La direction assure avoir pris cette décision dans le double but de « stopper le processus de violence et retrouver au plus vite un climat serein » et « d'assurer normalement le travail ». Comme prévu, des négociations sur les salaires se tiendront vendredi avec la direction générale.

L'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois fonctionnait quasi normalement vendredi matin (des débrayages de la maîtrise au plateau de retouche continuèrent, mais sans incidence sur la production). Mais des grèves étaient à craindre dans l'après-midi. La direction recevait dans la matinée les délégués syndicaux pour les informer de sa décision de sanctionner ou non des syndicalistes considérés comme responsables des incidents de mercredi. S'il y a sanction la C.G.T. appellera sans doute à des débrayages. Dans le cas contraire, c'est la maîtrise qui envisage d'arrêter le travail. Le 3 février, M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération des métaux C.G.T., a réclamé la mise en place d'une commission d'enquête sous l'autorité des pouvoirs publics et des instances judiciaires compétentes pour que « les véritables responsables soient publiquement situés ».

A Aulnay, nous signale Jean Benoit, la tension reste vive dans l'établissement toujours surveillé par des forces de police. Jeudi, les agents de maîtrise ont été plusieurs centaines à bloquer une partie de la fabrication, notamment au plateau de retouche. Certains d'entre eux affirmaient s'être conformés pour ce débrayage aux consignes passées « par la C.S.L. et par la hiérarchie ». Pour la section C.G.T. de l'usine, il s'agit d'une « nouvelle provocation ». Plus généralement, elle estime qu'il s'agit d'une « gigantesque manipulation » : « l'affaire a été montée de toutes pièces pour créer un climat défavorable à la C.G.T. à la veille des discussions sur les salaires ».

## Vote à Fins

A Fins, la direction a organisé, le 3 février, un vote à bulletin secret, contesté par la C.F.D.T., majoritaire

## M. Jean Auroux : la C.G.T. est responsable ou incapable

Dans une interview accordée au *Matin*, le 4 février, M. Jean Auroux, ministre du travail, a déclaré à propos des graves incidents de Citroën à Aulnay : « Le mot d'ordre de débrayage a été lancé par la C.G.T. De deux choses l'une : ou bien ces mouvements ont échappé à cette organisation et le fait donne acte de son incapacité à maîtriser les débrayages, ou bien ces débrayages étaient prévus à l'avance et la C.G.T. en porte la responsabilité. »

Après avoir, à nouveau, condamné sans appel la violence comme mode de relation dans les entreprises, le ministre s'interroge : « Je ne peux pas m'empêcher de me demander à qui profite ces désordres. Certaines personnes cherchent peut-être à provoquer une déstabilisation sociale et économique à la veille d'une échéance électorale ».

■ M. JACQUES CHIRAC : « Une très grande irresponsabilité. » - M. Jacques Chirac, président du R.P.R. et maire de Paris, s'est déclaré, jeudi 3 février, à l'Assemblée nationale, « très inquiet de voir l'industrie automobile, qui est le fleuron de l'industrie française, être le terrain d'élection de batailles syndicales et politiques ». M. Chirac a estimé que « de tels affrontements, si on les laisse se développer, peuvent petit à petit devenir, ce qui serait pire que tout, d'ordre raciste. Cela veut dire qu'il y a de la part de ceux qui suscitent ces mouvements une très grande irresponsabilité, d'autant que cela coûte extrêmement cher à la nation, et qu'il faudra bien que quelqu'un paye ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-UL	7,8315 7,8360	+ 100 + 120	+ 390 + 450	+ 1065 + 1185
SE-UL	5,7109 5,7200	+ 103 + 143	+ 231 + 280	+ 657 + 772
Yen (100)	2,9279 2,9311	+ 130 + 154	+ 282 + 317	+ 898 + 961
DM	2,8352 2,8383	+ 143 + 167	+ 317 + 349	+ 967 + 1031
DM	2,5843 2,5877	+ 145 + 175	+ 321 + 360	+ 995 + 1061
F.R. (100)	14,4978 14,5126	+ 120 + 144	+ 280 + 317	+ 875 + 911
F.R.	3,4587 3,4635	+ 240 + 216	+ 543 + 467	+ 1573 + 1401
L. (1 000)	4,9316 4,9386	+ 389 + 285	+ 795 + 663	+ 1254 + 2061
C. (100)	10,6940 10,7033	+ 96 + 174	+ 252 + 308	+ 582 + 1009

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/2	9	10 1/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2
SE-UL	8 1/2	9	10 1/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2
DM	5 3/4	6 1/8	6 3/4	7 1/8	7 1/2	7 3/4	8 1/8	8 1/2	8 3/4	9 1/8	9 1/2	9 3/4	10 1/8	10 1/2	10 3/4	11 1/8	11 1/2	11 3/4	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 1/2
Yen (100)	10 3/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2	31 1/2	32 1/2
F.R. (100)	10 3/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2	31 1/2	32 1/2
F.R.	10 3/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2	31 1/2	32 1/2
L. (1 000)	10 3/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2	31 1/2	32 1/2
C. (100)	10 3/4	11 1/4	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	28 1/2	29 1/2	30 1/2	31 1/2	32 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE**

**POUR LA 1<sup>ère</sup> FOIS**

**L'INFORMATIQUE**

**SOUS TOUTS**

**SES ASPECTS**

Un outil de référence et d'initiation

**42,50 F EN LIBRAIRIE**

**HATIER**

dans l'usine, qui n'a pas voulu y participer. Les dix mille sept cents salariés mis en chômage technique devaient se prononcer sur les propositions de la direction portant sur l'indemnisation de ce chômage dû au conflit dans l'atelier de peinture.

Sur environ 5 000 inscrits, 1 090 voix ont répondu « oui » à la direction, et 1 068 « non ». Pour la C.F.D.T. et Force ouvrière, ce vote n'est pas significatif, en raison de la trop faible participation. Pour le moment, la C.G.T. s'est refusée à toute déclaration. A l'usine, la situation reste tendue - des grévistes ont, notamment, le 3 février, cassé des urnes à la tôle R 5 et à la chaîne de serrage.

## Négociation reportée chez Chausson

Chez Chausson à Gennevilliers (Haut-de-Seine), en grève depuis le 18 janvier, la négociation, suspendue depuis le 2 février, pourrait reprendre au début de la semaine prochaine, indique-t-on à la direction. Cette dernière a reçu, le 3 février, une délégation des élus communistes de la ville et leur a promis une réponse pour le 4 février sur la reprise éventuelle de la négociation. Sept mille voitures ont été perdues, selon la direction, depuis le début du conflit.

## C.G.T. : « rien n'annonce un nouveau plan de rigueur »

Pas de vagues. Pas de polémiques. Pas de tonitruantes mises en garde. A quatre semaines des élections municipales, la C.G.T. ne veut en débattre ni avec le gouvernement ni avec ses partenaires syndicaux. Pour la centrale de M. Henri Krasucki, qui vient de réunir sa commission exécutive, l'essentiel est, tout en mettant en relief les acquis positifs du changement, de s'opposer à la violence de l'offensive du patronat et de la droite giscardienne et chiraquienne. « La situation actuelle est complexe », souligne M. Laroze, avec des contradictions, des résultats, des succès d'inquiétude, mais « il est de l'intérêt des travailleurs de faire échec à la droite ».

Le 3 février, devant la presse, M. Krasucki a ainsi fait preuve d'une très grande modération. « Quand on parle de la première semaine de février 1983, dans un an, dans dix ans, dans vingt ans, on dira : c'est la semaine de la retraite à soixante ans. Rien d'autre ne comptera... ». Rien d'autre ? Dans un tel contexte, la poussée de fièvre dans l'automobile - présentée soit comme une réponse aux provocations patronales, soit comme l'expression de revendications normales

■ M. LAURENT FABRIS : « La rigueur était nécessaire hier, elle est nécessaire aujourd'hui et elle sera nécessaire demain, a affirmé le 3 février à Lyon M. Laurent Fabris, ministre du budget, au cours d'une réunion électorale. C'est une espèce de méthode de pensée : on ne fait rien sans rigueur au niveau d'un gouvernement comme au niveau d'une famille. Mais il ne faut pas non plus en faire trop. Il ne faut pas faire de la rigueur. Je crois que la politique gouvernementale va dans le bon sens. Les résultats sont appréciables. On a besoin de stabilité des règles du jeu. »

■ C.G.C. : « Edmond Maire est un mystique et entend qu'on le sache », écrit M. Jean Menu, président de la C.G.C., dans la Lettre confédérale. « Edmond Maire est un prophète et consent à partager sa vérité. (...) Avez-vous ressenti quelque chose ? Je n'ai pas bien compris, à travers les comptes rendus de presse, si cette fameuse deuxième vague de rigueur avait été révélée par le président à l'immense syndicaliste, ou si elle avait été précisée par ce dernier au président. (...) Néanmoins, il faut le dire, nous échappons difficilement à ce deuxième plan de rigueur, même si les tentatives d'acceptation de l'ayatollah de la rue Cadet échouent. »

■ LE SYNDICAT DES CHOMEURS approuve M. Maire : Au nom du Syndicat des chômeurs, M. Maurice Pagat « apporte son soutien le plus complet à M. Maire », dans un communiqué publié le 3 février. Soulignant que « la rigueur dans le domaine économique c'est d'abord l'équité »,

## Avant la signature d'un accord sur la retraite à 60 ans

## MM. Bérégovoy et Krasucki se félicitent

A la veille de l'ultime négociation, vendredi matin 4 février, sur la retraite complémentaire à soixante ans, le ministre des affaires sociales et la C.G.T. se sont félicités de l'accord qui devait être conclu. M. Pierre Bérégovoy, qui a inauguré la nouvelle année du Centre national d'études supérieures de la sécurité sociale à Saint-Etienne, jeudi 3 février, a souligné l'importance d'un accord qui permettra à des salariés qui ont commencé à travailler très jeunes de pouvoir « prendre à soixante ans non seulement du repos mais de changer d'horizon et de vie ». M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré dès jeudi : « L'événement le plus important de la semaine c'est la conclusion, demain, de l'accord qui permet la retraite à soixante ans à 70 % avec un minimum de 2 900 francs. C'est une vraie grande conquête sociale, comme il y en a eu en 1936 et la Libération. »

Sauf surprise de dernière heure, les syndicats (à l'exception de la C.G.C. très réservée) et la C.N.P.F. devaient en effet, vendredi matin, mettre définitivement au point l'accord sur la retraite complémentaire à soixante ans, en signant un document fort de cinq articles et dont la portée est prévue pour sept ans. Quelques points importants restaient cependant à éclaircir : « Le champ d'application, c'est-à-dire les personnes qui pourront bénéficier du droit à retraite. Le C.N.P.F. a accepté qu'en plus des salariés cotisant aux ASSÉDIC et aux régimes complémentaires, les autres salariés ou encore les « parisi », qui, en fin de carrière, sont inscrits à d'autres institutions (régime des fonctionnaires ou régimes spéciaux de salariés) puissent bénéficier à soixante ans de la retraite complémentaire. En outre, les chômeurs non indemnisés entrèrent

aussi dans ce champ d'application, s'ils sont inscrits comme demandeurs d'emploi depuis trois mois (le patronat souhaite six mois). Restait un problème en suspens : les immigrés et les femmes qui ont cotisé trente-sept années et demie mais ne sont plus salariées. Enfin une négociation différente devrait s'ouvrir d'ici au mois d'avril pour étudier le cas des « carrières courtes », c'est-à-dire des personnes âgées de soixante ans qui n'ont pas trente-sept années et demie de cotisations.

■ Le financement des points gratuits de cotisation des pré-retraités. Assuré par l'UNEDIC, ce financement, s'il était transféré comme le souhaite le C.N.P.F. au fonds spécial destiné à couvrir les dépenses de la nouvelle retraite de soixante à soixante-cinq ans - et aussi les pré-retraites, - alourdirait ses charges.

Mais les partenaires sociaux espèrent dépasser ces contradictions et aboutir à un accord. Celui-ci permettrait par la création d'un système intermédiaire et provisoire d'assurer à soixante ans une retraite complémentaire - toujours calculée en points acquis pendant l'activité professionnelle mais sans abattement. Pour trente-sept années et demie, cette retraite complémentaire sera de 20 % du salaire moyen calculé sur toute la carrière et s'ajoutera aux 50 % calculés sur le salaire-plafond accordé par le régime général (avec un minimum de 2 200 francs par mois) soit au total 60 à 70 % du dernier salaire pour des ouvriers et employés et 52 % environ pour un cadre.

Une fois l'accord signé, les partenaires sociaux devront négocier avec l'Etat une convention financière prévoyant le lancement d'un emprunt pour équilibrer le fonds spécial les premières années.

J.-P. DUMONT.

## Travail temporaire

## ACCORD SUR L'INDEMNISATION COMPLEMENTAIRE EN CAS DE MALADIE OU D'ACCIDENT.

Pour les salariés temporaires, un accord a été signé le 3 février portant sur l'indemnisation complémentaire à la Sécurité sociale en cas de maladie ou d'accident.

Cet accord a été ratifié par le Promat (Syndicat des professionnels de travail temporaire) et l'Unet (Union nationale des entreprises de travail temporaire) du côté patronal et, du côté syndical, par quatre des cinq organisations représentatives. La Confédération française de l'encadrement (C.F.E.) n'a, en effet, pas voulu signer cet accord, qui intervient après quatre mois de négociations. Le salaire intermédiaire sera désormais indemnisé à raison de 50 % du salaire de base pendant les trente premiers jours d'arrêt, en cas de maladie ou d'accident, puis de 25 % pendant les trente jours suivants.

Mais une condition est fixée à cette indemnisation : l'intermédiaire doit avoir effectué 840 heures de travail temporaire (dont 530 dans les entreprises de travail temporaire) dans les douze mois qui précèdent son arrêt.

Les intermédiaires qui ne réunissent pas l'ancienneté requise dans ces entreprises peuvent bénéficier cependant du régime de prévoyance, s'ils font la preuve d'une ancienneté de 1 800 heures de travail sur vingt-quatre mois dans le travail temporaire.

## NÉGOCIATIONS

## LE STATUT DE L'ENCADREMENT

Les négociations sur le statut de l'encadrement se sont ouvertes, le 3 février, entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales. Pour M. Paul Marchelli, délégué général de la G.G.C., « il s'agit de définir le plus précisément possible ce qu'est le personnel d'encadrement, ses droits et ses devoirs, en respectant l'intégrité des conventions collectives ».

La G.G.C., qui, de longue date, demande l'élaboration en bonne et due forme d'un statut de l'encadrement, espère aboutir à un « accord-cadre », puis à des négociations dans les branches professionnelles. Les autres organisations sont beaucoup plus réservées : ainsi, M. Hubert Bouchet, nouveau secrétaire général de l'U.C.I.-P.O., refuse d'inclure les agents de maîtrise et les techniciens dans l'encadrement. Prochains rendez-vous : les 1<sup>er</sup> et 28 mars.

■ Protestations cégétistes contre la suppression du paiement en espèces dans cinquante-cinq guichets d'assurance-maladie de Paris. L'Union départementale C.G.T. de Paris, les administrateurs C.G.T. et le syndicat C.G.T. de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris ont vigoureusement réagi dans un communiqué contre la décision du conseil d'administration de la Caisse de « supprimer le paiement immédiat et en espèces dans cinquante-cinq centres de paiement » parisiens. Cette décision va léser les assurés « les plus en difficulté ».

## DROIT D'EXPRESSION DES SALARIÉS

Des négociations sur la mise en œuvre des lois Auroux pour le droit d'expression des salariés sont en cours dans la moitié des entreprises de plus de deux cents salariés du secteur privé. C'est ce qu'a indiqué M. Jean-Paul Jacquier, secrétaire national de la C.F.D.T., à la presse le 3 février, veille du jour limite où ces négociations devaient s'ouvrir, fixée dans le cadre de la loi Auroux du 4 août dernier. Selon M. Jacquier, une vingtaine d'accords ont déjà été conclus dans des secteurs très divers.

Ces négociations doivent se conclure sur un accord portant sur l'organisation, la fréquence et la durée des réunions, la protection des participants en matière de liberté d'expression, la transmission des vœux et avis à l'employeur et les conditions dans lesquelles ce dernier fera connaître ses réponses aux intéressés. Pour M. Jacquier : « la création de groupes d'expression dans les ateliers de Renault-Fits ou de Citroën-Aulnay ne pourrait pas à l'heure actuelle aboutir à des résultats positifs cela ne ferait que durcir les conflits en les transformant en matches de boxe ». Rappelons que la législation actuelle - expérimentale - doit déboucher sur une loi définitive avant fin 1985.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## UNITED TECHNOLOGIES

Résultats de l'exercice 1982

Le bénéfice net se monte à 5 537 millions, incluant au titre du premier trimestre 5 666 millions d'effet cumulé provenant du récent changement de comptabilisation des crédits d'impôt, et 5 402 millions de profit exceptionnel, résultant de l'échange au deuxième trimestre de 1981 311 actions et d'espèces contre des obligations de la société pour un montant de 5 165 millions. Hors effet cumulé de changement de comptabilisation et hors profit exceptionnel, le bénéfice net au titre de l'exercice 1982 est de 5 426,9 millions contre 5 457,7 millions pour l'exercice 1981.

Le chiffre d'affaires totalisé 5 13 577 millions contre 5 13 668 millions pour 1981.

Harry J. Gray, Chairman, President and Chief Executive Officer, a expliqué que la diversification des activités du groupe, ses solides parts de marché et surtout le niveau élevé de ses investissements en recherche et développement (5 834 millions en 1982) avaient permis au groupe de faire face à la situation économique la plus difficile depuis dix ans. U.T.C. se situe aujourd'hui au tout premier plan dans trois secteurs d'activité : l'aéronautique, les systèmes d'aménagement de bâtiments et l'électronique.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement universitaire

Sous-direction des MARCHÉS ET CONTRATS

## AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS

Les entreprises et sociétés intéressées par les avis d'appels d'offres internationaux n° 20/82, 21/82, 22/82, 23/82, 24/82, 25/82, « SDMC », parus dans le quotidien national « EL MOUDIAH » des 22 décembre et 23 décembre 1982, sont informées que les dates limites de réception des offres fixées initialement aux 5 et 6 février 1983 sont prorogées de quinze jours.

Il est rappelé aux intéressés que les cahiers de charges sont à retirer au siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, Sous-direction des Marchés et Contrats, 1, rue Bachir-Atar, place du 1<sup>er</sup> Mai (Alger).

MARCHES



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

3 février  
Résistant

Passablement échauffés, vingt-quatre heures auparavant, les cours de la Bourse de Paris ont diminué jeudi à la Bourse de Paris et une nette tendance à la résistance a été observée. D'entrée de jeu, Michelin devait même regagner quelques points. Mais l'exemple donné n'a pas fait réellement tâche d'huile et à quelques points de fermeté ont réapparus à la cote, des baisses ont persisté. Bref, l'indice a terminé à 1.077, en dessous de son niveau de la veille.

Que Wall Street fasse mine de se redresser et Paris se sent tout de même un peu mieux. L'attente est, en outre, Atlantique, l'on s'attendait déjà les trompettes pour annoncer l'immensité de la reprise économique. Mais notre place n'en est pas encore à jouer les effets d'entraînement sur l'Europe. « Attendez déjà que le redressement de l'expansion se traduise par une baisse de l'inflation », nous confie un spécialiste. « On enverra après. »

L'impression causée n'est pas moins favorable, même si au niveau des cours la satisfaction ressentie n'était pas vraiment perceptible. Un fait est certain : le marché, qui la veille semblait avoir rien retenu des déclarations faites par M. J. Delors sur les entreprises et les entrepreneurs, les a pris en considération. Avec une journée de négociation, les déclarations faisaient l'objet de nombreuses conversations.

La devise-titre a suivi le dollar dans son repli et s'est échangée entre 8,56 F et 8,62 F, contre 8,53 F à 8,67 F.

Le phénomène habituel de bascule a joué et l'or s'est redressé pour coter 506 dollars à Londres contre 498,25 dollars précédemment.

A Paris, le lingot a regagné 1 050 F à 115 000 F. Mais le négociant a encore perdu du terrain : 742 F contre 760 F.

Le volume des transactions a peu diminué : 37,83 millions de F contre 41,53 millions.

## NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Dernière très irrégulière et tendant plutôt à s'apaiser, la New York Stock Exchange s'est redressée jeudi au fin de séance, et l'indice des industriels, un instant revenu à 1.057, devait s'établir, en clôture, à 1.064,66, soit à 2,03 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la séance, légèrement négatif la veille, a, cette fois, été positif. Sur 1.395 valeurs traitées, 967 ont monté, 559 ont baissé et 369 n'ont pas varié. L'activité est restée modérée et 78,89 millions de titres ont changé de mains contre 77,2 millions précédemment.

L'indicateur composite a été essentiellement tiré à l'accroissement de l'indicateur de la semaine par le Trésor américain de 3,5 milliards de dollars de bons à terme. Beaucoup ont craint que cette opération n'entraîne la liquidité des marchés, surtout qu'elle n'annonce un effet de levier sur les taux d'intérêt.

Le marché des obligations s'est échauffé, tout comme celui des actions. En définitive, une légère tendance s'est fait sentir, mais elle n'a pas atteint l'ampleur. Pour de nombreux analystes, Wall Street va rester quelque temps prisonnier du marché obligataire tant que l'évolution du loyer de l'argent restera incertaine. Autre facteur dont Wall Street tient compte, c'est la baisse des prix du pétrole brut, bonne en soi, mais dont les effets pourraient être contrebalancés, bien au-delà, par les déclarations canadiennes au système monétaire.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, et Dernière. It lists various stock indices and their closing values for the day.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**CYCLES PEUGEOT.** - L'arrêt des comptes pour 1982 n'est pas encore fait mais la société prévoit déjà un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 2 milliards de francs (+12 %). Cette progression résulte d'une évolution assez contrastée selon les secteurs d'activité. Les ventes de bicyclettes ont stagné, l'avenue sur le marché français contrebalançant le recul à l'étranger. Celles d'équipement pour l'automobile ont augmenté de 12 %. Pour les autres fabrications, les facturations se sont accrues de 15 % environ. Une perte sera encore enregistrée-mais elle sera inférieure à celle de l'exercice 1981 (32 millions de francs).

La société lance le vélo de compétition à cadre en fibre de carbone, qui sera utilisé dans la production. Le vélo de compétition est de 800 grammes. La nouvelle machine a été présentée avec la nouvelle équipe sportive Peugeot.

**ALSTHOM - COMPAGNIE ÉLECTROTECHNIQUE.** - Suite au feu vert donné par le conseil d'administration (2 février), Alsthom-Atlantique (groupe C.G.E.) a acquis en Bourse, le 3 février, 2 542 221 actions C.E.M., représentant 74,48 % du capital de la société. À la fin de la semaine, Brown Boveri, qui avait fait un prix initial de 27 F. Son coût total atteint ainsi 68,64 millions de francs.

Table with 2 columns: Indices quotidiens and Valeurs. It shows daily index values and their corresponding values.

Table with 2 columns: Cote des agents de change and Valeurs. It shows the exchange rates of various agents and their values.

Table with 2 columns: Taux du marché monétaire and Valeurs. It shows the monetary market rates and their values.

Table with 2 columns: Cours du dollar à Tokyo and Valeurs. It shows the dollar exchange rate in Tokyo and its values.

# BOURSE DE PARIS Comptant 3 FEVRIER

Main table containing stock market data for Paris, New York, and various international markets. It includes columns for stock names, prices, and changes.

# Marché à terme

Table containing futures market data, including various contracts and their prices.

# COTE DES CHANGES

Table containing exchange rates for various currencies and locations.

## AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

UNITED TECHNOLOGIES  
Résultats en hausse

Le groupe a enregistré une croissance de 15 % de son chiffre d'affaires en 1982, porté à 11,5 milliards de dollars. Les bénéfices ont également augmenté de 15 %, atteignant 1,2 milliard de dollars.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LES ARCHIVES EN PÉRIL : « Nouvelles technologies, nouvelles perspectives », par Paul René-Bazin et Bruno Delmas ; « Vers l'annuaire décentralisé ? », par Henri Charrier ; « Mémoire de la nation », par Vital Chomel.

### ÉTRANGER

- 3. AFRIQUE
  - MOZAMBIQUE : le témoignage des deux ingénieurs français libérés.
- 3-4. DIPLOMATIE
  - Les relations franco-néerlandaises.
  - La remise de lettres de créance à l'Élysée.
- 4-5. EUROPE
  - U.R.S.S. : changement à la tête des investissements.
  - Les traces du traumatisme de 1968.
- 6. ASIE
  - CAMBODGE : les incidents à la frontière thaïlandaise.
  - AFGHANISTAN : une nouvelle série de pourparlers s'ouvrent en avril à Genève.
- 6. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

- 7-8. La préparation des élections municipales.
- 9. Le débat sur la rigueur.

### SOCIÉTÉ

- 10. Violences à Nanterre.
- SPORTS
- 10-11. EDUCATION : « La défilé de l'échec scolaire » (II), par Jean Viguié.
- 11-12. JUSTICE.

### RÉGIONS

- 12. Le Rhône au bord de l'asphyxie.

### LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

- 13. Hébergement entre hôtel et meublé : Epiphany en Éthiopie.
- 14. Bhoutan : Siddim.
- 15. Hôpitem.
- 16. Plaisirs de la table : Philanthropie.
- 17. Jeux.

### CULTURE

- 19. DANSE : le onzième concours international de Lausanne.
- THÉÂTRE : « Mariage blanc », de Tadeusz Różewicz.
- 22. COMMUNICATION : Paris « se place » dans le futur programme de réseaux câblés ; de l'emploi des pétitions dans les colonnes du Monde.

### SUPPLÉMENT

- 25 à 30. La déclaration de vos revenus de l'année 1982.

### ÉCONOMIE

- 31. ÉTRANGER : le chômage en Europe.
- 33. AFFAIRES : « Gérer les nationalisations » (II), par Jean-Michel Quatrepoint.
- 34. SOCIAL.

**RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS « SERVICES » (24) :**  
Formation ; Journal officiel ; Météorologie ; Loto.  
**Annouces classées (23) :**  
Programmes des spectacles (20-21) ; Carnet (22) ; Mots croisés (18) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 4 février 1983 a été tiré à 508 471 exemplaires

**SOLDES D'HIVER**  
LE BAZAR A TISSUS  
LE PLUS CHIC  
LE PLUS GRAND  
LE PLUS ÉTONNANT  
TISSUS  
"COUTURE"  
ET  
"DÉCORATION"  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## Baisse du prix des carburants le 10 février

- Super : - 2 centimes par litre.
- Essence et gazole : - 3 centimes.

Le comité des prix a examiné le 4 février la baisse du prix des produits pétroliers décidée par les pouvoirs publics pour tenir compte de l'évolution des cours du dollar et des prix du pétrole sur les marchés libres. Du fait d'une revalorisation de la marge de gros, des frais de mise en place et de financement des stocks à compter du 10 février, le super va baisser de 2 centimes par litre, l'essence et le gazole de 3 centimes et le fuel domestique de

3,9 centimes. A cette date, les prix au litre de ces produits à Paris ne pourront dépasser 4,63 F pour le super, 4,34 F pour l'essence ordinaire, 3,64 F pour le gazole et 2,639 F pour le fuel.

Le comité des prix a d'autre part examiné les arrêtés de prix relatifs aux gaz liquéfiés en bouteille qui pourront être renchérissés de 5 à 7 % selon les sociétés, ces dernières s'engageant à améliorer leurs relations avec les consommateurs. Il a aussi défini les marges de distribution sur les pommes de terre, le mouton et les augmentations des tarifs des terrains de camping.

En revanche, les barèmes de l'automobile ne lui ont pas été soumis. Malgré des discussions, tard dans la soirée du 3 février, la hausse prévue de 2 % n'a pas été autorisée, les constructeurs automobiles n'ayant pas encore signé d'engagement de lutte contre l'inflation.

## LÉGÈRE REPRISE DU DOLLAR

Le dollar s'est légèrement redressé vendredi matin 4 février sur toutes les grandes places financières internationales. A Paris, le dollar américain s'est traité à 7,03 F (contre 7,04 F jeudi après-midi). Elle a valu 2,48 DM à Francfort (contre 2,4675 DM) et 2,0350 F.S. à Zurich (contre 2,0215 F.S.).

Après l'adjonction de 3,5 milliards de dollars de bons du Trésor aux États-Unis, aucune tension n'a été observée sur le marché des eurodollars et les spéculateurs attribuaient aux achats de précaution, en veille de week-end, le surhaussement du billet vert.

Déjà en baisse jeudi soir, l'or a poursuivi son repli à Londres pour se traiter aux alentours de 500 dollars l'once contre 506 dollars, puis 503,50 dollars la veille.

## En Corse

### ATTENTAT CONTRE LA PREFECTURE DE REGION

L'attentat à l'explosif commis dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 février contre la préfecture de région à Ajaccio (Corse du Sud) a été revendiqué, à 1 h 30, vendredi, par les « Brigades révolutionnaires corse ». Le plastiquage, qui n'a pas fait de dégâts importants, visait les services du commissaire de la République chargé de la police en Corse, M. Robert Broussard. La préfecture de région a été évacuée le 10 janvier, ses services. L'attentat a été revendiqué par téléphone auprès de M. Broussard lui-même par un correspondant anonyme. Les « Brigades révolutionnaires corse » avaient revendiqué le 4 janvier un attentat à Perli (Corse du Sud) contre la gendarmerie. (Le Monde du 5 janvier).

● **Nomination de magistrats.** - Le Conseil supérieur de la magistrature, présidé par M. François Mitterrand, qui s'est réuni jeudi 3 février, a annoncé les nominations suivantes : M. Yves Monnet, avocat général près la cour d'appel de Paris, est nommé conseiller à la Cour de cassation ; M. Pierre Migonci, président du tribunal de grande instance de Créteil, est nommé premier président de la cour d'appel de Douai ; M. Jean Chouleur, premier président de la cour d'appel de Bourges, est nommé premier président de la cour d'appel de Lyon ; M. Jacques Hennion, président de chambre à la cour d'appel de Paris, est nommé premier président de la cour d'appel de Bourges.

**Championnats du monde d'Athlétisme HELSINKI août 1983**  
départ Paris 6 août  
retour Paris 15 août  
de 4.650 F à 8.780 F  
(transport aérien, hébergement et places de stade)  
votre agent de voyages ou  
**ALANT'S TOURS**  
5, rue Danielle Casanova  
75001 Paris  
**296.59.78.**

## Après deux hold-up dans des bijouteries parisiennes

### Les policiers s'interrogent sur les liens entre Anthony Delon et un malfaiteur yougoslave

Les policiers se demandent s'il existe des liens entre les deux récents hold-up commis dans deux bijouteries parisiennes, Van Gold et Cartier (Le Monde du 29 janvier) et l'arrestation, le 21 janvier, d'Anthony Delon, dix-huit ans et demi, fils de l'acteur Alain Delon, trouvé en compagnie d'un ami, M. R. L., vingt-deux ans, au volant d'une voiture volée et en possession d'une arme ayant elle-même été volée à un gendarme (Le Monde du 2 février).

Le 3 février, tandis que M. Alain Delon était entendu par M. Jean-Pierre Goudon, doyen des juges d'instruction de Versailles (Yvelines), chargé du dossier Anthony Delon-Marc Mil, on apprenait que l'un des deux malfaiteurs qui

avaient réussi, le 21 puis le 27 janvier, à s'emparer de bijoux d'une valeur totale estimée à quelque 19 millions de francs, avait pu être formellement identifié, au vu de photographies, par tous les témoins des deux hold-up.

Il s'agit d'un ancien légionnaire d'origine yougoslave, Bruno Sulak, trente ans, fort connu des services de police pour des attaques de bijouteries, et toujours recherché depuis son évocation du 22 juillet 1982. Ce jour-là, Bruno Sulak - qui s'était déjà évadé à deux reprises dans le passé - était convoqué par cinq gendarmes, ainsi que l'un de ses complices, yougoslave lui aussi, Drago Rancic, à bord d'un train qui, parti de Montpellier, devait les conduire à Lyon. Après avoir réussi, avec des complices en place dans le train, à maîtriser les gendarmes et s'être emparé de leurs cinq armes de service, Bruno Sulak avait réussi à s'enfuir.

Anthony Delon devra donc s'expliquer à nouveau sur l'origine de cette arme, dont le numéro de série avait été rendu utilisable par limage, et dont il aurait successivement déclaré qu'elle avait été trouvée par lui-même et son camarade à bord de la voiture volée, puis qu'il se l'était procurée « dans un bar de Pigalle » et, enfin, qu'elle appartenait à son ami Marc Mil.

## A Alès

### UN MALFAITEUR EST TUÉ PAR DES POLICIERS

Recherché pour plusieurs vols à main armée, Christian Biancat, vingt-deux ans, a été tué, jeudi 3 février, à Alès (Gard), par les policiers du S.R.P.J. de Montpellier venus l'appréhender. Il avait commis, le 2 février, un vol de 500 000 F à la Société générale de Chambray (Haute-Savoie), en compagnie de deux complices également connus des services de police. Tandis que ceux-ci étaient localisés à Marseille - et finalement arrêtés sans incident - Biancat était repéré à Alès.

Les policiers ont profité de l'entrée d'un visiteur pour pénétrer dans l'appartement. Torse nu, Biancat aurait surpris les policiers, expliquant ceux-ci, en dégainant une arme. Les policiers ont alors fait feu, le tuant sur le coup. Au cours de la perquisition, plusieurs armes de poing, un fusil à pompe et une importante somme d'argent auraient été découverts.

● **La crise économique traversée par la Yougoslavie - menace de devenir une crise du système politique** -, vient de déclarer, selon le Wall Street Journal, le président en exercice de la Ligue des communistes de Yougoslavie, M. Ribitch. Le dirigeant yougoslave a évoqué, à ce propos, la possibilité de voir éclater des grèves.

## Pour la première fois

### LE BRÉSIL A PRODUIT QUELQUES GRAMMES DE PLUTONIUM

Le Brésil a produit ses premiers grammes de plutonium, vient d'annoncer le Washington Post. Le plutonium a été obtenu par retraitement du combustible irradié dans un réacteur de 5 mégawatts installé près de Sao-Paulo.

Ce réacteur de recherche, fourni par la firme américaine Babcock and Wilcox, est en principe soumis à un contrôle international. En revanche, les Brésiliens font valoir que l'installation antenne, grâce à laquelle ils ont obtenu le plutonium, ne peut être soumise à un contrôle, dans la mesure où celle-ci a été construite sans assistance extérieure.

Les quelques grammes de plutonium déjà obtenus ne permettent pas de fabriquer une arme nucléaire et il faudrait une bonne dizaine d'années pour que le réacteur produise assez de plutonium.

## En Bolivie

### BARBIE DEVRAIT ÊTRE EXPULSÉ CETTE SEMAINE dît-on à La Paz

La Paz (A.F.P.). - Il existe une « volonté politique », au sein du gouvernement bolivien, d'expulser Hermann-Barbie, indique-t-on dans les milieux politiques de La Paz. Les autorités affirment que l'affaire devrait être réglée cette semaine. Le criminel de guerre serait embarqué à bord d'un avion qui ferait escale dans un pays voisin, où des policiers allemands ou français le prendraient en charge. (Au Brésil, de source proche du gouvernement, on indique que le transit de l'ancien nazi pourrait se faire dans ce dernier pays).

Le gouvernement de M. Siles Zuazo a fait pour la première fois une déclaration officielle sur ce sujet. A l'issue d'une réunion de cabinet, le jeudi 3 février, M. Mario Rueda, ministre de l'information, a dit que le cas de Barbie « était actuellement à l'étude dans le cadre institutionnel des ministères des affaires étrangères et de l'intérieur ».

## Au Suriname

### L'ANCIEN NUMÉRO DEUX DE L'ARMÉE « PENDU » DANS SA CELLULE

Paramaribo (Reuter). - L'Agence d'information officielle du Suriname a annoncé que le commandant Roy Horb, ancien numéro deux de l'armée, arrêté dimanche dernier pour « complot contre la sécurité de l'Etat », s'était pendu le mercredi 2 février dans sa cellule. L'agence indique que le détenu se serait servi de son cagion, avec lequel il aurait fait un nœud coulant, et qu'il l'aurait accroché à un clou fixé au mur.

Le commandant Roy Horb avait été arrêté en même temps que dix-neuf autres personnes. Dix d'entre elles avaient été relâchées, par la suite. D'après l'agence, les deux ministres arrêtés avec lui seraient actuellement assignés à résidence.

Il s'agit de la sixième tentative de complot signalée par les autorités depuis que l'armée a pris le pouvoir en février 1980. L'ancien président Chin A Sen, évincé par les militaires, a déclaré aux Pays-Bas - l'ancienne puissance coloniale - qu'il était persuadé que l'officier avait été assassiné, car sa popularité constituait un danger pour le lieutenant-colonel Bousterse, chef du régime militaire.

Le ministre néerlandais des affaires étrangères a déclaré pour sa part qu'il était difficile d'accepter la thèse officielle du suicide.

● **Quelque mille cinq cents Arméniens ont manifesté** jeudi soir 3 février à Paris, pour protester contre l'occupation du militant arménien, M. Levon Ekmekjian, le 29 janvier, à Ankara. Les manifestants, qui répondaient à l'appel du Mouvement nationaliste arménien (M.N.A.), n'ont pu atteindre le consulat de Turquie, M. Levon Ekmekjian, membre de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA), avait été condamné à mort pour sa participation au commando suicide qui avait attaqué l'aéroport d'Ankara le 7 août dernier.

## Au Maroc

### ROLAND DELCOUR EST RETENU AU COMMISSARIAT DE RABAT

Notre correspondant à Rabat, Roland Delcour, est retenu au commissariat central de la capitale marocaine depuis la nuit dernière. Il y avait été convoqué une première fois, jeudi 3 février dans l'après-midi, et s'était rendu à cette invitation accompagné par le consul de France. Conformément aux promesses faites au consul, Roland Delcour avait pu quitter le commissariat peu après. La seconde convocation n'a été remise à notre correspondant qu'au milieu de la nuit de jeudi à vendredi. Roland Delcour s'est de nouveau rendu au commissariat accompagné par le consul, mais cette fois-ci les autorités policières n'ont pas tenu leur engagement, et, vendredi 4 février, en fin de matinée, Roland Delcour était toujours retenu.

Notre correspondant serait interrogé essentiellement sur son article publié dans le Monde du 2 février et consacré à la mort du général Dillm.

## A Varsovie

### LES AUTORITÉS ONT « TEMPORAIREMENT » FERMÉ LE BUREAU DE L'AGENCE AMÉRICAINE U.P.I.

Les autorités polonaises ont décidé, jeudi 3 février, de « suspendre temporairement » les activités du bureau varsovien de l'Agence de presse américaine U.P.I., dont elles avaient déjà expulsé la correspondante, M<sup>me</sup> Gruber, le 15 janvier dernier (nos dernières éditions du 4 février). Cette décision a été motivée par le ministère des affaires étrangères au chef par intérim de bureau de U.P.I., M. Bogdan Turek, qui est de nationalité polonaise, et assurait seul depuis trois semaines les correspondances de l'agence.

Il s'agirait-il, selon Varsovie, d'une simple mesure de réciprocité faisant suite à l'expulsion du correspondant de l'Agence PAP à Washington, M. Glabinski, elle-même décidée par le département d'Etat après le retrait d'accréditation de M<sup>me</sup> Gruber. L'Agence PAP, n'ayant pas, puisqu'elle est une agence gouvernementale, de collaborateur américain à Washington, son bureau s'y était en effet trouvé de facto paralysé.

Le reste que cet « équilibre » n'est qu'apparent puisque, d'une part, ce sont les autorités polonaises qui ont décliné toute cette affaire en expulsant sans un prétexte prétexte d'espionnage M<sup>me</sup> Gruber, et que, d'autre part, la fermeture d'un bureau d'agence, sans précédent en Pologne, est une décision plus grave encore que le seul retrait d'accréditation d'un correspondant.

Le pouvoir polonais entend en fait donner ainsi un nouvel avertissement aux journalistes occidentaux accrédités à Varsovie, afin de les dissuader de rendre compte des activités des militants de l'ex-Solidarité.

**DU CAL**  
EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ  
**CAPELOU**  
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE  
Répétés pour leurs robustesse et dimensions. PEU ENCOMBRANTS. TES, se font à 1 ou 2 places. (Intérieur : 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40). Matelasbutes, latexpolyuréthane. Style ou moderne. Grand choix en exposition.  
37 Av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup>  
96000 - Paris - Tél. 357.46.35

le mois du mimosa !  
**Le Train Bleu**  
dans le décor classé Belle Époque le plus somptueux de Paris  
son déjeuner d'affaires : **160 frs.**  
(un et service compris)  
GARE DE PARIS-LYON - 1<sup>er</sup> étage Réservation : 343.09.06

Pour maintenir l'activité de ses ateliers en période de morte-saison  
**NICOLL**  
La tradition anglaise du vêtement  
vous offre  
jusqu'au 26 février  
COSTUME mesure industrielle **1650 F**  
avec gilet 1 890 F  
NICOLL, à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

**PIANO: LE BON CHOIX**  
● Location à partir de 220 F par mois.  
● Vente à partir de 305,39 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).  
● Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.  
Service après-vente garanti.  
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.  
**hamm**  
La passion de la musique.  
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

PIA depuis 10 ans...  
**NEW YORK**  
PIA dessert également :  
Dubai, Karachi, Bangkok, Manille, Pékin, Tokyo, Colombo, Singapour  
Renseignements chez votre agent de voyage ou à PIA :  
152, avenue des Champs Élysées  
75008 Paris - Tél. : 359.31.82  
Agence de Lyon : (7) 860.69.48

Je Pense 150